

I. Businessman, négociateur à l'international

I-1. Le cognac de son père

Jean Monnet est d'une famille négociante. Son père est fondateur d'une des premières coopératives de producteur de cognac et s'était constitué une clientèle internationale. Il veut donner à son fils la responsabilité des marchés extérieurs. « *Monnet, lycéen peu motivé, est envoyé à Londres en 1904 par sa famille pour y faire « un stage » de deux ans auprès de la firme de commerce international W. H. Chaplin & Co., wine and spirit, agent de la firme de cognac Jean-Gabriel Monnet* » (Bossuat 2014-b). Il a 16 ans. « *Il apprend son métier d'homme d'affaires à la City de Londres. Naturellement peut-on dire, tellement est ancestrale la relation entre les grandes firmes de la City et les maisons de cognac françaises.* » (Bossuat 2014).

▪ Puis, quand il a 18 ans, son père envoie son garçon de la City « *au Canada en 1906 afin d'implanter la firme JGM. L'agent à Winnipeg de la Hudson Bay Company (HBC) est intéressé. En 1911, la HBC obtient le monopole de la distribution du cognac Monnet au Canada pour cinq ans. Il fait aussi connaissance de Robert Kindersley**, un courtier, qui deviendra gouverneur de la HBC et directeur à la Banque d'Angleterre » (Bossuat 2014-b).

Et "Mémoires de" Monnet (1976)« *... la Hudson Bay. Le directeur général de cette très vieille et puissante compagnie, M. Chipman, m'invita chez lui à Fort Selkirk. Nous avons besoin de fourrures, les trappeurs avaient le goût du cognac. J'eus l'occasion, quelques années plus tard, pendant la guerre, de mettre les relations de confiance que j'avais établies avec ces hommes entreprenants au service du ravitaillement des Alliés.* ». Il continue sa tournée aux USA, Ouest et Est, puis Suède, Russie, Méditerranée (Égypte et Grèce). C'est du bon Cognac, c'est une clientèle sélecte.

* Robert Kindersley (1871-1954) est entré en 1905 dans l'agence de Londres de la Banque Lazard Brothers. Banquier, il était déjà au C.A. de la Bank of England (Angleterre qui à l'époque était le pays avec le plus de ramifications dans le monde). "Robert Kindersley a rejoint le bureau de directeurs de la Hudson's Bay Company, et en 1908, Lazard Brothers a lancé avec succès sa première émission sur le marché de Londres, une offre d'un million de livres en obligations pour Canadian Northern Railway, pour financer la construction d'un chemin de fer de Montréal à Vancouver. Lazard Brothers allait bientôt se spécialiser dans l'introduction des compagnies importantes du Canada sur le marché britannique. La firme était aussi active dans le financement économique du Mexique, Europe de l'Est et Russie.

Lors de la Première guerre mondiale, les deux Robert [le deuxième est Robert Brand] ont servi dans des offices gouvernementaux de Grande Bretagne, en mettant les efforts de la firme presque exclusivement au service des finances de la cause alliée." (site de la Banque Lazard, [là](#), consulté 16/10/25). Cela a dû être fort rentable parce dans la foulée les "deux Robert" investissent agressivement dans le monde, Allemagne y comprise.

** La Hudson Bay cie avait été autorisée par Charles II d'Angleterre en 1670. A cette époque elle achetait des fourrures aux indiens à des points de rencontre sur la la Baie en échange de produits européens. Au 20ème siècle la HBC, avec ses filiales, possédait une flotte de transport, quelques centaines de navires, qu'elle possédait ou louait, sous pavillon anglais, ramenait aussi bien du sucre de l'île Maurice, ou de Java, qu'elle faisait du commerce dans le grand Nord avec la Russie.

I-2. Le Allied Maritime Transport Council

J. Monnet a été réformé pour raison médicale non précisées. Il revient d'Angleterre quand la guerre éclate (été 1914), il a ~ 25 ans. La "mobilisation générale" est déclarée par le Président de la république R. Poincaré et donc le nouveau président du Conseil, depuis le 13 juin, R. Viviani, le 03 août 1914. Contrairement aux autres de son age, il est libre, mais se doute qu'on finira par l'appeler pour quelque chose. Le 03 sept. 1913, devant la déferlante allemande dans le Nord en quelques semaines, non prévue par la direction militaire qui attendait à l'Est (Joffre), dizaines de milliers de morts déjà traînant partout, et les allemands annonçant le 31 août dans des tracts qu'ils seront à Paris dans 3 jours, tout le gouvernement fuit par train dans la nuit tous feux éteints, pour Bordeaux. Il s'y installe à différents endroits dans une grande improvisation (y restera jusqu'à la fin de novembre). Le parlement n'est plus en session, la presse est mise aux ordres, toute critique est punie (Clémenceau lui-même est menacé pour une), ce gouvernement dirige sans plus être contrôlé, et de son côté la direction militaire (Joffre) ne le tient pas informé de ce qu'elle fait faire au front où son pouvoir est absolu. La guerre annoncée comme brève va donc durer. Le 20 sept a lieu une réunion avec officiers et responsables d'entreprises, on réalise qu'il faut énormément de fournitures pour

les millions d'hommes mobilisés, du matériel lourd, mais aussi pour le reste du pays. Tous les jours des dizaines de décrets sont signés par les deux présidents pour faire face aux urgences.

- Selon les "Mémoires de" Monnet, l'avocat Maître Benon, un ami de famille, connaissait le Président du Conseil, René Viviani et il a emmené Jean à Bordeaux, 120 km de Cognac, pour l'introduire. Le texte dit qu'ils arrivent à voir Viviani, qui les passent au ministère de la guerre A. Millerand avec son gl d'intendance Mauclair. Et J. Monnet; homme disponible; obtient de retourner à Londres en novembre au sein des services de Mauclair, où il est dans les affaires de transports pour la France (cela noyé au sein d'un discours dans lequel le jeune Monnet explique au monde comment il faut gérer une guerre).

- Bossuat (2014-b) écrit que : Il « fait valoir auprès du président du Conseil, René Viviani, l'intérêt pour la France de son réseau financier canadien avec HBC pour le ravitaillement. HBC devient le premier fournisseur de guerre de la France. HBC ainsi que le banquier J. P. Morgan lui consentent un prêt et HBC met à disposition de la France sa flotte de commerce. »

- De Villiers (2019, chap. IV) dit tenir de J.F. Deniau qui plus tard a côtoyé j. Monnet de près : "En septembre 1914, Monnet se voit confier une mission par la Hudson's Bay Company, c'est de vendre l'idée au gouvernement français de faire appel aux services logistiques de la firme anglaise pour mettre sa flotte commerciale à la disposition des armées alliées... vont permettre au jeune Cognaçais d'être reçu par le président du Conseil lui-même, René Viviani."

- Bossuat (2014-b) : « Monnet reste aussi un agent d'HBC, puisqu'il finalise les contrats que la firme obtient du gouvernement français, en accord avec l'agent payeur de HBC, la banque Lazard Frères de Londres. Il gère aussi quelques affaires de la maison JGM, puisqu'en octobre 1915 le Saskatchewan commande trois cargaisons de cognac Monnet... ...Il a accès à Étienne Clémentel, le ministre du Commerce, Arthur Salter, chargé du ravitaillement du côté anglais et John Beale, président du Wheat executive. L'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917 fait entrer dans les executives des personnalités américaines du monde des affaires de New York : Dwight Morrow, un juriste associé de la banque Morgan, Gordon Auchincloss, un lawyer de New York, T.W. Lamont, directeur chez Morgan et, après la guerre, Benjamin Strong, le premier président de la Federal Reserve Bank de New York. En 1917, les sous-marins allemands perturbent gravement le ravitaillement des alliés. Monnet suggère au gouvernement anglais, à la demande de Clémentel, de former une administration spécifique de gestion du tonnage allié. Le Comité du transport maritime allié est créé en novembre 1917. Jean Monnet devient le représentant de la France dans tous les comités exécutifs alliés. Cette position de Monnet, un civil, provoque de vives réactions. Louis Loucheur, ministre de l'Armement, « traduit » Monnet devant Georges Clemenceau, qui, après une semaine d'incertitude, le confirme dans ses fonctions au lieu de l'envoyer au front. Monnet est l'homme de Clémentel, un politicien aux idées nouvelles pour l'organisation de la paix en Europe. Monnet a 31 ans, il a la confiance de HBC qui le gratifie de 40 000 livres pour services rendus. Le démantèlement rapide des comités exécutifs de guerre, en 1919, fait dire à Monnet, déçu, que la nature retourne à son cours. »

Selon ce texte Jean Monnet termine "sa grande guerre" avec £ 400 000 en poche. Il faut dire que, sur 4 ans : "... 286 navires pour le compte de la France, pour un total de plus d'un million de tonnes. la HBC bien sûr, a gagné une somme considérable d'argent - qui est dite d'être bien au delà de \$ 5 millions - pour sa part des profits nets de l'aventure." (Dalton 2011, p. 177).

Cela n'a pas été trop trop pénible, Roussel (2014) rapporte : « Pendant la Grande Guerre, sa secrétaire à Londres, Yvonne Antony, s'amuse de le voir [J. Monnet] sortir du Ritz, où il logeait à l'année, vêtu d'une tenue de soirée agrémentée d'une cape doublée de soie blanche »

Un petit pécule a priori donc mais il y a plus important (pour le futur). Le Secretary of the Allied Maritime Transport Council, AMTC puis président du sub-committee of the Allied Maritime Transport Executive, l'anglais **Arthur Salter** écrit (1947, p. 160) :

"J'ai été engagé dans un travail intime et journalier de cette sorte et il en a résulté j'ai eu autant d'amis de l'autre côté de l'Atlantique. C'est ma conviction qu'il n'y a pas de meilleure base pour des relations personnelles sincères et durables que d'être engagés ensemble dans une entreprise intéressante et utile et de développer un respect mutuel en cela."

et on lit parmi les écrits de A. Salter que J. Monnet est l'un parmi ces amis durables. C'est une bonne connaissance (cf. Annexe A-12). Ils restent en contact parce que par exemple Duchêne (1994, p. 54-6) rapporte, cela se passe entre 1929 et novembre 1934 lorsque J. Monnet et Sylvia ne pouvaient être ensemble : "Salter se rappelle la cour que faisait Monnet par cables et téléphone transatlantique". A. Salter basé à l'université d'Oxford où il avait un poste d'enseignant voyageait pour des missions, des expertises, des conférences, entre

autre aux USA. La carrière plus tardive de J. Monnet, européenne, sera bien dans les rails des idées défendues toute sa vie de manière militante et ouverte par A. Salter (Annexe A-12).

Et à partir de 1917, quand les USA sont entrés dans la bataille, J. Monnet, de par sa fonction, côtoie aussi entre autres (comme on l'a vu ci-dessus) l'américain **Dwight W. Morrow*** qui avait déjà eu une brève mais brillante carrière de *lawyer*, avait déjà travaillé 3 ans en tant que partenaire chez **J.P. Morgan**, et à propos duquel écrit A. Salter (1947, p. 161) :

"En fait son influence était partout et importante sur l'ensemble du système Allied Supply, et allait jusqu'à l'organisation de l'armée. Dans tout son travail d'alors, et durant toute sa carrière, il suivait quelques principes simples. D'abord, trouvez les faits - tous les faits importants qui importent - avant que vous commenciez même à ébaucher une politique; deuxièmement, essayez de pénétrer la pensée réelle de la personne avec laquelle vous êtes en train de négocier, pour voir les problèmes comme elle les voit, pour comprendre ce qui lui importe réellement; troisièmement essayez d'en tirer une solution qui demandera le moins de sacrifice sur ce qu'il lui importe le plus sans abandonner ce qui est à fois essentiel et juste de votre point de vue, une solution qui sera réellement l'intérêt commun et non pas une victoire diplomatique... ... C'est cela, avec l'évidente intégrité de son caractère, qui a fait de lui pour les quatorze années suivantes un homme d'une telle influence dans les affaires internationales, peut-être le plus grand de ceux qui sont toujours restés dans l'ombre..."

Après la guerre, il a été surtout occupé, à partir de sa situation à Morgan, avec les aspects financiers de la reconstruction européenne, bien qu'il reste à New York... Il a peut-être été le facteur principal dans l'obtention de la participation de la finance américaine pour le premier grand plan réussi de la Société des Nations, la reconstruction de l'Autriche."

* D.W. Morrow (1873-1931), juriste (Columbia Law School), travaille d'abord dans le droit des sociétés puis devient partenaire à J.P. Morgan & co en 1914 où il a mis sur pied le Kennecott Copper Corp. Après la guerre s'occupe notamment aussi de résoudre la crise financière de Cuba; en 1925 Président du bureau présidentiel de l'aviation; en 1927 ambassadeur US au Mexique; mort d'un AVC à 58 ans.

Les "Mémoires de" Monnet (1976) omettent de dire que cette connaissance date de la période 1917-1918 à Londres, et que D. Morrow était à ce moment de J.P. Morgan : *"Un personnage plein de sagesse que j'ai connu aux États-Unis, Dwight Morrow, avait coutume de dire : « Il y a deux catégories d'hommes : ceux qui veulent être quelqu'un et ceux qui veulent faire quelque chose. »... ... c'est une autre espèce de gens qui... cherchent avant tout les endroits et les instants où l'on peut intervenir dans le cours des événements. Ce ne sont pas les endroits les plus visibles et les instants les plus attendus, et qui veut les saisir doit renoncer à occuper le devant de la scène. **Mon ami Dwight Morrow me situait dans cette seconde catégorie.."***

▪ De Villiers (2019, chap. IV) "Quand on consulte les pièces d'archives, on devine, auprès de Monnet, l'omniprésence de Lord Kindersley. Selon Guy de Rougemont l'associé-gérant de la banque Lazard de Londres « a cherché à faire agréer la Hudson's Bay Company au nombre des fournisseurs de l'État français."

I-3. La Société des Nations, SDN

(janv. 1919, déc. 1922)

Deux mois suite à l'armistice, Le 25 janv 1919 à Paris est la première réunion pour la création de la Société des Nations, SDN. « *Pendant ces semaines-là, j'étais occupé entre Londres et Paris à liquider les services dont j'avais eu la charge* ».

D'une manière ou d'une autre J. Monnet enclenche de suite à la société des nations. Selon "ses" mémoires (Monnet 1976) : suite de l'"inter-Allied committees", « *à cause de cette expérience... Clemenceau et Balfour m'appelèrent au poste d' [un de deux] adjoint du secrétaire général [de la SDN], sir Eric Drummond... après le refus de candidats plus réputés... nous étions cent vingt en décembre 1919 – qui errait de Londres à Paris et à Genève où elle se fixa enfin à l'automne 1920.* ». Bossuat (2014-b) écrit : *"On ne sait pas qui a proposé son nom pour la SDN."*

Les autres correspondants de l'expérience en sont : Salter et Attolico. « *Cette conférence, la première que la S.D.N. eût tenue, en octobre 1920, et que j'avais soigneusement préparée avec Salter, Layton, Blackett et Brand, portait les espoirs encore vivaces de l'équipe de Londres.* » (Monnet 1976). Il se trouve que R. Viviani est le représentant de la France à la SDN en 1920-21 (mais avant cela, ils ne se sont vus très brièvement que une fois).

La Société des Nations reçoit les sujets laissés par le Traité de Versailles, Silésie (mai 1922), Sarre (non soluble)... La jeune Autriche née des traités est dans un état financier désespéré, on y a faim. Ils sont une dizaine de personnes de la SDN à travailler sur la question " *Monnet est arrivé : Salter, Avenol, lui et moi*

avons tout le temps des entretiens où l'on envisage tout ... », lit-on dans une lettre de Pierre Quesnay (1895-1937) qui était la personne la plus impliquée pour résoudre les problèmes de trésorerie. J. Monnet est coopté. Leur solution est de type FMI (suppression des entreprises d'État déficitaires, réduction du nombre des fonctionnaires...). Histoire bancaire donc, on a parlé plus haut (§ I-1) de R. Kindersley (Bank of England, HBC, Lazard), on en verra d'autres ci-dessous, ici les "Mémoires de" Monnet écrivent : « *la citadelle des citadelles, la Banque d'Angleterre elle-même, s'était prêtée à l'opération... Montaigu Norman était l'homme qui gouvernait la citadelle... Il m'invita à demeurer quelques jours chez lui et je devins son ami... nous étions armés pour résoudre coup par coup de tels problèmes... ce fut le cas également en Hongrie, en Grèce, en Bulgarie.* ».

- J. Monnet quitte le Secrétariat Général de la SDN en déc. 1922, où il semble donc avoir été 3 ans dans des équipes s'occupant de "prêts à conditions" à des États, il est appelé dans ses Mémoires, à la rescousse de la maison familiale qu'il avait laissé tomber. Selon Mioche (2014) : « *Au cours des sept années suivantes, il s'occupe de la firme familiale de cognac et développe ses activités financières avec la Hudson Bay Company.* » [quelles activités financières avec la HBC ?, quand ? car 1922 + 7 = 1929, ce qui rentre en conflit avec les dites Mémoires de Monnet, déjà banquier privé de liaison, en 1927 il se balade dans des hôtels entre Varsovie et Washington pour Blair, Chase Manhattan, avec Dulles bien que..., on verra que Bossuat parle lui aussi de Kindersley et Lazard ce qui est de la galaxie HBC...en réalité il semble que beaucoup de ces activités se chevauchent dans le temps]. Ce qui semble clair est que en désaccord avec son vieux père, il vend les réserves de vieille eau-de-vie, trésors qui dormaient au plus profond des chais lorsque les prix remontent. Puis l'affaire dont il garde des intérêts est "cédée" à des cousins.

- Les commissions de la SDN ont donc eu pour tâche notamment d'établir des contrats mixtes gouvernements - banques. J. Monnet y a côtoyé des personnes expérimentées. Il va appliquer à son compte ce qu'il y a appris.

I-4. Blair & Co

Ce que décrivent ensuite les "Mémoires de" Monnet, est tout à fait du même type que l'activité du groupe dans lequel il s'est trouvé à la Société des Nations, et on verra qu'il est écrit à quelques reprises que c'est effectivement le départ de ses liens d'affaires,

(Monnet 1976) : « *je fus approché alors par une importante firme d'investissements américaine, Blair and Co., qui venait de constituer une filiale française à Paris.* ». Les "Investments bankers" de la place de New York « *procédaient à des émissions de titres pour des affaires industrielles ou pour des États qui ne disposaient pas par eux-mêmes du crédit nécessaire au développement de leurs infrastructures. Ces établissements privés se chargeaient de placer des emprunts publics gagés sur des garanties qu'offraient les gouvernements. Il fallait s'assurer de la réalité de ces garanties : cela pouvait aller jusqu'à la réorganisation de tel système de recettes fiscales ou douanières* » ; « *Le directeur général de Blair était Elisha Walker, un homme d'affaires audacieux... Avec lui, nous fondâmes à Paris, en août 1926, la Société française Blair and Co. Foreign Corp., et j'en devins vice-président.* ». La Blair and Co. était spécialisée dans le placement d'emprunts sur le marché américain et liée à la Chase National Bank. Il embauche René Pleven, Dr. En droit, 26 ans, à son bureau parisien.

● Pologne

Les "Mémoires de" Monnet lui font dire : « *Rajchman... [qu'il a côtoyé à la SDN] me mit en rapport avec le gouvernement polonais au début de 1927 et j'allai vivre à Varsovie... à l'hôtel Europejski... René Pleven apprenait là les servitudes du décalage horaire qui nous obligeait à **communiquer la nuit à New York les résultats des négociations de la journée.** (...) Après de longues négociations **que je menai à Paris et à Washington**, un accord intervint pour remettre l'économie polonaise sur des bases solides... mais au prix de sévères mesures de réorganisation interne. Les banques centrales garantirent conjointement la valeur du zloty stabilisée grâce aux emprunts que Blair émit sur les places internationales. Comme rien d'important ne se fait aux États-Unis sans le concours des lawyers, nous nous étions adjoint les conseils d'un des plus brillants avocats de New York, **John Foster Dulles. Je l'avais rencontré à la conférence de la paix et j'étais devenu son ami...** » [cette rencontre avec John Forster Dulles en 1919 à Paris, qui d'ailleurs était avec son frère Allen, est confirmée coté Dulles. ils sont du cabinet Sullivan et Cromwell, là experts à tirer d'avantageux contrats pour les banques (et pour eux-mêmes) des états faibles]*

Maintenant selon Bossuat (2014-b) :

« Les plans de stabilisation sont préparés par des banques américaines et Blair and Co. avec le Banker's Trust, Chase National et Kuhn Loeb. Benjamin Strong, directeur de la Federal Reserve de New York est tenu au courant. Walker et Monnet se présentent comme des outsiders bancaires américains permettant à la Pologne d'échapper aux pressions de Montagu Norman (Banque d'Angleterre) mais aussi du **Comité financier de la SDN**. La diplomatie française soutient la Pologne pour renforcer les alliances françaises en Europe centrale. Monnet doit constater, cependant, le double jeu des Polonais et il met de dures conditions au prêt, entre autres le contrôle sur place de la réalité de l'assainissement... Monnet organise le travail avec l'aide de **Dulles, son conseiller juridique de Sullivan and Cromwell** [pour les frères Dulles, voir [là](#)], le plus gros cabinet d'affaires des États-Unis... Le prêt se monte à 72 millions de dollars, dont 47 millions viennent du marché américain. L'accord est signé le 13 octobre 1927... À la suite du prêt polonais, Monnet acquiert une réputation de compétence indiscutable. Il est, selon les Polonais, « a superb banker, but also a great politician, expert in European situation ». Elisha Walker, patron de Blair and Co., reconnaît ses mérites. Ces témoignages donnent de Monnet une double personnalité : c'est un excellent homme d'affaires qui a l'intuition politique de la stabilisation de l'Europe. » ; « Blair and Co. développe ses amitiés d'affaires avec **Lazard** de Londres, par l'intermédiaire de **Kindersley**, de Robert Brand et de son fils Thomas, ou encore de Pierre David-Weill. Monnet rencontre **aussi John McCloy**... »

• La France ratée

A cette époque les anciens du SDN mangent souvent ensemble à échanger sur les problèmes de stabilisation du franc. J Monnet est même présent à une rencontre de P. Quesnay [passé d'expert de la SDN à celui de la Banque de France] avec Pierre Laval, le 14 juin 1926. « La stabilisation polonaise de 1926-1927 pendant laquelle les deux hommes interviennent, l'un pour la Banque de France, l'autre pour la banque Blair, permet à Quesnay de faire la connaissance d'un des nouveaux plus proches collaborateurs de Monnet, René Pleven. Et il ne manque pas de louanges à son propos... un très bel exemple de « placement » par Pierre Quesnay auprès de Jean Monnet, celui du jeune Léonard Rist, le fils du maître de Quesnay, Charles Rist... je crois pouvoir le faire prendre par Monnet... » (Boulangier 2014).

« Elisha Walker et Monnet veulent constituer un consortium de banques américaines pour soutenir la stabilisation du franc. Mais Poincaré fait échouer cette solution. La banque Blair and Co. s'intéresse alors à d'autres pays pour y faire des affaires au plus haut niveau.» (Bossuat 2014-b).

• La Roumanie

▪ Là les termes des "Mémoires de" Monnet sont très vagues ["*même le marché américain.. ne put*", elles ont des noms ces grosses banques avec lesquelles en tant qu'intermédiaire il devait être en confidences...]

« Quelques mois après, en **janvier 1928**, j'étais à Bucarest où une situation politique et économique trouble avait affaibli là aussi la valeur de la monnaie, le leu, au point que le gouvernement roumain ne rencontrait plus le crédit qu'il recherchait... Les négociations que je commençai... L'emprunt de consolidation du leu fut une opération difficile, car même le marché américain, déjà touché par les symptômes avant-coureurs de la crise mondiale, ne put absorber la totalité des cent millions de dollars de l'émission, gagée pourtant sur la Caisse autonome des monopoles d'État roumain que **nous** avons fait constituer à cet effet. C'est dans ces conditions qu'intervint... Ivar kreuger offrait de compléter la souscription à concurrence de trente millions de dollars, en contrepartie de l'attribution du monopole des allumettes en Roumanie [c'est signé le 01/02/1929]. Je connaissais cet homme... Il venait me voir chez Blair, à Paris, rue François-Ier... « Vous savez, me confia-t-il, que j'ai une Société kreuger-Toll cotée à la bourse de New York. Je peux émettre des obligations et obtenir ainsi les monopoles d'État un peu partout dans le monde. Je vais commencer par acquérir le monopole polonais des allumettes, et ainsi de suite. » (Ivar Kreuger jongle avec les monopoles d'État dans des relations qui sont nécessairement à la fois d'affaires et de politique ; Selon Mioche (2014) Monnet l'a connu via l'épouse de son frère Gaston Monnet, qui est d'origine suédoise et qui connaissait Kreuger).

▪ Maintenant selon Bossuat (2014-b). « Cette négociation, comme le prêt polonais, est un bon exemple de la complexité de l'opération financière, mais aussi de l'imbrication des intérêts privés et de ceux des États, tout en faisant apparaître l'atlantisation du marché bancaire et la facilité avec laquelle les banquiers traversent les océans. En fait, les lieux de négociation du prêt sont New York, Londres et Paris. Mais à l'automne 1928, Elisha Walker fait savoir à Monnet la difficulté d'émettre l'emprunt roumain sur New York. Blair and Co. accepte cependant de financer 10 millions de dollars. Moreau [Banque de France] est d'accord pour que Paris joue un rôle accru, à condition que le gouvernement roumain procède à l'assainissement prévu... Monnet fait travailler Swatland de la **firme de lawyers Cravath** sur le prêt roumain... Un prêt de 100 millions de dollars est enfin consenti à la Roumanie, sauvé par Ivar Kreuger, le 1er février 1929. »

▪ Mioche (2014) : " À propos de son action autour de l'emprunt roumain de 1927 [sic, prob 1928-9], Éric Bussière écrit : « Monnet s'y conduisit autant comme membre d'une mission française que comme le représentant d'une banque américaine. »"

On sent en tout cas qu'il a pris confiance.



Fig. 1. Deux photos non datées de Jean Monnet dans l'entre-guerres (© Arte et SDN)

I-5. La Transamerica

Bossuat (2014-b) :

« Après la stabilisation de la monnaie roumaine en 1929, Elisha Walker, banquier d'affaires, signe un accord avec Transamerica Corp, maison mère de Bank of America, une banque de dépôt présidée par Amadeo Pietro Giannini. Un nouvel établissement naît, la Bancamerica Blair présidée par Walker, directeur exécutif aussi du comité exécutif de Bank of America, avec Monnet comme vice-président en 1928, puis de la Holding Transamerica en janvier 1930. Commence une stupéfiante période de la vie de Monnet engagé dans la gestion de la plus grande holding bancaire américaine. Amadeo Giannini dont l'aventure bancaire a commencé en 1904 avec la Bank of Italy, une banque populaire pour les pauvres immigrants italiens, veut encore s'étendre. Il doit s'allier. Giannini connaît Blair and Co., admire Elisha Walker et les jeunes talents autour de lui « some of Walker's energetic young executives, like Monnet, a French industrial expert in charge of foreign operations ». Pourquoi Monnet est-il nommé vice-président de Bank of America et de Transamerica ? Parce qu'il a une ouverture, vérifiée précédemment, sur les milieux bancaires et politiques européens. « Monnet est une sorte d'informateur "gris" de la Banque de France », qui lui donne la possibilité de renforcer sa position auprès de Blair and Co. en jouant de ses réseaux européens ; sa personnalité plaît chez Blair. Il soutient les novateurs, tel Pierre Quesnay à la Banque de France, « pour favoriser la mise en place d'une banque centrale moderne ». Il réussit à faire de Pierre Quesnay le premier directeur de la Banque des règlements internationaux (BRI)*, contre l'avis de Schacht [gouverneur de la banque d'Allemagne]. Monnet est favorable à des solutions négociées en Europe. Il pense que la Transamerica, la « Giannini blairisée », est « la conception d'avenir du financement des affaires américaines », « la plus grande holding des États-Unis et du monde, ayant un portefeuille de plus d'un milliard de dollars ». Transamerica est l'avenir de la profession de banquier investisseur puisque son réseau « permet le crédit à court terme par ses banques de dépôts (Bank of Italy, Bank of America), le crédit à long terme par les émissions (Bank America, Blair), les participations permanentes sous forme d'achats ou souscriptions de titres (Transamerica) ». L'action de Transamerica monte à 25 dollars quand les deux hommes prennent les commandes. Monnet reçoit 50 000 dollars par mois pour sa vice-présidence et Walker, le président, 100 000 dollars. »

* BRI, car l'histoire turbulente continuait en Europe, Lacroix-Riz (2016 p. 38) : "... Le Reich croulait - et le système capitaliste mondial faillit le suivre en 1931 - non pas sous le poids des réparations, éteintes, mais sous celui de la fameuse « dette privée de plus de trois milliards et demi de dollars », « les deux tiers en étaient dus à

des banques américaines » privées : à elle seule, la « la seule Chase National Bank avait engagé en Allemagne 190 millions de dollars d'investissements à court terme, environ la moitié de son capital total. ».

Le reste formait la créance sacrée de la haute banque « européenne », qui s'était regroupée, sous l'égide (officiellement privée, non étatique), de « l'Amérique », au sein de la Banque de Règlements Internationaux [BRI] fondée par le plan Young : installée à Bâle en août 1930 et soustraite à toute fiscalité, en temps de paix comme en temps de guerre, la BRI veillerait au paiement (en or) des intérêts des emprunts « privés » Dawes et Young. Les financiers « européens » gros porteurs de ces titres, s'y intéressaient autant que leur homologues américains, que représentait officiellement John Foster Dulles."

- "Mémoires de" Monnet (1976) : « Walker prit la présidence et moi la vice-présidence de Transamerica. Dans cette opération, nous fûmes aidés par un lawyer d'une compétence exceptionnelle : Donald Swatland demeura mon ami et j'eus recours à lui plus tard... »

- Bossuat (2014-b) : « Cette implication dans Transamerica n'interdit pas les investissements croisés Blair-Kreuger dans des affaires telles que la Diamond Match Company que Monnet et Walker dirigent. Monnet est le représentant de **Kreuger & Toll** quand Kreuger achète des actions pour obtenir le contrôle de diverses firmes. Kreuger sollicite un prêt de 6 millions de dollars à la Transamerica que Monnet repousse. Monnet travaille aussi sur les marchés du téléphone. La banque franco-américaine y a des intérêts avec Blair contre ITT »

- Bossuat (2014-b) : Mais suit le krach d'octobre 1929, effondrement des actions. « les réformes mises en œuvre par Walker et Monnet déplaisent à Giannini, qui les rend responsables de la chute de la valeur des actions de Transamerica, 2 dollars **fin 1931**. Giannini s'en prend au monde de Wall Street. Sa démagogie plaît aux petits porteurs. La contre-offensive de Giannini aboutit à l'éviction de Walker et de Monnet le 15 février **1932**. La faillite de la Transamerica coûte une fortune à Monnet. Il perd son salaire de 50 000 dollars, la valeur de ses actions passe de 3,54 millions de dollars à 200 000 dollars. Sa rémunération annuelle passe de 50 000 à 6 250 dollars en 1932. ».

I-6. Liquidation Kreuger

On vient de lire que J. Monnet dirigeait des investissements dans les allumettes (Diamond Match Company), qu'il représente Kreuger pour l'achat de firmes..., et maintenant :

▪ Les "Mémoires de" de Monnet (1976) : « Le jour vint où il [Kreuger] ne put plus cacher la formidable imposture de sa richesse fictive bâtie sur un échafaudage de falsifications. Il se suicida à Paris en mars 1932. Les unes après les autres, ses entreprises géantes s'effondrèrent, ébranlant la finance mondiale, jetant partout la stupeur. La liquidation d'un tel désastre fut en soi une longue et considérable entreprise internationale à laquelle je me consacrai pendant l'année 1932 à Stockholm. ».

▪ Mioche (2014) : « La faillite de l'entreprise suédoise met en difficulté de nombreuses firmes, dont la banque Lee Higginson & Co. de Boston où George Murnane travaille de 1928 à 1935. ».

▪ Salter (1947 p. 201-2) commentant Kreuger :

"Ces opérations financières se faisaient à une échelle immense et dans certains cas les prêts étaient un facteur substantiel des finances nationales des pays concernés. Ils étaient inter-dépendants et intriqués. L'ensemble, tant que les conditions étaient favorables, ils lui ont fourni une immense fortune et un pouvoir personnel qui n'a peut-être jamais été égalée par un holding financier individuel sans position officielle; mais ils étaient si liés qu'un désastre important quelque part pouvait conduire à l'effondrement de l'ensemble de la vaste structure. J'ignore si le système pouvait vraiment continuer indéfiniment, ou si un élément de fraude avait en fait commencé le processus à une étape précoce... Son prestige personnel était très haut, sa bonne volonté sans question, mais cela ne suffirait pas s'il révélait son état réel. Dans ces circonstances il en est venu à la fraude et falsifications, et il était d'autant plus capable de le faire que sa réputation était si grande que la grande financière réputée à laquelle il postulait ne prenait pas les précautions normales qui auraient été prises automatiquement dans cas d'un humble emprunteur..".

▪ On vient de lire que J. Monnet codirige *Diamond Match Company* et est le représentant de Kreuger & Toll, on comprend maintenant d'une discrète mention de Salter (1947, p. 201 puis 203), qui s'abstient de nommer la personne, mais c'est assez clair, qu'il a vécu la chose physiquement de fort prêt :

"... mars 1932... Je vais décrire ici la scène telle qu'elle m'a été raconté de première main par un ami français qui en a été témoin..."

... Le jour de sa mort, un de mes amis français, un représentant de la maison financière qu'il avait dupé avec succès, avait des affaires à voir avec lui. Il vient pour cela à l'appartement de Kreuger [à Paris], entre, et n'ayant pas de réponse, ouvre la porte de la chambre et voit le suicide avec l'arme létale à côté de lui..."

- Bossuat (2014-b) : « les créditeurs américains de Kreuger sont représentés au conseil de liquidation par **Cromwell et Sullivan qui impose deux représentants** sur cinq au conseil des liquidateurs. L'un des deux est **Jean Monnet, élu en septembre 1932 sur proposition de John Foster Dulles**. Monnet démissionne de son poste de directeur de Diamond Match pour être libre par rapport à la liquidation de Kreuger and Toll. Il s'en retire, cependant, le 11 juillet 1933. Le comité des créditeurs ne peut récupérer que 2,5 millions de dollars sur les 100 millions de dollars de dettes de Kreuger. ».
- Mioche (2014) : « Les activités de Jean Monnet pour la liquidation Kreuger... ne lui rapportent pas beaucoup d'argent. En dépit de ses protestations, la Cour de justice de Stockholm réduit ses compensations de 45 000 couronnes à 35 000, le 7 septembre 1933 ».
- A propos de cette liquidation Kinzer (2013) écrit : "En dépit de la crise, des quantités considérables d'argent se formaient via les cercles autour des **frères Dulles**. Des honoraires les plus grands de Sullivan et Cromwell sont venus des victimes du crash, notamment \$540 000 pour les négociations au nom des tenant d'obligations escroqués par Ivar Kreuger, le financier suédois et "roi de l'allumette" qui s'est suicidé une fois que son montage pyramidal s'est effondré en 1932."

I-7. La Chine

- Bossuat (2014-b) : « Fin 1932, Monnet est approché par H. H. Kung, ancien ministre de l'Industrie et du Commerce, envoyé spécial du gouvernement chinois auprès des États-Unis et des pays européens, à la demande de T.V. Soong, ministre des Finances et frère de Mme Tchang Kai-chek pour organiser le financement du développement de la Chine. » (...) « Soong charge Lazard (Londres) de représenter la Chine pour les achats extérieurs, grâce à Monnet. On crut même que Monnet était missionné par Lazard, ce qui n'était pas le cas. Lazard, cependant, fournit à Monnet un prêt substantiel dont la date n'est pas connue, mais dans les années trente, estime Duchêne. La banque Lazard attend un retour de Monnet pour le développement de la Chine. Monnet est appointé par T. V. Soong à hauteur de 150 000 dollars chinois par an. Il doit constituer une corporation internationale pour cet objet »
- Il n'est ni le premier ni le seul à être appelé pour la finance par l'équipe chinoise Soong perpétuellement à la recherche de sous et solutions (guerre avec le Japon, puis avec les "communistes" dont Salter dit et montre qu'il s'agissait essentiellement d'une guerre foncière, le Kuomintang étant le parti des grands propriétaires fonciers très durs avec leurs employés). Durant la décennie 1920s Forster Dulles de Sullivan & Cromwell avait arrangé trois crédits J.P. Morgan à la Chine. Pour lui Chiang Kai Tchek est même un héros puisqu'il se battait contre le "communisme" (Kinzer, S. 2013).

Arthur Salter a fait un premier voyage de quelques mois en Chine en 1931 en tant qu'économiste connu (avec dit-il un belge devenu plus tard gouverneur de la banque nationale de Belgique). Il en fera un deuxième sur la limite 1933-34 et tout ce monde là était logé (dans une maison particulière pour eux) par la dynastie Soong. Mais lui ne fait pas banquier.

- Pour J. Monnet il s'agit surtout de déridier la tutelle du Consortium bancaire (British & Chinese co pour la Grande-Bretagne, J.P. Morgan & Co pour États-Unis, Banque d'Indochine pour la France, Japon...) imposée à la Chine en 1920 et particulièrement prudent pour ce pays, et de plus avec les japonais hostiles à une modernisation nationaliste.

Le Kuomintang, parti national du peuple chinois qui s'est installé de manière plus ou moins chaotique au début des années 1920 sur les ruines de la dynastie Qing est arrivé à l'apogée de sa puissance sur la décennies 1927-1937. Le gouvernement nationaliste est à Nankin 300 km à l'Ouest-N-Ouest de Shangai, il ne contrôle complètement que le centre Est d'une Chine qui fait 400 millions d'habitant-e-s. Les communistes sont réfugiés depuis 1927 dans certaines zones montagneuses, et ailleurs, au grand Sud, grand Ouest, grand Nord. Et il y a des seigneurs de la guerre. La France a encore des détachements militaires à Shangai, Pékin et Tientsin au Sud de Pékin.

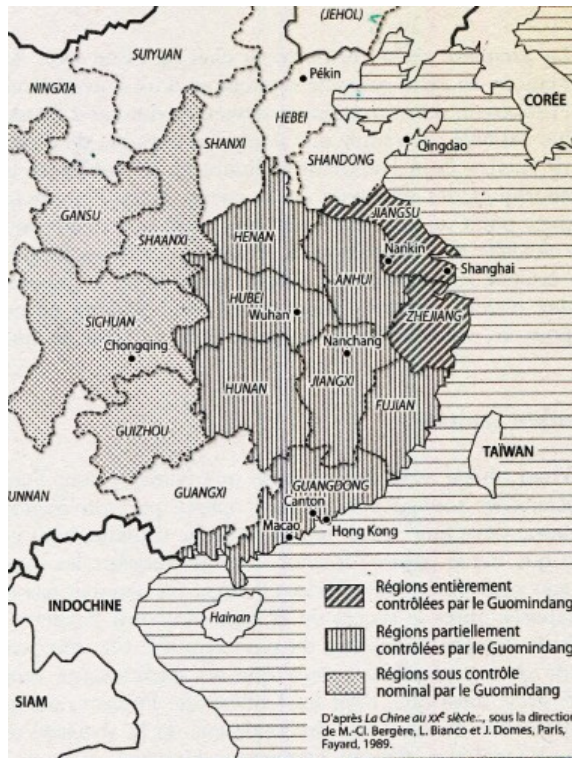


Fig. 2. *Décennie de Nankin, 1928-1937*: le kuomintang (parti nationaliste de Sun Yat-sen puis de Tchang Kai-chek) a un contrôle complet sur 2 régions du centre-extrême Est, et partiel sur l'Est; à droite T.V Soong ministre des finances, en 1930 (Roux 2016, p. 160, 336)

• **T.V. Soong** (Song Ziwen, 1894-1971) dont le père Charlie Soong (1863-1918) a été consacré pasteur méthodiste aux USA mais qui à partir de 1892 est rentré dans de prospères affaires, a reçu une éducation très poussée à l'Université St John's de Shanghai, perfectionné aux USA (comme ses 5 frères et soeurs) par un premier cycle à la Harvard Business School puis un second cycle à la Columbia University de New York, complété par un stage à l'International Banking Corporation en 1917. Devenu chef de la famille Song à la mort de son père, en 1918 il est employé économiste par le grand complexe sidérurgique chinois Hanyeping (aciérie, mines de fer, houillères, flottille de barges sur le Yangzi, 100 000 personnes : ouvriers, mineurs, marinières, cheminots). En 1925 il est responsable des finances de Sun Yat-sen. Il a été plusieurs fois ministre des finances dans les gouvernements du Guomindang, dont il fera le premier budget organisé, et la première monnaie unique et une première banque centrale. "Il est le grand argentier de la beifa [expédition militaire vers le Nord 1926-28] tout en s'initiant à la diplomatie en tant que principal négociateur avec les autorités britanniques...". De ses trois soeurs, l'une Qingling s'est mariée à Sun Yat-sen (26 ans plus âgé), une autre Ailing s'est mariée avec le banquier **H.H. Kung** (Kong Xiangxi, converti au christianisme dans une école de missionnaires américaines, il fait ses études dans les grandes universités US dont Yale, lui aussi par moment est ministre des finances), et Meiling la plus jeune des filles a suivi des études au Wellesley College (Massachusetts) avant d'épouser en 1927 Chiang Kai-shek après que ce dernier se soit converti au christianisme. Elle est aussi son interprète car il ne parle pas anglais. Enfin le plus jeune de la famille, T.A. Soong, diplômé de la Harvard Business School, dirigeait *The Bank of Canton* (à Hongkong puis) à San Francisco.

Il y a des tensions à plusieurs reprises entre T.V. Soong et Chiang Kai-chek chef de guerre surtout préoccupé à traquer (ses anciens alliés) les communistes. **T.V. Soong** "méprise Tchang Kai-chek qu'il juge inculte et brutal, mais il le considère irremplaçable pour éviter le chaos... .. Très connu en Occident où son occidentalisme affiché lui vaut tous les suffrages, il est impopulaire en Chine où il incarne la corruption et la prévarication du « capitalisme bureaucratique » dénoncée par le PCC..." (Roux 2016, p. 606). H.H. Kung est aussi impliqué dans des délits d'intiétés et prévarication (et Ailing née Soong, sa femme, réputée pour spéculer sur le marché des changes, or, coton, farine...).

T.V. Soong sera ministre des affaires étrangères de 1942 à 1945. En 1948-49, T.V. Soong et H.H. Kung et Ailing sa femme, se retireront définitivement aux USA avec leurs fortunes et y mourront. La petite soeur Meiling sera elle, vice-présidente de Taiwan (avec une résidence à New York où elle allait souvent) dont son mari est dictateur (loi martiale permanente, dépenses militaires 73 % du budget jusqu'en 1966), avec leur fils adoptif

Chiang Ching-kuo, pragmatique prudent, qui prend la relève. Par contre Qingling qui s'était mariée à Sun Yat-sen n'a jamais accepté la prise de pouvoir au Guomindang par Tchang Kaï-chek (quand les communistes établiront la République Populaire de Chine en 1949, il lui attribueront un statut élevé bien que symbolique).

- J. Monnet s'est mis à la tâche mais à l'été 1933 il a échoué à débloquer la situation. Puis T.V. Soong perd son poste de ministre des Finances en octobre 1933.
- C'est alors que reviennent, sont rappelés par la dynastie, ses amis (économistes mais non banquiers) de la SDN. Bossuat (2014-b) : « Monnet, Salter et David Drummond, vicomte Strathallan [fils de l'ex-secrétaire général de la SDN, Sir Eric Drummond], arrivent pourtant à Shanghai le 21 novembre 1933 où ils sont immédiatement accueillis par le ministre T.V. Soong... Il [Monnet] réside chez Henri Mazot, ancien directeur en Chine de la Banque de l'Indochine, plus chinois que les Chinois, à la concession française. ». On sait que A. Salter est resté quelques mois à cheval sur 1933-34. Tout ce monde là était donc ensemble en discussions finance avec Soong et al.

- Mioche (2014) : « *Le séjour en Chine de Jean Monnet a duré moins d'un an, de l'hiver 1933 à juillet 1934 et a été l'occasion de la création de la China Finance Development Corporation.* »

- H. Hoppenot, conseiller auprès de la partie de la Légation de France qui était à Pékin n'était par ravi : « On notera que Jean Monnet passe outre la voie diplomatique normale et prend contact directement avec les autorités chinoises. Nous avons là un exemple de diplomatie parallèle... (...) Cette démarche d'un financier privé, qui entre en relation directement avec les milieux diplomatiques étrangers, sans passer par les services de sa propre légation est déjà révélatrice de cette diplomatie des experts et des techniciens qui, laissant à l'écart l'agent diplomatique, en fait un simple informateur et non plus le représentant des intérêts nationaux. » (Barbier 1999 p. 66, 67). Par contre, « Philippe Baudet [chargé d'Affaires de France à Nankin] admire sa hardiesse financière, son aptitude à négocier et à parler directement avec les interlocuteurs de son choix sans passer par les voies diplomatiques habituelles. » (Barbier 1999 p. 70).

- Avec T.V. Soong le projet d'accord sur la *China Development Finance Corporation* (CDFC), sorte de banque d'affaire interne, est rédigé par Monnet le 20 mars 1934. Il est entièrement chinois, banques privées (sont ± obligées par T.V. Soong, les grosses de Shanghaï et de Hong-Kong) et hautes personnalités, a une belle allure. Les Chinois auront la responsabilité des projets de développement, la CDFC surveillera les projets qu'elle pousse. Au capital de C\$ 10 millions souscrits, les Soong ont la réalité du pouvoir.

Bossuat (2014-b) : « *Le capital étranger peut entrer en Chine par l'intermédiaire de banquiers chinois. Monnet et T. L. Soong, directeur général de la CDFC, signent un contrat de trois ans, le 3 juillet 1934, par lequel Monnet est gratifié de C£ 50 000 par an et de 7,50 % sur les profits de la CDFC. Monnet est le représentant exclusif de la CDFC en Europe et aux États-Unis pour les affaires de Chine.* »

En collaboration avec des banques étrangères, la CDFC va émettre des emprunts destinés à plusieurs lignes distinctes de chemins de fer. Il y a un premier accord avec la British & Chinese Corporation (B. & C. Co.). En 1937 David, fils de H.H. Kung et de Ailing Soong devient un directeur de la *Huainan Mining and Railroad Cy*, dirigée par la CDFC.

- Bossuat (2014-b) : « *Après huit mois en Chine, Monnet repart pour l'Europe en juillet 1934 en passant par Moscou pour organiser le divorce de la femme qu'il aime, Sylvia Bondini [de 19 ans plus jeune, qui était déjà mariée], et pouvoir l'épouser. Il regagne ensuite Paris. Après un court séjour aux États-Unis, il repart, de Paris, pour Moscou avec Sylvia. Ils se marient le 13 novembre 1934 à Moscou. Monnet rejoint les États-Unis d'où il part avec Sylvia pour la Chine en mars 1935. Ils s'installent, 262 route Ferguson à Shanghai. Ils y restent jusqu'en septembre 1935. Ils rejoignent alors les États-Unis où ils louent un appartement de onze pièces à New York sur la 5e Avenue.* » [il semble que le séjour à Shanghai soit en partie pour fuir les poursuites du mari qui cherchait la garde de sa fille que Sylvia a prise avec elle]

J. Monnet continue de l'extérieur de Chine les engagements signés avec Soong et la CDFC.

- Selon le proche collaborateur de Monnet Duchêne (1994, p. 54-6), bien que le coup de foudre ait eu lieu à Milan en 1929 (Sylvia était alors mariée à un représentant de Blair & co en Italie depuis 6 mois), on ne divorçait pas comme ça dans la société des années 1930s, et c'est l'Italie de Mussolini depuis 1925. De plus elle va avoir une fille (de son mari) en 1931 dont la garde alors dans les pays de loi romane allait au père. "Il y a quatre longues années de séparation entre août 1929 et novembre 1934", pendant lesquelles ils essaient chacun d'annuler le mariage, impossible aux USA pour une question de résidence. "Salter se rappelle la cour que faisait Monnet par cables et téléphone transatlantique". C'est alors l'affaire la plus brillante que Monnet ait résolu (longue et couteuse dira-t-il) : une catholique mariée à un employé de banque américaine va se faire soviétique, divorser et se marier avec une autre figure de la finance internationale, à Moscou, chez

Staline (où le divorce était possible depuis 1917). Sylvia arrive seule de Suisse où elle était avec sa mère et sa fille. En quelques jours, donc évidemment avec une aide toute préparée, elle devient citoyenne soviétique, et cette cityonne russe demande le divorce. Lui arrive de Chine par le transibérien. Les deux se marient dans la grande ville rouge. Au retour ils prennent la fille de Sylvia et partent aux USA puis donc, en mars 1935 à Shanghai. Si cela a été possible, selon sa méthode de fonctionnement, J. Monnet a eu recours à des personnes très influentes. Les ambassadeurs américain et français à Moscou, William Bullitt et Charles Alphan, y auraient apporté leur concours. C'est une fenêtre où la situation politique était favorable : ces diplomates travaillaient sur le traité franco-soviétique d'assistance mutuelle qui sera signé le 2 mai 1935 à Paris.

I-8. Les Monnet, Murname & Co

▪ Bossuat (2014-b) :

« Le 18 février 1935, Jean Monnet et George Murname ont formé une société, la Monnet, Murname & Co. (M., M. and Co.) sous la loi canadienne, enregistrée sur l'île du Prince-Edward (Canada), mais dont le siège est à New York. Murname est un banquier connu de la place de New York. Il est lui-même partenaire de la banque Lee Higginson and Co. de Boston, qui a appuyé Kreuger. **Dulles** investit 25 000 dollars dans la société et demande à sa firme, Sullivan and Cromwell, d'y investir 50 000 dollars. M., M. and Co., pauvre en capital, doit gagner sur le marché chinois et sur les affaires de téléphone de quoi payer les dépenses immédiates. Mais Monnet et Murname s'octroient chacun des salaires confortables de 36 000 dollars alors que la société n'est pas consolidée et qu'elle est attaquée par les Japonais et les Britanniques. Les associés sont Lord Perth (David Drummond) et Pierre Denis.

M., M. and Co. inclut le travail de conseil de Monnet auprès de la CDFC, mais développe aussi d'autres affaires hors de Chine. Monnet crée des antennes à Paris, Londres et Shanghai dont s'occupent respectivement Pierre Denis, David Drummond et Henri Mazot. (...) La CDFC représente, en 1934, 12,6 % des revenus de M., M. and Co.. M., M. and Co. a négocié en Chine sur le chemin de fer du Lunghai Railroad (lignes du Lunghai [Ouest-Est sur latitude quelques 100aines de km au Sud de Pékin] and Tientsin-Pukow [Nord-Sud, de Tianjin au Sud de Pékin à Pukou banlieue nord de Nankin, ligne existante]) et la Telephone Syndicating. L'émission des premières obligations émises par la CDFC et la Hong Kong and Shanghai Bank pour la construction d'un chemin de fer fut souscrite au-delà de la demande. On comprend pourquoi Monnet obtient de Washington, en octobre 1934, le soutien de l'Eximbank pour un crédit de modernisation. Monnet cherche aussi des investisseurs pour la CDFC auprès de Lazard de Londres, ce qui gêne le Trésor britannique et indispose encore plus le Japon. (...) »

« En décembre 1936, un contrat est signé entre la CDFC et la Banque franco-chinoise pour le Commerce et l'Industrie qui constitue « un groupe composé de quatre banques françaises, le Groupe Uni des Banques françaises, afin de collaborer avec la CDFC dans les projets d'investissements en Chine. Ce groupe sera dirigé par la Banque de Paris & des Pays-Bas, et outre la BFC, la Banque Lazard-Frères et la Banque de l'Indochine vont y participer », dit Miyashita. Il établit un partenariat « entre la CDFC et la Société belge des Chemins de fer en Chine », en 1937...».

A Propos de personnes de la banque de Paris et des pays bas, les archives sont dépourvues de lettre de J. Monnet mais « permettent cependant de découvrir les échanges fréquents qui ont existé entre trois personnages-clés de cette époque et de l'immédiat après-guerre : Émile Moreau, Emmanuel Mönick et Charles Rist. Tous trois ont entretenu, en raison de leur position à la Banque de France ou dans les rouages de l'État, des relations étroites avec Monnet, ce dont témoignent les Mémoires de ce dernier ou sa biographie par Éric Roussel. Or nous savons que la Banque de Paris des Pays-Bas a été présidée successivement par Moreau et Mönick, tandis que Rist est devenu un conseiller éclairé de la banque dont il a été administrateur pendant de longues années. » (Longuemar 2014).

▪ La guerre sino-japonaise débute le 7 juillet 1937 dans le Nord, dès lors, pour raison militaire ce sont des voies vers le Sud, Birmanie et Vietnam, que veulent les chinois. Malgré les tractations, pour de nombreuses raisons la voie ferrée sur la Birmanie ne se fera pas.

▪ Bossuat (2014-b) : « Pour faciliter les transactions financières en Chine, sans doute aussi pour des raisons fiscales, Monnet crée, en juillet 1937, une nouvelle société, qui garde le nom de Monnet et Murname mais est autonome par rapport à la première, Monnet, Murname Limited, enregistrée à Hong Kong avec un capital de C\$ 10 000. Jean Monnet en est le président jusqu'en février 1940. « La "Monnet and Murname Hong Kong Company" est complètement séparée du partenariat Monnet and Murname Company in New York, elle a ses affaires, ses responsables, ses revenus, ses dépenses... Son centre de décision est Paris et elle doit s'occuper des affaires traitées en Europe et en Chine. M., M. and Co. immatriculée sur l'île du Prince-Edward cesse

d'exister le 30 août 1938. A-t-elle été limitée aux États-Unis, réenregistrée à New York ? La collaboration avec Murnane subsiste pour les affaires à traiter aux États-Unis. La dissolution définitive du partenariat Monnet, Murnane est néanmoins attestée le 1er janvier 1944. ».

De cette Monnet, Murnane Ltd, « *Jean Monnet en est le président, John David Drummond et Henri Mazot sont les vice-présidents. George Murnane n'est pas dans l'organigramme de la société qui porte son nom.* » (Mioche 2014).

- La ligne de chemin de fer entre les villes de Chungking et Chengdu [centre de la Chine, Chengdu dans le Sichuan] ne se fera que partiellement. La CDFC n'émet plus de comptes en 1938 et 1939, et quand J. Monnet réclame les 7,5 % du contrat alors que la CDFC fait des pertes et avec la guerre le ton monte avec les chinois. H. Mazot obtiendra l'accord de 20 % des profits de la ligne de chemin de fer de Suifu [actuel Yibin au Sud de Chengdu, qui s'appelait Xufu, là] à Kun Ming au Sud dans le Yunnan pour M. M. & co. Le 2 février 1940, J. Monnet démissionne de son poste de président de M., M. Ltd. Seul son collaborateur local, H. Mazot se trouve là-bas coincé, abandonné aussi de la CDFC semble-t-il, tous contacts coupés dans les deux sens. Il sera rapatrié, gravement malade après la guerre.

Bossuat (2014-b) : Pourtant « *le bilan de la CDFC n'est pas mauvais, d'après Éric Roussel : « Interrompu par la Seconde Guerre mondiale, l'essor de la China Finance Development Corporation sera remarquable ». Elle construit le chemin de fer du Szechouan et le Shanghai Hongchoun Mingoa Railway [Shanghai à Ningbo de l'autre côté de la baie de Hangzhou, c'est une remise en état de la ligne existante]. Monnet a fait des affaires en Chine et T. V. Soong reconnaît ses mérites de financier. Monnet part de Shanghai en novembre 1935.... Mais il est fier de son rôle en Chine : « Je pense que nous devons maintenant réaliser entre nous tous, qu'on représente un petit groupe qui possède un laissez-passer permettant de contacter tous les gens importants du monde des finances dans tous les milieux et en tout les cas, nous serons pris au sérieux ».*



Fig. 3 . Jean Monnet (in Bosuat 2014)

I-9. Avoirs de la famille Petschek

Mioche (2014) ; « **J. F. Dulles connaît bien George Murnane...** En effet, la United Continental Corporation (UCC) a été constituée en 1929. Cette compagnie holding vise à administrer les avoirs allemands du groupe Petschek. Son premier président est John Foster Dulles, le second – « son ami proche » –, est G. Murnane. Une des premières affaires de la société Monnet & Murnane de 1935 concerne les biens de la famille Petschek... une famille juive, germano-tchèque. Elle a constitué une grande entreprise dans l'extraction et le commerce du lignite en Silésie et dans la région des Sudètes. Hermann Goering confie à Helmut Wohlthat le soin d'aryaniser ces entreprises en 1936-1937... En juin 1938, Josef Abs, président de la Deutsche Bank, devient président du groupe Petschek et un « dédommagement » imposé est conduit par la Deutsche Bank en

décembre 1939, date à laquelle l'essentiel de la famille Petschek s'est réfugié aux États-Unis et au Royaume-Uni. Monnet & Murnane négocie avec Friedrich Flick, un des fondateurs du parti nazi, industriel proche de Goering, la défense des avoirs Petschek détenus aux États-Unis. La société américaine de Jean Monnet ne participe pas à la spoliation, elle défend des intérêts américains. Pour François Duchêne, c'est surtout John Foster Dulles, George Murnane et Eric Drummond qui conduisent cette opération... La rémunération qui en découle pour Monnet & Murnane sera encaissée en 1938... »

I-10. Services financiers pour Solvay

▪ Mioche (2014) : « **John Foster Dulles** (1888-1959) est depuis 1919 avocat d'affaires chez Sullivan & Cromwell et il continuera à travailler pour cette firme jusqu'en 1949. Formé en France, à la Sorbonne, et aux États-Unis, à Princeton, John Foster Dulles, fils de pasteur, a été précédemment un jeune diplomate. Il a participé à la Conférence de la paix en 1919... Sa notoriété d'avocat d'affaires progresse rapidement et il devient l'avocat « peut-être le mieux payé du monde ». Or, John Foster Dulles est pressenti au printemps 1933 pour être le conseiller du groupe belge Solvay... le baron René Boël (1899-1990), qui a épousé une petite-fille d'Ernest Solvay, joue un rôle éminent dans les années trente aux côtés des héritiers directs, pendant la Seconde Guerre mondiale et encore plus après... »

En décembre 1920, un vaste regroupement des sociétés de la chimie américaine est opéré avec la fusion de Solvay Process Co., General Chemical Co., Barrett Co., National Anilin & Chemical, auxquels s'ajoute Semet Solvay (fours à coke) et ensuite Atmospheric Nitrogen Corp. Ce regroupement donne naissance à Allied Chemical and Dye Corporation. Dans cette société, Solvay ne dispose que d'environ 20 % du capital... Entre 1921 et 1930, elle [Allied Chemical] a réalisé 212 millions de dollars de bénéfices et a distribué 134 millions de dollars en dividendes. De nombreuses raisons poussent Solvay à renforcer ses intérêts dans l'entreprise. C'est pourquoi Solvay recrute J. F. Dulles... J. F. Dulles accepte la mission Solvay en novembre 1934. Il s'ensuit une longue collaboration entre Dulles et Solvay. Pour J. F. Dulles, il s'agit de renforcer le Board de l'Allied en faisant rentrer des personnes amies de Solvay sans qu'elles apparaissent comme telles en attendant de pouvoir présenter des candidats officiels de Solvay... « Le candidat de M. Dulles serait M. Murnane, ancien partner de Lee Higginson, ami de Cook et Atherton et ayant étudié depuis de longues années les grosses affaires internationales. M. Dulles peut compter absolument sur sa loyauté ». M. Boël donne l'accord de Solvay pour G. Murnane... **L'entrée de G. Murnane au conseil d'administration** de l'Allied est effective le 7 avril 1936.

▪ Mioche (2014) : "**Sur recommandation de J.F. Dulles**, un homme de Solvay, Georges Janson, **sollicite Monnet** en août 1936 pour une étude sur le prix international de l'or... La note de quatre pages est livrée rapidement. Il est bien possible que l'exercice ait été pour Solvay une façon de tester les capacités de Jean Monnet. Celui-ci se rend à Bruxelles fin juillet 1936 et il ressort de cette rencontre une collaboration durable qui commence rétroactivement le 1er janvier 1936. « Comme suite aux conversations que nous avons eues à Bruxelles la semaine dernière, j'ai consulté aujourd'hui M. Foster Dulles. Il estime que la meilleure méthode pour les versements dont nous nous sommes entretenus est qu'ils soient faits par chèques, établis à mon nom (Jean Monnet), et envoyés à mon adresse personnelle à Paris, 4 rue Fabert... M. Boël ajoute le commentaire manuscrit à cette lettre : « Faire payer par trimestre à trimestre échu 25 000 \$ par an à M. Jean Monnet ; à partir du premier janvier 1936... Le 21 janvier 1938, **George Murnane et Jean Monnet sont reçus à Bruxelles** par MM. E. Tournay et René Boël. Cette longue conversation (14 pages de compte rendu)... »

par ailleurs, Jean Monnet construit une relation particulière avec Solvay... sur d'autres intérêts de Solvay... Dans le contexte de cette collaboration, Jean Monnet insiste beaucoup pour que les rémunérations de Solvay soient versées à partir du 1er août 1937. Cela doit être mis en relation avec la création par Jean Monnet d'une seconde société Monnet & Murnane : la Monnet & Murnane Limited, fondée à Hong Kong en juillet 1937... Jean Monnet a saisi l'opportunité de la convention avec Solvay pour faire ses affaires séparément de George Murnane en dehors des États-Unis tout en conservant en apparence la première raison sociale. »

▪ Mioche (2014) : « Jean Monnet a travaillé avec et pour le groupe chimiste belge Solvay et perçu des honoraires de celui-ci de 1936 à 1945... Outre les relations personnelles qu'il a construites avec Solvay, Jean Monnet bénéficie d'un allié utile en la personne de son collaborateur, représentant de Monnet & Murnane à Londres, le vicomte Strathallan. Il s'agit de David Drummond, fils de Sir Eric Drummond, futur comte de Perth, premier secrétaire général de la Société des Nations avec qui Jean Monnet a travaillé. Visiblement, David **Drummond** entretient des relations non professionnelles avec le **baron Boël**, dirigeant de

Solvay... Ainsi, le baron Boël commence une lettre à son intention par « Mon cher David » et la termine par « Voulez-vous voir ces deux suggestions avec Jean et Roseborough et m'en écrire ? Bien amicalement vôtre ». De son côté, le vicomte écrit à René Boël, « Hélas, le destin encore une fois m'a empêché, après que j'ai accepté, d'aller chasser. Je sais que votre père le comprendra ; voulez-vous lui en faire part ? Bien des choses à Ilda ». Il convient de préciser que David Strathallan est alors fort ému car il vient d'être mobilisé, ainsi que Pierre Denis. Cette sociabilité européenne crée un terrain propice aux entreprises de Jean Monnet et de sa société de Hong Kong. Nous l'avons vu, le rôle de Jean Monnet est assez modeste dans le gros dossier de l'Allied. Mais Jean Monnet construit minutieusement ses nouvelles relations avec Solvay. Il est soucieux des modalités de paiement. En janvier 1938, « M. Monnet, venu aujourd'hui à Bruxelles, a demandé à M. Boël si nous pouvions adresser à sa firme à Hong-Kong le câblogramme dont le projet est ci-annexé, afin de lui permettre de justifier éventuellement les sommes que nous lui versons »... La direction de Solvay valide cette demande mais s'étonne un peu : « M. Vander Eycken [sans doute un cadre financier de Solvay] trouve ce texte tout à fait suffisant. Demander pourquoi on adresse cette déclaration à Hong-Kong ». Le travail de Jean Monnet est défini par une lettre émanant de Solvay mais rédigée par Jean Monnet en mars 1938 : « L'objet de la présente ... (...) sa forme définitive, traduite par Solvay le 2 mai 1938 : « L'objet de la présente est de confirmer la convention qu'à partir du premier août 1937, nous pouvons demander à votre organisme en Europe ou en Extrême-Orient les renseignements commerciaux ou financiers que vous êtes en mesure de fournir et aussi d'enquêter ou de négocier ou de faire les opérations impliquant l'emploi de monnaies bloquées ou autres opérations de placement de capitaux pouvant desservir notre intérêt. En rémunération de pareil service, nous vous paierons la somme de \$ EU 25 000 par an, étant entendu que l'accord peut être résilié par l'un ou l'autre des contractants moyennant préavis de trois mois donné par écrit. Il est encore entendu que, là où la masse ou l'importance des négociations sont inusitées ou entraînent un effort inaccoutumé de votre part, des dispositions spéciales peuvent, en pareilles circonstances, être prises, de commun accord, quant à la rétribution ». Une autre lettre à Jean Monnet confirme le versement trimestriel de 6 250 \$. Pourquoi Solvay s'attache-t-il la collaboration de Jean Monnet ? Solvay entretient, par ailleurs, des relations étroites avec la Société Générale de Belgique. De fait, les intérêts belges à l'étranger sont souvent connectés entre eux. Ceux-ci sont présents en Chine grâce notamment à la Société belge des chemins de fer en Chine avec laquelle la China Finance est en affaires. Nous verrons plus loin que dans l'affaire Latona, il existe des imbrications en 1937-1938 entre la China Finance et la Monnet & Murnane. Donc Solvay prend en compte la dimension chinoise de Monnet & Murnane. Faut-il penser que Jean Monnet, au nom de Monnet & Murnane, encaisse l'argent de Solvay pour le compte de G. Murnane, administrateur de l'Allied, car Murnane doit dissimuler le plus possible aux États-Unis ses relations avec Solvay ? En tout cas, les archives Solvay comportent plusieurs enquêtes sur les activités de Jean Monnet, la multinationale belge tente de ne rien laisser au hasard. »

▪ Mioche (2014) : « La principale affaire de Jean Monnet avec Solvay concerne l'Italie fasciste qui a basculé dans l'autarcie et le contrôle des changes en 1936. L'Istituto per la ricostruzione industriale (IRI) est au cœur de l'appareil productif. Dans ces conditions, tenter de développer des participations industrielles ou des investissements comme le souhaite Solvay relève de la gageure pour un groupe non italien. Solvay veut tout à la fois investir les profits de ses activités italiennes en Italie et en récupérer une partie alors qu'ils sont sous la forme de « liras bloquées » par le régime de Mussolini.

Les affaires italiennes de Jean Monnet commencent en 1937-1938. Dès juillet 1937, Jean Monnet rédige un projet d'opération financière dans une lettre à H. H. Kung (ministre des Finances chinois, beau-frère de T.V. Soong) : il s'agit d'acheter des bons chinois à dix ou vingt ans pour un million de livres, « cela suppose quelques arrangements avec les autorités italiennes » ; la China Finance pourrait jouer un rôle dans l'opération. Jean Monnet écrit à Pierre Denis en octobre 1937 que René Boël cherche un arrangement avec le gouvernement italien pour débloquer ses liras. Il s'agirait de contourner le contrôle en facilitant, en contrepartie, des exportations de Pirelli (constructions navales). L'interlocuteur industriel italien est M. Boncompagni (président de la Società Generale Italiana della Viscosa à Rome) et l'interlocuteur politique est le sous-secrétaire d'État d'Agostino. La transaction porterait sur 500 000 \$ sur lesquels Solvay récupérerait 250 000 à 300 000 \$ de liras bloquées... Le taux de change suggéré par Jean Monnet est de 120 F belges pour 100 liras. Mais après l'invasion japonaise et les événements de Shanghai, Solvay renoncera à acheter des bons chinois."

▪ Mioche (2014) : "La seconde étape passe par la création d'une société-écran. La Latona est une société de droit suisse créée en 1939 par Monnet, Murnane & Co. Elle sera dissoute en 1948. « Le Vicomte Strathallan informe M. Boël de ce que au cours de son séjour hier en Suisse il a pris les dispositions nécessaire en vue

de la création de la société suisse, filiale de Monnet, Murnane and Co. Ltd. La société créée porte la raison sociale de Latona ; c'est une société anonyme dont le siège a été établi à Frankendorf (dans le canton des Grisons). Le capital a été fixé à 250 000 francs suisses. Il est prévu que le conseil d'administration se composera au début de trois personnes, mais ce nombre peut être augmenté par la suite. Deux administrateurs ont été nommés : ce sont ceux au sujet desquels le vicomte Strathallan nous a questionnés hier : M. Fritz Burckart et Arthur Schweizer. À la demande de M. Boël, le vicomte Strathallan précise que ces messieurs ne sont pas d'origine juive (question qui aura son importance, étant donné qu'il s'agit pour la société Latona de traiter en l'occurrence de grosses opérations en Italie) ». Aux deux administrateurs mentionnés s'ajoute ultérieurement le président F. Von Planta. Les actifs industriels concernés sont deux sociétés chimiques italiennes : l'ALCA (Anonima Lavorazioni Chimiche Affini à Milan) et l'ISA (Industria Silicati Affini à Palerme). En réalisant ce nouvel investissement, Solvay entend constituer un futur département de dérivés sodiques en Italie et pour ce faire contourner la législation en vigueur. « La rémunération de la Société Monnet, Murnane pour les services qu'elle a prêtés dans la reprise des affaires ALCA et ISA et la fondation de la Latona a été fixée à 10 000 \$, somme qu'il y aura lieu de verser à Monnet, Murnane à Londres... La correspondance pour Monnet Murnane devra dorénavant être adressée à M. Monnet, 4 rue Faber, Paris. Au cours d'un entretien avec M. Monnet, il a été envisagé que nos achats de soude en France pourraient être payés en liras bloquées qui seraient utilisées par la France pour régler ses commandes de marchandises italiennes ». Mais la situation se tend du fait de l'entrée en guerre de l'Italie... Bien entendu, Solvay fait savoir aux autorités italiennes que sa démarche est légale. « Je peux garantir que si l'autorisation était accordée, MM. Monnet, Murnane & Co. s'engageraient au nom de leur filiale Latona, non seulement à appliquer les lois en vigueur en Italie, mais aussi, si nécessaire, à fournir à tous moments des détails au sujet de leurs opérations italiennes si l'Institut des Changes le demandait. La première partie de l'opération réussit, mais une partie de la seconde, le transfert effectif des fonds disponibles en Italie de Monnet & Murnane à Latona, la somme porte sur 90 000 £, est bloquée. En effet, après que le ministère a autorisé le transfert le 31 mai 1940, le préfet de Milan décrète le 11 juin que cette somme appartient aux sujets d'un État ennemi et la séquestre. Il faudra attendre 1946 et les décisions de l'administration militaire américaine pour que ce problème soit résolu positivement pour Solvay. L'opération révèle la confiance qui s'est établie entre le groupe belge et l'équipe de Jean Monnet. Monnet & Murnane perçoit 56 481 \$ de Solvay afin de réaliser l'opération tiroir. Bien entendu, une reconnaissance de dettes est soigneusement élaborée, elle passera par le bureau de Hong Kong. Pour cette opération spécifique, Monnet & Murnane perçoivent 10 000 \$ en sus de leurs émoluments trimestriels. L'opération de Jean Monnet a été conduite de façon habile. Dans une note postérieure au conflit, il est précisé que malgré les enquêtes répétées des autorités d'alors, « on n'a pu prouver comment la Latona a remplacé la "Monnet & Murnane" et comment la propriété des actions de la première était de nationalité suisse. En tout cas, le nom de Jean Monnet n'apparaît plus dans la correspondance de 1946-1948 à propos de la dissolution de Latona. L'interlocuteur de Solvay est G. Murnane... Il semble, en tout cas, que les relations entre Jean Monnet et G. Murnane n'en aient pas été affectées. M. Murnane, devenu associé chez Lazard, participe à une réception en l'honneur de Jean Monnet en mai 1953. Mieux encore, Jean Monnet lui écrit longuement en 1954. (...)

cette synthèse distingue ce qui est revenu en propre à George Murnane, à Jean Monnet, d'une part, et ce qu'ils ont partagé, soit « Solvay et Pets ». Il pourrait s'agir des revenus des deux sociétés Monnet & Murnane, New York et Hong Kong. Les 55 500 \$ de 1935 représentent près de 900 000 \$ de 2010 et les 107 000 US\$ de 1943, 1 340 000 US\$ de 2010. Ce sont des sommes importantes. Le pic de 1938 correspond au règlement de l'affaire Petschek qui est la plus importante affaire traitée par l'association des deux hommes. Le pic de 1941 relève des revenus de George Murnane et nous n'avons pas d'indication à ce propos. Les revenus de la Monnet & Murnane déclinent en 1943. Ceux qui proviennent de Solvay cessent en juin 1945.. ».

▪ Ces personnes qui tournent autour de la finance et se connaissent n'ont pas fini de se rencontrer. Hirsch*, qui deviendra un collègue clé de J. Monnet à partir de 1943 (1988, p. 179) : « «...le Mouvement européen qui rassemble les organismes de toute appartenance qui militent pour l'Europe... Le baron Boël, trésorier du Mouvement européen, était venu me consulter à Bruxelles. [en 1961] La santé de Robert Schuman ne lui permettait plus d'assurer la présidence et il fallait lui trouver un successeur. J'ai suggéré Maurice Faure qui avait participé aux négociations des Traités de Rome et en était signataire... Ma proposition a été acceptée. ». Maurice Faure faisait partie du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe de J. Monnet.

* Étienne Hirsch lui-même connaissait bien Solvay qui avait une grosse part de son ancien employeur Kuhlmann. Avant la guerre : « *Je participais aux réunions belges qui avaient lieu à Bruxelles presque chaque semaine sous la présidence du baron Janssen, gendre de Solvay, et qui étaient honorées de la présence de deux autres barons, Coppée et Boël...* » (Hirsch 1988, p. 44; cf. présente Annexe A-2).

I-11. Situation personnelle vers 1938-1940

- Mioche (2014). « *Quand il était à la Société des Nations, de 1919 à 1924, il [J. Monnet] percevait 5 000 livres par an. À l'époque de la Transamerica, en février 1930, il recevait un salaire annuel de 50 000 dollars comme vice-président. Le krach d'octobre 1929, puis celui de Kreuger & Toll, ont contribué à dilapider ce qu'il avait gagné dans la phase d'euphorie spéculative. En juillet 1934, la China Development Finance Corporation lui promet 50 000 \$ chinois par an plus un pourcentage sur les opérations. Mais les grands projets chinois tournent court dans le contexte de l'agression japonaise à l'égard de la Chine.* ».
- Bossuat (2014-b) : « *D'après Duchêne, le « groupe Monnet » (M., M. and Co. et M., M. Ltd.) a gagné 960 000 dollars entre 1935 et 1939. Les gains de Monnet provenant de la CDFC n'ont pas dépassé 46 000 dollars... D'après le ministère américain des Finances, les ressources de Monnet se monteraient, durant les années trente, à 200 000/400 000 dollars par an.* »
- Mioche (2014), Avec Solvay : « *Il perçoit des fonds privés quand il occupe des fonctions publiques. C'est une phase de transition où il passe du privé au public... Il est possible que Solvay continue de payer pour des services que Jean Monnet ne rend plus afin de conserver une relation particulière avec un homme nouveau de la Libération en France. La brève incursion dans la biographie de Jean Monnet que nous avons proposée conduit, selon nous, à relativiser certaines interprétations des prémonitions du premier président de la Haute Autorité de la CECA. L'intensité de sa vie d'affaires avant la Seconde Guerre mondiale, conjuguée au tournant de sa vie personnelle, laissent peu de place à la réflexion sur l'avenir du continent européen ou aux bonnes solutions pour la gestion de l'économie et de la société. **Les fréquentations quotidiennes de Jean Monnet sont des rencontres d'affaires et d'argent.** L'atmosphère intellectuelle qui est la sienne est celle du **business**, pas de la philosophie politique. Dans les conversations avec **John Foster Dulles ou George Murnane**, il n'est pas question du New Deal ou du Front populaire ; pas plus qu'il n'est question des technocrates ou du planisme. Le but principal de Jean Monnet entre 1929 et 1938 est de gagner de l'argent. Mais il deviendra européen car tout est possible avec Jean Monnet et son pragmatisme ductile. On doit certainement considérer différemment la période qui va de 1945 à la fin de sa vie où il est engagé dans les grandes causes de l'avant-guerre où il fait du business..* ».

II. Politique : le fédéralisme supra-national atlantiste

II-1. 1938-1942, fonctionnaire anglais au chaud chez l'oncle Sam grâce à Daladier via London/Salter

▪ Selon les "Mémoires de" Monnet (1976), il a été missionné par Edouard Daladier pour voir si les USA pourraient construire vite des avions pour la France. Ces "Mémoires" disent qu'il a été amené à voir Daladier début 1938 via Pierre Comert (qui a dirigé la section information de la SDN de 1919 à 1932), que cela s'est fait en lien particulièrement étroits avec l'ambassadeur américain William Bullitt que lui J. Monnet connaissait déjà, W. Bullitt qui avait une note de projet écrite par "un groupe d'homme". Les "mémoires" écrivent qu'on introduit cet envoyé de Daladier au président Roosevelt* le 13 oct. 1938, qui le passe à H. Morgenthau le Secrétaire du Trésor. Les USA demandent de quels fonds ou or métal la France dispose aux USA pour faire de telles commandes, et suggèrent des possibilités. Monnet ramène une réponse à E. Daladier le 04 nov. 1938** qui n'impressionne ni les militaires présents, ni Paul Reynaud. C'est les livres plus ou moins en honneur du personnage Monnet qui reprennent ce genre de détail exploratoire qu'on ne trouvera pas dans ceux sur la 2^e guerre. Beaucoup plus connu par contre, est que un mois plus tôt de sa main, E. Daladier avait signé à Munich avec N. Chamberlain, A. Hitler et B. Mussolini un accord qui dépouillait l'alliée de la France depuis 1924, la Tchécoslovaquie (non conviée), de la région des Sudètes.

* Roosevelt dont le bas du corps était en partie paralysé par une maladie de type polio se déplaçait très difficilement et, mentionne A. Salter (1947 p. 177), "... son accès facile à beaucoup qui avaient peu à lui offrir..."

** Il faut rappeler que le ministre de la guerre presque sans interruption depuis 1932 n'était autre que E. Daladier qui formait un duo avec le gl. Maurice Gamelin (complètement hors-sol comme la suite allait promptement le démontrer et donc Daladier l'était idem) qu'il a maintenu à la force du poignet à la tête de l'armée. Le livre d'avertissement "Vers une armée de métier" par un certain gl. C. de Gaulle en 1934 avait été constamment dénié par ces deux personnages; Horne 1990, p. 115-7).

Les "Mémoires" écrivent "Je revins en mars [1939] à Paris où je repris mes affaires." (Monnet 1976), il était donc reparti aux USA entre temps, pour des choses à lui aussi.

Bossuat (2014-b) : « *Quand Monnet s'occupe en 1938 de l'achat d'avions américains pour renforcer l'armée de l'Air française, ses affaires chinoises et européennes prospèrent honnêtement. Mais il n'est plus un golden boy et doit abandonner l'appartement de la Cinquième Avenue... Son passage à la vie publique, à partir de septembre 1939, modifie ses rapports avec son associé dans M., M. and Co. (New York). Travaillant moins pour la firme, il recevra seulement 25 % des revenus, 1 000 dollars par mois, 4 000 livres d'assurance vie annuelle et une prise en charge de ses impôts aux États-Unis.* ».

▪ Le 03 septembre 1939, France et Angleterre sont en guerre contre l'Allemagne nazie qui a déjà envahi Autriche, Tchécoslovaquie et le fait en Pologne. C'est un mois et demi plus tard, le 18 octobre 1939 que les deux signataires de Munich, E. Daladier et N. Chamberlain signaient un accord de coopération. E. Daladier à N. Chamberlain selon les "Mémoires de" Monnet (1976) : « *Je vous serais reconnaissant de faire introduire M. Jean Monnet, qui a mon entière confiance, dans vos services des importations essentielles ainsi qu'aux départements du Trésor, des Transports maritimes, de l'Air, du Ravitaillement...* ».

Revoilà donc J. Monnet à Londres "comme en 14". Il commence par réclamer son ancien collaborateur René Pleven (décembre). A ce moment R. Pleven et sa famille étaient basés à Londres, il est Directeur pour l'Europe de la firme américaine l'*Automatic Telephone Company* avec un gros salaire, allait souvent en Amérique du Nord et avait réussi à signer un gros contrat avec la Pologne grâce à son expérience passée sur ce pays, et grâce à la Blair (Bougéard 1994, chap. III). Mais les Pleven étaient en vacance en France quand la guerre est déclarée et R. Pleven est mobilisé début sept. dans l'aviation. Sa famille s'installe alors à Dinan. Lui repart à Londres comme chef-adjoint au Comité de coordination franco-britannique.

J. Monnet réclame aussi Pierre Denis avec qui il travaille régulièrement depuis la SDN.

▪ Rien n'est simple avec le duo Daladier-Gamelin. La mobilisation avait été si largement faite que "L'arsenal de Bourges par exemple a été si dégarni qu'il a été réduit temporairement à ne délivrer que 10 % de son quoté mensuel d'obus. Dans les ateliers Renault le nombre de travailleurs est tombé abruptement de 30 000 à 8 000 et plusieurs usines produisant des avions... ont été obligées de fermer." (Horne 1990, p. 139).

- Le nouveau ministre de l'armement nommé le 20 sept. 1939 par Edouard Daladier (et qui le restera avec P. Reynaud), l'X-Mines Raoul Dautry, qui avait un pied dans une dizaine de compagnies industrielles en France, envoie à Londres une mission dirigée par une autre sommité, René Mayer. Celui-ci est notamment administrateur de Air France depuis 1933 (on peut dire aussi qu'il a 25 ans d'avance sur J. Monnet parce qu'il avait déjà, bien avant la CECA, en 1928 formé une *soociété mixte franco-allemande* fonctionnelle pour le charbon, cf. Annexe A-5.). Et par décret et arrêté ministériels du 22/10/1939, R. Mayer a de son côté nommé deux associés à lui à Londres.
 - Les responsables de la commissions Daladier et ceux de la mission du ministre Dautry se croisent dans Londres, *se croisent...*, et ça s'arrête à ça. Il y a alors beaucoup d'allez-retour Londres-Paris. Les "Mémoires de" Monnet ommettent de mentionner l'existence sur terre d'un ministre R. Dautry nommé par leur même support E. Daladier. Mais elles laissent entendre que sans Monnet, point de salut : « *Pour transformer la France, il faudrait d'abord transformer les grands corps de l'État et peut-être les écoles où on les fabrique.* ».
 - C'était maintenant la guerre en Europe. Aux USA le *Neutrality Act* a été aboli le 4 novembre 1939. Premier soucis de tout le monde évidemment, l'armement. Et comme régnait un grand désordre, les USA fusionnent d'autorité les services anglais et français en poste à Washington sous la direction de Arthur Purvis (industriel écossais établi au Canada), et en liaison directe avec la Maison Blanche. C'est maintenant René Pleven qui est l'envoyé de E. Daladier (qu'il passe voir) aux USA à Noël 1939 (il y retournera une deuxième fois en mars). Lui aussi connaissait bien W.C Bullit qui s'occupe des rencontres. Il verra aussi brièvement Roosevelt mais les discussions se font avec Morgenthau. Les USA (qui ne sont pas en guerre avec l'Allemagne où ils ont un ambassadeur) acceptent le principe de lancer un vaste programme de construction, de 8000 avions pour Angleterre-France. Ca doit être un contrat industriel et commercial normal, le coût à payer serait de 1 milliard de dollars. R. Pleven rapporte cette proposition à Daladier. Mais les choses urgent, c'est maintenant au niveau du *Conseil suprême allié* que se prennent les décisions. Les contrats sont signés le 10 avril 1940 par les américains pour des milliers d'avions et moteurs pour les deux pays à livrer en 1941 (Bougéard 1994, chap. IV). Et donc, pour ;;;;ce qui est de la France, elle n'a participé qu'à des pourparlers sur quelques mois vu que deux mois plus tard elle avait rendu les armes à Hiler.
 - Les "Mémoires de" Monnet (1976) écrivent : « *A Bordeaux.. Je n'y suis resté que quelques heures... et je fus soulagé de rentrer en Angleterre avec mes amis, dans le grand hydravion...* »
 - Mais une fois à Londres, ces "Mémoires" écrivent aussi le rapport entre C. de Gaulle et J. Monnet :
« *Nous ne pouvions pas nous comprendre* ».
 - Mais en Même temps ces "Mémoires de", narrent un roman du 16 juin 1940 où l'on voit un Jean Monnet multiple, faire une tentative historique de sauver le monde en une paire d'heure et quelques minutes, engueulant quelqu'un ici, secouant C. de Gaulle lui disant qu'il fallait continuer la guerre, dire à W. Churchill de téléphoner de toute urgence à F. Roosevelt qui devra immédiatement appeler P. Reynaud... Et surtout le grand geste, à une heure ou deux près du moment où P. Reynaud démissionnait, quand les panzers de la Wehrmacht traversaient maintenant les villes de Dijon, d'Orléans, ou Le Mans, vers le Sud, ils insistent à faire lire à W. Churchill et C. de Gaulle et P. Reynaud la grande déclaration théorique qui était sensée tout sauver :
"France et la Grande-Bretagne ne seront plus, à l'avenir, deux nations, mais une seule Union franco-britannique... Tout citoyen français jouira immédiatement de la citoyenneté en Grande-Bretagne, tout sujet britannique deviendra un citoyen de la France... Pendant le cours de la guerre, il n'y aura qu'un seul cabinet de guerre... Les deux Parlements fusionneront officiellement..."
- Comme le développe Le Dréau (2008), ce texte incongru à un tel moment, n'est qu'une trace, un témoignage de l'effervescence intellectuelle de mouvements surtout anglais qui datent des années 1930s : PEP et NCS (voir Annexe A-12-2), que W. Churchill connaît vu qu'il a été président de l'un des deux. La personne internationaliste bien connue parce qu'elle plaidait pour cela, articles, conférences, est A. Salter (Annexe A-12-1). On sait par R. Pleven que A. Salter était absolument là ce jour là 16 juin, où l'on a ressorti ses écrits en les adaptant à la situation de l'heure (Bougéard 1994, chap. IV). Les "Mémoires de" (1976) fidèle à leur politique du table rase pour imposer la "génération spontanée"-Monnet, ne mentionnent même pas sa présence ! Cette historiette n'est qu'un détail des "Mémoires de" bien loin de la grande histoire, qui est utilisé comme d'autres qui parsèment le texte pour construire le personnage de ces "Mémoires de" comme un visionnaire. Plus concrètement, comme rapporte Le Dréau (2008) : "*Il faut rappeler l'état lacunaire des*

archives de Jean Monnet conservées à Lausanne. Il ne reste quasiment rien pour la période antérieure à 1940 (il n'y a par exemple aucune correspondance entre Monnet et Salter pour l'avant-guerre).".

- En dépit de cette histoire haletante, ça n'est pas Jean Monnet qui a été entendu sur la BBC le 18 juin.
 - Les "Mémoires de" écrivent par contre que le 19 juin, l'inspecteur des finances E. Monick, attaché financier avec son adjoint R. Marjolin (qui a quitté Monnet pour se joindre à Monick), R. Pleven et J. Monnet, sont allés en hydravion à Bordeaux sous gouvernement P. Pétain depuis la nuit du 16 au 17. Pour faire quoi ? Voir qui ? que des second couteaux à en croire les "Mémoires de", il s'agit de : Paul Baudoin, un "esprit ouvert" (X - inspecteur des finances, membre de la synarchie avec de Nervo, E. Giscard d'Estaing, H. Worms, etc., qui dirige la banque d'Indochine depuis 1926, ministre des affaires étrangères de P. Pétain depuis 3 jours, et qui signe trois mois plus tard la première loi antisémite de P. Pétain du 03 oct.1940, et va pousser à la collaboration économique de l'Indochine vichyste avec le Japon impérial); puis ils ont été voir le président du parti radical E. Herriot, vieux politicien de la 3^{ème} République, qui avait lancé un appel à l'union autour du Ml. P. Pétain et ne servait plus à rien (mais c'est un ancien support de E. Monick). Plus utile, cet avion a pu amener à Londres H. Bonnet ainsi que l'épouse et les enfants de R. Pleven. Il est suggéré que E. Monnick n'a pas toujours été avec eux, a eu de son côté "de nombreux contacts dans les administrations" et le texte s'abstient de dire s'il est resté à Bordeaux avec Marjolin (car le 21 août 1940 E. Monick devient Secrétaire Général du Maroc auprès du gl. Noguès, un fidèle de Pétain, R. Marjolin l'ayant suivi comme attaché; aussi R. Marjolin passera une thèse dans le Paris occupé en 1941; E. Monick aura plus tard des contacts avec l'envoyé américain Robert Murphy qui soutenait M. Weygand).

▪ Bougeard (1994, chap. V) :

"... cette remarque de Charles de Gaulle... après l'échec de l'opération de Dakar fin septembre 1940 : « les Français de Londres se divisent en deux catégories : ceux d'Amérique et ceux qui vont y partir. » Parmi ces partants, il y eu Jean Monnet qui dès le 23 juin, à son retour de Bordeaux, se refusa à cautionner le projet du général... Il fit connaître son point de vue aux Anglais et au général dans une lettre où il écrivait : « Je considère que ce serait une grande faute que d'essayer de constituer en Angleterre une organisation qui pourrait apparaître en France comme une autorité créée à l'étranger sous la protection de l'Angleterre ». **Jean Monnet** conseillait tout bonnement à Charles de Gaulle de ne pas poursuivre son équipée politique solitaire... Il alla même plus loin dans les jours suivants, **essayant de dissuader diverses personnes d'adhérer au gaullisme...**

Le 2 juillet 1940, Jean Monnet écrivit à Pétain et à Churchill pour leur présenter sa démission de la présidence du Conseil de coordination franco-britannique, en proposant toutefois au second de continuer à servir pour le compte des Britanniques. Le 16 juillet, le premier ministre anglais lui répondit qu'il serait plus utile en poursuivant sa tâche de négociateur pour l'achat d'armement aux États-Unis [A. Purvis]... A la fin du mois d'août, Jean Monnet et son épouse s'embarquèrent pour l'Amérique."

▪ R. Pleven connaissait donc cet acte administratif de J. Monnet de reconnaissance du gouvernement Pétain-Weygand-Laval. Alphand (1977) qui le voit un an plus tard en juillet 1941 à Washington rapporte que J. Monnet reproche à de Gaulle "« de faire de la politique »... Comme beaucoup de ceux que je rencontre ici, il [Monnet] croit en une résistance possible de **Weygand qu'il faut aider.** », l' **anglophobe de 74 ans...** Il semble que les idées sur Weygand à ce moment aux USA viennent de « rapports favorables de Murphy, consul général à Alger. ».



Fig. 4. "Paris-Soir" du 04 août 1940 . La cour martiale militaire de Clermont-Ferrand du régime Pétain prononce la peine capitale pour le Gl C. de Gaulle (avec "confiscation de ses biens") et dès fois qu'il lui échappe, le 08 décembre, Philippe Pétain lui retire sa nationalité française en faisant un paria.

Il y a bien les chances que J. Monnet n'ai pas fait trop de publicité de sa lettre administrative à Pétain coté gouvernement anglais, en tout cas de la personne W. Churchill, qui avait déjà reconnu de Gaulle.

* En dépit des pressions qu'ils ont subies de Jean Monnet, ses deux collègues René Pleven (qui dit avoir beaucoup hésité) et Pierre Denis, qui pouvaient faire la même chose que Monnet (R. Pleven avait un employeur américain, P. Denis avait été un spécialiste académique de l'Amérique latine), n'ont pas choisi la facilité. Ils sont restés du côté du général solitaire, qui avait tellement besoin de personnes avec des compétences comme les leurs. La solde était maigre mais ils avaient un pécule personnel, logeaient dans l'appartement de R. Pleven. Pierre Denis va devenir Directeur financier des Forces Françaises Libres.

J. Monnet, français renégat du seul général résistant aux côtés de W. Churchill, a donc même réussi à écrire "ses" Mémoires à se faire embaucher à ce moment en tant que fonctionnaire anglais. W. Churchill signe peut-être (selon les "Mémoires") mais a mieux à faire en ces moments vitaux de survie immédiate de l'Angleterre que de s'occuper des nominations subalternes. C'est A. Salter auquel W. Churchill avait confié immédiatement la présidence du *North American Supply Committee*, le déchargeant de tout ce domaine. C'est un homme de son bord, et avec lequel il a milité dans le mouvement NCS. Une confirmation d'ailleurs car A. Salter s'était déjà attelé à la tâche en tant qu' élu militant compétent. C'est une chance pour J. Monnet puisque c'est quelqu'un dont il bénéficiait de l'amitié depuis longtemps.

▪ De l'autre côté de l'Atlantique, voilà donc **le couple Monnet qui habite Foxhall Road, en bordure de downtown Washington D.C., l'arrière de la maison donnant sur le beau Glover Parc**. Et "ses" Mémoires écrivent (Monnet 1976) que la vie était tout à l'américaine : « *mes compatriotes de Washington : ceux de la Résistance étaient rares aux États-Unis et divisés par des intrigues [plus honnêtement J. Monnet détestait de Gaulle !] ; ceux qui représentaient Vichy étaient sans crédit. Je ne rencontrais ni les uns ni les autres.* », ajoutant que ce qu'il retrouve, c'est ses *lawyers* comme « *mon ami Jack McCloy* », [républicain germanophile entré dans le cabinet d'affaire Cravath en 1924, proche des intérêts Rockefeller, qui passe sous-Secrétaire d'État à la guerre en juillet 1941, sera nommé par Truman président de la BIRD/World Bank en mars 1947; Lacroix-Riz 2023, p. 95)]. C'est peut-être aussi pour ça que A. Salter l'avait choisi.

Le monde était en bouleversement, il allait se passer des choses qui aboutiraient sur du nouveau. Selon McLemore (2002) : "*Jean Monnet qui "a formé un partenariat" avec Felix Frankfurter* quand il est venu aux U.S. après la chute de la France.*"

* Felix Frankfurter était un des présents à la Conférence de Paix à Paris, de 1919. Il a été ensuite professeur à la Harvard Law school où, pendant 25 ans, il a été formateur de l'élite du droit américain. Il s'était fait un réseau de disciples dans des positions d'influences dans le gouvernement. En 1939 il a été nommé à la Cour suprême de Justice mais le réseau n'en restait pas moins actif. C'était un mouvement progressiste dont le vrai leader était Louis Brandeis (à la Cour suprême de justice de 1916 à 1939). Mais les deux juristes en binôme gardaient une remarquable discrétion sur cette activité de réseau. Ils avaient une grande influence éditoriale sur le journal *The New Republic*. J. J. McCloy avait été étudiant de Felix Frankfurter

Les Monnets ne fréquentaient pas les français mais ils recevaient beaucoup, J. Monnet entremetteur par excellence. Robert Nathan un de ses amis qui est consultant économique : « *Je me souviens particulièrement d'un repas chez lui... où il y avait 8 à 10 fonctionnaires de haut rang comme invités. Leon Henderson y était [économiste-planificateur de la garde rapprochée de F. Roosevelt qui l'a nommé dans la National Defense Advisory Commission, NDAC, crée fin mai 1940]. Il y avait amplement à boire avant de se mettre à table, des bons vins pendant le dîner, le cognac de la famille Monnet lorsque après on était assis au salon.* » (Nathan 1991, p. 76). On retrouvera plus part ce bon copain R. R. Nathan comme consultant américain privé pour les services à Paris du Commissariat au Plan dont sera chargé J. Monnet.

Les "Mémoires de" Monnet ne cachent pas que ces relations, i.e. sa cooptation, étaient dans un groupe assez opaque.

▪ Dans les "Mémoires de" Monnet F. Fontaine fait discourir son héros comme s'il connaissait l'avenir faisant un cours magistral d'histoire à l'administration américaine sur ce qui doit être fait. Ces envolées mises à part (faisant de lui un grand expert militaire), lui, concrètement J. Monnet faisait quoi entre fin août 1940 et fév. 1943 ? Il est question de *balance-sheet*... mais que faisaient surtout R. Nathan par ex. Pourtant, et de l'eau avait coulé sous le pont avec entre temps l'attaque de l'URSS par Hitler et Pearl Harbor dans le Pacifique, "*C'est en décembre 1941, en effet, que les Anglais et les Américains commencèrent à parler réellement de la même chose*". Mais encore "*Le départ du colonel Aurand, jugé par ses chefs trop compréhensif de nos [c'est le fonctionnaire anglais qui est supposé parlé] besoins, son remplacement par le général Sommervell, partenaire difficile, le manque de coordination entre les divers organismes anglais et américains chargés de la production de guerre me ramenèrent à ma préoccupation permanente...*", ou bien, "*j'étais dans les divers comités*". Mais le chef de ce british service du "nous", depuis mars 1941, c'était A. Salter.

De repas bien arrosés, *balance-sheet* faites surtout par d'autres et autres discussions d'ordre général dans divers Comités en costume-cratatte, voilà Jean Monnet, théoriquement payé sur ces 2 années sur le budget de la population anglaise, arrivé en bonne forme à la fin de février 1943.

II-2. Mission politique à Alger pour bloquer le gl. de Gaulle (28 fév. à 15 nov. 1943)

II-2-1. Alger la Vichyste américanisée

- Le gl. de Gaulle n'a pas été informé du débarquement en Afrique du Nord du 8 novembre 1942. Ça a été à son désespoir une nouvelle fois (déjà pour la Madagascar). Par contre, il est notoire comme l'écrivent les "Mémoires de" Monnet (1976) que les américains avaient prévu un « *travail efficace que menait dans les milieux d'Alger Robert Murphy, un diplomate rompu aux questions françaises et africaines qui ne se contentait pas d'observer les événements, mais les orientait avec une science des hommes et un goût de l'action dangereuse...* ». Ce travail n'empêcha pas que l'armée américaine a rencontré plus de résistance des vichystes au débarquement qu'elle ne l'aurait aimé.
- Situation à Alger par les "Mémoires de" Monnet (1976) : « *C'est l'amiral Darlan qui exerce le pouvoir civil, suivant la fiction qu'il représente « le maréchal empêché », et le général Giraud, amené tout exprès de France par Murphy avec l'accord de Roosevelt et d'Eisenhower, n'a pu obtenir que le titre de commandant en chef des forces françaises. Les proconsuls nommés par Vichy : Chatel, Boisson qui a fait tirer sur les forces françaises libres, Noguès qui a donné l'ordre de résister aux Américains, forment un « Conseil impérial ». Les lois de Vichy restent en vigueur, et non seulement les prisonniers politiques n'ont pas été relâchés, mais quelques autres sont venus les rejoindre... (...) [même après l'assassinat de Darlan :] Rien n'était changé dans l'administration héritée de Vichy, la même équivoque subsistait sur la légitimité des ordres donnés au nom du maréchal empêché dont les portraits n'avaient pas disparu... [mais]... Eisenhower n'avait pas à se plaindre d'un système qui faisait régner la tranquillité sur ses arrières pendant qu'il combattait durement en Tunisie » ;*
- « *Cependant, à travers les dépêches que Murphy envoyait à Roosevelt dont il était représentant personnel à Alger, McCloy et moi pouvions nous faire une opinion moins caricaturale de la situation... (...) Eisenhower... ne venait pas « libérer » l'Afrique du Nord française... Les autorités civiles et militaires s'étaient ralliées – les jugements moraux seraient portés plus tard – et la population qui les considérait, dans sa majorité, comme légitimes, les avait suivies avec soulagement dans ce changement de camp. ».*
- Les "Mémoires de" Monnet (1976) écrivent qu'à Noël 1942, l'administration Roosevelt, H. Hopkins et al. et J. Monnet le français américanophile était partie prenante de ces réflexions là, optaient pour une armée d'Afrique du Nord dirigée par le Gl. H. Giraud. Ils élaboraient les petits arguments pour la circonstance (Mémoires de Monnet 1976) :

« *Aucune autorité politique française ne peut exister ni recevoir la permission d'essayer de se créer hors de France »*

Ce qui n'est pas écrit dans ces "Mémoires de" Monnet mais qui, selon Branca (1998) a été retrouvé des décennies plus tard à l'ouverture des archives, est la note confidentielle que l'envoyé J. Monnet a fait parvenir le 06 mai 1943, fin de la guerre de Tunisie, à Harry Hopkins* à propos de C. de Gaulle :

"Il faut se résoudre à conclure que l'entente est impossible avec lui ; qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés (sic) ; qu'il est un ennemi de la construction européenne (et) qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français ..."

* Harry Hopkins, à la santé chancelante, était le conseiller le plus proche de F. Roosevelt depuis le New Deal, et a même eu au début son appartement dans la Maison Blanche. C'est par exemple H. Hopkins qui avait été missionné par F. Roosevelt auprès de W. Churchill puis de J. Staline comme éclaireur avant que ces chefs d'État se rencontrent physiquement pour la première fois.

- Amener le gl. Giraud à Alger a été un vrai roman. Cela s'est fait par l'intermédiaire du très à droite Jacques Lemaigre Dubreuil, anti-rouge comme Robert Murphy, qui a fait partie de la Cagoule, comme on l'a vu [ici](#) en Annexe A-1.

Et les "mémoires de" Monnet rapportent ce qui est prévu (toujours avec le "danger" de Gaulle en tête), qui est ce que le gl. J. De Lattre mettra plus tard en pratique à une vaste échelle avec son *Amalgame* :

« *Cette armée ne devait pas être celle d'une faction, elle était au service de la France, et tous les Français en mesure de combattre y avaient leur place. »* [i.e. on y donne sur l'heure aux vichystes de la veille les mêmes droits que ceux qui ont résisté pendant une paire d'année, parfois pourchassés par les vichystes...].

En fait le texte (Monnet 1976) continue que ce n'est pas tant pour obtenir la victoire car cette armée ne pouvait qu' *être qu'accessoire*, le but principal étant que "la participation à la victoire" « *serait un facteur psychologique très puissant. La renaissance de la force militaire française capterait les imaginations et recréerait l'unité morale* ».

▪ A ce moment l'Amérique est aux commandes en Amériques du Nord. Les "Mémoires" écrivent que c'est J. Monnet qui a demandé la mission, peu importe les détails, il est envoyé à Alger, « *comme représentant du bureau de répartition des armements... En fait... je savais bien que ma mission engloberait nécessairement tout le contexte politique de la guerre où étaient rentrés les Français.* ». Sa femme Silvia et ses deux filles restent dans leur maison de downtown-Washington D.C.



Fig. 5. Jean Monnet à Alger, envoyé par l'administration Roosevelt afin d'épauler le gl. Giraud pour barrer C. de Gaulle (© Public Sénat, "... père discret de l'Europe")

▪ J. Monnet arrive le sam. 27 février 1943 au soir à Alger, Écrivent "ses" Mémoire (1976) « *Je m'installai aussitôt dans l'appartement que McCloy avait mis à ma disposition, rue Michelet. Ma première visite fut pour le général Giraud que je ne connaissais pas.* « *J'avoue à ma grande honte, a-t-il écrit de moi, que je l'ignorais complètement.* » ».

▪ Le gl. Giraud est un strict militaire avec des idées conservatives bien calées peu habitué à parler hors de l'armée. Les choses vont vite, il faut consacrer le personnage. Les "Mémoires de" Monnet (1976) écrivent que c'est Jean Monnet qui a rédigé le discours que doit prononcer le gl. à son corps défendant. Mais, d'une part l'envoyé J. Monnet, alors en mission américaine, est rarement seul, et puis René Mayer affirme (Mayer 1983, chap. III) que c'est lui qui, débarquant tout frais de l'Hexagone, avait corrigé le texte sur un sujet majeur, apprenant à ses auteurs que dans l'hexagone seul le gaullisme et Radio Londres avait légitimité, l'original devait être hors-sol sur ce point.

Mémoires de Monnet (1976) : le 14 mars 1943 devant la presse et les radios du monde libre rassemblées « *Giraud lut ce qu'il a appelé avec une amère ironie « le premier discours démocratique de ma vie* ». *Peu importait qu'il y crût, il était nécessaire qu'il le prononçât et, de son propre aveu, ce ne fut pas chose facile.* » mais dira H. Giraud : « *si Paris valait bien une messe, l'armement des Alliés valait bien un discours « progressiste* ». »

Le but était d'exorciser l'esprit Vichy, qui irritait l'opinion américaine, réaffirmer la continuité républicaine. Mais c'était aussi un essai de détournement de cet esprit gaulliste pour le calquer sur le général H. Giraud, ainsi légitimant le choix américain du personnage, et à partir de là de re-légitimiser l'armée vichyste d'Afrique :

« *Le peuple de France n'a pas accepté l'armistice... Les héros de la Résistance, les fidèles des mauvais jours, les croyants des heures désespérées ont donné et donnent à la France sa véritable expression... Il n'y aura plus qu'une seule armée française contre l'Allemagne, qu'elle vienne d'Algérie ou qu'elle vienne de Libye... La France reprendra ainsi sa place parmi les nations victorieuses...* »

avec : « les ordonnances prises le même jour en conformité : « Sont nuls les actes constitutionnels, lois et décrets postérieurs à la date du 22 juin 1940 » et « les formules exécutoires seront intitulées ainsi qu'il suit : « République française, au nom du peuple français ».

Toujours maintenu à Londres C. de Gaulle surpris ne pouvait qu'approuver.

▪ E. Hirsch (1988 p. 76) : « *Le bureau de Monnet se trouvait dans le lycée Fromentin, ce «lycée papillon» de jeunes filles, situé tout en haut d'Alger. Il donnait sur une terrasse dominant la baie, un des plus beaux sites du monde... il avait un appartement à Alger [rue Michelet, où Hirsch y a rencontré dans une réunion à quatre Herni Bonnet et René Massigli]... la possibilité de discussions approfondies, nous les trouvions dans les séjours à Tipasa... à quelque cinquante kilomètres d'Alger... un vrai paradis. »*

▪ Un autre éclairage vient du diplomate H. Hoppenot (qui opportunément démissionne du service de Vichy en Uruguay en oct 1942) qui prend poste à Washington en 1943 mais se plaint dans ses mémoires : à Alger « "...il est une influence toute puissante, celle de Jean Monnet, ainsi qu'il ressort du tableau de la vie algéroise, toujours selon le secrétaire aux relations extérieures : "Couve a, ce matin, appris par les journaux, toute une série de décisions qui intéressaient la plupart des Secrétariats et que Linarès et Monnet on fait signer sans que personne n'en fut prévenu. » (Barbier 1999 p. 289-90). « *Les plus grosses difficultés [pour H. Hoppenot] sont venues avec Jean Monnet... "Ce groupe de pression à lui tout seul", fort des ses relations personnelles avec le Président Roosevelt, comme avec les membres des principales administrations américaines, Jean Monnet était coutumier d'une diplomatie personnelle, faisant fi des liaisons administratives normales. Henri Hoppenot avait déjà fait l'expérience des méthodes de Jean Monnet en Chine, dans les années 1933-1937. »* (Barbier 1999, p. 345).

II-2-2. Hélas, pas possible d'écarter C. de Gaulle.

- Les "Mémoires de" Monnet (1976) ne cachent l'antipathie de leur héros américanisé pour C. de Gaulle : « *Cette volonté de figer à son profit une situation qui comportait encore beaucoup d'inconnues, et de politiser un effort de réorganisation à peine entrepris dans la lancée des combats, m'était difficile à admettre. Elle confirmait, malheureusement, les craintes que nourrissaient à l'égard de de Gaulle, Churchill et surtout Roosevelt. »* ; plus loin « *Son comportement n'a pas varié depuis que je l'ai vu à Londres en 1940. »* et le texte parle d' « *orgueil personnel* » et d' « *accès d'égoïsme* ».
- Malheureusement le substitut H. Giraud « *confinait quelquefois à l'absurde dans son refus dramatique de voir les réalités qui le fuyaient.* » ajoutent les "Mémoires".

La situation restait trop trouble. C'est C. de Gaulle qui avait l'appui de la résistance de l'intérieur. Il fallait du nouveau, C. de Gaulle devenait inévitable. L'envoyé J. Monnet en discutait avec Robert Murphy, mais aussi un conseiller de W. Churchill, Harold McMillan., et enfin avec G. Catroux, lui envoyé de Londres par C. de Gaulle.

▪ C. de Gaulle atterrit à Alger le 30 mai 1943. Est formé le 3 juin un Comité Central de 7 personnes avec C. De Gaulle accompagné de A. Philip [un agrégé dont C. Rist a obtenu une bourse Rockefeller de 2 ans aux USA, socialiste à l'américaine, mais qui a refusé les pouvoirs à Pétain en 1940, qui a été dans la résistance dans l'hexagone et a rejoint de Gaulle à Londres en juillet 1942] et René Massigli [diplomate de carrière, en fait antigauilliste, inconditionnel de la Pax Americana depuis 1942; Lacroix-Riz 2023, p. 24] d'un côté, et de H. Giraud accompagné de J. Monnet et du vieux gl. A. Georges qu'on a ramené pour l'occasion de l'autre, avec enfin le gl. G. Catroux souhaité par les deux côtés. Sont ajoutés ensuite René Pleven, ancien collègue de Monnet mais qui on l'a vu est resté à Londres avec le général, et Maurice Couve de Murville [grand argentier de Vichy], et quelques autres.

« *Murphy... se précipita chez Giraud pour s'étonner qu'il se fût laissé déposséder du pouvoir. Selon ses calculs, de Gaulle avait gagné la majorité au Comité.* » écrivent les "Mémoires de" Monnet (1976).

Officiellement, Jean Monnet est le responsable ("accrédité") de l'armement et du ravitaillement donc des relations avec le chef d'orchestre : l'Amérique d'où il arrive. Couve de Murville qui sortait tout droit du cœur des finances du régime collaborationniste vichyste reçut les finances de ce régime provisoire, R. Pleven les colonies, A. Philip avait l'Intérieur.

Le 1^{er} oct. 1943 C. de Gaulle devient président unique du *Comité de Libération Nationale*.

II-3. Deux ans fonctionnaire français près de la Maison Blanche, nov. 1943-nov. 1945

La défaite du IIIème Reich qui reculait face à de puissantes armées à l'Est et à l'Ouest n'était qu'une question de temps. Déjà la "France" revivait au sein de sa colonie algérienne, avec de suite donc les conflits politiques. J. Monnet n'allait pas rester avec De Gaulle qu'il n'aimait pas. Sa force était ailleurs, C. de Gaulle voulait de suite une grande France, donc il lui fallait des sous, que seuls les Etats-Unis pouvaient apporter, c'est là que se positionne Jean Monnet.

Les discussions/préparatif pour aider financièrement les pays bientôt libérés allaient commencer sous le nom de U.N.R.R.A [United Nations Relief and Rehabilitation Administration]. Alors c'est J. Monnet qui va s'occuper de ça comme délégué avec pouvoir du *Comité de Libération Nationale*, session inaugurale de cet organisme en novembre 1943. Car en fait, 1) c'est le pays Etats-Unis qui a les sous, c'est avec lui directement qu'il faut traiter, 2) les positions communistes étaient fortes dans la résistance intérieure de l'Hexagone, c'était un soucis pour ces Etats-Unis potentiels prêteurs qui souhaitait un pays *ami*.

Ecrivent les "Mémoires de" Monnet (1976) : " *je devrais poser les bases pour des accords directs entre la France et les États-Unis assurant notre avenir économique et financier. Cet avenir, nous nous en préoccupions activement depuis l'été, au sein d'un **petit groupe** « informel », fondé, celui-ci aussi après bien d'autres, sur l'attachement à un idéal commun et sur l'amitié. Nous nous réunissions, avec René Mayer, Robert Marjolin et Hervé Alphand*... Ces hommes... étaient mes amis... A cette époque, vint se joindre à nous Étienne Hirsch... Je **partis d'Alger le 15 novembre 1943 pour une mission...** car c'était de Washington que se déciderait, le moment venu, l'aide massive dont la France aurait besoin. »*

* Pour R. Mayer, R. Marjolin, H. Alphand, E. Hirsch, voir Annexes A-5, A-1 et A-2.

Avec cette délégation du Comité avec pouvoir, J. Monnet était le représentant officiel de la France, aux USA «... si, comme je le croyais, le gouvernement provisoire était capable d'**éviter l'anarchie ou la prise du pouvoir par les communistes...** » (...)

« *Je revis Paris à la fin septembre [1944], après quatre années d'absence... Depuis le 9 septembre, je n'appartenais plus au Gouvernement provisoire. De Gaulle l'avait remanié pour renforcer la présence des résistants de l'intérieur. Je gardai mon **titre de commissaire en mission** qui me permettait de disposer des services du Conseil français des approvisionnements, forts de cinq cents personnes. Ceux-ci achetaient par l'intermédiaire du gouvernement américain dans les limites du prêt-bail... La présence active de Marjolin à Washington, de Hirsch à Londres, d'Alphand à Paris, garantissait que tout ce qui dépendait de l'autorité administrative ou du pouvoir politique nous était acquis. Je m'en remettais aussi à l'activité organisatrice infatigable de Léon Kaplan* que j'avais été heureux de retrouver à Washington... Enfin je m'attachais, pendant mon séjour à Paris, les services d'un jeune inspecteur des finances, Félix Gaillard, dont Mönick m'avait dit beaucoup de bien. Il fut plusieurs années durant mon chef de cabinet... Je **repartis pour Washington** [apparemment en décembre 1944] avec un plan de six mois entièrement révisé... sur les mêmes bases que les accords de prêt-bail anglais et soviétique... La capitulation du Japon [août 1945]... sonna brusquement l'arrêt du prêt-bail qui était lié structurellement aux opérations militaires... La réorganisation nécessaire de nos services m'amena à prendre la présidence du French Supply Council. » (Monnet 1976), auquel L. Kaplan lui succèdera.*

* Pour L. Kaplan voir Annexe A-3.

▪ J. Monnet est donc revenu finir sa guerre sur de l'ordre de deux nouvelles années à Washington, "Mémoires" : "une mission que je savais devoir être aussi longue que la durée de la guerre", à réfléchir sur ce dont aurait besoin la future France. A priori il y revient comme fonctionnaire français, à du arranger avec l'administration Roosevelt la cloture de sa mission américaine d'Alger. Celui qu'il n'aime pas, sans le sous, s'est résolu avec guère de choix, à avoir recours à lui, comme il a du avoir recours au grand vichyste de la veille Couve de Murville, etc. Coté Ouest de l'Atlantique, J. Monnet est l'électron libre qu'il a toujours été.

A. Bérard (1978, p. 19-20) conseiller à l'ambassade à Washington à partir de janvier 1945, rapporte de Jean Monnet : "Il n'avait guère quitté Washington ou Londres depuis 1939. De son activité des années 30 dans les affaires à New-York, il avait gardé une grande pratique des milieux américains. Il était lié d'amitié avec John McCloy, son ancien partenaire de Wall Street, maintenant secrétaire d'Etat adjoint à la guerre, et à ce titre bras droit de Stimson... il cachait son visage sous le rebord baissé de son feutre souple. Il ne se mêlait pas à la vie diplomatique et mondaine, mais fréquentait, souvent seul étranger, les **déjeuner politiques presque quotidiens dans les clubs ou les grands hôtels de la basse ville**. Il habitait à l'écart dans une villa de Foxhall Road où Mme Monnet ses livrait à la peinture pour laquelle elle ne manquait pas de talent. Il en descendait

chaque matin de bonne heure assis à côté de **son chauffeur**, le feutre éternellement rabattu sur les yeux... Je me le rappelle sonnante à sa table : un grand garçon de paraître. « Félix, appelez-moi Clayton au département d'Etat » (le sous-secrétaire des Affaires économiques). L'autre de s'exécuter et Monnet d'ajouter : « Vous connaissez naturellement Félix Gaillard »... Son intimité avec Henri Bonnet [l'ambassadeur de France] était si ancienne que ne pouvait surgir entre eux aucune divergence ni se froisser aucune susceptibilité."

J. Monnet a donc eu tout le temps de réfléchir avec ses amis économistes et *lawyers* lors de ces repas. L'administration Roosevelt a comme responsable accrédité du gouvernement provisoire de cette France dans lequel pays entre son armée, celui qui était leur homme la veille.

II-4. L'immédiat après-guerre, l'aide américaine (1946- mars 1952)

II-4.1. Traitement de la France par les USA en 1945-1946

- Le 4 décembre 1945 a été signé (par l'ambassadeur de France H. Bonnet) un accord sur un crédit de \$550 millions de la Import-Export Bank américaine. Cela correspondait "au montant des demandes présentées dans le cadre du Prêt-Bail mais « n'ayant pas fait l'objet de contrats », ce prêt espéré ne permettrait « que de liquider le Prêt-Bail » avorté [par la fin de la guerre mondiale, le.02 sept. 1945] c'est-à-dire de couvrir le seul « programme français [d'importations urgentes] de 1945 »" (Lacroix-Riz 2023, p. 263). Il est remboursable en 30 ans [jusqu'en 1976] avec intérêt à 2 3/8 %. Ce prêt a été obtenu en acceptant les conditions américaines :
 - Comme l'accord devait être ratifié par l'assemblée constituante française, et que à ce moment certains "détails" ne seraient pas passés, l'exigence américaine de lui livrer la comptabilité intégrale du pays France (avoirs publics et privés en or et en devises, balance des paiements, investissements, obligations, prévisions minières...), a été retirée (d'un article 10 initial) et mis dans une lettre secrète qui sera signée par Christian Valensi (contrôleur financier, représentant du Trésor, à l'ambassade de France à Washington, doté des "plein pouvoirs" le 22 janvier 1946; conseiller d'État). "L'exhaustivité des renseignements financiers dus aux américains - dont Paris n'avait rien pu rogner - définit le statut financier colonial de la IV^e République. Celle-ci le cacha d'emblée à sa représentation nationale, pratique qui se transformerait en manie. La France n'avait plus et n'aurait plus de secrets financiers pour les États-Unis, tout crédit était subordonné au maintien de ces « informations »." (Lacroix-Riz 2023, p. 270).

- le transport de ces marchandises doit se faire sur des navires américains.

- Le départ de De Gaulle le 20 janvier 1946 a été un soulagement pour l'administration américaine, et d'autres... (dite pour raisons politiques, mais le général se voyait complètement impuissant financièrement). C'est le socialiste (SFIO) Félix Gouin qui lui a succédé fin janvier 1946. Immédiatement, en février c'est la fébrilité du grand voyage de Léon Blum (SFIO) aux USA pour aller chercher des crédits tant espérés "*pour la reconstruction et la modernisation*" disait J. Monnet à la mi octobre 1945. Les tractations de couloir vont à plein.

Ce séjour de Blum (avec femme et enfant), et de l'équipe finance, aux USA va être fort long, de mars à la fin mai 1946. Cela parce que en dépit d'une activité médiatique intense des deux cotés de l'Atlantique sur ce grand amour de l'ancien personnage du Front populaire (76 ans) avec les USA, la signature du généreux prêt tant attendu se faisait attendre. De plus, il y avait en France des élections le 2 juin (auxquelles la SFIO perdra 300 000 voix). Léon Blum ne participait pas aux discussions financières, c'était l'affaire de H. Bonnet (ambassadeur), J. Monnet (pour ses relations coté U.S., qui ne cessait d'annoncer des nouvelles alléchantes qui étaient invariablement démenties), E. Monick (inspecteur des finances, gouverneur de la banque de France), P. Baraduc (autre inspecteur des finance alors aux affaires étrangères, longtemps vichyste qui a changé de camp deux mois après Stalingrad).

Cela aboutira au dit accord « Blum - Byrnes* » du 28 mai 1946 de "liquidation de la dette de guerre" (ratifié par la chambre le 09 août, sans avoir connaissance de grandes parties dissimulées).

* James F. "Jimmy" Byrnes (1889-1972) était l'influent Secrétaire d'État du Président Harry Truman. Il sortait à peine du *Committee* dit Acheson-Lilienthal (avec notamment Leslie Groves le directeur du "Manhattan Project") sur la projection dans le futur de l'arme atomique, ce rapport venant juste d'être rendu en mars (1946). La proposition Acheson-Lilienthal a été discutée en juin-juillet 1946 aux Nations Unies du moment. Et en même temps, en juillet 1946, les USA faisaient 2 tirs atomiques (avec invitations internationales pour voir le spectacle) sur l'atoll de Bikini, dont un dans la mer. Peu après l'accord Blum-Byrnes, ce sudiste (raciste comme à son époque) Byrnes a été embauché à Hollywood pour la liberté du marché du cinéma et nettoyer tout dit "communisme", ou qualifié comme tel, de cet art (Lacroix-Riz 2023, p. 384). Saunders (2003, pn. 366) "En 1956, James Byrnes, le secrétaire d'État de Truman, s'était

fait « remettre en place » quand il avait voulu protester contre le refus soviétique du droit de vote dans les Balkans, et que les Soviétiques avaient justement rétorqué que « les nègres du propre État de M. Byrnes, la Caroline du Sud, se voient refuser les mêmes droits. ».

Cet accord, signé par Léon Blum, Henri Bonnet et Jean Monnet, est fort complexe. Des points financiers fondamentaux sont dissimulés dans de longues annexes vues de seuls quelques hauts fonctionnaires.

- Il comporte un prêt de la Import-Export Bank similaire à celui de décembre : \$ 650 millions à 3 % à rembourser sur 25 ans à partir de 1952 [donc jusqu'en 1977]. Il s'agit d'un prêt, pour les plus grandes urgences en France, "pour quelques mois" a reconnu *Le Figaro* comme c'était écrit depuis le départ dans la presse économique américaine. En outre il est "lié à des achats de produits américains de caractère spécifique et pré-déterminés." (*Journal of Commerce*, 08/01/1946) accordé aussi en même temps que la déclaration du gouvernement américain du 21/02/1946 qu'il ne donnerait aucun crédits de reconstruction, ceux-ci étant renvoyés alors à la future BIRD/World Bank. Il a été fortement sous-entendu dans les mois de discussions que la France devait arrêter les nationalisations, garder un "maintien" des salaires (pas d'augmentation en dépit la forte inflation), et suggéré que ça serait tellement mieux s'il n'y avait pas de ministres communistes (ils seront éjectés un an plus tard, le 04 mai 1947).

Ensuite,

- l'accord chiffre la dette encore due par la France à (700 - 280 déjà payés =) \$ 420 millions
- Par ailleurs, la France doit acheter/payer (c'est une obligation de crédit) les surplus qu'elle n'a pas demandé (matériel en plus ou moins bon état, tonnes de chaussures, de vêtements militaires..., mais sans matériel roulant) facturé \$ 300 millions (estimés valoir par l'administration française \$ 175 millions), prix caché dans les annexes.
- Les français doivent acheter (c'est une obligation de crédit) 75 *Liberty ships*, bateaux simplistes construits à la hâte entre 1942 et 1945, pour \$ 40 millions (ce prix fixé un peu plus tard; comme ça n'est pas payé de suite, ils doivent être assurés aux USA).
- Les possessions américaines en France endommagées par la guerre (par les bombardements US) auront droit (de l'administration française) à la même réparation que pour ceux français (i.e. payé par les contribuables). Il s'agit surtout de raffineries de leur grandes cics.
- Des bases militaires sont accordées aux USA.

L'ensemble, vu les élections à venir, a été présenté à la population comme des crédits merveilleux pour la France. En réalité les 420 de dettes passées + 300 de surplus imposés = \$ 720 millions n'étaient que *dette de guerre*. Ceux-là sont à payer sur 35 ans [jusqu'à 1981] avec intérêt de 2 %,

- Par un accord conjoint, qui a été imposé (intransigeance, sinon pas d'accord principal) : l'ouverture grand des vannes au tsunami cinématographique américain. Aussi, 338 films américains vont être projetés dans les salles françaises dans la seule première moitié de l'année 1947. C'est ainsi que dans les années 1960s l'auteur de ces lignes, enfant, jouait avec ses petits amis aux cowboys et aux indiens, et regardait Zoro, toutes choses qui n'ont strictement rien à voir avec l'histoire de son pays.
- Le 27 mars 1946 aussi avaient du être signés des accords aéronautiques, ouvrant le ciel hexagonal aux Cies aériennes américaines, droits de passage (y compris non commercial), pas de taxes ou pas supérieures à celle nationale française.

Lacroix-Riz (2023, p. 369) : "Cet accord fut signé par Bidault, l'atlantiste « gaulliste », révélé par les Foreign Relations of the United States de 1945-1946, et par le ministre des Transports et Travaux public, Moch, aussi dévoué aux États-Unis que Blum. Modifié sur nouvelles demandes américaines en juillet 1950 et mars 1951 acceptées par Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, favori de Washington (juillet 1948-décembre 1952) et « père de l'Europe », il fut tenu secret jusqu'en 1970" (jamais publié au J.O.).

- Pour l'aviation le contexte était que les USA dominaient la réglementation mondiale (routes sur l'atlantique, droit d'accès à seulement quelques aéroports américains...)

La Convention on International Civil Aviation, connue sous le nom de la **Chicago Convention**, a été signée dans ces conditions, le 07 **décembre 1944** par des dizaines de pays, ouverte par F. Roosevelt le 01/11/44, Les USA ont construit une gigantesque quantité d'avions pendant la guerre et trouvaient la nécessité de la convertir en civil. Par conséquent la convention a établi comme son objectif premier le "development of International civil aviation", avec la création d'une *International Civil Aviation Organisation*, l'ONUisienne ICAO (ratifiée par un nombre suffisant de signatures le 04/04/1947), Depuis cette ICAO établit les réglementations.

La convention de Chicago/ICAO avait établi sur la rubrique "Droits de douane", art. 24, que le kérosène, huiles etc. devait en être exempts. Cela a été transformée dans la foulée en interdiction de taxation sur les vols internationaux. Les avions ont aussi le droit de rejeter 200 fois plus de soufre que le diesel des voitures, 3000 comparés à 10 ou 15 ppm.

- Quarante ans plus tard, il était hors de question de toucher à ça lors du *Protocol de Kyoto*. En déc. 2015, il était hors de question de toucher à ça lors de la COP 21/*Accord de Paris*. Les centaines de milliers de *Gilets jaunes* qui ont protesté contre une telle injustice pendant plusieurs mois au passage 2018-2019, eux/elles qui payent une taxe carbone pour chauffer leur gosses pour éviter les bronchites, n'ont rien pu faire non plus face à ces décisions Supra, Trans-nationales/atlantistes, divines, au nom du "bien des peuples".

II-4.2. Traitement de l'Allemagne par les USA en 1946-47

Quelques mois après l'accord Blum-Byrnes ci-dessus, c'est "... le célèbre discours du secrétaire d'État James Byrnes à Stuttgart, le 06 septembre 1946, annonce officiel du vieux plan de reconstruction prioritaire de l'Allemagne." [qui n'aura pas de dommages de guerre à payer] Lacroix-Riz 2023, p. 99).

▪ L'Allemagne était un gros partenaire économique du secteur privé U.S. d'avant la guerre. Lacroix-Riz (2016, p. 96) : "Paris, bien avant la fin de la guerre, avait recensé toutes les étapes de la transformation du vaincu en partenaire, ce qui impliquait entre autres retour de la Ruhr « à la normale » (back to normalcy [complexe qui appartenait à une "impressionnante collection de grands criminels de guerre" p. 94]) de l'impérialisme allemand : le discours de Byrnes à Stuttgart, le 6 septembre 1946, annonçant la fin des contraintes (dimension économique incluse) de Yalta et Potsdam, en constitua un temps fort. Suivirent les accords de New York du 2 décembre 1946 créant la Bizone, que Washington arracha à la détresse financière britannique [dans laquelle se trouvait la Ruhr]. Léonins ils étaient immédiatement exécutoires : la fusion des zones d'occupation anglaise et américaine entra en vigueur le 1 janvier 1947.

John Foster Dulles protecteur attiré du Reich depuis la Première Guerre mondiale, réclama alors brusquement l'« européenisation de la Ruhr », tout comme Adenauer avait dans les années 1920 prôné l'Anschluss par « européenisation » de l'Autriche en préparant l'annexion allemande... « les milieux américains » de Paris annonçaient que « M. Bidault se détacherait de sa politique extérieure qui s'inspirait des vues du général de Gaulle pour rejoindre la ligne [pro-américaine de M] Léon Blum. Cette attitude tendrait au rapprochement franco-anglais, et à un ralliement à la politique anglo-américaine de fermeté envers Moscou.".

"Le 1^{er} août [1945] - veille de la clôture de Potsdam -, Oscar Cox, directeur adjoint de Crowley à la Foreign Economic Administration, avisa le directeur du département Amérique du Quai d'Orsay, Étienne Denny, de la position commune anglo-américaine : le charbon allemand serait payé par tous ses clients en dollars, théoriquement affectés à l'achat aux États-Unis de « produits alimentaires » pour l'Allemagne de l'Ouest. Cox, conscient de « l'émoi que créerait en France une telle décision », prétendit « son application encore sujette à discussion ». Cette fable s'effondra le 23 août à Washington, devant Bidault lui-même." (...)

"Le 23 [août 1945], devant Bidault seul, déjà si souple en mai, le brutal avocat du monde financier Byrnes fulmina contre les réparations : les scandaleuses « spoliations de guerre » unilatérales de l'URSS [Rappel : attaque allemande sur l'URSS officiellement comme "guerre d'extermination" le 22 juin 1941, dont la moitié du pays va être détruit et qui a fait 27 millions de morts coté URSS dont une majorité de civils massacrés, affamés..., des milliers d' "Oradour", début de la shoa "par balles", etc.], effectives et à venir, rendaient « tout accord [...] impossible ». Il recensa les refus américains répétés depuis Yalta à l'URSS, qui, insista-t-il, avait toujours fait mine de ne pas les comprendre. « En tout cas, plastronna-t-il, les États-Unis refuseraient de refaire ce qu'ils avaient fait après la Première Guerre, et ils n'avanceraient pas un seul dollar à l'Allemagne pour lui laisser payer des réparations aux autres pays. Ils ne transigeraient pas sur ce point, les importations de l'Allemagne seraient d'abord payées par ses exportations.²⁰⁸ » (²⁰⁸ : PV de la conversation; Lacroix-Riz 2023, p. 254-55).

II-4.3. Monnet-Hirsch racontent le "plan Monnet" (année 1946)

"Mémoire de" Monnet (1976) : « Au mois d'août [1945], de Gaulle vint à Washington à l'invitation de Truman. Je ne l'avais pas rencontré depuis six mois et je pris cette occasion pour m'ouvrir à lui de mes idées sur l'avenir de la France... De Gaulle avait depuis un an pris la mesure des limites de la France et il était devenu par force sensible aux réalités économiques. ». Donc, soulignent les historiens atlantistes qui ont écrit ces "Mémoires" : "on le tenait"... (il s'échappera 5 mois plus tard). On remarquera que ce fonctionnaire français,

nommé par de Gaulle, et il n'y avait pas pléthore d'intermédiaires encore, pour réfléchir à ce dont la France allait avoir besoin, il a eu deux ans pour le faire (cf. § II-3), annonce dilettante, que tiens ?, comme il passe près de chez lui, il va lui causer. Il parlait à qui pendant ces six mois Jean Monnet ?

Continuent ces "Mémoires", fin 1945 : « en novembre, je revins à Paris où je rassemblais ma fidèle équipe dans quelques chambres de l'hôtel Bristol. Là, avec Marjolin, Hirsch et Gaillard, nous réfléchîmes aux moyens de faire de la France un pays moderne. (...) Au début de décembre, j'étais en mesure de tenir le rendez-vous pris avec le général de Gaulle à qui je remis une note de cinq pages intitulée : « Propositions au sujet du plan de modernisation et d'équipement... Deux semaines plus tard, elles étaient adoptées en conseil des ministres et, le 3 janvier 1946, le plan était créé par un décret... » enfin !

La désignation de J. Monnet au Plan sera un des derniers actes signés par le gl. C. de Gaulle avant sa résignation le 20 janv. 1946, et le Directeur du cabinet du Général, Gaston Palewski leur attribue un petit hôtel particulier dans la rue Martignac.

• Désormais installés dans le petit hôtel particulier dans la rue Martignac dans le 7^{ème} arrondissement. « Gaillard... attira parmi nous un de ses collègues de l'inspection des Finances, Paul Delouvrier, alors directeur de cabinet de Pleven... je restai avec Marjolin et Hirsch pour attaquer la pièce maîtresse du plan ». « Hirsch excellait dans la détection des grands techniciens capables de dépasser le cadre de leur spécialité. Ancien ingénieur des mines, tout un monde industriel lui était ouvert... Hirsch avait quarante-cinq ans, un calme tranquillisant, une compétence rassurante... En fait, mon équipe de travail était plus restreinte encore. Elle se limitait à quatre ou cinq collaborateurs de tous les instants. C'est Hirsch qui animait les services techniques. » ("Mémoires de" Monnet 1976).

- E. Hirsch (1988, p. 94) précise leur stratégie politique : « Une rapide enquête m'a montré que les principaux organismes de recherche étaient dans les mains des **communistes. Craignant que l'on ne soit conduit à accentuer encore la colonisation de ce secteur, j'ai jugé prudent de ne pas l'aborder... Il m'a semblé contre-indiqué de soulever la question du commerce. Le poids politique du petit commerce risquait de conduire, comme avant la guerre, à des dispositions faisant obstacle au développement de structures modernes compétitives.** ».

▪ "Mémoires de" Monnet (1976) : « C'est le 27 novembre [1946] que notre rapport est présenté au conseil du Plan, présidé alors par Georges Bidault... le lendemain même, le gouvernement Bidault cède la place à un gouvernement Blum, socialiste homogène, qui adopte le plan le 14 janvier [1947]. C'est enfin un gouvernement de coalition Ramadier qui, à partir du 17 janvier, sera chargé de l'appliquer... J'ai connu dix présidents du Conseil... les conclusions de la commission de la main-d'œuvre passaient dans les faits, et **les quarante-huit heures seraient la semaine normale...** Pour l'année 1947, les travaux étaient aussitôt engagés : le barrage de Donzère-Mondragon*, le train à bandes d'Usinor, l'aménagement de la vallée du Rhône » .

* Il s'agit d'une dérivation du Rhône sur 28 km au niveau de Pierrelatte avec au point kilométrique 17 du canal une usine électrique nommée André Blondel, 6 groupes de turbines d'une puissance installée de 300 000 kVA inaugurée en 1952. C'est le plus vaste chantier d'après guerre. Et pour qui ? « le 15 avril [1958], le gouvernement Gaillard tomba ; mais à la demande de Chaban-Delmas, Félix Gaillard signa le 22, alors qu'il n'expédiait plus que les affaires courantes, un décret antidaté du 11, ordonnant **d'acheter les terrains de Pierrelatte, destinés à l'usine de séparation** et de procéder au premier trimestre 1960 à l'explosion de la première bombe atomique. » (Soutou 1993; Barillot 1999, p. 351). Cette usine de Pierrelatte démarrera en 1964. L'enrichissement par diffusion gazeuse est extrêmement énergivore. La centrale et la dérivation de ce grand fleuve sera donc détournée en bonne partie pour le CEA militaire, faire des bombes atomiques ou combustible très enrichi pour propulsion nucléaire militaire.

▪ Tournès (2020) : "... en France, on note une évolution dans cette direction [recherche de productivité] pendant l'Occupation, en particulier dans l'industrie métallurgique, qu'il s'agisse des entreprises qui produisent de l'acier, ou de celles qui l'utilisent, comme l'industrie automobile. Le processus a commencé sous la houlette des Comités d'organisation qui structurent l'industrie française sous le régime de Vichy. Le Comité d'organisation de l'automobile, par exemple, envisage, sans doute en partie sous la pression allemande, une politique de réduction du nombre de marques et de modèles, et d'augmentation de la standardisation. En 1942, le gouvernement de Vichy entérine ces directions de travail en élaborant un plan de modernisation de l'automobile relancé à la Libération, donc avant le lancement du plan Marshall. Le commissariat général au Plan, dirigé par Jean Monnet, est créé en janvier 1946, et sous son égide est lancé le plan quinquennal de production automobile (1946-1950), qui reprend une partie des dispositions prévues pendant l'Occupation."

Cependant ce plan dit Monnet était beaucoup d'importations américaines donc de devises. Il grippait en 1947 par manque des dollars. C'est les dotations du plan Marshall qui lui donneront du lest, ça sera dans les années après.

- Pour la population il n'y a toujours aucune amélioration depuis l'occupation. Dans ce grand pays agricole qu'est la France, qui est libre depuis presque 3 ans, le pain est rationné à 200g/j de la mi-1947 à la mi-1948 alors qu'il était de 275g/j au pire de l'occupation, les enfants sont mal nourris, et il y a même des émeutes ici et là.

De plus, si les salaires sont contrôlés; l'inflation ne l'est pas, qui se promenait à quelque chose comme 43 % sur 6 mois d'où de nombreuses grèves spontanées qui débordent la CGT (chez Renault entre autres.; il y a quelques ministres communistes jusqu'au 05 mai 1947; suit la république d'Auriol avec R. Schuman super-ministre).

A ce moment C. de Gaulle a lancé un parti, le RPF. Il fait campagne en dénonçant une menace soviétique (qui en réalité, il devait bien le savoir, est en ruine de la guerre). Ceux qui peuplent ce parti sont probablement encore plus anti-communiste que lui et les affrontements entre les deux clans militants sont musclés. La Grèce est en semi guerre civile entre un Front National de Libération avec les communistes de loin le plus gros mouvement de résistance contre les allemands, et à la monarchie qui revient d'exil à Londres soutenue par les alliés et divers partis de droite. En Italie comme en France le parti communiste de par son activité dans la résistance a un certain poids.

- Il y avait toujours peu de moyens de financement, bien que la France ait obtenu un nouveau prêt de \$250 millions (en paiement, disent des mauvaises langues, de l'expulsion des communistes du gouvernement). N'importe, pour l'armée qui redevient coloniale, le gouvernement en trouve des fonds : déploiement militaire dans la lointaine Indochine qui s'étant dotée d'une constitution similaire à celle américaine avait déclaré son indépendance et, au passage, répression militaire à Madagascar ([là](#) § III-5 à III-7).

II-4.4. Le Plan Marshall/OECE 1948-1951

- Le 12 mars 1947, intervention du président démocrate H. Truman devant le congrès. Il annonce \$400 millions pour la Grèce et la Turquie avec envoi de conseillers civils et militaires. Pour la Grèce, l'explication est la guérilla entre partis incluant les communistes et la Monarchie. Pour la Turquie où il ne se passe pas grand chose, c'est clairement parce qu'elle tient le stratégique détroit des Dardanelles. Rompant avec la politique américaine depuis des décennies, et pendant la guerre, il annonce que les USA donneront assistance au "free world" contre le "totalitarisme" (tout le monde a bien compris, l'URSS communiste) ce qu'on va appeler la "**Doctrine Truman**", doctrine qui fait peu de cas de l'ONU (et l'histoire officielle montrera que les partis grecs avec les communistes n'avaient pas d'aide de l'URSS).

- Moins de 3 mois plus tard, le 05 juin 1947, dans un petit discours à Harvard, le Secretary of State (gl.) George C. **Marshall** annonce un **plan** d'aide globale à l'Europe (European Recovery Program, ERP). Mais celle-ci devra se faire via un Comité qui va grouper les pays nécessaires intéressés. En effet par manque de dollars (le "dollar gap"), les européens ne peuvent pas importer comme ils veulent ce qui représente une menace pour les surplus de production américaine. En même temps il est considéré que les difficultés d'existence des populations risquent de profiter aux communistes.

- Parallèlement, les USA travaillaient activement à diviser les forces syndicales en Europe, pour la France : "*Autour de Léon Jouhaux, accueillie favorablement par la SFIO et largement financée par les syndicats américains et même la CIA, la CGT-FO naît en avril 1948*" (Rioux 1980; voir également Lacroix-Riz 2023 p. 403-4). La CIA avec Allen Dulles s'implique aussi lourdement dans une campagne de dénigrement du communisme, avec succès, lors les élections italiennes d'avril 1948 ([là](#), § III-4).

Bien que la *Doctrine Truman* et le *Plan Marshall* semblent être deux choses différentes, les deux agissent dans le sens de la division de l'Europe en deux blocs, peut-être-t-il dit, jusqu'à à un point de non-retour.

- Suit donc en 1948 la signature obligatoire pour cela d'une convention de coopération économique européenne; l'**O.E.C.E.**, Organisation Européenne de Coopération Économique (OEEC en anglais). Ces pays doivent coopérer dans le cadre de cette structure officiellement fondée le 16 avril 1948. D'anciens ennemis doivent coopérer.

C'est quelqu'un avec qui travaillait J. Monnet, Robert Marjolin (cf. Annexe A-4.), qui est désigné Secrétaire Général de cette OEEC qu'il a contribué à mettre en place. L'OEEC rassemble des données sur chaque pays, les contingentements doivent être abolis et sont institués des accords de paiement facilitant les échanges.

Au départ il y a 16 pays, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grèce, Island, Irlande, Italie, Luxembourg, Hollande, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, Turquie et Grande Bretagne.

- G. Marshall s'était gardé de parler de l'Allemagne, alors qu'elle tient une place fondamentale dans le projet US (sans communistes, merci Hitler). Minée par un mark dévalorisé, trop abondant du Reich pour peu de choses à acheter, un nouveau mark avec un rapport d'environ 1 pour 10 est imprimé aux USA, puis transporté secrètement. A partir du 20 juin 1948, presque du jour au lendemain, 90 % des vieux marks sont retirés de la circulation. La confiance monétaire (et politique...) revient, aussi bien pour la paye que chez les porteurs privés de capitaux US, et allemands qui "réapparaissent". L'Allemagne de l'Ouest est intégrée elle aussi au plan Marshall en 1949 dont elle va recevoir 11 % (contre 21 % à la France) qui permet de régler des importations. Ainsi pour l'Allemagne, dès 1951 ses exportations ont déjà rattrapé ses importations (Hitchcock 2010 p. 164).
- Tout se tenant dans cette politique US, cela allait contre ce que pouvait réclamer l'URSS qui avait subi des destructions humaines et matérielles considérables du III^e Reich mais obtiendrait zéro dommage de guerre du centre industrielle de cette Allemagne (l'Ouest, l'Est étant plus agricole). En réaction au plan Marshall, coté soviétique ils forment l'alliance du Kominform en sept 1947 qui centralise les relations de l'URSS avec Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie (qui en sera exclue en 1948).
- La France doit abandonner sa zone d'occupation lors d'un accord tripartite à Londres en fév-juin 1948. La tutelle américaine exclusive qui suit liquida d'emblée toutes les initiatives qu'y avait prises la France (Lacroix-Riz 2016, p. 104-5).
- Enfin, le 7 juillet 1947 était créé la CIA, qui terminait, si l'on peut dire la trilogie de la guerre froide, pour la partie qui ne devait pas pouvoir être visible.
- Selon les chiffres américains (Tarnoff 2018, Tab. 3) l'aide Marshall pour l'ensemble de l'Europe a été de (dollars de l'époque) \$ 11,7 milliards en subventions et \$ 1,1 milliard en prêt (35 ans, 2,5 %). Cela ne représentait jamais plus de 5 % du Produit National Brut des pays récipiendaires (Tarnoff 2018, p. 20). Bien sûr pour continuer à recevoir ces aides, il fallait s'aligner sur la politique américaine dont les deux buts alors à moyen/court terme sont a) l'ouverture avec aussi peu d'entrave que possible aux produits et capitaux américains d'un marché européen simplifié et; b) la réinstallation d'une Allemagne forte, y compris militaire, à mettre en face de l'URSS (i.e. les CECA/*plan Schuman* et CED qui suivent dans la foulée). "... [autre] initiative états-unienne est la signature de l'Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) le 30 octobre 1947, dont l'objectif est l'abaissement des tarifs douaniers et la croissance du commerce international." (Tournès 2020).

Pour ce qui est de la France, le Plan existant est la bonne pièce de justification à présenter pour se faire attribuer des fonds du plan Marshall (il n'y a pas de chèque en blanc) puisque les USA y ont largement contribué et l'ont approuvé en 1946. Aussi cette aide va servir essentiellement à ce qui y a été inscrit (charbon, acier, ciment, locomotives, tout provenant essentiellement des USA sauf une partie du charbon de la Ruhr, domaines qui selon les auteurs du plan, sont censés entraîner le reste de l'industrie/économie; plus tard des tracteurs McCormick).

- Le fonctionnement était : le matériel obtenu sur fond Marshall est revendu aux utilisateurs ce qui crée une liquidité interne disponible dans la monnaie locale dite "contrepartie", et dont les USA reprennent 5 %. Cette *contrepartie* va tout au Plan dit Monnet dont le financement est ainsi assuré (jusqu'en 1952). Il semble que ce système en réinvestissant immédiatement le flux dégagé portait en lui l'inflation (en France en tout cas). Les 5 % repris par les américains étaient officiellement pour leurs frais. "Pas que", une partie à servi pour développer des produits bruts dont les USA avaient besoin : > \$160 millions pour le nickel en Nlle Calédonie, le chrome en Turquie+ et l'aluminium en Jamaïque (Tarnoff 2018, p. 12). Aussi \$ 200 millions ont servi, via la CIA, à Irwin Brown, le syndicaliste américain qui avait la charge de semer la division parmi les syndicats européens (comme avec la création de l'anticommuniste F.O. avec R. Bothereau; Saunders 2003 pn. 124; Lacroix-Riz 2023, p. 406-7).



Fig. 6. "Haut-Commissaire américain en Allemagne de 1949 à 1952, John McCloy apportera par la suite un soutien considérable au plan Schuman. De g. à dr. : Harry S. Truman, président des États-Unis, John McCloy et Dean Acheson*, secrétaire d'État américain en discussion à la Maison Blanche, le 23 janvier 1950" ([in cvce-eu, là](#)).

* Dean Acheson, sous-secrétaire d'État, 1945-47 sous J.F. Byrnes et G.C. Marshall (et de nouveau en 1949), Responsable de Bretton-Woods, travaillait sur le plan Marshall, sur la création de l'OTAN, le réarmement de l'Allemagne, de la politique nucléaire, etc.

II-6. La CECA/plan Schuman

Communauté Européenne du Charbon et de l'acier (mai 1950 – Juil. 1955)

Selon la jolie histoire des "mémoires de" J. Monnet il aurait adopté l'idée de la CECA quand l'avenir des relations franco-germanique apparaissait bouché, un week-end d'avril 1950 avec un juriste P. Reuter, l'ancien ingénieur chimiste de Kulhman E. Hirsch et l'économiste P. Uri (élève du très vichyste P. Perroux) avec lesquels il travaillait au plan. Ils ont le support personnel de ministres, extérieur R. Schuman (voir Annexe A-9), et de la justice, R. Mayer*, tout ce monde se connaît bien. Tout a été volontairement brusqué, racontent-ils, eux, sans consultation ni des industriels concernés ni des fonctionnaires en charge dans les ministères. Mais on n'oubliera pas que Robert Schuman connaissait personnellement la famille et l'entreprise de Wendel sur ses terres d'élu, et avait travaillé avec plusieurs de ses membres, les cousins Guy et François de Wendel ont été sénateurs de la Moselle et la Meurthe et Moselle après la première guerre. Les hauts fourneaux ont toujours dépendu du coke de la Ruhr, quand il en manque, on devait en fermer. Selon Peeters (1937, p. 29-30) les usines de Wendel passées coté allemand en 1870 ont été exploitées par "la société allemande « Les Petits-Fils de François de Wendel et cie »" pendant que « de Wende et cie » créa l'usine de Joeuf à la frontière, et que c'était le grand boom de la sidérurgie des deux cotés de la frontière.

* R. Mayer a déjà été négociateur de cartélisation du charbon d'où la *Compagnie générale charbonnière* franco-allemande en 1928, cf. Annexe A-5.

Il faut dire qu'on est en pleine activité du Plan Marshall dont justement pour ce petit groupe, il est hors de question de se passer. Pour ça les USA ont quelques exigences... réhabilitation de l'Allemagne, et eux sont pressés. Gillingham (1991 p. 139) :

« Un jeune fonctionnaire du Department of the Treasury, bouillonnant, infatigable d'une grande capacité intellectuelle, du nom de William M. Tomlinson était le principal lien officieux entre la rue de Martignac et la Place de la Concorde. A l'ambassade américaine, Tommy, nom amical de Tomlinson, dirigeait un groupe de travail spécifique à la proposition du Plan Schuman, dont l'équipe d'économistes et de gestionnaires suivaient les négociations au jour le jour et agissait en conseillers officieux de Monnet ».



Fig. 7. "Wm. M. Tomlinson, Acting US Representative to Schuman Plan"
(Photograph of Marshall Plan Programs, domaine public, via Alamy, [là](#))

- Début 1945 W.M. Tomlinson avait été chargé de l'identification des prisonniers allemands qui appartenaient à la haute finance et autres leaders des institutions du 3^e Reich (Morgenthau diary, Book 825, p. 151-; [in](#) Committee on the Judiciary, U.S.Senate, Novembre 20, 1967. p. 949-50; [ici](#) et [là](#)).



Fig. 8. "Le futur président de la Commission Européenne, Walter Hallstein (à droite), officier instructeur national-socialiste en feldgrau, à coté de son colonel, à Caen, le 21 mars 1943." ([in](#) de Villiers 2019; origine Bundesarchiv, Berlin, image 146-2017-002)

C'est à ce moment que **Walter Hallstein** fait prisonnier à Cherbourg a été l'un des sélectionnés par les américains pour en faire des relais pour "l'après" : apprentissage d'un bon anglais, règles/juridiction US et internationales, etc. (de Villiers 2019, chap. XIII).

W. Hallstein est un juriste académique expérimenté. Il l'était déjà sous la République de Weimar, puis a servi tout aussi consciencieusement le régime nazi plus de 10 ans.

Le partenaire technique coté allemand du dit "plan Schuman" était Walter Hallstein. Il sera ensuite président de la CEE pendant 10 ans.



Fig. 9-A. « On 9 May 1950, in Paris, American Secretary of State, Dean Acheson, (third from the left) converses with Georges Bidault (fourth from the left) and Robert Schuman (second from the right) who is acquainting him with the subject of his press conference concerning the plan to pool European coal and steel. »
(CVCE.eu, by uni.Lu; C²DH; [là](#))

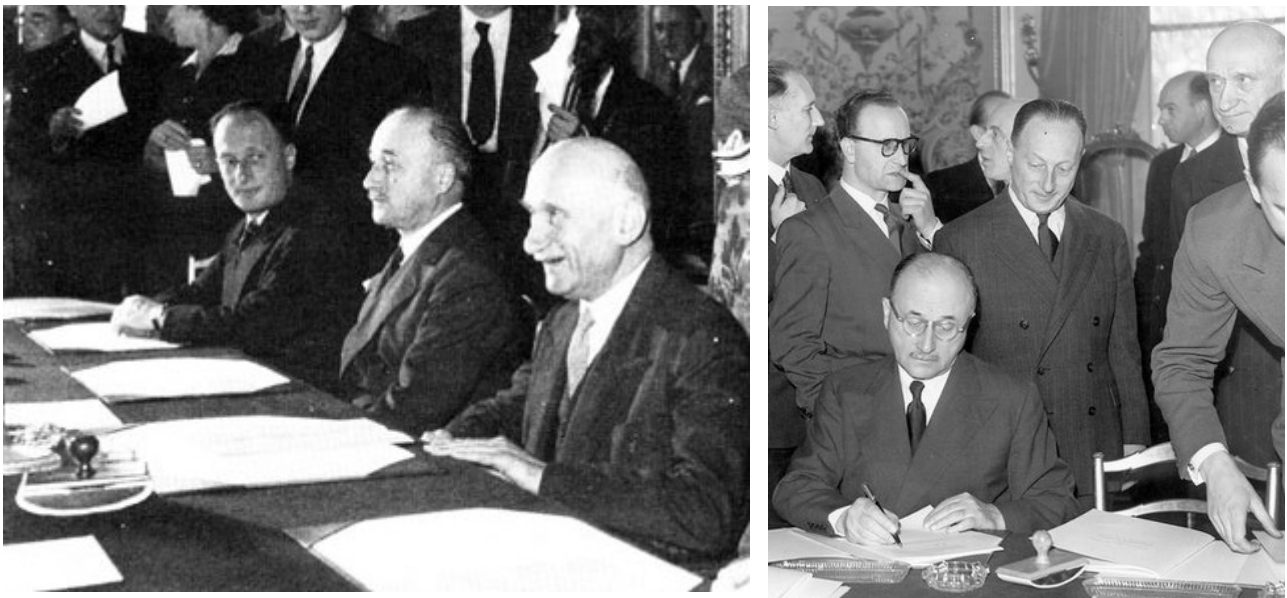


Fig. 9-B. A gauche, le 20 juin 1950, Robert Schuman, Ministre des affaires étrangères, Jean Monnet et Étienne Hirsch à la séance d'ouverture des négociations suite à la déclaration du 09 mai de « *placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier, sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe* », les industries majeures et symboliques de l'époque, cela dans un esprit de « *maintien des relations pacifiques* » (salle de l'horloge Quai d'Orsay).

A droite le 19 mars 1951, J. Monnet chef de la délégation française paraphe le traité CECA, E. Hirsch et R. Schuman sont derrière lui (Quai d'Orsay; ph. Keystone). Il reste des choses à résoudre et la signature par les ministres aura lieu le 12 avril.

▪ Toujours est-il qu'en France, le lancement médiatique est réalisé le 09 mai 1950, avec le ministre R. Schuman qui annonce un accord de coopération incluant l'Allemagne sur le fer et le charbon. On confère déjà sur le projet avec le sous-secrétaire d'État des USA Dean Acheson (qui travaillait notamment sur le réarmement de l'Allemagne), comme en témoigne des archives du Luxembourg : Fig. 9-A.

A la population française, cela est présenté comme un acte spontané de paix, un gage anti-guerre (Fig. 9-B).

▪ Le dialogue entre pays européens était en cours via l'OECE, quelque chose que les USA avaient rendu obligatoire pour pouvoir bénéficier du plan Marshall. Tarnoff (2018, p.14) : "Comme l'a remarqué le Vice-chancelier d'Allemagne de l'Ouest Blucher, « l'OECE a eu au moins un point très important, les européens ont été ensemble, se connaissaient, et étaient prêts à coopérer »".

Et Lacroix-riz (2016, p. 117) défend que l'initiative française était préventive : "Schuman savait que les Américains, Britanniques à leurs côtés, le contraindraient à y acquiescer le lendemain, 10 mai 1950, à la conférence atlantique de Londres. Le Quai d'Orsay réfléchissait donc depuis plusieurs semaines à une « intégration de l'Allemagne dans l'Europe occidentale » qui lui rendrait ce qu'exigeait Washington, « l'égalité des droits »".

Le Chancelier K. Adenauer était évidemment dans ces négociations. Coté allemand cela résolvait le problème de la Sarre, l'Allemagne était encore sous tutelle alliée pour sa politique étrangère. Le principe d'une Haute Autorité était politiquement posé comme la première pierre non négociable..

Selon les "Mémoires de" Monnet (1976) ou écrits postérieurs de Hirsch (1988), tous les compromis économique-techniques nécessaires devaient suivre l'annonce, et non pas l'inverse. En fait K. Adenauer et son représentant aux discussions, le juriste universitaire W. Hallstein étaient partant d'avance.

L'Angleterre n'était pas un pays vaincu et n'avait pas les problèmes moraux des continentaux. Elle avait encore du charbon au pays de Galle et aucune intention d'aller se soumettre à une *Haute Autorité*.

Cette étape politique du symbole franchise, les discussions à suivre loin des médias, elles, seront fastidieuses et à rebond. Cela se passe à Paris, par petits groupes dans la maison du Plan, rue Martignac. Hirsch (1988, p. 104) met dans son écrit : « j'étais le seul du trio [Monnet et P. Uri] à avoir une connaissance concrète des conditions de travail de l'industrie française. Avec son accord, je consultais deux hommes qui, à mes yeux, étaient les mieux qualifiés pour répondre à mes préoccupations, tant par leur compétence et leur honnêteté intellectuelle que par leur discrétion. Je reçus successivement Baseilhac, président des Charbonnages de France, et pour la sidérurgie Alexis Aron, qui était unanimement reconnu et respecté comme l'expert le plus avisé. ».

Avant la guerre, les maîtres de forges en Europe avaient institué un cartel qui établissait de véritables chasses gardées. En Allemagne il y avait le puissant D.K.V., organisation unique de vente du charbon allemand (dont les sidérurgistes français avaient besoin du coke) et l'industrie allemande de l'acier possédait ses propres mines de charbon. René Mayer de l'équipe dont on parle, on l'a vu avait déjà participé à l'établissement d'une société germano-française pour le charbon.

Au moment de l'annonce Schuman la zone industrielle de la Ruhr est sous occupation américaine, qui suivait tout ça de près. Officiellement il était annoncé qu'on procédait à une décartellisation du charbon et de l'acier allemand. Le but était d'imposer un modèle type américain (pays des grands Cartels...): *Regulatory Agencies, Federal Trade Commission, anti-trust legislation* rigoureuse, etc. J. McCloy qui sortait de la présidence de la World Bank de 1947 à 1949, était alors le haut-commissaire américain en Allemagne (1949-1952), président en exercice du conseil de la Haute Commission alliée. Il aurait été difficile à J. Monnet de ne pas savoir ce que voulait ce mentor auquel il avait quémandé aux USA dans le cadre des ses nouvelles fonctions post-banquières. J. McCloy avait auprès de lui à Bonn pour cela un expert américain, Robert Bowie, professeur à Harvard et Joseph E. Slater qui aura plus tard une énorme influence aux USA, mais pas que aux USA, avec l'Aspen Institute. J.J. McCloy sera président de la Ford Foundation en 1957, du C.A. de la Chase Manhattan Bank en 1960 (McLemore 2002).

▪ Hackett (2018, p. 138) à propos de ce dit plan Schuman : "Ça n'était pas la première fois, Monnet a demandé de l'aide à ses amis américains. Pendant l'hiver de 1950-51, David Bruce et John McCloy, assistés par le conseiller général de McCloy, Robert Bowie, sont devenus des participants virtuels dans les négociations, finalement surmontant les dernières objections en février. En mars l'ébauche de traité était engagé. Alors Monnet est allé à Bonn deux jours de discussions de dernières minutes avec Hallstein et Adenauer."

"En 1951, le Haut-Commissaire américain en Allemagne John Jay McCloy (ex-président de la Banque mondiale), ordonna la libéralisation des criminels de guerre, les industriels Alfred Krupp et Friedrich Flick

qui recouvrèrent bientôt leur fortune (Frederich Flick était considéré en 1955 comme la cinquième fortune mondiale). John McCoy devint par la suite directeur de la Chase de 1953 à 1972, après avoir été chargé du compte Rockefeller dans la firme de droit des Rockefeller, la Milbank Tweed." (Bureau d'étude 2015, p. 20).

Selon "les mémoires de" Monnet (1976), comme au départ le chef du parti socialiste allemand, SPD, se montrait très hostile, l'idée de J. Monnet a été d'obtenir une acceptation des syndicats, ceux allemands très puissants, les convaincre que cela ne sacrifierait pas leurs intérêts, ce qui prendrait le parti socialiste allemand à revers. "Syndicat", mais là encore, il faudrait parler de l'activité américaine :

Nota: dès le départ les américains portaient une grande attention aux syndicats. Le syndicaliste américain Irwin Brown, sous l'égide AFL, *American Federation of Labor*, et du FTUC, *Free Trade Union Committee*, financé par la CIA était en Europe pour ça. Le FTUC était secondé par les *Labor Attachés* auprès des autorités américanises (Lacroix-Riz 2023, p. 403).

Saunders (2003, p.n. 198) : "Les Josselson [Michael et Diana, qui s'occupaient du *Congrès pour la liberté de la culture*, grosse association culturelle qui avait un bureau Bd Haussmann, pour contrer l'influence "communiste", ainsi que J.P. Sartre, avec Tom Braden, N. Nabukov, M. Lasky sur financement de la foundation Farfield, couverture de la CIA] gardaient aussi un contact régulier avec Irving Brown, le rencontrant parfois à la table d'un night-club homosexuel, *l'Indifférent*. Un soir, ils le trouvèrent en train de remettre une forte somme d'argent à « un gangster de Marseille ». À cette époque Brown construisait le « Comité méditerranéen », groupe d'autodéfense payé pour monter la garde dans les ports français pendant que les dockers déchargeaient les marchandises et les armes américaines du plan Marshall pour l'OTAN. Sur la capacité de Brown à mener de front toutes ces activités, Braden disait ironiquement : « C'était inhabituel pour quelqu'un qui jouait un rôle si évident dans le combat contre les hommes de main communistes dans les docks de Marseille de s'intéresser aussi au *Congrès pour la liberté de la culture*.".

C'est pour cela disent les textes Monnet/ Hirsch que le traité de la CECA prévoit, dans le principe, des mesures d'indemnités, de frais de ré-installation, de formation, pour la réadaptation des travailleurs qui seraient privés de leur emploi comme conséquence soit de l'établissement de la CECA ou du progrès technique qu'ils défendaient (l'aide et la modernisation/mécanisation n'allant qu'aux plus gros ne pouvait que couler définitivement les petits avec le chômage à prévoir que cela devait entraîner).

Mais la CECA n'était qu'une étape à passer dans le rétablissement d'une Allemagne forte que les USA voulaient mettre face à l'URSS, et, vu coté allemand, une progression tactique :

"L'audace maximaliste du chef social démocrate demeurait alors publiquement interdite à la droite au pouvoir, truffée d'anciens hauts serviteurs notoires du III^e Reich... ...« Le banquier de Cologne et conseiller le plus écouté du Chancelier fédéral, [et son] ami intime », Robert Pferdmenges - aussi nazi et aryanisateur sous Hitler que son pair Herman Abs, de la Deutsche Bank, lui aussi « conseiller financier d'Adenauer »... .. Cette surenchère tactique entre SPD et CDU avait cependant dévoilé en RFA ce que la France ensevelissait dans sa correspondance « secrète » ou « confidentielle » : non seulement l'ampleur de sa capitulation économique, mais aussi la libération anticipée des principaux criminels de guerre allemands par les américains, la CED ajoutant sa pression à celle exercée à propos du plan Schuman." (Lacroix-riz 2016, p. 121-2).

▪ Avec le temps, les négociations se durcissaient plutôt qu'autre chose, des nouveaux ministres allemands laissant entendre que le temps de l'occupation était passé. Le puissant McCloy a fait une part des choses et Adenauer a accepté une décartellisation pour un temps parce que cela lui apportait d'autres avantages sur la souveraineté, sauvant la CECA au finish. Mais le traité de Paris avec 100 articles et de longs appendices, évitait de répondre à bien des controverses et ressemblait plutôt à un cessez le feu (Gillingham 1991, p. 150). Le transfert de souveraineté (Haute Autorité) n'était qu'à faible dose.

La signature a eu lieu le 18 avril 1951 au salon de l'horloge, au Quai d'Orsay. A suivi dans l'année la ratification par les parlements des 6 pays, l'Allemagne en janvier 1952. Le parlement français a ratifié le 01 avril 1952 malgré une opposition de sidérurgistes, des communistes et gaullistes (Michel Debré).

Le 10 avril 1952 le français Jean Monnet avec comme vice-Président l'allemand Frantz Etzel, qui se parlent en anglais, s'installaient à Luxembourg. Dans cette haute autorité, dans les noms français on retrouve un peu les mêmes Pierre Uri (Annexe A-7), J. Van Helmont (annexe A-8.), l'inspecteur des finances Paul Delouvrier...

J. Monnet a démissionné de la Haute Autorité de la CECA en février 1955 mais faute de volontaires remplaçant a du rester un peu plus, jusqu'en juin où son collègue, René Mayer qui renoue avec ses années 1928 (cf. annexe A-5.) lui succède.

« Il restait peu de l'institution de Monnet quand il a décidé de démissionner de la présidence de la Haute Autorité en novembre 1954. La HA était frappée de paralysie, l'industrie lourde régulait le marché commun, et la décartélisation avait été remplacée par de la re-concentration. La communauté du charbon et de l'acier n'a en fait réalisé qu'une seule de ses promesses, la plus importante, elle a fait avancer le processus d'intégration... Établir un environnement économique unique aux affaires en Europe de l'Ouest prendra des décennies... » (Gillingham 1991).

II-6. La CED

Communauté Européenne de Défense (fin années 40 – août 1954)

Depuis la Libération, la position du Gouvernement français avait été constamment que l'Allemagne devait rester désarmée. Robert Schuman avait proclamé à la tribune que jamais la France n'accepterait la création d'une Wehrmacht ni la participation de l'Allemagne au Traité de l'Atlantique Nord ("Mémoires de" Monnet 1976; Hirsch 1988 p. 111). La question du ré-armement allemand était un tabou général chez les six.

La limite du bloc soviétique passe au travers de l'Allemagne. Les américains annoncent qu'ils ne défendront pas deux fronts et font comprendre qu'ils veulent réhabilitation d'une armée Ouest-Allemande. Ils appliquaient une forte pression sur les dirigeants pour cela, et en avait les moyens, vu par exemple les attributions du plan Marshall que cherchaient ces dirigeants. C'est la situation contemporaine de la création de la CECA.

L'armée française, elle, était déjà en difficultés dans la guerre coloniale d'Indochine. Par exemple à Cao Bang en octobre 1950 : ~ 5000 troupes d'élites ont été tuées, des milliers d'armes, des canons, des tonnes de vivres, ont été saisies par le Vietmin. Comment cette armée pourrait-elle en plus être présente pour défendre une Europe ? sans compter sa piètre réputation qui résultait de sa défaite fulgurante de mai 1940.

S'invite dans l'actualité en surprise la guerre de Corée, qui va être utilisée comme argument. Mais la volonté américaine d'une armée allemande était antérieure à cela.

▪ Corée

S. Rhee le Président de la partie Sud de la Corée avait vécu longtemps émigrés aux USA. Il n'était guère populaire et il fait emprisonner les familles communistes de la partie Sud.

Le 25 juin 1950, les coréens du Nord entrent dans le Sud de la péninsule. Séoul est prise en 2 jours et, en un mois, en septembre 1950, ils se sont étendus à 90 % de la partie Sud. Mais ils n'ont pu prendre une enclave dans le coin Sud-Est avec les américains.

Avec l'affaire Coréenne H. Truman envoie la 7ème flotte dans le détroit de Tawain ce que la Chine populaire considère comme une ingérence dans ses affaires intérieures.

A ce moment, au niveau international, suite au refus américain que la Chine, maintenant populaire, siège à l'ONU, seule l'île de Taiwan où s'est réfugié Chiang Kai shek y étant admise, les soviétiques boycottaient l'ONU. Cette jeune ONU là, en l'absence de l'URSS, a alors condamné l'attaque des coréens du Nord et a supporté la formation d'une force de Nations Unies pour repousser dans le Nord les coréens venus du Nord.

C'est évidemment essentiellement les américains qui débarquent en force. Sans retracer ici les événements, c'est une guerre violente, meurtrière (fera proche de 2 millions de morts), avec un caractère mondial sur le plan diplomatique (troupes US et chinoises, aide Soviétique..., petits contingents internationaux). Pendant un an l'issue demeure incertaine (après quoi les combats pendant 2 autres années seront plus limités sur le 38ème parallèle). Les américains ont perdus 25 000 hommes les 4 premiers mois (tués, blessés ou capturés). Le gl. américain McArthur (finalement limogé) était favorable à l'emploi de nouveau de la bombe atomique. Elle était prête sur des îles du Pacifique.

● En réponse à la pression américaine, K. Adenauer, repris par d'autre dont J. Monnet proposent alors une solution d'inclure des contingents allemands dans une armée européenne.

Lacroix-riz (2016, p. 120) : "L'équipe Monnet exalta désormais de conserve le Plan Schuman et le plan d'armée européenne, en entonnant le refrain habituel : ils marqueraient « la place d'une Europe organisée et unie dans l'ensemble du monde libre », construire « avec l'appui des États-Unis et du monde anglo-saxon »; Paris y recevrait « le rôle de guide et de mandataire », etc."

Seulement une armée européenne ne pouvait exister que dans un cadre global. Il fallait déjà une organisation politique, un organisme de Défense, un budget commun et une politique étrangère commune, dont une armée pourrait être l'instrument.

Pour réfléchir vite en haut lieu, sous l'autorité du belge Paul-Henri Spaak (cf. Annexe A-6), a été mis en place une assemblée ad hoc en complément à celle de la CECA. A partir de février 1951, une conférence de

l'armée européenne siégeait à Paris. Une Communauté Européenne de Défense, CED, ce qu'on appellera le "plan Pleven"* avec H. Alphand à la tache a établi les structures nécessaires [on peut être surpris que ce soit des noms français, mais c'était tactiquement préférable, plutôt que des allemands par ex., bien qu'à l'évidence, il y avait du monde derrière, américains, Spaak, Allemagne, etc.]. La CED a été signée par les six gouvernements le 27 mai 1952, puis ce traité CED a été ratifié par 5 pays.

* René Pleven (1901-93), breton de formation sciences-po-Juristes, puis salarié de J. Monnet, puis représentant de la firme américaine *Automatic Telephone Company* pour l'Europe, s'était, lui, mis coté C. de Gaulle à Londres. Après il a occupé alternativement la présidence du Conseil (juil. 1950 à fév. 51 et août 51 à janv. 52) et le ministère de la défense presque sans discontinuer entre 1950 et 1954 (guerre coloniale d'Indochine de plus en plus prise en charge financièrement par les États-Unis, et épineux projet de la CED). Il était au petit parti UDSR avec F. Mitterrand, puis au groupe *Progrès et démocratie moderne*. Il sera garde des sceaux de 1969 à 73 (cabinet Chaban Delmas et Messmer, loi anti-casseurs) puis sera Président du Conseil général des Côtes du Nord jusqu'en 1976.

En 1953 la tension internationale s'est adoucie. Le 05 mars Staline est mort, le 27 juillet est signé un armistice en Corée. La France coloniale, elle, subit l'humiliation militaire de Diên Biên Phû le 07 mai 1954, défaite par ses colonisés, ses troupes d'élites prisonnières.

Le 30 août 1954 pour une somme de raisons, alors que le gouvernement de Mendès-France s'abstenait de prendre position, une majorité de parlementaires français-e-s a rejeté la CED (319 voix contre 264, donc pas seulement les partis opposés, Gaullistes, 106, et communistes 103, députés). La CED était morte.



Fig. 10. La RFA est reconnue état-souverain le 05 mai 1955, dès le lendemain, 06 mai elle était intégrée à l'OTAN. Ici le chancelier K. Adenauer reçu à Washington DC par le Président D. Eisenhower et le Secretary of State J.F. Dulles en 1955.

II-7. Le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, c'est l'atome qui arrive

(fin 1955 - 1975)

Septembre 1954 donc : échec avec la CED, Mais l'équipe atlantiste d'Europe restait puissante, et soutenue... Illico, fin 1954-début 1955 P-H. Spaak et J. Monnet cherchent le meilleurs moyen de relancer la construction des États-Unis d'Europe.

Les "mémoires de" Monnet (1976) font dire à leur héros [ce que pourrait copier un trac CEA, à moins que cela fut l'inverse...]: « Nous pensions aux transports, à l'énergie. Mais à lui seul, le problème de **l'atome nous apparut** à l'examen d'une dimension qui appelait son propre cadre de développement. Il s'agissait en effet d'affronter un problème nouveau et immense qui commençait à s'imposer à la conscience des Européens dans des termes contradictoires de crainte et d'espérance... cette dissémination des connaissances atomiques était étroitement associée à une **grande espérance pacifique**. En assouplissant la loi MacMahon en août de l'année précédente, le Sénat **américain** avait ouvert à nos pays la possibilité d'obtenir des informations

jusqu'à là secrètes et de rattraper leur retard dans le domaine de l'énergie atomique **industrielle**. Les **savants et les techniciens européens pressèrent** leurs gouvernements de s'engouffrer dans cette voie... une vaste entreprise commune me semblait engageante, à condition qu'on pût faire soigneusement la séparation entre l'usage civil et l'usage militaire. Les rapports de **nos experts ne laissaient aucun doute**, l'énergie d'origine nucléaire supplanterait toutes les autres sources avant la fin du siècle—et pour des siècles.... S'il existait un domaine sur lequel la méthode du plan Schuman dût s'appliquer pleinement et réussir, c'était bien celui que nous offrait à l'état natif **ce prodigieux succès de la technologie**. Il justifiait la création d'une institution spécialisée que j'envisageai comme une Haute Autorité nouvelle pour le développement de l'énergie atomique à des fins pacifiques et dont je définis les tâches. » » plus loin : « apporterait aux hommes une inépuisable source d'énergie... ».

▪ On avait beaucoup parlé uranium en Belgique les années précédentes.

de Boeck (2013, p. 95) : "... débat qui s'est déroulé au Sénat, le **7 mars 1950**... à partir d'une interpellation du sénateur communiste Libois.... Quel est le contenu de l'accord sur l'uranium signé à Londres pendant la guerre ? Pourquoi, près de cinq ans après la Libération, le secret est-il maintenu ? Qui l'a signé ? Quel est le prix du métal ? **Pourquoi la Belgique ne dispose-t-elle pas encore d'une pile atomique ?** Quelle garantie a-t-elle que l'uranium congolais ne serve plus à des fins militaires ? Voilà quelques unes des questions posées par le sénateur Libois."

Sous cette pression devenue publique, l'année suivante, 15 juillet 1951, un accord USA-GB-Belgique avait attribué pour cet uranium \$ 15 millions des *surtaxes*. Ils vont servir à ce pays de la taille de cinq départements français, d'une population inférieure à celle de l'agglomération parisienne, à démarrer un programme nucléaire précoce : le site de Mol. Et l'un des deux ou trois belges qui en savaient le plus sur les contrats-finances uranium-atome s'appelait **P.H. Spaak**.

▪ Puis au niveau mondial, six mois avant l'échec de la CECA, le 8 déc. **1953**, le président D. Eisenhower avait lancé à l'ONU "**l'atome for peace**" (quand les USA venaient de faire exploser leur première bombe H en nov. 1952 et que l'URSS avait suivi dans la foulée en août 1953).

Les USA avaient réalisé un investissement ahurissant dans "**l'atome for war**" avec le *projet Manhattan*. Et ils fabriquaient maintenant à la chaîne les bombes atomiques de la "cold war". Tout cela coûtait extrêmement cher. Or s'il y a un pays où on a des facultés à trouver retour sur investissement c'est bien les USA. L'uranium, n'est pas *militaire*, il n'est pas *civil* non plus, c'est les humains qui décident de ces derniers adjectifs, donc on pourrait aussi en faire de l'argent (comme P.H. Spaak avait fini par le comprendre, un peu sous pression, avec celui du Congo). Le *Secretary of State* lors de cette grande annonce de *l'atome for peace* est J.F. Dulles, un des mentors de J. Monnet.

▪ Justement, J. Monnet, lui, n'a plus poste, était redevenu simple citoyen. Le "carnet d'adresses" peut vite se tarir dans ses conditions, aussi pour les américains, ça serait la perte d'un homme qui a été bien utile. "Ses" mémoires (1976) écrivent la chose comme : « j'étais résolu à regrouper les forces organisées que j'avais vues à l'œuvre au plan, puis à la Haute Autorité... ... les hommes dont j'avais mesuré les capacités et la bonne volonté à l'Assemblée commune, au Comité consultatif, et au cours de mes contacts dans les pays de la Communauté. Mais il était bien entendu que ces hommes représenteraient plus qu'eux-mêmes dans la force qu'ils acceptaient de constituer, ils engageraient leur formation tout entière. Cette force, je lui donnai un nom : le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe.», CAEUE.

▪ Anta (2007 p. 49) : le CAEUE "... crée au lendemain de l'échec de la CED... (...) Monnet installe ses bureaux à Paris dans un appartement 83 avenue Foch. Il s'entoure d'une équipe très restreinte. Deux hollandais figurent le noyau dur du staff : Jacques Van Helmont et Max Kohnstamm, respectivement secrétaire général et Vice-Président. L'équipe est complétée par deux journalistes britanniques Richard Mayne, homme de radio très connu au Royaume Uni et François Duchêne d'origine suisse.

Le Comité exerce son influence grâce à une série de cercles concentriques qui se déploie autour du noyau sus-nommé : le premier est formé par les collaborateurs que Monnet a eu au Commissariat Général au Plan et à la Haute Autorité de la CECA (Marjolin, Uri, Hirsch); suit l'entourage de ses amis américains (Dulles, McCloy, Acheson). Enfin on trouve plusieurs hommes politiques, journalistes et diplomates de pays différents."

▪ C'est très très atlantiste, Grin (2008) : « Les partis et syndicats communistes n'ont pas été invités du fait de leur hostilité à l'idée même d'intégration européenne ; les gaullistes français n'étaient pas non plus présents... Le Comité d'action serait incompréhensible sans saisir la relation avec son fondateur et président. Il n'aurait en effet pas pu fonctionner sans Jean Monnet car ce dernier l'animait. En même temps,

Jean Monnet n'aurait pas pu faire autant sans ce Comité ; son influence se serait tarie rapidement sans mandat officiel. (...) **Euratom a été mis en avant.** (...) La deuxième session du Comité d'action s'est tenue à Paris les 19.20 juillet 1956... lettre que Jean Monnet a envoyée aux membres n'ayant pas participé à la réunion... : « **La nécessité de mettre sur pied l'Euratom rapidement était évidente pour tous.** » »

▪ Les "Mémoires de" Monnet (1976) écrivent : « Le Comité aurait les conseillers les plus capables de leur génération, tels Marjolin et Uri, Triffin et Carli... **je n'avais sollicité ni les partis, ni les syndicats communistes** qui refusaient toute forme d'unité européenne, **ni d'ailleurs, pour les mêmes raisons, les parlementaires gaullistes** qui depuis longtemps avaient déclaré leur opposition à l'idée même d'intégration... Je vis ainsi les responsables de plus de vingt grands partis... ceux des syndicats... engagement qui devait être -celui de leur organisation tout entière... aucun ne s'était engagé sans l'assentiment des instances dirigeantes de son parti. Je voulais plus : qu'ils fussent mandatés.»

Pas de syndicats communistes, par contre on fait venir ceux anticommunistes, financés par ses mentors américains, Fieldhouse (2023 p. 227) : "En attendant, le 22 septembre 1956, Van Helmont a écrit à Robert **Bothereau** du syndicat français **Force Ouvrière** pour lui annoncer que les membres français du parlement qui sont au Comité [CAEUE] avaient écrit à Mollet à propos du besoin d'une représentation syndicale dans les négociations et avaient eu une réponse favorable."

▪ Rappelons, Saunders (2003) :

pn. 91 : "... avait souvent à faire à Irwing Brown, représentant européen de l'American Federation of Labor, et dont le modeste titre cachait un rôle politique d'une énorme importance dans l'Europe d'après guerre. Par l'entremise de Brown, d'importantes sommes provenant de l'argent des contribuables américains et de fonds de contrepartie du plan Marshall étaient ponctionnées pour des opérations clandestines."

pn 115 : "« Je ne crois pas avoir jamais vu Irwing Brown avec un sou qui n'appartenait pas à la CIA, se rappelle Tom Braden [l'assistant de A. Dulles]...»

pn 120 : "Sous la direction de Harriman, Schlesinger s'impliqua dans la **distribution** secrète des *fonds de contrepartie [du Plan Marshall]* aux **syndicats européens**, et eu souvent à faire à Irwing Brown."

pn. 124 : "Irwing Brown, qui avait accès à d'énormes fonds secrets, avait bien d'autres atouts dans sa manche. Tout en étant un partisan actif du Congrès [pour la liberté et la culture, financé secrètement par la CIA], sa tendance naturelle était de dépenser l'argent disponible pour **financer Force ouvrière** soutenue par la CIA dans ses tentatives pour briser les syndicats de dockers à Marseille..."

pn 137 : "Il incombait à Irwing Brown d'agir comme intermédiaire financier pour les programmes culturels de la CIA. Selon Tom Braden : « Je donnais 15 000, 10 000, 5 000 dollars en une fois à Brown, hors budget, mais je n'ai jamais vraiment été certain de ce qu'il en faisait ». Mais c'étaient de petites sommes en comparaison de la totalité des fonds à la disposition de Brown. « La clé de tout cela, ce sont les *fonds de contrepartie*..."

▪ ou encore Lacroix-Riz (2023, p. 406-7) : "... anticommuniste aussi farouche après-guerre qu'avant, Bothereau avait géré les rapports avec Washington tant à l'ère de l'hebdomadaire *Résistance ouvrière* (sous Eldridge seul) qu'à celle, consécutive à l'arrivée de Brown, de *Force ouvrière*. Il fut d'emblée le grand favori de Brown - « potentiellement le plus efficace » car le plus « favorable au boycott et à la tentative d'affaiblir la *Fédération Syndicale Mondiale* et les syndicats nationaux contrôlés par les communistes » son mentor américain le préférait de beaucoup à Jouhaux, qu'il jugeait trop « mou » envers l'URSS, les communistes et la scission."

▪ et encore, Carew (2018 p. 163-4) (ça se passe un peu plus tard) : "L'action d'évasion de Brown [aller dans les pays voisins le temps que les choses se calment en France] était évidemment due en partie à la crainte que ses relations étroites avec *Force Ouvrière* depuis 1948 - et particulièrement ses liens avec André Laffond - risquaient d'être révélées. Laffond a été impliqué dans le coup qui a ramené de Gaulle au pouvoir et a été identifié avec un mouvement de droite d'établir des groupes de milices armées dans les syndicats. Le secrétaire général de F.O. Bothereau voulait qu'il s'en aille, mais Laffond refusait, menaçant de lancer en public des informations sur les affaires internes de la centrale, ça inclurait inévitablement les arrangements avec Brown. A moins que Laffond ne soit exclu, les secrets de Brown étaient encore sûrs..."

▪ Après les nombreuses visites qu'il pratiquait comme son nouveau métier, J. Monnet fait envoyer à chaque un courrier officiel d'invitation début octobre 1955 pour action suite à la résolution de Messine (3 juin 1955) et il est fait état publiquement des syndicats et partis qui ont accepté de faire partie du Comité, la grande nouveauté étant la participation des sociaux-démocrates allemands jusque là opposés. Il y avait une cotisation. « Le 13 octobre 1955, je pouvais faire état publiquement de l'acceptation de tous mes correspondants et de la constitution du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe » ("Mémoires de" Monnet

1976). Guy Mollet bientôt Président du Conseil, René Pleven, Maurice Faure font partie de ce *Comité d'action pour les États-Unis d'Europe* dont le secrétariat se trouvait dans un lieu privé : deux pièces, 83 avenue Foch du beau père de Jean Monnet, Alexandre Bondini.

▪ Suite des "Mémoires de" Monnet (1976) : « début de 1957... je communiquai aux membres du Comité dont le rôle allait être décisif... Ne pas laisser un instant de répit à Mollet et à Adenauer, harceler leurs ministres Maurice Faure et Hallstein ["en vrai", ces gens là sont plus bien plus militants pour ce projet qu'un J. Monnet...], faire appel à l'influence de Noël, d'Etzel et de bien d'autres, fut ma préoccupation constante... En 1957, Spaak ne pouvait être plus habile, Uri plus imaginatif, Hallstein et Maurice Faure plus courageux. Il fallait aussi et surtout qu'Adenauer et Mollet exerçassent leur autorité. Ils le firent... Le Comité réuni au début de mai lança un appel aux gouvernements pour que les ratifications eussent lieu avant les vacances.»

▪ Mallard (2009). Le *Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe*, institution **privée** mais possédant des liens organiques très forts avec le monde politique, fait des campagnes de promotion **d'Euratom** aux USA **sur financement de la Ford Foundation** notamment.

● Suite au travail de l'historien F. Cohen, le politique conservateur de Villiers (2019) a, et fait faire, des recherches sur différentes archives et les a rendu disponible dans son livre en annexes. Celles-ci, aussi des compléments avec témoins politiques qu'il a pu connaître, révèlent que les trois structures :

- le *Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe* (CAEUE) de J. Monnet,
- Le *Mouvement européen*, ME, auquel P.H. Spaak avait adhéré en 1948 pour en devenir Président de 1950 à 1955 et à qui succédera R. Schuman de 1955 à 1961. K. Adenauer était dans les fondateurs, on y trouvait aussi W. Churchill, A. de Gasperi. Le Baron Boël de Solvay en fut le trésorier (de Villiers 2019).
- l'*Union Européenne des fédéralistes* de H. Frenay,

ont toutes les trois surtout été financées (et aidées juridiquement, par ex. brain-storming pour choisir une "capitale", etc.) discrètement par les services secrets américains OSS/CIA en arrière fond, en lien avec la *Ford Foundation* et l'ACUE. Ce *American Committee on United Europe* est essentiellement une émanation de l'OSS/CIA avec notamment W. Donovan, A. Dulles et W.B. Smith.

▪ Selon les historiens peu curieux ou trop pressés en dépit du financement de la *Ford Foundation* qui ont rédigé les "mémoires de" Monnet (1976) le financement du *Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe* ne vient que des membres constituants. Or dans ce qui a été sauvegardé en archives (au 83 av. Foch, la secrétaire devait normalement jeter les papiers au feu de la cheminée), en 1957 Shep Stone de la *Ford Foundation* lui fait parvenir \$ 150 000 (= € 1,18 million 2018), en 1960, un autre \$ 150 000, en janv 1963 encore \$ 150 000, et un autre versement en 1964. Le total a été \$ 600 000 (€ 4,4 millions 2018) (de Villiers 2019), voir aussi Fig. 11.

Shepard Stone (1908-1990) Fils d'immigrants lithuaniens, diplômé du Dartmouth College (1929) passe un PhD d'histoire à Berlin en 1933 où il se marie à l'allemande Charlotte Hasenclever. Il travaille au *New York Times* de 1933 à 1949 comme correspondant européen sauf entre 1942-1946 où il est dans le renseignement militaire. De 1949 à 1952 il est appelé en Allemagne par le Haut Commissaire John J. McCloy après quoi il devient jusqu'en 1967 le Directeur des Affaires internationales de la *Ford Foundation* où il procède à des échanges universitaires entre les blocs Ouest et Est. De 1967 à 1974 il est Président de the *International Association For Cultural Freedom* créé avec l'aide du Congrès. Enfin de 1974 à 1988 il est Directeur de l'*Aspen Institute* de Berlin (prend sa retraite à Boston). Il était membre du *Council On Foreign Relations*, du *Aspen Institute*, de la *Goethe House* in New York City, a participé à de nombreuses conférences Bilderberg et Pugwash (i.e. bibliographie sur dartmouth.edu).

▪ Selon Saunders (2003 pn. 410) : "Le principal groupe de pression défendant l'idée d'une Europe unie en partenariat avec l'Amérique était le *Mouvement européen*, organisation qui chapeautait toute une gamme d'activités orientées vers l'intégration politique, militaire, économique et culturelle. Guidé par Winston Churchill, Averell Harriman et Paul-Henri Spaak, le *Mouvement* était surveillé de près par les services secrets américains, et financé presque exclusivement par un prête-nom de la CIA appelé le *Comité américain pour l'Europe unie*, dont le premier secrétaire exécutif fut Tom Braden. Le bras culturel du *Mouvement européen* était le *Centre européen de la culture*, avec Denis de Rougemont pour directeur. En outre, Braden instaura en 1950 un vaste programme de bourses à des étudiants et des associations estudiantines comme la *Campagne de la jeunesse européenne*. Conformément aux recommandations de la CIA, ces organisations étaient à la pointe d'une campagne de propagande et de pénétration destinées à désamorcer des mouvements politiques de gauche et à susciter l'acceptation d'un socialisme modéré."



Mr. Jean Monnet, President
 Centre de Documentation du Comité d'Action
 pour les États-Unis d'Europe
 83, Avenue Foch
 Paris 16, France

Dear Mr. Monnet:

It gives me very great pleasure to advise you that we have established an account on our books entitled "Centre de Documentation du Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe".

A check for \$100,000, received by us from The Ford Foundation has been utilized as the initial deposit. Our formal advice is being sent you separately, as well as a checkbook for your use in drawing against the account.

To complete our signature documentation, I would appreciate it if you, as well as the other members of your organization authorized to sign on its behalf, will sign the enclosed two cards and return them to me.

I am indeed delighted to welcome your organization as a depositor of ours and I assure you that we shall look forward to many opportunities of being of service to you.

Yours sincerely,

Alfred W. Bartis
 Vice President

Fig. 11. La Chase Manhattan Bank (dont le président est alors David Rockefeller), apprend le 22/01/1958 à Jean Monnet que la Ford Foundation y a ouvert un compte pour son centre de documentation du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe sur lequel elle a versé \$ 100 000. (in de Villiers 2019).

▪ Le Comité continuera à écrire les "mémoires de" Monnet (1976) : « Dès novembre 1959, le Comité invitait les gouvernements à accélérer les étapes du traité: «Déjà de divers côtés, des voix s'élèvent, demandant que la période transitoire du Marché commun soit raccourcie de douze à six ans et qu'il soit donné vie aux dispositions essentielles du traité, formulées dans celui-ci en termes généraux qui prescrivent la réalisation de politiques économiques communes dans divers domaines. »

« Les Français s'appelaient Lecourt, Pflimlin, Pinay, Pleven, Maurice Faure, Defferre, Mollet, Bouladoux, Descamps, Bergeron, Bothereau. Plus tard, d'Ornano et Giscard d'Estaing donneraient leur adhésion au Comité où les Anglais feraient leur entrée en 1968. »

▪ Helmut Schmidt (1999) écrira plus tard qu'il était parmi les jeunes du Comité Monnet et que c'est là qu'il a rencontré pour la première fois Valéry Giscard d'Estaing, que c'était un « groupe de discussion privée », politique, dont l'un des buts était d' « ériger une barrière contre l'expansionnisme stalinien et contre l'avancée de l'idéologie communiste dans le Sud de l'Europe – y compris en France ».

C'est sous ces deux futurs leaders contemporains, H. Schmidt et V. Giscard d'Estaing, que l'Allemagne et la France se lanceront dans une compétition effrénée à l'exportation de nucléaire (rappel des énormes contrats allemands avec le régime militaire du Brésil qui n'avait pas signé le traité de prolifération : 8 réacteurs de 1300 MWé, d'une usine d'enrichissement et d'une usine de retraitement; ils finiront à être annulés sur pression conjointes des USA et de l'URSS), la France avec moins de succès à l'extérieur se rabattant sur le

"tout nucléaire intérieur", l'endettement durable qui va avec (> € 1300 milliards en 2025 pour le pays le plus nucléarisé du monde).



Fig. 12. « De gauche à droite, Jean Monnet, John Foster Dulles, Kirk Spieremburg, Dwight D. Eisenhower, David Bruce, Franz Etzel, William Rand. A Washington, Juin 1953. », (in Branca 1998). Six mois après cette photo D. D. Eisenhower prononce devant l'assemblée générale de l'ONU son discours « Atom for peace ». Et moins de 4 ans plus tard 6 pays d'Europe continentale avaient adopté un supranational Euratom par lequel les USA fournissent des matières fissiles enrichies puis des réacteurs ou licences américaines.

II-8. Euratom et CEE, deux d'un coup (1955 – mars 1957)

« L'échec de la Communauté Européenne de Défense a arrêté pour un temps la construction européenne, qui na repris qu'en 1955... Il était proposé, à l'instigation de Jean Monnet et de Pierre Uri, de créer une communauté économique ainsi qu'une communauté pour le développement de applications pacifiques de l'atome. Monnet s'est, pendant les premières années, attaché tout spécialement à la réalisation de cette dernière. » (Hirsch 1988 p. 147).

▪ Ce sont les fédéralistes du Benelux qui émettent le 06 mai 1955 : « Mémoire des pays du Benelux aux six pays de la C.E.C.A. » qui appelle à deux nouvelles structures, l'atome et la CEE, l'une ou l'autre ou l'adoption en couple pouvant plus attirer certains pays.

Les fédéralistes avaient attendu la chute du gouvernement P. Mendès-France pour le lancer, explications : ce gouvernement venait en un temps record (juin 1954 à début fév. 1955) de gérer des situations historiques : accords de Genève qui ont mis fin à la guerre coloniale d'Indochine, amorçage de la décolonisation, en Inde (comptoirs), en Tunisie (discours de Carthage 31 juil., désamorçant là une guerre coloniale naissante). Il restait l'Algérie avec un rébellion dans les Aurès.

Mais au milieu de tout ça, le 30 août 1954, P. Mendès France était dans ceux impardonnables (pour les USA et les fédéralistes) qui sont restés indécis/neutres sur la CED le 30 août 1954. Suite à (actualités du moment, ina) « un impitoyable réquisitoire » par le fédéraliste René Mayer (cf. Annexe A-5), ce gouvernement est mis en minorité (aussi par députés représentants les colons). Lui succède un gouvernement Edgard Faure (février 1955-janvier 1956).

C'est sur cette base des pays du Benelux qu'est convoqué à Messine, les 1er à 3 juin 1955, une conférence des six ministres des Affaires étrangères avec leurs délégations. Pour la France c'est Christian Pineau, Maurice Faure, Félix Gaillard, Pierre Guillaumat et 12 membres de cabinets; la délégation allemande est menée par W. Hallstein, H. von de Groeben avec leur fonctionnaires; pour la Belgique c'est évidemment P.H. Spaak et avec J.C. Snoy..., [là](#)).

Les rédacteurs des "mémoires de" Monnet écrivent (1976) : "A Messine, les ministres prirent pour base de leur accord le mémorandum du Benelux et n'eurent le temps que d'y apporter quelques atténuations de

forme... Quand il fut question de la présidence du comité d'experts, la personnalité de Spaak s'imposa... Le rapport des experts à partir duquel furent rédigés les traités aura été essentiellement l'œuvre d'Uri – Spaak en porta maintes fois témoignage. Il demeure que le mérite politique de ce document considérable revint à l'homme d'État belge qui avait bien travaillé pour l'Europe.". C'est la description d'un "entre-soi" de toujours les quelques mêmes.

Les négociations qui suivent pour les projets CEE et Euratom ont lieu au château de Val-Duchesse en banlieue de Bruxelles sur la base du rapport Spaak. Cazenave rapporte (2011 p. 128) :

« Pendant dix-huit mois, chaque semaine, entre visites en Charente et séances à l'Assemblée, Gaillard prend le train gare du Nord. Direction le château de Val Duchesse dans la banlieue de Bruxelles. Avec ses complices, Louis Armand, Pierre Guillaumat et François Perrin [sic, c'est Francis], il travaille à la rédaction du rapport Spaak. Déposé en avril 1956, le document comporte les principes des futurs traités. »

[on a là le futur fournisseur de milliards du budget public pour l'atome et les futurs du CEA; par ex. [là](#) § VI-1.]

▪ En octobre 1956 les chefs de délégations de la conférence intergouvernementale des six d'accord avec les militants pour ce projet chargent trois personnes qu'ils qualifient de « sages », le français Louis Armand, l'allemand Franz Etzel et l'italien Francesco Giordani*, d'établir un rapport, "Un objectif pour Euratom". Rendu en mai il confirme avec peu de surprise qu'il faut construire des centrales nucléaires pour plein d'énergie indépendante et le prestige de l'Europe.

Ces trois « sages » dont on organise le voyage aux États-Unis, sont surtout restés flou (usages ?, propriétés ?, enrichissement ?) qui est ce qui convenait pour faire avancer le projet. Le Congrès aux USA a essentiellement vu le coté positif pour les USA qui allaient avoir des clients, et avec un contrôle crédible sur ces matières là.

* Franz Etzel (1902-1970), avocat avant guerre dans un cabinet spécialisé dans le droit des sociétés (comme Thissen), mobilisé toute la guerre dans l'armée allemande. Après guerre il est devenu actif dans la commission économique du CDU (parti de Konrad Adenauer, centre-droit), en 1952 il a été nommé par Adenauer comme vice-président de J. Monnet, à la Haute autorité du CECA. Se parlant en anglais, ils voyagent ensemble au sein de l'élite politique et économique aux USA, etc. Il devient ministre des finances à Bonn d'oct. 1957 à nov. 1961.

- Francesco Giordani était expert dans le Comité Spaak (préparation Euratom et CEE). E. Giordani est un professeur de chimie à Naples. Il avait été nommé en juin 1952 président du Comitato Nazionale per le Ricerche Nucleari (CNRN) créé par le ministère de l'industrie (il quitte cette présidence pour devenir l'un des 3 dits « sages »). Il avait déjà eu un poste important sur la reconstruction industrielle dans le régime de Mussolini. C'était un fervent partisan d'un nucléaire national (l'Italie avait des élèves de Enrico Fermi, et un peu de minerai associé aux séries permianes du Sud des Alpes). Mais, pays vaincu, et avec un parti communiste fort, cela produisait beaucoup de tension avec les USA (qui proposent de lui vendre un réacteur de recherche, ce qui leur permettrait de garder un œil sur son activité). Finalement la solution Euratom et le traité US-Euratom a été accepté des 2 cotés. Ça n'empêchera pas l'Italie (ministre de la défense P.E. Taviani), avec la France et l'Allemagne de signer en 1957 un accord militaire secret pour une coopération sur l'atome.

- Louis Armand ; X-Mines officiellement auteur du deuxième plan quinquennal du CEA de 1951, puis rédacteur d'un plan de coordination nucléaire européenne dans le cadre de l'OECE (Organisation Européenne de coopération Économique). Il est Président de la Commission de l'équipement industriel au CEA. Cela est un à coté de son activité principale qui est le train et l'organisation industrielle. Mais c'est un fédéraliste. Il a commencé sa carrière en 1930 sur les eaux thermales du bassin de Vichy. En oct. 1934 il quitte l'administration pour la cie de chemins de fer privée, Paris-Lyon-Marseille (PLM, puis SNCF après 1938) au parc matériel, poste qu'il garde apparemment durant le régime vichyste pendant la guerre. En 1946 il est directeur général adjoint de la SNCF, Société qui via l'équipe Monnet-Hirsch commande 1323 locomotives à vapeur 141 R à l'industrie américaine. Puis il est DG en 1949 puis président de 1955 à 1958 (la SNCF électrifie alors ses grandes lignes). Puis il est président des houillères du bassin lorrain, HBL, de 1959 à 1964. L. Armand sera le premier Président de Euratom. Son successeur E. Hirsch dit de lui (1988, p. 151, 147) : « ... très rares présences de mon prédécesseur qui ne s'était pas même installé à Bruxelles » ; « Louis Armand, président de la Commission d'Euratom, tombé malade, selon moi, d'être éloigné de sa passion, les chemins de fer, ne pouvant plus exercer ses fonctions... ».

▪ Les États-Unis alors contrôlent à peu près tout : production, exportation, circulation, contrôle des matières nucléaires. Aussi, pour être fonctionnel le traité de 1957 devra être suivi d'un second traité, bilatéral, entre les États-Unis et cette structure Euratom.

- Mallard (2009) : « ... en février 1956 Monnet décrit la future Communauté Euratom comme étant supranationale et « fédérale ». Il écrit à John Foster Dulles, qui comme John J. McCloy, avait été son avocat d'affaires dans l'entre-deux-guerres, que « pour garantir le caractère exclusivement pacifique d'Euratom, le Comité d'action avait trouvé indispensable que tous les combustibles nucléaires produits ou

importés dans les territoires de la Communauté fussent soumis à la propriété exclusive de la Commission ». »

- Pour Euratom, il y a eu une information à l'assemblée nationale du 5 au 11 juillet 1956 (pour éviter un rejet comme la CED). L'X-Mines des chemins de fer Louis Armand y a présenté la chose. Le 05 le député Pierre July lit, pour ceux/celles qui ne savent pas lire, un fascicule d'apologie du nucléaire, qui ne parle pas de l'atome en soi (que personne ne connaît) mais de l'indispensabilité de l'atome. Ce même député était intervenu le 06 mai 1947 devant la chambre au moment de l'insurrection des campagnes malgaches avec un discours colonialiste abject. Cette insurrection a été matée par l'armée française équipée par l'Amérique et du matériel allemand récupéré, en route pour l'Indochine et détournée d'urgence vers la Grande Île. En 1954 P. Guillaumat, Administrateur du CEA visite les gisements malgaches, décide de leur exploitation et de la construction au Bouchet d'une usine spécifique à ce minerai malgache destinée à séparer par voie chimique uranium et thorium ce dernier faisant l'objet d'un contrat d'exportation vers les États-Unis (minuscule car en pratique l'essentiel de ce thorium de Madagascar est encore en France aujourd'hui, comme déchet nucléaire; [là](#) § II-4 et II-7.).

- Riondel (1994) : « *Guy Mollet a confié la charge de négocier les traités d'Euratom et du marché commun, à... Maurice Faure. (...) Placé sous l'autorité de Maurice Faure d'un vice-président, Robert Marjolin [voir Annexe A-4.], ancien secrétaire générale de l'OECE*, la délégation était constituée de deux sections : l'une préparant le marché commun, présidée par Jacques Donnedieu de Vabres [juriste, entré au Conseil d'État sous Vichy en 1941, plus tard sera président de Campenon Bernard], l'autre négociant Euratom et dirigée par Pierre Guillaumat. (...) [dont le CV est [ici](#)]*
La délégation, composée d'experts des ministères concernés par la négociation, bénéficiait d'un champs d'action assez large par le pouvoir donné, verbalement, par Guy Mollet à Maurice Faure, de faire le compromis... Le chef de la délégation française, n'avait pas besoin de téléphoner aux ministères concernés, par tel ou tel point en discussion, pour conclure un accord. Accompagnés de représentants de ces ministres, et même contre leur grès, il pouvait signer un compromis... base de travail que constituait le rapport Spaak [approuvé à Venise le 30 mai 1956]... (...)... C'est alors que contre toute attente, l'affaire Suez débloqua la situation... Selon Robert Marjolin, Guy Mollet, « sentit que la seule façon d'effacer, ou au moins d'atténuer l'humiliation que la France venait de subir était de conclure rapidement un traité européen. » ... (...) ... En 1957, l'opinion publique française n'était pas majoritairement européenne et elle aurait pu constituer un facteur de risque sur le résultat final. Mais peu informée et peu intéressée par une construction européenne, qui apparaissait comme une lointaine affaire de spécialistes, sans retombées sur la vie quotidienne, l'opinion publique n'a pesé d'aucun poids ; elle était d'ailleurs plus préoccupée par les événements d'Afrique du Nord. »

* OECE : comme vu plus avant, Organisation de coopération économique née en 1948 exigée par les USA pour la répartition organisée des crédits du plan Marshall dans la "grande" Europe (avec Grande Bretagne, Grèce, Norvège, etc.)

- Dans un livre de 1976 ("1956 Suez") C. Pineau a écrit que le Président René Coty avait pris G. Mollet justement pour cette création supra-nationale. **G. Mollet faisait partie du Comité d'Action de Jean Monnet.** Mendès France n'était pas du tout fédéraliste. A ce moment les fédéralistes sont au pouvoir et ils occupent tous les rouages dans ces négociations. **Comme ils savaient, dans cette IV^e république, que cette situation durerait peu, il fallait faire vite** pour que ces traités soient signés avant que leur gouvernement ne disparaisse. Ces acteurs disent que l'affaire de Suez est arrivée au bon moment, la mauvaise surprise d'avoir été lâchés par les USA a accru leur volonté de s'unir pour exister. Mais il reste que l'argument n'est valide que pour ceux présents, les fédéralistes, ça reste de l'entre-soi.

- Le 25 mars 1957 sont signés deux traités, celui d' Euratom, EUROpean ATOMIC Energy Community (ou CEEA, Communauté Européenne de l'Énergie Atomique) et finalement aussi celui de la Communauté Économique Européenne, CEE, par la Belgique, la RFA, les Pays bas, la France, l'Italie, et le Luxembourg.

- Euratom est un organisme public visant notamment la

« formation et la croissance rapide des industries nucléaires »

civiles au sein des pays signataires.

- Ces traités comportent 12 signatures. Les deux signataires pour la France sont Christian Pineau, le ministre des affaires étrangères du socialiste/SFIO Guy Mollet (occupé avec l'Algérie et l'affaire Suez), et le Secrétaire d'État aux affaires étrangères Maurice Faure (député *Radical* du Lot, pro-CED) qui est celui qui a participé activement aux négociations.

▪ Arrivé au moment des nominations, les rédacteurs des "mémoires de" Monnet (1976) écrivent : « *Nous n'avons pas livré et gagné une si dure bataille pour remettre les institutions entre des mains incertaines. Ces institutions étaient en apparence économiques et techniques, mais leurs objectifs étaient politiques... J'écrivis à Adenauer et je vis Gaillard, devenu chef du gouvernement, pour m'assurer qu'ils nommeraient des hommes compétents et résolus à agir... nous n'eûmes pas de peine à nous mettre d'accord sur les noms de Hallstein* et d'Armand.* ».

* on a présenté W. Hallstein avec la Fig. 8.

Walter Hallstein est resté président de la CEE plus de 10 ans : de janvier 1958 à juillet 1967.

De 1958 à 1962, Jacques Van Helmont dont l'entière vie professionnelle a été au coté des Monnet-Spaak-Hirsch, prend la direction du service de contrôle d'Euratom. "Mémoires de" Monnet (1976) : « *Van Helmont qui mettait alors sur pied l'important service de Sécurité d'Euratom...* »

▪ Gazette Nucléaire (n°21, p.3, là) : Euratom "ne correspondra jamais à une réelle mise en commun des efforts nationaux, **ne servira en fait qu'à ouvrir l'Europe aux industries atomiques américaines** et sera parallèlement torpillé par le gouvernement français (entre autre)."

II-9. Ceux qui ont réussi, pour leur mieux, à ce qu'on ne se mêle pas de leur business : les pétroliers

Les initiatives du groupe fédéraliste, Spaak, Monnet, Hallstein, Hirsch... sont focalisées sur le charbon puis sur le nucléaire. Or, ce qui commence est ce qui a été appelé les "30 glorieuses". Ce qui va caractériser cette époque qu'ils étaient sensés prévoir (payé pour faire ces prévisions depuis 1943 pour J. Monnet) est l'abandon du charbon pour le pétrole, et même, pour la France des X-Mines, pour "le tout pétrole Moyen-Orient". Et, hormis la Grande Bretagne (qui n'est dans aucun des CECA, Euratom, CEE) le nucléaire n'arrivera autrement que comme petit appoint que lorsqu'il y aura une crise des prix du pétrole pour raisons politiques (il arrivera avec V. Giscard d'Estaing et H. Schmidt, membres du *Comité d'action pour les États-Unis d'Europe* qui s'était fixé dès le départ l'établissement d'Euratom, tous les réacteurs de puissances mis en construction alors sont sous licence américaine).

Mioche (1989) : « *Les carburants font figure de parents pauvres dans les premiers documents du Plan Monnet. En février 1946, lors de la première session du conseil du plan, seuls le charbon et l'hydroélectricité retiennent l'attention. L'avant projet de plan envoyé à Washington en avril 1946 [on a vu que Washington exige, pour quelques prêts, disposer de toute la comptabilité française], prévoit une diminution des importations en 1948 ; puis leur stabilisation (1938 = 100, 1947=150, 1948=115, 1950=128). Ces objectifs signifient que Jean Monnet, avant les négociations Blum-Byrnes, n'envisage pas la croissance de la part relative des produits pétroliers dans le bilan énergétique. La question du charbon est prioritaire... aux yeux de beaucoup de français. La sous-estimation du rôle futur du pétrole provient aussi... des conceptions personnelles de Jean Monnet. Il n'apprécie pas l'organisation internationale de la branche.* »

».

Mioche (1989) :

« *La direction des carburants n'ignore pas qu'à moyen terme, la croissance simultanée de la production de charbon et de fuel sont incompatibles... Sans avoir été officiellement déclarée, la guerre du fuel et du charbon bat déjà son plein en 1946. Le fuel bénéficie du soutien des États-Unis. Robert Nathan est un ancien membre de l'administration Roosevelt [on a vu plus avant qu'il venait manger chez les Monnet dans leur maison downtown-Washington]. Il a été employé par Jean Monnet comme consultant privé dans les services du Commissariat au Plan. Il écrit à Jean Monnet en août 1946 :*

« *J'ai entendu dire que les charbonnages avaient réussi à empêcher dans certaines industries l'utilisation d'hydrocarbures en remplacement du charbon. Il faut s'y opposer. Toutes les ressources doivent être utilisées.* »

Cet avis de Robert Nathan en 1946 est relayé en 1948 avec le Plan Marshall. L'Economic Cooperation Administration encourage le développement du raffinage en Europe. » (..)

« *Sous couvert de son adhésion à la modernisation et à la puissance industrielle le patronat du pétrole a bénéficié de l'élan consensuel pour créer les conditions de sa domination souveraine sur le bilan énergétique. Les raffineurs ont de nombreux atouts en main : ce mariage de raison entre eux et l'État qui s'est imposé dès les années 1920 ; le dynamisme qui a généré des investissements et de la production de la branche; l'unanimité des décideurs de la branche. Ils peuvent affirmer à l'orée du second plan en 1953 avec des accents de triomphe :*

"La reconstruction, l'extension et la modernisation de l'industrie du raffinage se sont effectuées à une allure record. La profession du pétrole peut être fière d'avoir su atteindre, malgré les nombreuses difficultés rencontrées, les objectifs réalistes qu'elle s'était fixé." »

- Déjà, en France certaines de ces compagnies se sont fait réparer leurs raffineries : "... sous Gouin, Bidault avait par l'habituel « échange de notes » officiel avec Caffery [ambassadeur américain à Paris] (12-13 février [1946]) engagé « le gouvernement français [...] à négocier... un accord [...] octroyant aux sociétés et ressortissants américains le bénéfice de notre législation sur le reconstruction... Cette clause coûterait cher au contribuables français : « les dommages subis par des biens américains en France [du fait des bombardements américains] concernent surtout d'importantes sociétés, en particulier des raffineries de pétrole » (Lacroix-Riz 2023, p. 303). "Les capacités de raffinage qui étaient de plus de 8 millions de t. en 1938 sont réduites à 1,5 m de t. en 1945", (...) "Héritage qui se matérialise dans les dommages de guerre équivalent à la valeur des installations en 1938 (1 milliard de franc-1939 pour l'ensemble des raffineries" (Mioche 1989).
- Ensuite : " Cap électoral du 21 octobre [1945] franchi, Paris fut sommé d'adhérer à l'article VII [du Prêt Bail] en commençant par accepter « la restauration des principes du libre commerce compétitif » du pétrole. Il devrait être traité hors des « agences étatiques » que Washington était supposé avoir liquidées, sans menacer, on le sait, l'union des frères siamois : État et compagnies. Le Département d'État escompte, écrivit Caffery à Bidault le 31 octobre [1945] l'adhésion de la France à l'urgente « restauration des principes du commerce libre et concurrentiel dans cette importante industrie. »" (Lacroix-Riz 2023, p. 271).
- On a du mal à imaginer qu'un Léon Kaplan (voir annexe A-3.) ai pu être naïf sur ce sujet. Il a vite quitter, en 1946, les *planificateurs* Monnet & co, ayant d'autres choses concrètes à faire avancer.
- Demagny-van Eyseren (2005, p. 295) : « les hydrocarbures (pétrole et gaz), éléments essentiels de la croissance des Trente Glorieuse, ont été les seules énergies à n'avoir fait l'objet d'aucun traité européen spécifique comme ce fut le cas pour le charbon dans le cadre de la CECA et le cas du nucléaire dans le cadre de Euratom. Ils dépendaient des réglementations fiscales et douanières applicables à tous les produits circulant dans le Marché commun créé par le traité de Rome. Ils devaient donc circuler librement à l'intérieur de celui-ci, sans entrave d'aucune nature, tous les obstacles tarifaires et contingentaires devant, à terme, disparaître au sein du marché commun... Enfin, l'unité en matière politique signifiait à terme, l'unification progressive des politiques commerciales, c'est-à-dire des politiques d'importation ; il ne devait plus y avoir d'accords commerciaux particuliers entre les différents pays du Marché commun et un pays tiers quelconque, comme par exemple la Russie, mais un seul accord conclu avec la Russie par la Communauté... », ce qui posera des problèmes lors des chocs pétroliers... et en fonction des épuisements et découvertes de gisements... la sécurité approvisionnement des pays, dont leur armée...

II-10. Council on Foreign Relations, groupe Bilderberg, ELEC...

II-10-1. Le Council on Foreign relations, CFR

Le Council on Foreign Relations, CFR, privé, est créé en 1921 à New York. Il dérive un peu de « *The Inquiry* » en 1919 suite au traité de Versailles. C'est une sorte d'équivalent US du British Royal Institute of International Affairs, RIIA connu comme *Chatham House*. On n'y rentre que par invitation. Il s'agit d'une élite uniquement de nationalité américaine dans le cas du CFR, avec une volonté de s'étendre dans le monde, opposée à l'élite américaine isolationniste traditionnelle. Selon Kinzer (2013) les deux frères Dulles sont partie des initiateurs. Forster écrit de suite dans *Foreign Affair*, le journal du Council dont l'éditorialiste pendant presque 50 ans sera Hamilton F. Armstrong, un ami de Allen Dulles, qui lui était président du Council en 1953, quand il doit démissionner pour prendre la tête de la CIA. Le CFR s'installera en 1944 à Pratt House, maison de 4 étages (comme une maison de poupée au milieu des buildings de Manhattan) au croisement de la East 68th Street et Park Avenue, donnée en 1944 par la veuve de Harol Irving Pratt, un membre et directeur de la Standard Oil of New Jersey, i.e. famille Rockefeller. Et ces grosses Fondations, Ford, Rockefeller et Carnegie ont financé sa transformation.

Moro (2014, p. 89) : "le CFR joua un rôle actif de consultant du gouvernement étasunien pendant la guerre, confirmant la thèse de Wright Mills sur la formation de l'élite du pouvoir au cours du conflit et, selon certains, influença directement les politiques de reconstruction d'après-guerre, parmi lesquelles la formation des institutions prévues dans les accords de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI).".

La documentation du CFR écrit que plus de la moitié des officiels à des hauts postes du gouvernement de 1945 à 1972 étaient membres du CFR. Exemples : Allen Dulles (un *director* du CFR de 1927 à 1969), John Hopkins, Archibald C. Coolidge (Dir 1921-28), John J. McCloy avocat d'affaire à Cravath des "sept sœurs" (i.e. les majeures pétrolières, Rockefeller etc.) et qui s'était beaucoup occupé de I.G. Farben; Président de la World Bank de mars 1947 à juin 1949, puis haut commissaire en Allemagne, sera le président du CFR 1953 à 1970., Nelson Rockefeller Président du Rockefeller Center à Manhattan, etc.

Sa revue "Foreign Affairs" écrit que « *l'Europe dominait l'agenda de la politique étrangère jusqu'à l'éclatement de la guerre de Corée en 1950, et en grande partie, après cela de nouveau* »

Branca (1998) écrit que J Monnet était l'unique français qui a été au *Council on Foreign Relations*.

Quand on est invité au CFR on ne le fait pas imprimer dans les journaux, seuls ses animateurs s'affichent. Il y a des chances que J. Monnet ait été choisi quelques fois, le cercle de connaissances et l'esprit, tout y est. Car le CFR (*foreign relation...*) invitait des étrangers, dont il pensait pouvoir tirer partie. Par ex. (Kinzer 2013) le 21 nov. 1949 la CFR recevait le monarque d'Iran Reza Shah Pahlavi d'un alors régime parlementaire où il n'avait pas de pouvoir, seul le parlement pouvant démettre le Premier ministre. Mais... le Shah aura bientôt le pouvoir absolu suite au coup d'état préparé pour lui par la CIA de Allen Dulles.

Les "Mémoires de" Monnet (1976) écrivent à propos des USA : « *Pour connaître ce pays et pour vivre en bonne intelligence avec ses dirigeants et son peuple, il faut y revenir régulièrement et prendre la mesure du changement qui ne cesse de le porter en avant... C'est l'objet de mes voyages réguliers qui commencent chaque fois par le même rituel de l'amitié d'où je tire mes informations les plus sûres... je vais d'abord voir les hommes dont la première règle est de ne pas se tromper : banquiers, industriels, avocats, journalistes...* ».

Gillingham (1991) parlant de J. Monnet : « *Sa liste de proches associés se lit comme le Who's Who du vivier de ceux qui font la politique. On y trouve des personnalités du cercle interne comme Harry Hopkins et Felix Frankfurter aussi bien que du journalisme comme les Grahams, Walter Lippmann, les frères Alsop, et James Reston. Monnet était proche aussi de futurs décideurs clés de la politique extérieure américaine comme Dean Acheson, John Foster Dulles, Averell Harriman, John J. McCloy et David Bruce. Et par eux il rencontrait, ou rencontrerait bientôt, nombre des jeunes hommes brillants qui s'élevaient vite dans l'échelle des faiseurs de politique.* »

En sortie de guerre, un J. Monnet était un personnage d'intérêt pour de tels personnages : ils savent qu'ils comptent énormément pour lui, l'avoir au sein du gouvernement provisoire français, un des gros pays d'Europe, c'était un peu comme si eux-mêmes y étaient (voir Fig. 3).

Son binôme avec R. Schuman au Quai d'Orsay, une fois les communistes exclus, coïncida à quelques mois près avec la création officielle de l'ACUE *American Committee on United Europe* créé par les Joseph Donovan et Allen Dulles, chef du OSS devenu la CIA. Et des fonds qui arrivaient de l'ACUE/CIA, Ford et Rockefeller Foundations supportait les mouvements pro-europe de Monnet et Schuman (Lacroix-Riz 2016, p. 110; de Villiers 2019) comme on na vu en § II-7.

II-10-2. Le groupe Bilderberg

▪ Pérez (2009) : "Lancé par **Retinger, Van Zeeland** et le président de la multinationale de chimie anglo-hollandaise Unilever, Paul Rykens, le groupe Bildeberg était un réseau atlantique fondé en 1952 sous le patronage du Prince Bernhard de Hollande. Contrairement au *Mouvement Européen* ou l'*American Committee for a United Europe [ACUE]*, le groupe Bildeberg n'était pas financé par la CIA. Son principal support financier venait de compagnie privée des deux cotés de l'Atlantique, particulièrement l'*American committee for a National Trade Policy* qui incluait John **McCloy**, président de la **Chase National Bank** et les compagnies Heinz, Burroughs, McGhee et Rockefeller. Le réseau informel ne faisait pas que recevoir des hommes d'affaires en vue, mais aussi des politiciens de gauche comme le leader socialiste français **Guy Mollet** et des intellectuels comme **Shepard Stone** de la **Ford Foundation**."

▪ Moro (2014, p. 90) : "Le fondateur et premier secrétaire du Bilderberg fut Joseph Retinger, d'origine polonaise et fondateur aussi du **Mouvement européen**, organisation inspiratrice du processus d'unification européenne."

[Comme vu en § II-7, *Mouvement européen* qui a son siège à Bruxelles, dont P.H. Spaak, qui a signé EURATOM/CEE pour la Belgique, a été président de 1950 à 1955, suivi par R. Schuman de 1955 à 1961, et dont K. Adenauer était dans les fondateurs, *Mouvement européen* dont les 2/3 des fonds venaient de l'ACUE, *American Committee on United Europe*, émanation de l'OSS/CIA, et qui envoyait par ailleurs des projets écrits de constitution (de Villiers 2019, copies d'archives à l'appui)]

J. Retinger l'a fait avec deux proches : le prince Bernhard de Lippe-Biesterfeld (noblesse allemande, mari de la reine Juliana des Pays-bas), qui va être le premier président de 1954 à 1976, et le baron Paul Van Zeeland, ancien Premier Ministre Belge. Il y avait quelques autres, italiens notamment. Il s'agissait de travailler à avoir des liens étroits avec les USA qui étaient leur référence. Ils craignaient que, notamment à cause du communisme en Europe, ces liens se distendent. Le premier groupe européen s'est réuni à Paris le 25 sept. 1952 dans l'hôtel particulier du baron de Nervo (membre du groupe *Comité des forges* avant guerre; Moro 2014, p. xxxviii). Et aussitôt les 3 fondateurs notamment, sont partis rencontrer des élites états-uniennes qui les accueillirent à bras ouvert et formèrent leur groupe. David Rockefeller en était.

Il y a une réunion de 3 jours par an, unique activité du groupe. On ne participe que sur invitation faite par un *Steering Committee*. Les discussions sont privées à l'abri de tout observateur extérieur afin que les participants puissent s'exprimer sans crainte, à titres personnels (la plupart ayant ou ayant eu de très hautes fonctions dans leurs pays respectifs).

Dans les années 1950s les thèmes choisis par le *Steering Committee* ont été (Moro 2014, p. 103) :

- "Attitude à avoir envers l'URSS et le communisme", première réunion plénière du groupe en Hollande (29-31 mai) 1954, à l'hôtel Bilderberg d'où le nom du groupe.
- "Infiltration communiste dans divers pays occidentaux", France, 1955
- "La campagne communiste pour la subversion politique ou le contrôle des pays récemment émancipés de l'Asie" et "Les causes de l'émergence de blocs anti-occidentaux, spécialement à l'ONU", Danemark 1956,
- "Les mécanismes politiques et économiques à l'intérieur de la communauté occidentale sont-ils adéquats ?", 1957, Italie,
- "Nationalisme et neutralisme comme facteurs de trouble à l'intérieur de l'alliance occidentale", Angleterre, 1958,
- "Unité et division dans la politique occidentale", Turquie, 1959.

Robert Schuman, Pierre Uri, Jean Monnet,..., étaient des invités de la réunion plénière constitutive du groupe en mai 1954 (de Villiers 2019), à coté de poids lourds comme J.J. McCloy, D. Rockefeller.

Et donc comme déjà mentionné, Guy Mollet, le président du Conseil lors de la signature EURATOM/CEE par la France, a été un invité assidu aux réunions Bilderberg (Moro 2014, p. xv, xxxi). Jean Monnet était, encore, invité à la réunion Bilderberg en septembre 1959 à Istanbul (invitation croisée au hasard des archives subsistantes; de Villiers 2019).

II-10-3. ELEC

La *European League for Economic Cooperation*, **ELEC** (LECE en français), a été créée en 1948. Elle a eu un rôle important dans la phase précoce d'intégration européenne

Pérez (2009) : "Les origines de ELEC sont dans la *Ligue Indépendante de Coopération Européenne* formée en 1946 par les chrétiens sociaux et politiciens libéraux : l'ancien premier Ministre belge Paul **Van Zeeland**, le secrétaire-général polonais du *Mouvement Européen*, Joseph **Retinger**, et le sénateur hollandais Pieter Kersten, rejoint par le groupe de réflexion *Comité d'Action Economique et Douanière* dirigé par **Edmond Giscard d'Estaing**, homme d'affaire colonial et père du futur président Valéry Giscard d'Estaing.... (...)

Lié de manière intime au **Mouvement Européen** via son longtemps président [1950 à 1981], l'industriel belge de la multinationale chimique Solvay, le baron René **Boël**, ELEC incluait un Comité Central international composé de politiciens, syndicats, économistes et hommes d'affaire de l'Europe occidentale, incluant l'Espagne de Franco. Ce Comité est les organisations nationales ELEC se rassemblaient régulièrement et adoptait des points de vue sur les questions d'intégration, qu'ils transmettaient aux gouvernements et aux institutions européennes."

Dans la ELEC on trouve Harold McMillan et **Arthur Salter**. (un proche mentor de J. Monnet) qui viennent d'un mouvement anglais des années 1930s, le PEP, *Political and Economic Planning*, favorable à la réalisation de plans (comme étaient alors célèbres ceux quinquennal de l'URSS) et à tendance internationaliste.

II-10-4. Autres

CEPES. Pérez (2009) : "En contraste [à l'ELEC], le CEPES a été créé comme un groupe de réflexion exclusif d'hommes d'affaires et de banquiers de seulement les six pays membres fondateurs de la *European Coal and Steel Community* (ECSC). Ses origines viennent d'une **initiative de la Ford Foundation** et du *American Committee for Economic Development* (CED) dont les membres Milton Katz et Paul Hoffman cherchaient à créer un pendant européen à leur propre *American business network*. Dirigé par Vittorio Valletta, président du producteur d'automobile italien Fiat, CEPES a rassemblé les chefs de file des affaires d'Italie et Allemagne, mais faible en France, Belgique, et Hollande, où dominait le ELEC."

- **ICC.** Autre groupe transnational, la *International Chamber of Commerce*, ICC. "Fondé en 1919 pour stimuler les échanges internationaux, la ICC qui avait un secrétariat à Paris, avait rassemblé les hommes d'affaires les plus proéminents des grands compagnies et banques de partout dans le monde. Ses présidents ont souvent été des hommes d'affaires européens les plus en vue."

II-11. Des parcours qui se croisent, J. F. Dulles et J. Monnet

II-11-1. D'abord une carrière dans la haute finance

- Forster Dulles (1888-1954) et Jean Monnet (1888-1979) sont de la même année.
- Contraste en formation scolaire, J. Forster est diplômé d'une université de l'Ivy League (Princeton) + études supérieures de droit, et il est petit fils et neveu de Secretary of State,
 - Monnet arrête avant le bac, va apprendre les affaires directement sur le tas à la City de Londres en lien à l'affaire familiale.
- ★ 1911-1919, J.F. Dulles chez Sullivan & Cromwell est dans l'établissement de gros contrats entre banques et pays, essentiellement d'Amérique latine et centrale, Brésil, Pérou, Cuba...
 - 1914-1919, J. Monnet est intégré dans l'équipe anglaise puis mixte d'organisation de transport maritime, sous la direction de Arthur Salter et à partir de 1917 avec Dwight W. Morrow qui apporte le méthodologie J.P. Morgan dont il arrive.
- Dans les biographies de part et d'autre il est annoncé qu'ils ont fait connaissance à la Conférence de paix de Paris en 1919.
- Dans les années 1920s devient dirigeant majeur de Sullivan & Cromwell. Il travaille pour des banques qui incluaient Brown Brothers, Lazard Frères, Goldman Sachs et First National Bank... a arrangé 17 crédits à des pays d'Amérique Latine totalisant \$200 millions - équivalent à plus de \$2 milliards du début du XXI^e siècle
 - Au sein de la SDN, pendant 4 ans, 1919-1922, J. Monnet participe, apprend en conditions réelles avec des personnes qualifiées les transactions de type grosses banques vs États nécessiteux et la banque Blair & co le recrute de suite pour cela pour une filiales sur Paris.
- J.F. Dulles et J. Monnet ont été impliqués sur le même prêt à la Pologne en 1927
- J. F. Dulles, sur les années 1920 et 1930, organise des gros prêts à l'Allemagne (pays dynamique et un rempart contre le bolchévisme) : cics privées (nickel et I.G. Farben) villes, état. Il connaît bien Hjalmar Schacht qui devient ministre de Hitler. Aux USA, il est au C.A. de plusieurs grosses entreprises américaines
 - 1929 - 1932 "J. Monnet banquier d'affaire", devient vice-président d'une des plus grosses holding bancaire américaine, grosse valeur d'actions, salaire de \$50 000 par mois. Pic de sa carrière comme banquier étatsunien connu-regardé, très riche, mais très bref, c'était sur le début de crise, bientôt effondrement des actions, son avoir est divisé par 18, et il est remercié. Il travaillait également pour le géant suédois Kreuger.
- J.F. Dulles et J. Monnet ont été tous les deux impliqués dans la liquidation Kreuger qui s'est effondré, en 1932 (de conseil, on passe à liquidation..., mais on gagne encore un peu d'argent sur le cadavre).
- J.F. Dulles avait organisé trois prêts de J.P. Morgan à la Chine dans la décennie 1920, et fin 1932 c'est J. Monnet qui est dans le montage de prêts de banques pour cette même équipe chinoise américanophile, T.V. Soong, H. H. Kung. Tchang Kai-chek, épaulé notamment par A. Salter.
- Lorsque Jean Monnet et George Murnane forment une société, la *M., M. and Co*, en 1934-35 (qui travaille notamment sur la Chine) Forster Dulles et la Sullivan & Cromwell y mettent un petit investissement.
- A la mi 1930s, Forster travaille pour Solvay. Il place Murnane dans le C.A. d'un cartel chimique aux USA (avec Allied Chemical & Dye et d'autres cics américaines + Solvay + I.G. Farben) pour discrètement défendre Solvay.. Dans la foulée J. Monnet aura des taches et une rémunération de Solvay jusqu'en 1945 (et même une société établie à cette occasion ne sera dissoute qu'en 1948).
- L'été 1935, suite à un vote au sein de Sullivan et Cromwell, à contre cœur J.F. Dulles abandonne son énorme business de finance avec l'Allemagne nazie qui commence l'aryanisation des biens juifs, etc. C'est un très gros coup pour le cabinet et ses clients, et pour lui personnellement.
- J.F. Dulles et J. Monnet sont tous les deux impliqués dans la défense des avoirs de la famille juive, germano-tchèque Petschek à la fin des années 1930 (comme Kreuger, triste, mais on continue de gagner un peu d'argent sur la situation)

II-11-2. Transition : deuxième guerre mondiale et changements de carrière

- J.F. Dulles a probablement été ébranlé par ses pertes financières d'Allemagne (ses banques clientes et Sullivan et Cromwell) à cause de l'agressivité d'Hitler qui a entraîné son ami H. Schacht, et la tension qui gagne le monde. Le cabinet Sullivan & Cromwell n'en continue par moins (petit ex. affaire de Solvay aux USA) mais ils commencent avec son frère à faire de la politique ouverte. Eux, c'est le parti Républicain. Il milite aussi en tant que protestant très conservateur. Ce sont les démocrates qui sont au pouvoir mais il finit par obtenir une mission pour établir le traité de paix avec le Japon.

- Fin 1938, alors qu'il est plus souvent en Europe, ne gagne plus comme avant, Jean Monnet est choisi par l'ambassadeur américain en France depuis 1936, W.C. Bullitt, qu'il connaissait de la première guerre, comme intermédiaire potentiel dans les échanges commerciaux-politiques qui s'annoncent avec la tension montante en Europe. Cela reproduit sa situation de jeunesse de la première guerre. Et A. Salter le ré-embauche dans les services d'approvisionnement USA-GB, J. Monnet va passer le temps de la guerre aux USA, à ce poste puis, après une mission américaine à Alger en pour le Comité français de libération. Pendant ces 4 années il a renoué avec ses connaissances américaines de la haute finance, comme J. McCloy devenu en 1941 sous-Secrétaire d'État à la guerre de F. Roosevelt.

II-11-3. Les USA leader mondial

- Vainqueurs en Europe et dans le Pacifique, les américains qui viennent de faire un effort sans précédent d'industrialisation estiment qu'ils sont maintenant les leaders justifiés pour ré-organiser ce monde. Ils doivent aussi penser à convertir rapidement cette énorme industrie de guerre (emplois, bénéfices...), pour cela remplacer chars par locomotives et tracteurs, avions de chasse par avions de ligne, etc.

Ils doivent donc vendre ces produits sauf à rentrer en récession.

Et ils sont les grands créateurs d'un domaine technique nouveau, l'énergie atomique, ce qui devient sur le champ le Graal pour toute élite, fascinée par leur démonstration double, deux techniques différentes, sur des villes, Hiroshima puis à Nagasaki (là).

Ils estiment mériter être ceux qui vont refaire un monde selon leur vision des choses. Il y a un deuxième puissant vainqueur, l'URSS, mais qui a subi des pertes humaines et industrielles considérables (et qui n'a ni aviation qui vaille, ni bombe atomique).

- La chance pour J.F. Dulles dans cette nouvelle éra ne revient que fin 1952 lorsque son parti républicain gagne la présidentielle. Illico il devient Secretary of State de cette immense puissance et son frère Allen Directeur d'une nouvelle agence d'actions secrètes à l'extérieur d'un pouvoir presque sans limite, la CIA. Avec le président D. Eisenhower, la politique étrangère des USA, c'est eux. Elle repose sur une obsession sur le communisme, URSS d'abord, dont ils estiment qu'elle veut dominer le monde à leur place. C'est en continuité avec la "doctrine Truman" de l'administration précédente.

- La chance pour J. Monnet arrive bien avant, 1943, du fait qu'il est à la fois français de souche et homme de confiance de l'administration (démocrate) F. Roosevelt. Il intéresse les élites les deux cotés car il leur donne un pied dans l'autre. Les États-Unis travaillent à avoir des personnes de ce type (peu importe leur origine, prisonnier pour W. Hallstein) pour chacun des pays où leur armée est installée (Allemagne, Italie, Belgique, etc.). Il sert de lien Fr-USA d'abord pour l'économie, Plan Monnet, Plan Marshall 1946-1951 qui répondent et dépendent étroitement à la volonté des USA. J. Monnet acquiert par là une stature publique française, en tout cas au sein des élites, alors les liens étroits de ce type de personnage (avec Spaak, , etc;) avec les USA sont rendus de plus invisibles.

- Puis l'aspect politique devient plus officiel. Une volonté des USA est de remettre la partie (industrielle) de l'Allemagne qu'ils occupent promptement sur pied face à l'URSS. C'est la *guerre froide*, officieusement puis officiellement, particulièrement avec les Dulles brothers.

- J. Monnet est parmi les plus actifs à cela et sa stature devient européenne conformément au souhait des USA, et parce que justement ils ont des relais qui lui sont équivalents dans chaque pays d'où l'entre-soi. C'est la CECA, i.e., pas de réparations de guerre (réclamées par gaullistes et communistes). Si les français veulent du charbon de la Ruhr, qu'ils paient, et en dollars (avant le plan Marshall ils ont des prêts pour ça, qu'ils rembourseront à la banque américaines sur 20-30 ans). Cependant, c'est le pays de J. Monnet, la France, qui bloque la CED, une armée européenne avec l'Allemagne. Tous les autres pro-CED-USA avaient réussi à faire voter favorablement leur parlement.

- Le 8 déc. 1953 Eisenhower a lancé à l'ONU "l'atome for peace". Les dépenses des USA dans l'atome "for war" ont été, et continuent d'être, à ces moments, colossales. Il faut du retour sur investissement (cf. Fig. 12).

- Comme l'écrivent les "Mémoires de" Monnet, 6 mois plus tard : "***l'atome nous apparut à l'examen d'une dimension qui appelait son propre cadre de développement... une vaste entreprise commune me semblait engageante... à des fins pacifiques et dont je définis les tâches.***". C'est chose faite en 1957, J.F. Dulles toujours Secretary of State, et ce traité EURATOM nous est toujours imposé 68 ans plus tard. Pour différentes raisons l'Europe est passée dans la même enveloppe que ce traité atomique. C'était le but primitif de la finance et industrie américaine, qui voulaient de ce côté de l'Atlantique un grand « marché ».

II-12. Les "Mémoires de" Jean Monnet

- Dans l'après-guerre Les Monnet achèteront à quelques km à l'Ouest de Trappes, Yvelines, à Montfort-l'Amaury-Houjarray une maison au joli toit de chaume, avec une vaste pièce lumineuse donnant plein pied sur le jardin, un petit parc de promenade, le tout tenu par un ménage fidèle. Il y recevait. Sa femme tenait beaucoup à une maison secondaire à l'île de Ré.

- Jean Monnet lisait peu, et surtout des auteurs anglais à mystères, écrivait peu.

- Un jour de 1960 il reçoit une lettre de son ami Shep Stone de la **Ford Foundation** (dont on parle [là](#), annexe A-I-1) qui, outre l'assurance du financement de son *centre de documentation* (boîte au lettre de son *Comité d'action pour les États-Unis d'Europe*), lui dit qu'il veut une biographie de la méthode qu'il a employé pour faire avancer l'Europe ([ici](#), [in](#) de Villiers 2019, Document n°1) "*ça fait un bout de temps que nous pensons à ça et nous voulons avancer*" écrit Shepard Stone de la puissante *Ford Foundation* sans préciser les autres du "nous". Il précise que pour ça aussi, s'entend, il y aura des fonds.

C'est aussi S. Stone, avec M. Bundy qui ont indiqué à J. Monnet de s'adresser à l'historien Jean-Baptiste Duroselle. Ce dernier lui aussi bénéficiait de financements de la *Ford Foundation*, avant cette commande, dans le cadre du CERI, Centre d'Études des Relations Internationales qu'il avait créé au sein de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP). Et Bundy (qui a été doyen d'Harvard) connaissait J. Duroselle qui avait été invité à Harvard (Cohen 2007, p. 20). S. Stone a été le bras droit de John McCloy quand celui-ci était haut commissaire américain en Allemagne de 1949 à 1952 [cf. Fig. 6], il sait de quoi il parle.

- Puis en 1970 c'est le **Aspen Institute** (dont on parle [là](#)) qui décerne son premier *Stateman-Humanist Award* à Jean Monnet.

- C'est l'historien Antonin Cohen qui en 2007 (aussi 2020), dans des revues spécialisées, a fait une synthèse avec recul sur le "comment" de l'écriture des "mémoires de" Jean Monnet : "*une exemplaire reconstruction du passé à la lumière de l'histoire advenue.*"; "*Les Mémoires de Jean Monnet, en effet doivent moins à sa « mémoire » qu'à tout ce qui est illisible à la lecture du texte lui-même, c'est-à-dire, entre autres choses, un réseau invisible de récits déjà produits sur Jean Monnet.*". Pour sortir de l'illusion il faut "*penser Jean Monnet non pas tant comme un individu mais comme une entreprise collective dont la raison sociale n'est pas un sigle, mais un nom propre.*"; "*la nécessité d'une imputation magique se faisait sentir de donner aux institutions une « date de naissance » et un « père fondateur ».*" (...) "*« Vichy » n'a en effet jamais existé. Un oubli qui touche par exemple tous ceux qui, dans l'entourage immédiat de Jean Monnet, ont directement contribué à la rédaction de la déclaration du 9 mai 1950, à l'exemple de Paul Reuter et Pierre Uri, et dont la trajectoire passe par l'École des cadres d'Uriage ou les comités d'organisation mis en place par le régime.*".

- On reprend ici le résumé qu'en a fait le (sciences-Po/ENA) politicien conservateur, P. de Villiers, qui a médiatisé la chose, et en y ajoutant des traces concrètes d'archives qu'il a fait chercher (de Villiers 2019 chap. II) : "Duroselle va utiliser le cadre du « Centre d'études des relations internationales », fondé en 1952, qui se trouve sous la coupe de la Fondation nationale de Sciences Po. Le grand développement de cette prestigieuse institution tient à la manne des financements de la Ford Foundation, qui subventionne ses activités à hauteur de 25 millions de francs sur cinq ans, de 1958 à 1963... Puis, à partir de 1963, ce sera l'Institut de recherches historiques européennes (IRHE), créé par Jean Monnet et Henri Lieben à Lausanne, qui prendra le relais, toujours grâce aux subventions de la Ford Foundation... Jean Monnet s'en remettra à Jean-Baptiste Duroselle pour réunir son équipe d'historiens – Pierre Gerbet, Nicole Piétri, Éric Westphal, André Kaspi, Richard Mayne, etc. – pour ce travail d'enquête sur sa propre vie... André Kaspi couvre « la mission de Jean Monnet à Alger » en 1943 ; Nicole Piétri s'occupe des « organismes interalliés durant la Première Guerre mondiale » et Pierre Gerbet écrit sur la genèse du plan Schuman...

Au terme de plusieurs mois de travaux de collecte et d'écriture, le professeur Duroselle rassemble les premières ébauches et premiers pans de vie réalisés par l'équipe des chercheurs, que les Américains appellent les « *ghosts writers* »... ... Duroselle regrette que Monnet n'ait guère participé à l'entreprise ... De toute évidence, continue-t-il [Duroselle], celui qui comprit le mieux Jean Monnet, *sut remplir des vides et*

donner une vie extraordinaire à ses propos, fut **François Fontaine**. Monnet écrivait peu. François Fontaine, écrivain-né, sut adapter son grand talent à cette extraordinaire biographie. » ... (...)

Les *Mémoires* de Jean Monnet sont donc une reconstitution en laboratoire, dans les *areas studies*, une revisite de la vie d'un homme, effectuée par d'autres hommes qui ne l'ont guère connu ; une œuvre *extérieure à son auteur*. "... Le rédacteur du texte n'est donc pas Jean Monnet. La plume s'appelle François Fontaine, un haut fonctionnaire européen, directeur du bureau parisien des Communautés européennes, nommé, en fin de carrière, conseiller spécial de la Commission, en récompense des services rendus....." .

- Lacroix-Riz (2023, p. 386) : "La mise en cause de Monnet, de ses *Mémoires* et de leurs vrais auteurs, par un homme politique disposant d'appui médiatiques, a ulcéré les guides académiques anti-« révisionnistes ». Dans les semaines suivant la sortie, en février 2019, de *J'ai tiré sur le fil du mensonge* (et précédant des élections européennes), « d'éminents historiens européens » s'indignèrent, avec un énorme appui médiatique, contre « l'idéologie » et les mensonges du politicien d'extrême droite : pour rétablir l'honneur du trio des assaillis - Robert Schumann et Walter Hallstein en sus de Monnet. Ils s'en prirent aussi aux historiens supposés avoir sacrifié leur méthodologie, à leur préjugé idéologiques."
- Toute mention de Duroselle, de Fontaine et les étudiant-e-s d'histoire choisi-e-s qui ont écrit de manière académique les ébauches des différentes périodes de cette vie, a disparue. Il n'y a qu'un nom Jean Monnet, qui dit "je" (et ça c'est le travail de F. Fontaine...). Ce que voulait la Ford Foundation, c'est un symbole créateur.
- C'est également **François Fontaine** qui assure le lancement médiatique de la ("sa") chose : "François Fontaine, qui publie le premier article commémoratif de la déclaration du 9 mai dans *Le Monde*, en 1960 – déclaration dont il fait un « **commencement absolu** » qui a « brusquement » vu se former dans la « nébuleuse européenne » un « noyau solide » grâce à l'action de « quelques hommes » qui **venaient de faire « table rase »**" (Cohen 2007, p. 16).

Et c'est le fils, **Pascal Fontaine** (diplômé de sciences politiques comme son père), embauché à l'Europe dans le sillage de son père qui va formaliser et universaliser par martèlement à grande échelle et dans le temps, de 1960 à 1990, la belle histoire du Solon des temps modernes, "*en mobilisant les ressources que lui offrent les services en charge de la communication politique au sein des institutions européennes dont son père est le fondateur*." (Cohen 2007, p. 16).

Cohen (2007, p. 19) : "cette commémoration permet en effet de « tirer un trait » définitif sur toutes les « aventures », bien souvent malheureuses, qui ont pourtant constitué, de 1948 à 1957, le cadre politique dans lequel a pris corps ce qui va devenir la fin ultime de la construction européenne : le « marché ». Elle a aussi pour effet de reléguer à l'oubli toutes les tentatives concurrentes dont l'objet était précisément d'encadrer le marché par des institutions politiques constitutionnellement définies et directement élues en charge d'objectifs tels que le plein emploi ou la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales."

- Le retour aux affaires de De Gaulle, de plus en plus déplaisant **au fil de la décennie 1960**, avait inspiré aux chefs de la coalition « occidentale » le **projet, prioritairement antigauilliste**, de légende du grand « européen » Monnet (fait remarquer Lacroix-Riz 2023, p. 381) [C. de Gaulle anti-américains ? en 1965, [il répond](#)].
 - Un master à Lausanne par une jeune suisse, largement basé sur les archives de la Fondation Monnet de la même ville, avait lui aussi déconstruit le mythe, faisant apparaître les liens avec l'Amérique, Ford Foundation, etc., et les partis pris politique de la vaste aventure éditoriale. Elle en a fait un livre (que nous n'avons pas lu) : Pandazis, Déphine, 2018, "*Jean Monnet et ses mémoires. Les coulisses d'une longue entreprise*", édit. Antipodes, Lausanne.
- Cela malgré que "*Il faut rappeler l'état lacunaire des archives de Jean Monnet conservées à Lausanne. Il ne reste quasiment rien pour la période antérieure à 1940 (il n'y a par exemple aucune correspondance entre Monnet et Salter pour l'avant-guerre)*." (Le Dréau 2008).
- Lacroix-Riz (2023) : (p. 377) : "L'historien Jean-Baptiste Duroselle, maître de l'histoire contemporaine des relations internationales en France de 1964, date de sa nomination à la Sorbonne, à son décès (1994) et au-delà, avait publié, en 1976 aussi, une synthèse sur 'La France et les États-Unis'. Ignorant à la fois le contenu et la date de la négociation et de la signature des accords Blum-Byrnes, il les réduisait à leur volet « films américains ». Inventant de très gros crédits de l'Export-Import Bank, il dissociait deux des composantes des textes du 28 mai 1946 : « En 1945 et 1947, la France chercha à obtenir une aide américaine. La liquidation

à très bon compte du "Prêt-Bail", la vente des "surplus américains" à des prix minimes ne suffisaient pas. A plusieurs reprises, l'Export-Import Bank accorda à la France des prêts substantiels dont le total s'éleva à plus de 2 milliards de dollars. Des accords commerciaux, souvent fort rigoureux, furent également signés, tels les accords dits Blum-Byrnes de décembre (sic) 1946; qui obligèrent à projeter une quantité importante de films américains. ». Cette enfilade sidérante d'inexactitude incitait le lecteur à conclure, nonobstant les rudes « accords commerciaux », à l'indéniable « aide américaine de 1945 et 1947 ». [pour les accord Blum-Byrnes voir le présent § II-4-1.]

(p. 380-1) : "... l'historiographie française de contemporaine s'était "atlantisée". Les États-Unis exerçaient sur elle depuis l'après guerre une pression grandissante via, comme avant guerre, les institutions académiques à statut et financements partiellement *privés* dont Science Po. Y intervenait depuis 1946 Jean-Baptiste Duroselle - « le plus américain des historiens français » avait commenté, lapidaire, Jean Bouvier, informé du veto des Éditions de la Sorbonne [à la publication de la thèse d'État de A. Lacroix-Riz]. La carrière de ce spécialiste [Duroselle]... s'était depuis 1945 déployée dans le cadre de la « guerre froide culturelle » américaine décrite en 1999, pour l'Europe, par l'ouvrage phare de Frances Saunders."

(p. 385-6) : "On eut pu croire une exception capable de faire bouger les lignes : la miraculeuse traduction, en 2003 de « la Guerre froide culturelle » que l'aristocrate britannique « diplômé d'Oxford » Frances Saunders avait étudiée via le « Congrès pour la liberté de la culture » (*Congress for Cultural Freedom*), « OTAN culturel » fondé en 1949-1950. Riche sur les « cold warriors » intellectuels français, l'ouvrage renversant, annonçait les révélations de 2018-2019 sur les historiens en s'attardant sur Raymond Aron, autre pilier de Sciences Po chéri de l'état américain. Son succès éditorial, acquis en dépit d'un silence médiatique de plomb, l'a tué. Vite épuisé, jamais réimprimé, ce « document exceptionnel sur l'histoire de la guerre froide » se négocie en 2023 (et depuis longtemps) à des tarifs de marché noir. Son effet historiographique a été aussi nul que en 1966-1967 en France (et dans toute l'Europe occidentale du « Congrès pour la liberté de la culture »), celui des nombreux articles de presse sur près de vingt ans d'intense corruption « culturelle » **via la CIA**, dans « le monde des Arts et des Lettres ». C'est le sous-titre du livre de Saunders, qui décrit le scandale journalistique de 1966-67 : ce dernier, énorme (mais fugace) aux États-Unis, ne généra qu'un petit ruisseau dans la France d'Aron et l'Europe américaines."

- « *l'initiative révolutionnaire* » (ou « *pacifique* ») de Schuman, ironise Lacroix-riz (2016, p. 117) qui commente : "*Paris franchit peu après l'étape essentielle d'une construction européenne axée sur l'Allemagne, en cédant le 9 mai 1950 aux exigences économiques de Washington... Le discours du « père de l'Europe » appelant à créer une Communauté européenne du charbon et de l'acier sur la base de « l'égalité des droits » fut en effet lié à une autre étape de la reconstruction prioritaire du Reich : la reconstitution stricto sensu de la Wehrmacht, ou, selon la formule de mars 1949 de Bonnet, le recours au « potentiel militaire que représentaient en Allemagne de nombreuses générations bien aguerries » contre les « armées russes » (la guerre de Corée, origine officielle du réarmement allemand, commença le 25 juin 1950).*"

Annexe collaborateurs/contemporains

A-1. Hervé Alphan

1907 -1994

A-1-1. Alphan selon Alphan

Il est d'une famille de "serviteurs" de la France depuis une paire de siècles. Il est le neveu du principal collaborateur d'Hausmann. Son père a été ambassadeur en Irlande, en URSS et en Suisse.

Hervé a été envoyé en Angleterre pour son anglais, il fait l'école des Sciences politiques et obtient le concours d'**Inspecteur des finances** en 1930 à 23 ans. Il est attaché à Georges Bonnet, chef adjoint de son cabinet en 1933 et 34, puis directeur de cabinet en 1935-36, directeur des accords commerciaux au ministère du Commerce de 1937 à 1940,

22 août 1939 :

" Maurice me tend l'Eclair du Soir, qui contient l'étonnante nouvelle du pacte germano-soviétique... Depuis combien de temps mon père n'avait-il pas dit : « Appliquez l'accord avec l'URSS, sinon les Russes s'entendront avec les Allemands ». Les retards, les répugnances apportés aux négociations, la façon dont nous avons mordu l'hameçon de la propagande antibolchévique d'Hitler ont abouti à ce beau résultat... mesurons l'ampleur du désastre diplomatique et l'insuffisance coupable des gouvernements."

H. Alphan voit W. Bullitt, ambassadeur US en France, très antisoviétique qui défend la politique de ménagement de Pétain et *"Bullitt me fait un grand éloge de Jean Monnet – un des principaux rouages de l'administration interalliées à Washington"*.

Après la capitulation H. Alphan reste au gouvernement, maintenant de Vichy. Comme il est, raconte-il, franc-parler, le régime l'éloigne aux USA pour modifier les contrats d'avant-guerre, disant que avant de partir, il voit P. Pétain, Y. Bouthillier, H. Moulin de la Barthète *"camarade de l'inspection des finances"*. Il est toujours fonctionnaire du régime (la paye, la voiture, bel appartement sur Central Park à New York...). Il dit qu'il coupe les ponts en mai 1941 lorsque du bouillant New York il entend Laval dire qu'il souhaite la victoire de l'Allemagne (*petit détail, l'acte de révocation par Vichy est antérieur à ce discours de Laval du 21 juin*). Il rejoint le gl. De Gaulle. A Londres, ville qui à ce moment est calme et sans pénuries. Ce sont les soviétiques seuls qui se battent contre Hitler en de vastes et violents combats dont le monde entier suit avidement le déroulement. Premier inspecteur des finances qu'a de Gaulle, il est nommé Directeur des affaires économiques du Comité national français (donc détails accord prêt-bail, etc.).

Suite à Stalingrad les rapports de force évoluent vite. H. Alphan parle d'un futur de l'Europe avec le belge P. Van Zeeland.

A Alger il est chargé des négociations relatives au secours à la population civile et à la reconstruction. En mai 1943, il dirige la délégation française à la première conférence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Hot Springs, en Virginie. De retour à Paris en août 1944, H. Alphan sera longtemps Directeur des affaires économiques auprès du ministère des affaires étrangères,

A la suggestion de R. Pleven il passe dans la diplomatie en juillet 1950, pour la création de l'**OTAN** (où il reste comme **délégué français jusqu'en 1954**).

Hervé Alphan est l'artisan majeur du traité du CED, Communauté Européenne de Défense (*armée commune avec l'Allemagne, totalement anti-gaulliste*), qu'il a suivi de bout en bout, le dit **"plan Pleven"**, signé le 27 mai 1952 mais rejeté par le parlement français qui en avait été initiateur en 1954 (vote négatif pas seulement des communistes et gaulliste parce que à deux ils n'avaient pas la majorité).

En 1954 il est nommé représentant permanent aux Nations unies, puis est ambassadeur de France à Washington de 1956 à 1965.

Après que le général de Gaulle fut venu au pouvoir, il relaye sans succès en décembre 1962 la proposition du président des Etats-Unis, J.F. Kennedy, de mettre à la disposition de la France des missiles balistiques, comme alternative à la force de frappe. Il est Secrétaire général du Quai d'Orsay de 1965 à 1972 où il retourne à l'inspection générale des finances.

A-I-2. Alphan vu de l'extérieur, et des archives

S'il est exact que son père Charles Alphan, ambassadeur de France à Moscou de 1933 à 1936, avait oeuvré pour obtenir l'« alliance à revers », traité franco-soviétique d'assistance mutuelle signée le 2 mai 1935

pour contenir l'expansionisme d'Hitler, Jean Monnet avait d'ailleurs exploité son aide et ce moment de stratégie partagée pour organiser son mariage avec Sylvia chez les soviets en novembre 1934, le fils Hervé Alphand, lui, s'était lié au camp opposé. Hervé Alphand a passé la décennie 1930s comme directeur de cabinet de Georges Bonnet (Lacroix-Riz 2023, p. 159).

Georges Bonnet, études de droit, conseiller d'Etat, radical, ministre des finances en 1937-1938 puis ministre des affaires étrangères de Daladier en d'avril 1938 à sept 1939 puis ministre de la justice jusqu'à 1940. C'est G. Bonnet qui a fait les démarches auprès de Mussolini pour qu'ait lieu la conférence de Munich de E. Daladier avec A. Hitler en sept. 1938 (Puyaubert 2011). Ensuite, soulagé, G. Bonnet avait lancé des ouvertures vers l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler et l'Espagne de Franco. C'est ainsi qu'il a signé seul un pacte de non agression avec Joachim von Ribbentrop au quai d'Orsay le 06 déc 1938 ([ici](#)). Puis ce sont les accords Bérard-Jordana de février 1939 avec Franco chez qui il envoie P. Pétain comme son ambassadeur.

Après la déroute si Hervé Alphand quitte l'hexagone, c'est parce qu'il est demi-juif par son père. Mais étant de "la haute", Yves Bouthillier "avait consenti à ce que, privé de son poste à Vichy, il rejoignit New York comme « attaché financier à l'ambassade de France »" (Lacroix-Riz 2023, p. 159). H. Alphand dit que sa démission aurait précédé sa révocation, mais "*son dossier ne mentionne que celle-ci, le 18 juin, pour non-réponse « à l'ordre de rapatriement ».*" (*qui pouvait être dangereux pour sa vie*). Dépouvé de poste, il va alors voir De Gaulle qui obtient là son premier inspecteur des finances. *Gaulliste à fréquentes éclipses, "il modérait systématiquement de Gaulle quand celui-ci s'emportait contre Washington. (...) Nommé à la libération secrétaire général du Comité économique interministériel (CEI)"* (Lacroix-Riz 2023, p. 159).

"Après la libération, quand de Gaulle parlait au Comité économique interministériel de rétorsion contre l'absence d' « aide » américaine, les chefs de la coalition tripartite SFIO et MRP, le sermonnaient. L'inspecteur des finances Hervé Alphand - ancien négociateur d'accords de clearing avec le Reich, champion de la conversion atlantique depuis l'été 1941 à Washington -, concluait les séances du CEI en approuvant tous les ministres opposés au manque de « réalisme » (de De Gaulle). En mai 1945, le triomphe américain fut signalé par son ascension à la Direction Générale des Affaires Economiques du quai d'Orsay, avec le soutien du chef de file atlantiste et ministre des finances Pleven, tout dévoué à Monnet qui avait parrainé depuis 1925 ses intérêts financiers américains." (Lacroix-Riz 2023, p. 415).

▪ Ainsi Lacroix-Riz (2023, p. 192-193) rapporte d'archives que de mai à août 1945, Directeur des affaires économiques du Quai d'Orsay, H. Alphand transmettait *informellement* les dossiers internes strictement confidentiels avant même qu'ils soient approuvés par De Gaulle au conseiller américain pour les questions économiques de rang ministériel en poste à l'ambassade à Paris depuis novembre 1944, Henry R. Labouisse. "cet américain qui tuteura jusqu'en 1954 l'économie française : Labouisse se partageait entre ambassade à Paris, comme « chef de la mission de la Foreign Economic Administration » et responsabilités « européenne » à Washington, avant, pendant et après le plan Marshall."

Avant le voyage de Blum aux USA, le service d'Alphand lui a remis une note de 11 pages sur les conditions américaines à l'emprunt réclamé. Les 6 premières, lyriques, n'étaient précises que sur un point : « maintient du niveau des salaires et des prix », "*c'est juste après la fière annonce, le 29 janvier 1946 du « blocage des salaires et des traitements » par Felix Gouin, aussi familier à l'ambassade américaine que Blum et Philip.*". Plus loin il était mentionné que les américains nous interrogeraient sur la politique en matière de nationalisation, il faudrait abandonner la politique des accords bilatéraux de contingents, préciser les rapports avec les possessions d'outre-mer et "*évidemment en échange d'éventuels crédits, « les Etats-Unis » nous demanderaient « de réduire à deux années [les cinq] de la période dite 'intérimaire' des accords de Bretton Woods » au terme desquelles « nous devons renoncer au contrôle des changes et à toute limitation de nos importations. ».*". Le dernier paragraphe parle en vrac de concessions dont il est question en matière d'aviation commerciale et de films américains. (Lacroix-Riz 2023, p. 296-7).

Lacroix-Riz (2023, p. 417) : "Ainsi Hervé Alphand prépara-t-il pour Bidault celle [ratification] du contrat gouvernement français-Export-Import Bank du 4 décembre 1945, puis celle très partielle, des accords Blum-Byrnes. Même pour les accords à ratifier, on rusait, en transformant une disposition vraiment intolérable en annexe secrète : article 10 du premier accord, sur les renseignements à fournir sur la situation financière française, supprimé et remplacé par une lettre de l'attaché financier à Washington, Christian Valensi, inspecteur des finances et futur banquier (Lazard), au secrétaire au Trésor Fred Winson; kirielle d' « annexes secrètes » du grand « mémorandum d'accord » du 28 mai 1946; accord secrets contemporains des fausses « négociations de Washington » de mars-mai 1946.

La « camarilla de talent » arracha aussi nombre de textes à l'examen des parlementaires : via la tactique des « déclarations » dites « de principe », non soumises à vote, qui eut pour summum l'octroi de « réparations »

aux Américains pour les dommages infligés à leurs propriétés en France par leurs propres bombardements; ou via la dissimulation de la nature des « accords séparés » sur le cinéma, qui constituaient en réalité une révision, exigeant ratification, de l'accord (léonin) de 1936."

Et en 1948, pour des parties d'accords dont la ratification par la chambre risquait d'être difficile, Alphand, d'accord avec le Conseil d'Etat, les maquillait par exemple en "don", car cela n'exigeait plus de ratification par la chambre (Lacroix-Riz 2023, p. 521, n° 162).

A-2. Étienne Hirsch

(1901 - 1994)

De père banquier il a une jeunesse bourgeoise, fait des études d'ingénieur civil des mines où il fréquente le groupe d'étudiant socialiste. Il fait carrière dans l'industrie chimique chez Kuhlmann au laboratoire à Levallois puis à la direction d'une usine pour une mise au point industrielle puis passe à la supervision de plusieurs usines en France et en Belgique (Kuhlmann avait été sauvé financièrement par Solvay en 1921). Kuhlmann fait des choses comme le méthanol à partir de coke et oxyde de carbone et hydrogène, four haute température, de l'acide sulfureux liquide à partir de gaz de grillage de pyrite, de l'acide nitrique, de l'ammoniaque (pour engrais, explosifs...)... La firme était dans une politique industrielle d'expansion active et lui passe petit à petit du proprement technique au carrefour technique-coût-prévisions avec une comptabilité élaborée pour les prix de revient.

«... « Comité franco-allemand d'information et de documentation » (CFAID) basé au Luxembourg, sur l'initiative de Mayrisch, président de l'Arbed. Le CFAID fut constitué en 1926, dès la phase dite de réconciliation qui a accompagné la constitution du cartel de l'acier. Parmi les fondateurs, on a les Schneider, les Laurent, Peyerimhoff, du Comité des Houillères, Duchemin, président de Kuhlmann et de la CGPF, Wladimir d'Ormesson, Schlumberger et d'autres... (...) ... Pour ce qui est de la chimie, un accord de cartel provisoire franco-allemand est signé le 15 novembre 1927 par la Centrale des matières colorantes (Kuhlmann) et l'IG Farben. Il avait pour but le « contingentement de la production d'après les chiffres d'affaires respectifs des deux parties, la répartition des marchés, et la suppression de la concurrence ». » (Lacroix-Riz 2006). Kuhlmann et IG Farben avaient aussi créé en 1929 une société commune à Winnica près de Varsovie en Pologne (Lacroix-Riz 2016, p. 47)

- L'ammoniaque étant en surproduction (usines d'azote) se passent des accords internationaux (avec contrôle d'une société fiduciaire suisse) ce qui le fait voyager. L'allemand Farbenindustrie était le plus gros. « *Je participais aux réunions belges qui avaient lieu à Bruxelles presque chaque semaine sous la présidence du baron Janssen, gendre de Solvay, et qui étaient honorées de la présence de deux autres barons, Coppée et Boël...* » (Hirsch 1988, p. 44). E. Hirsch a observé dans ces négociations du cartel de l'azote comme il est facile de tromper son monde sur les prix présentés en fonction de ce qu'on veut obtenir, et dit que cette expérience concrète l'a préparé pour les discussions qui auront lieu pour la CECA et même pour Euratom.
- Une autre expérience de dossier complexe administrato-technique qu'il a eu à gérer est celle dans les années 1930 du tétraéthyle de plomb liquide (extrêmement toxique, l'aspect industriel doit être traité avec le service fonctionnaire des mines) pour mettre dans l'essence. Cela l'empêche de détoner, et on peut augmenter le taux de compression des moteurs sans qu'ils "cognent". Le procédé était américain et c'est le service des poudres de l'armée qui en voulait pour les avions, et qui soit fabriqué en France. Kuhlmann a construit une usine près de Nantes et une à Fos. Il fallait établir le contrat d'achat/production d'électricité, être en rapport avec les américains, dont Dupont de Nemours (qui a créé néoprène et Nylon) et il a visité les USA en janv-fév 1939 (paquebot, New York, Atlanta, Chicago, Détroit, San Francisco, usines...).
- En 1939 Kuhlmann décide de lancer une petite fabrication d'essence artificielle, par le procédé synthèse à partir du gaz de cokerie. A cette occasion E. Hirsch ira en Allemagne pour des pièces nécessaires qui n'arrivaient pas, où à l'évidence on lui ment, alors qu'ayant été une fois en Tchécoslovaquie (Skoda) il avait observé leur francophilie. Pour vendre cette petite production (30 000 tonnes/an), Kuhlmann, « *nous avons cherché à nous entendre avec la Chambre syndicale du pétrole. Son négociateur, Léon Kaplan, se trouvait être un ancien élève de Taupe de mon beau-père, à qui il avait conservé une grande reconnaissance. Nous n'avons pas pu nous entendre, mais cela a été pour moi l'occasion de faire la connaissance d'un homme sympathique et d'une intelligence et d'une habileté exceptionnelles. Je devais le retrouver plus tard.* ». Cela ne veut pas dire que ces deux responsables techniques haut placés ne se connaissaient pas au moins de réputation, par des articles, etc., par exemple L. Kaplan était à X-Crise et Shell mettait de coûteuses publicités dans la revue du même nom, René-Paul Duchemin patron de Kuhlmann était aussi actif à X-Crise (Collombat, B. - Servenay 2014).

- L'accord germano-soviétique du 23 août 1939 est une sombre nouvelle pour les frontières belges et françaises... E. Hirsch se souvient alors de l'état d'organisation de l'armée française (Hirsch 1988, p. 56) :
 « *Ma première tâche, en l'absence du responsable, a été de me rendre à la Direction des poudres pour faire le point de nos commandes de mobilisation. Quelle n'a pas été ma surprise de constater que les documents en notre possession n'étaient pas à jour et que de nombreuses corrections, la plupart au crayon, avaient été faites dans le registre des commandes sans nous être notifiées ! Vérification faite, notre première livraison devait être un wagon-citerne de chlore destiné à la firme De Laire à Calais. Ayant procédé à l'expédition, nous avons reçu un télégramme nous disant que l'usine n'était pas raccordée au rail et qu'elle ne pouvait pas recevoir le wagon-citerne. Quand j'ai raconté tout cela bien plus tard, à un de mes amis qui avait été au cabinet de Dautry, ministre de l'Armement, il m'a répondu que de tout ce qui dépendait du Ministère de l'Armement, c'était la Direction des poudres qui fonctionnait le mieux.* ».

- En un mois, cette armée française est prise dans la trappe comme une souris.

Hirsch (1988, p. 58) :

« *j'ai encaissé comme un coup au cœur le discours du maréchal Pétain qui annonçait qu'il fallait cesser le combat. Jamais je n'aurais imaginé que la France pouvait en arriver là. Ce qui m'a sorti de ma torpeur et de mon désespoir, cela a été l'appel du général de Gaulle que j'ai été un des rares à entendre le 18 juin. Dans un élan irrésistible, j'ai décidé immédiatement de partir le rejoindre. Je l'ai fait en compagnie de **mon beau-frère Jules Guéron***, qui venait de revenir sur le Champlain** d'une mission aux États-Unis pour la Défense nationale.* ».

* Le chimiste (chimie minérale, sels d'étains) Jules Guéron, va être recruté pour l'atome et sera parmi les premiers directeurs du CEA.

** ce paquebot d'acier long de 182 mètres qui est arrivé de New York à St Nazaire le 12 juin 1940, a débarqué ses gens. Cinq jours plus tard il heurte une mine magnétique française en rade de La Rochelle/La Palice et coule en quelques minutes avec 11 membres d'équipage noyés.

Et de fait Étienne Hirsch laisse femme et enfants sur le champs, après s'être assuré qu'elle continuera à avoir un revenu de Kuhlmann. Faisant du bateau-stop, ils ont avec du mal été acceptés sur un petit charbonnier qui repartait sur l'Angleterre.

E. Hirsch qui croise à la mission française d'armement de Londres, celle de l'X Raoul Dautry, un René Mayer qu'il ne connaissait pas, et qui à l'inverse ferme boutique et fait ses bagages pour revenir en France, a eu bien du mal à trouver un C. de Gaulle presque seul dans un hangar à moitié vide.

De plus (Hirsch 1988, p. 61) :

« *troupes françaises, rescapées de Dunkerque ou revenant de l'expédition de Norvège. Malgré les efforts de ceux qui entouraient de Gaulle pour essayer de les convaincre de se joindre à lui, la grande majorité d'entre elles, et notamment celles qui revenaient de Norvège, sous les ordres du général Béthouart, ne demandaient qu'une chose, se faire rapatrier pour retrouver famille et biens.* ».

Par ailleurs, lui, ainsi que Hervé Alphand qui arrivera en août 1941, écrivent que des personnalités françaises influentes dans le milieu anglo-saxon qui refusaient l'armistice critiquaient aussi ce nouveau général C. de Gaulle dans sa fort longue période du désert du début en tout cas : André Labarthe et Raymond Aron (qui publie la dite bonne revue "*La France libre*"), les influents journalistes-diplomates Pierre Comert et Alexis Léger (anglophiles gauche-caviar anti-rouges), mais aussi Jacques Duchesne (vrai nom Michel de Saint-Denis, responsable d'une émission française sur la BBC), Pierre Cot (homme de gauche, qui a été ministre de l'air, mais C. de Gaulle aurait refusé une proposition de P. Cot, pour l'air ?, part pour les USA), Eve Curie*, même si certains se réclameront de C. de Gaulle plus tard.

* la soeur d'Irène, 7 ans plus jeune, jolie et élégante que les magazines féminins aimaient mettre en photo; a été quelques années pianiste jeune, puis passe dans l'écrit, livre sur sa mère pour un éditeur US, devenue amie de Eleanor Roosevelt depuis une tournée de conférence sur sa mère au USA début 1939; rejoint Londres en juin 40, va aussi aux USA en 1941, puis en nov. 1941 devient correspondante de guerre pour un consortium de journaux américains et anglais pour un voyage de 5 mois, Libye, URSS, Chine, Inde; en 1943 elle sera dans l'Etat-Major du gl. De Lattre; en 1954 elle épouse un diplomate américain, et devient citoyenne américaine où elle vit.

E. Hirsch lui se met au *Service de l'armement* de la France Libre du gl. De Gaulle. Au départ quasi rien, puis les USA accordent le prêt-bail à la France libre aussi. Beaucoup de ce petit pécule est pour les volontaires de la France Libre en Afrique, aussi pour participer à des fournitures aux territoires ralliés, ce qui pourrait leur permettre de produire du caoutchouc à cause de la perte de l'Indochine notamment (Madagascar...). Il voit son beau-frère Jules Guéron, ceux du service BCRA... Le Directeur financier était Pierre Denis* qui avait fréquemment travaillé avec J. Monnet : lors de la première guerre à Londres, puis à la SDN pour la Silésie,

aussi pour la liquidation Kreuger, en tant qu'associé de la *Monnet, Murnane & Co.* et enfin à la coordination franco-britannique avant la défaite. Lorsque finalement les alliés acceptent que le gl. C. de Gaulle parte pour Alger, et que E. Hirsch doit le rejoindre en juillet 1943, Pierre Denis lui recommande de voir tout de suite Jean Monnet.

* Pierre Denis a une formation de géographe. Après Normal Sup il a fait un "tour du monde" grâce à une bourse de la Fondation Kahn puis une thèse de géographie, nulle discipline alors, sur l'Argentine, interrompue par la première guerre, et qu'il finira après. Mais avec son intégration à la SDN, il a abandonné petit à petit la géographie pour la banque. Il avait apporté une réflexion éclairée sur le problème épineux de la Silésie et le concept géographique de frontière, permettant au moins pour un temps, de résoudre le problème (Claval 2012).

A Alger il est séduit par J. Monnet, et qui était un rouage clé pour équiper une armée de 300 000 hommes... :
 « ...il était l'indispensable homme de confiance des Américains... De Gaulle, ne pouvant pas se refuser à reconnaître les services exceptionnels qu'il rendait, avait à son égard un attitude ambiguë. Cela tenait aux relations de Monnet avec les Américain... ».

E. Hirsch était chargé de prévoir ce qu'il faudrait en France au débarquement. Il décrit un Alger confus, sans discipline, avec le marché noir,

"les indigènes étaient traités avec un mépris tel que je n'ai pas eu de mal à comprendre leur révolte" (p. 79).

En janvier 1944, E. Hirsch est envoyé voir Jean Monnet à Washington, toujours pour organiser un nécessaire pour la France une fois libérée. Il y a du basique alimentaire (ex. Farine) mais ils commandent 1000 locomotives standard américaines. Puis il rentre à Londres pour la mise au point, avec Léon Kaplan.

Le 06 sept. 1944, E. Hirsch et L. Kaplan viennent à Paris pour continuer leur tâche, à partir du ministère des affaires étrangères. E. Hirsch apprend que ses parents ont été raflés 3 semaines plus tôt, il ne les reverra plus.

En octobre 1945, E. Hirsch retourne à Kuhlmann. L'atmosphère est irrespirable. Son proche patron R. Berr, en dépit des relations d'avant guerre entre Kuhlmann et IG Farbenindustrie a été déporté avec sa famille et ne revient pas. Un directeur qui a refusé de collaborer a aussi disparu. Le Président René Duchemin et Joseph Frossard, Directeur Général de la division organique, avaient couvert de leur nom l'acquisition par le Reich de la branche des colorants. R Duchemin était sous le coup de poursuites, Frossard s'est caché en Suisse et ne reviendra pas. Un nouveau grand patron est incompetent.

A ce moment Jean Monnet l'appelle pour l'élaboration du plan, E. Hirsch prend d'abord un congé de Kuhlmann puis en démissionne. Lorsque J. Monnet part à la Haute Autorité de la CECA en 1952, c'est Étienne Hirsch qui lui succède à la direction du plan. Et ainsi il fait toute la IV^{ème} République au Plan sous 26 gouvernements. Pour le 2^{ème} plan (1954 à 57) Hirsch (1988, p. 117) «... l'assemblée... avait supprimé la recommandation, à laquelle je tenais, d'augmenter progressivement l'âge de la retraite... ». L'esprit est alors, de fusionner les grosses entreprises entre elles pour faire des entités compétitives au niveau mondial, idem en agriculture établir de grosses exploitations modernes, planter des sapins pour la pâte à papier, faire des autoroutes et ponts à péage... Il était membre du conseil d'administration du Bureau minier de la France d'Outre-mer (Hirsch 1988 p. 133).

Lui qui avait répondu spontanément à l'appel du 18 juin du général, depuis qu'il avait rencontré J. Monnet en 1943 à Alger était devenu un opposant déterminé à C. de Gaulle. Suite aux événements d'Alger en mai 1958, Hirsch (1988, p. 145) :

« j'étais invité à me préparer à être à la disposition du général de Gaulle. La même invitation a été faite à François Bloch-Lainé, Wilfrid Baumgartner et Pierre Guillaumat. J'étais certain de l'acceptation de ce dernier. Pour ma part, j'étais résolu à refuser ma caution à ce que je considérais comme un coup d'État et je souhaitais qu'il en soit de même pour les deux autres. Afin de les décider à cette attitude, il m'a fallu convaincre chacun que l'autre refusait. C'est à Vincent Auriol, qui curieusement apportait son concours à de Gaulle pour la constitution de son cabinet, que j'ai fait connaître mon refus. Le refus de Bloch-Lainé et de Baumgartner a conduit le Général à faire appel à Pinay, qu'il n'aimait pas. ».

▪ Euratom (février 1959-fin 1961)

Hirsch (1988, p. 147-8) : « Louis Armand, président de la Commission d'Euratom, tombé malade, selon moi, d'être éloigné de sa passion, les chemins de fer, ne pouvant plus exercer ses fonctions, **Monnet**, fort inquiet pour la survie de l'institution, **a suggéré** au Gouvernement français **de me proposer** la succession d'Armand... Guillaumat m'a donné l'assurance de son appui auprès des hommes de confiance qu'il avait placés au CEA. A l'expérience, il n'en est rien résulté. », p. 151 : « Alors qu'aucune activité de recherche n'avait été entreprise, il y avait déjà à Bruxelles [Euratom] un effectif de 600 fonctionnaires, évidemment

incompressible. »; « Le directeur général de la recherche et de l'éducation était **mon beau-frère Jules Guéron...** Le directeur général de l'Agence d'approvisionnement était incapable et buvait. **Je l'ai remplacé par Fernand Spaak, fils de Paul-Henri...** ».

Hirsch (1988, p. 155) : « L'article premier du Traité stipule : « La Communauté a pour mission de contribuer, par l'établissement des conditions nécessaires, à la formation et à la croissance rapides des industries nucléaires, à l'élévation du niveau de vie dans les États membres... ». Il s'agissait de remplir dans les plus courts délais cette mission. **Monnet... a pensé que** le mieux était de s'adresser à ceux qui possédaient le maximum d'expérience : les Américains. », p. 151 : « J'ai reçu, entre autres, le président de l'Eximbank... Cela m'a valu un crédit destiné aux constructions de centrales nucléaires... » ; p. 158 : « J'ai rendu visite au Secrétaire au Commerce, Lewis Strauss... il avait été, jusqu'à récemment, président de l'AEC (Atomic Energy Commission); mais, d'origine, il était banquier, et mon oncle Lionel Hauser était son correspondant à Paris... ». Hirsch (1988, p. 161) : « il a établi pour une période de vingt ans des prévisions concernant la construction de centrales nucléaires et montré que, dès que le prix de revient de l'électricité nucléaire deviendrait compétitif, on ne construirait plus que des centrales nucléaires, à la seule exception des sites où l'on disposerait de combustibles d'un prix particulièrement bas (lignite, produits résiduaires, hydraulique). Il se produirait un phénomène analogue à celui qu'avaient connu les constructeurs d'avions lorsque les appareils à réaction se sont substitués aux avions à hélice. Il importait que compagnies d'électricité et constructeurs de centrales se préparent à un tel virage. »

Hirsch (1988, p. 160) : « Les équipes de recherche, inexistantes à mon arrivée, comprenaient à mon départ un effectif de 1700 personnes... Il fallait trouver pour Ispra un thème central de recherche... c'est la filière Orgel (réacteur nucléaire à eau lourde et refroidi par un liquide organique) qui a été retenue. Ce choix... s'est finalement montré peu heureux... Le chef du projet est d'ailleurs devenu, lorsqu'il a quitté Euratom, le directeur général de Framatome, principal constructeur français et européen de réacteurs nucléaires. » [Jean-Claude Lenny, pendant 26 ans]. p. 161 : « Un domaine dans lequel il a été possible d'assurer une bonne coordination des recherches, évitant les doubles emplois, est celui de la fusion... la compétition entre industriels était inexistante. »

▪ **Administrateur général du CEA** (juin 1963 à septembre 1970)

La période commence lorsque les réacteurs UNGG sont en construction. La centrale nucléaire Chinon A1 vient de démarrer début 1963, Chinon A2, 210 MWé, démarre en 1965. Celle Chinon A3, 480 MWé, démarre en 1966. La construction de St Laurent des eaux A-1, 480 MWé a commencé en 1964 et la décision de construction de St Laurent des eaux A-2, 420 MWé de même type est prise en 1965. Chacun de ces réacteurs était différent du précédent, le CEA essayant d'améliorer la filière. En 1965 c'est Bugey-1, 540 MWé avec une nouvelle disposition, annulaire du combustible. D'autres UNGG étaient prévus par le CEA. Mais alors que les prix du pétrole s'effondrent en 1966 des calculs donnent que la rentabilité des réacteurs américains à eau légère doit être meilleure de 20 % que celle des UNGG. Cela fait changer des gens d'avis dans la maison EDF. Or le CEA a travaillé sur plusieurs sortes de réacteurs mais pas sur ceux-là qui sont sous licence américaine ce qui lui coupe l'herbe sous le pied. La maison CEA n'était pas prête à accepter cela facilement d'autant qu'il y avait d'autres critères, autonomie, "savoir faire" national...

« L'Administrateur général, Robert Hirsch, devait déclarer aux responsables du CEA le 3 avril 1968 que la maîtrise d'œuvre des centrales prototypes devait revenir au CEA, la maîtrise d'œuvre des centrales de type éprouvé allant à EDF. En particulier le CEA exigeait la maîtrise d'œuvre pour la centrale de Tihange, la première centrale à eau légère, ce que refusait l'EDF. » (Soutou 1991, p. 374).

Mais dès début 1969 R. Hirsch, en opposition à Jules Horowitz, s'était rallié aux réflexions d'EDF et travaillait de paire avec Marcel Boiteux, par ex. à la Commission PEON. En octobre 1969 il était avec M. Boiteux et F. Perrin à St Laurent des Eaux lorsque le premier a lâché officieusement que la France s'alignerait sur la filière eau légère en train de s'imposer dans le monde. Il y a des grèves suivies au CEA en nov 1969, avec des marches dans Paris.

Le CEA ne gagnera pas cette bataille là, de plus il doit abandonner pour difficultés techniques d'autres filières comme à haute température ou à uranium-plutonium. Il se rattrape néanmoins sur ce qui était pour lui le plus vital, les dit « surgénérateurs » (Phénix...). C'est l'X-Mines André Giraud qui succède à R. Hirsch.

▪ Après Euratom R. Hirsch avait pris des responsabilités dans le Mouvement Fédéraliste Européen devenu Union des Fédéralistes Européens, écrit des articles dans les journaux, a croisé les fers avec C. de Gaulle (qui le prendra pourtant comme Administrateur) et a côtoyé un moment F. Mitterand. Il fait des conférences ou quelques cours dans des Universités ou autres cadres, Belgique, USA, Allemagne, etc, ce qui lui permet de voyager. Il participera à une étude sur le transport en Israël et voyage parfois avec son cousin par alliance

Jules Guéron. Il participe aussi comme expert dans des Études économiques ponctuelles avec la World bank dans des pays d'Amérique latine, Afrique, Iran.

A-3. Léon Kaplan

(1904 - 1984)

Après Taupé (maths-spé) à Paris, il entre à l'école polytechnique, promotion 1922 (date d'entrée).

Tout de suite, en 1925, il entre dans une entreprise de Shell (il déclare au journal *Le Monde* en 1963 lors de sa démission qu'il est à la Shell depuis 38 ans). En mars 1935, L. Kaplan est directeur-adjoint de Jupiter (Shell-Royal Dutch).

La société a été créée en 1922 par une alliance entre la maison *Deutsch de la Meurthe* avec la *Société Marine des Pétroles* une création de Shell de 1919. En 1928 une loi facilite la construction de raffineries sur le sol métropolitain. En 1929 toutes les activités pétrolières de Shell sont groupées dans la *Société des pétroles Jupiter* qui construit une raffinerie importante à la Petite-Couronne sur la rive gauche de la Seine, à 12 km en aval de Rouen et une à Pauillac sur la Gironde. La première était pour traiter des résidus lourds du Venezuela et en tire des bitumes et des huiles de graissage, puis elle s'est agrandie et outillée pour le raffinage intégral avec une capacité annuelle de 600 000 t. Elle reçoit dans un bassin pétrolier construit pour la société par le port de Rouen et comportant deux postes de déchargement, des huiles brutes des îles de la Sonde, du Venezuela et, à l'occasion, d'Irak. La gamme variée des produits est écoulée par les services de distribution de la société Jupiter. La société pour l'Utilisation Rationnelle des Gaz, U.R.G est créée en 1931, et un centre de stockage et distribution est ajouté sur le site de la Petite Couronne qui distribue du gaz liquéfié en bonbonnes d'acier, bleues, de 13 kg ou en gros. Ce gaz liquéfié arrive de Houston par le tanker *Agnita*, un type unique au monde alors, et U.R.G. est le seul centre distributeur d'Europe. L'immeuble Shell, 8000 m² entre la rue de Washington et la rue d'Artois, 8^{ème} arrondissement est érigé en 1932. Les marques Butagaz et Propagaz sont lancées en 1933. En 1934 le site de Pauillac est équipé aussi d'un centre de remplissage. A l'aube de la guerre la société Jupiter représentait 30 % du raffinage en France mais seulement 9,5 % des stations services. Avec leur résidus lourds de distillation les pétroliers sont une concurrence sérieuse au charbon. En 1914 dans le monde, les 9/10^e des navires utilisaient le charbon, en 1934, la moitié seulement et cela va aller en disparaissant.

En 1935 L. Kaplan fait à la Société des ingénieurs de l'automobile l'exposé « La situation des carburants » qui est résumé ainsi dans « Le Génie Civil », Tome CVI – n°13, p. 320 :

« Se basant sur la consommation en carburants divers des années précédentes, M. Kaplan en tire des déductions permettant de prévoir comment peut s'établir la consommation dans l'année en cours. Il montre les difficultés que rencontrent les raffineurs devant les nombreuses variétés de produits en présence et propose des solutions limitant ces inconvénients. Il insiste sur les difficultés qui résultent des droits fiscaux formidables que doit supporter l'essence. Ces droits fiscaux étant environ 5 fois plus élevés que le prix d'achat de l'essence brute, il en résulte que toutes les économies pour résulter des complications techniques concernant le raffinage de l'essence ne peuvent produire qu'une diminution infime du prix de vente de l'essence au public. Il montrera aussi les incidences fâcheuses qu'une telle fiscalité présente dans différents domaines. »

▪ Dans les années 1930 Léon Kaplan appartient au groupe dit X-Crise (Centre polytechnicien d'études économiques", CPEE.) co-lancé à la fin de 1931 par notamment deux camarades de promotion X-1922, André Loizillon X-Mines depuis 1928, alors au groupe Schneider qui construisait des raffineries de pétrole et qui entre lui aussi au groupe Jupiter en 1936 quand il est le trésorier de X-Crise (mobilisé en 1939, prisonnier en Allemagne pendant la guerre, retour à Shell en 1945, président Shell Berre chimie puis vice-présidence Shell française en 1956), et Gérard Bardet (membre de la synarchie par ailleurs à laquelle appartenait J. Bichelonne, J. Benoist-Méchin, P. Baudoin, R. Belin, Y. Bouthillier, aussi J. Branger X1927 dir. de la Caisse d'avance sur les marchés de l'Etat, E. Deloncle, Y. Chatel gouv. Général d'Algérie, V. Arrighi adm. Délégué de la Soc. des phosphates tunisiens, etc.; Lacroix-Riz 2010, p. 35).

Léon Kaplan figure dans le Conseil de X-Crise jusqu'à la déclaration de la guerre en 1939 aux côtés de Gérard Bardet (Secrétaire), André Hannotiaux (X-1929 à EDF après la guerre), Roger Sautereau-Meyer (ingénieur des manufactures de l'Etat), Jacques Branger, Constant, Jean Coutrot et Roland Boris (Dard 1999, p. 325).

C'est un mouvement de réaction d'une jeune élite suite à la crise. On dénonce le libéralisme à tout crin mais dans un refus absolu du communisme. La planification est dans l'air. CPEE organise des conférences-débats,

a un bulletin, imprime des documents. En 1933 le Président est Roland Boris, Gérard Bardet Secrétaire général. Charles Rist y fait un exposé en 1935. Une partie d'entre eux appartient à la Synarchie qu'on va retrouver dans le régime de Vichy, il y aura aussi une petite fraction résistante.

Collombat et Serveny (2014) : « *Si à ses débuts, en 1931, le groupe ne comprenait qu'une vingtaine de membres, il en compte plus de 1 000 quatre ans plus tard... édite les comptes rendus des conférences et des confrontations qu'il organise, dans X-crise, le bulletin du CPEE, où le tarif de publicité pour une pleine page s'élève à 1 200 francs. Les principaux et fidèles annonceurs sont la compagnie pétrolière Shell, Renault, la société Air France (créée en 1933) ou Latil... Il existe trois types d'adhérents à X-Crise : ceux qui sont issus de Polytechnique, ceux qui ne le sont pas et enfin les groupements, comités et autres sociétés qui y adhèrent en tant qu'entités. Dans cette dernière catégorie, le groupe bénéficie de parrainages prestigieux comme ceux de la banque Séligman, du Comité général des assurances, des Établissements Kuhlmann, de Poliet et Chausson, d'Imperial Chemical Industries ou encore des Hauts Fourneaux et fonderies de Pont-à-Mousson... le président des usines Kuhlmann René-Paul Duchemin – également président jusqu'en août 1936 de la Confédération générale de la production française (CGPF), ancêtre du CNPF, et ardent partisan de la collaboration économique sous l'Occupation... Le groupe agit en fait comme un aiguillon et une école de pensée.* ». Jacques Lemaigre-Dubreuil (directeur-proprétaire des huiles Lesieur et synarque) est un administrateur adjoint de la Royal Dutch en France (Lacroix-Riz 2010, p. 246).

- A la fin des années 1930 Léon Kaplan est dans les principaux responsables de la Chambre syndicale du pétrole. C'est ainsi que lorsque Kuhlmann cherche à utiliser le circuit de commercialisation des pétroliers pour l'essence synthétique (à partir du gaz de cokeries) que le gouvernement lui a demandé de fabriquer pour raisons stratégiques (et exempté de taxes pour contrecarrer son prix haut) il se trouve en face de L. Kaplan qui est le porte-parole du groupement des pétroliers. E. Hirsch de Kuhlmann rapporte (1988, p. 78) : « *Ceux-ci prétendaient nous faire passer sous leurs fourches caudines et nous ne pûmes nous entendre, mais j'avais apprécié à leur juste valeur le caractère de Kaplan et ses qualités de négociateur.* ». De fait ces deux dirigeants techniques de grosses sociétés, E. Hirsch et L. Kaplan ne perdront plus le contact.

- Vient la guerre et la défaite-éclair. Lacroix-Riz (2013, p. 380) : « *A l'apogée de la victoire, les industriels allemands von Klass et Römer, commissaire-gérants (Verwalter) des deux sociétés du "groupe anglo-hollandais" Jupiter, "contrôlé par le groupe Royal-Dutch-Shell" (43 % du capital hollandais, 43 % anglais, 14 % "à des actionnaires français juifs" et la Société générale des huiles de pétrole (SGHP), filiale de l'anglo-Iranien (BP), affichèrent les appétits pétroliers du Reich. Ils n'ont "encore fait qu'un usage modéré, en pratique, des pouvoirs extrêmement étendus que leur confère leur acte de nomination", nota Couve de Murville le 18 juin 1941 : "M. Von Klass a expressément fait savoir au CA de la société Jupiter qu'il confirmait les pouvoirs des administrateurs et directeurs de l'entreprise, à l'exception des juifs... : M. Kaplan, directeur de la société et animateur de l'affaire a été purement et simplement révoqué." (en réalité "deux des collaborateurs israéliens" du président du CA Albert Brylinski l'avaient été, Kaplan et Vidal). "M. Römer a écrit dans le même sens à chacun des dirigeants de la Société générale des huiles de pétrole" ».*

Une partie des X-Crise a collaboré à des hauts postes du régime de Vichy qui permettait certaines transformations qu'ils souhaitaient (les décisions aux technocrates) : R. Gibrat (à l'électricité puis aux transports sous Pétain, il passera à la constructions de réacteurs nucléaires pour le CEA après la guerre), Pierre Pucheu 2^e ministre de la production industrielle de Vichy en a été, Gérard Bardet est Directeur du centre d'information interprofessionnelle créé en 1941 (Margairaz et Rouso 1992 p. 339), il est administrateur des établ. Japy-frères [société du groupe Worms, P. Pucheu étant un autre administrateur] depuis 1941 et mentionné comme "président des patrons métallurgistes de la région parisienne" lors de la Charte du travail fin 1941 (Lacroix-Riz 2013, p. 600) et Secrétaire général du Conseil supérieur de l'économie industrielle et commerciale en 1943 (il est par ex. rapporteur d'une commission sur l'urbanisme aux journées du Mont-Dore du 16 au 23 sept. 1943, journées aux recommandations typiquement racistes-pétainistes ; Cohen 2004). D'autres encore, Alfred Sauvy à la statistique, Jean Coutrot à l'organisation scientifique du travail.

Léon Kaplan bien que démis de son poste est resté à Paris. Sabin (1991, p. 114) rapporte de Mme Kaplan que prévenu via Gérard Bardet, il a du fuir à travers la ligne de démarcation en 1942 pour rejoindre Marseille et de là chercher à traverser pour Alger. C'est que en août 1942 éclate l'affaire de la Synarchie suite à un numéro de *L'Appel* du 21 sur le sujet. Pierre Pucheu, furieux, directement avec la section de la gestapo du "4 square Rapp" chargée de la surveillance des associations secrètes (court-circuitant la police française) font des perquisitions chez, par ex., Gérard Bardet et Jacques Branger, domicile et divers lieux de travail dont le *Centre des X*, même chez sa maitresse pour J. Branger, non pas sur les personnes mais pour la confiscation

de documents embarqués en vrac (et disparus à jamais, témoignant certainement de liens avec un grand groupe allemand). Il est probable que dans cette soudaine affaire de règlements internes au coup suivant imprévisible, L. Kaplan, lui seulement du groupe X-Crise, risquait par contre gros sur sa personne en tant que demi-juif selon la pensée de ce régime (Lacroix-Riz 2010, p. 34-39).

▪ A la mi-1943 L. Kaplan est donc à Alger par la force de choses puisque E. Hirsch écrit (1988 p. 78) : « *Les principaux collaborateurs de Monnet lors de mon arrivée étaient Gandilhon... Sarrut... Je ne tardai pas à adjoindre à l'équipe Léon Kaplan. J'avais fait sa connaissance... essence synthétique...* ». Or c'est en juillet 1943 que E. Hirsch a joint l'administration française en train de se mettre en place à Alger.

Il n'y a été que fort peu de temps. L. Kaplan avait rejoint les USA puisque selon les "Mémoires de" Monnet (1976) : « *Je m'en remettais aussi à l'activité organisatrice infatigable de Léon Kaplan que j'avais été heureux de retrouver à Washington... Il allait jouer, en fait, un rôle important dans le relèvement industriel de la France.* ». Or J. Monnet lui a rejoint les USA en nov. 1943.

Mais l'activité de L. Kaplan n'est pas bornée à une place. Courir d'ici à là faisait visiblement partie de son job puisque E. Hirsch écrit que lorsqu'il arrive à Londres, et c'est quelque part entre février et juin 1944 (1988, p. 82) : « *Un petit état-major m'attendait, avec Champion et Kaplan* ». Puis le 06 septembre 1944 à Londres (1988, p. 84) : « *A l'aéroport j'ai retrouvé Léon Kaplan qui m'a pris en charge jusqu'à ce qu'il ait pu me confier à Paris à mon beau-frère François Saglier* » (E. Hirsch venait d'apprendre que ses parents ont été pris et déportés en juillet 1944).

Puis, dans Cazenave (2011 p. 59-60) :

« *En septembre 1944, Félix Gaillard rejoint donc Monnet à Washington... Léon Kaplan, spécialiste des questions énergétiques... anime la mission pour le compte de Monnet. A la demande de ce dernier, Kaplan assure la formation de Félix qui étonne par sa jeunesse et ses attitudes désinvoltes. « Très doué mais extrêmement dilettante, se souvient M^{me} Kaplan, il avait conquis Jean Monnet qui avait tout de suite demandé à mon mari de le prendre en mains, par exemple de lui faire renoncer à aller faire de la natation au moment du déjeuner et de revenir les cheveux mouillés à son bureau »... Il faut, en effet... établir un nouvel état des lieux des besoins, négocier avec des entreprises privées et avec l'Import-Export Bank... acheter pour cent trente milliards de francs en un temps très court. Il faut sérier les urgences, négocier les prix, conclure les marchés dans un contexte de concurrence acharnée où vingt autres pays sont en compétition...».*

Finalement c'est L. Kaplan qui dirige seul, en août 1945, "Mémoires de" Monnet (1976) :

le « **French Supply Council** que je pus laisser bientôt à la sûre **direction de Léon Kaplan** ».

Retour à Paris. Les premiers mois de 1946 alors que l'autodidacte J. Monnet a obtenu du gl. C. de Gaulle la charge d'établir le Plan, L. Kaplan est dans la petite liste des "Mémoires de" Monnet (1976), « *former une équipe nouvelle, des collaborateurs éprouvés comme Pierre Denis, Roger Auboin et Léon Kaplan.* » mais « *Ils repartirent bientôt, et je restai avec Marjolin et Hirsch...* ». Car en 1946 L. Kaplan a retrouvé son poste d'Assistant General Manager à Shell. Il semble qu'il ait été considéré comme tel aux USA en 1945 selon le texte de *la Jaune et la Rouge* sur André Bernard qui deviendra l'assistant de L. Kaplan puis lui succèdera. La S.A. Jupiter est dans l'immeuble Shell, 42 rue Washington Paris 8^{ème}.

Le fonctionnaire X-Mines Pierre Guillaumat est nommé Directeur des carburants et Président du *Bureau de Recherche de Pétrole* après la guerre. Or jusque là il n'a été qu'aux mines solides, charbon, phosphates, fer dans l'étroit corset colonial français. « ... *Pierre Guillaumat, initié au monde international du pétrole par Louis (sic) Kaplan de la Shell...* » écrit Ragon-Delmond (2004 p. 19).

En 1947 est créée la *Compagnie de raffinage Shell Berre*, par le groupe Shell et une filiale du groupe St Gobain "La compagnie des produits Chimiques et Raffinage de Berre" qui apporte sa raffinerie de Berre (Bouches du Rhône).

A ce moment E. Hirsch qui est au Plan, fait encore appel à L. Kaplan. En juin 1947 le Secretary of State (gl.) George C. Marshall annonce un plan d'aide globale à l'Europe mais qui devra se faire via un Comité groupant les pays récipiendaires. Se met alors en place l'OECE (fin 1947-48). Hirsch (1988 p. 100) : « *J'ai participé à ses premiers travaux... j'avais fait venir Léon Kaplan. Nous avons esquissé le bilan de ce que nous pouvions faire dans un intérêt commun, notamment en matière d'énergie et d'agriculture... Cela a été sans suite...* ».

En 1948 la *Société des Pétrole Jupiter* devient la *Shell Française*. Elle ne possède alors que deux tankers de 16 600 tonnes, le *Junon* et le *Minerve*. Elle est autonome par rapport à Shell international.

L'activité pétrochimique de Shell en France commence en 1949, une partie en propre avec *Shell Chimie*, une partie en association avec St Gobain, *Shell Saint-Gobain*.

Une compagnie mixte Shell 65 % et le BRP 35 %, la *Compagnie des Pétroles de Tunisie*, est montée en 1949.

La *Compagnie Maritime Shell* est créée en 1951, c'est la filiale de transport de *Shell Française*. Léon Kaplan en est Président (inauguration du pétrolier Isocardia en mars 1955 aux chantiers de Penhouët, *Le Monde* 28/03/55).

Léon Kaplan est le directeur-général adjoint de la Shell-France de 1951 à 1963. Le magazine *l'Express* en 1953 le donne comme "Directeur", qu'il met dans la liste des 100, et auquel il attribue un : « *Seigneur de la société technique, symbolise l'effort de transition du capitalisme du début du siècle vers l'ère des managers* ».

Vers 1952-53 est formée la CREPS, *Cie de Recherche et d'Exploitation de Pétrole au Sahara* au sein de laquelle sont associés la RAP (54 %), la Shell Royal Dutsch (35 %), le BRP (4,5 %), SN REPAL (4,87 %) et la Société financière des Pétroles (1,63 %). En janvier 1956 la CREPS trouve le gisement de gaz de Edjeleh, à la frontière tunisienne (Carré de Malberg 2014, notes p. 302).

En 1956, les compagnies Shell et Shell Berre, en France, emploient 11 417 personnes et en 1958 sa flotte est de 16 pétroliers qui représentent 224 000 tonnes et elle affrète un autre 226 000 tonnes.

Dans les années 1950 Shell Française implante de nombreuses stations-service sur routes et autoroutes et débute une véritable saga publicitaire : signalétique en tôle émaillée pour garages, guides et cartes routières, posters, jeux et planches de découpage, porte-clés, pin's, camions, voitures miniatures, trains et autres jouets publicitaires sont fabriqués aux couleurs de Shell (« *C'est Shell que j'aime !* »). Shell Française sera renommé Shell France.

En 1960 est créé la raffinerie d'Alger dans laquelle toutes les cie de la zone ont des parts, 18 % pour Shell Algérie. Outre la CREPS où elle n'était pas majoritaire, la Shell avait établi la CPA, la Compagnie des Pétroles d'Algérie où elle était majoritaire et dont Léon Kaplan est Président de 1960 à 1963.

Léon Kaplan est également Président des compagnies Rhénanes du raffinage de 1959 à 1963.

- En 1963, suite au décret du 27 février qu'il juge punitif (contingent d'importation, contrôle de l'Etat sur l'activité des sociétés privées soumettant à autorisation ce qui est prérogative de la direction) Léon Kaplan démissionne de ses fonctions de vice-président à la Shell française et de tous les autres postes de direction qu'il occupe dans les différentes sociétés Shell et Shell-Berre en France. « Il reste quinze mois à M. Kaplan avant d'atteindre l'âge de soixante ans fixé pour la retraite. Il consacrera pendant ce temps son activité au groupe International Royal-Dutch Shell... il restera administrateur de la Shell française. » (*Le Monde* 06/06/1963).

- Le 15 avril 1965 la Société d'Etudes de l'aérotrain, S.E.A était créée avec Léon B. Kaplan pour Président Directeur général. Elle a 550 employés. En mauvaise santé il démissionne de la présidence 1971, qui passe à Jean Bertin (X-sup-aéro a travaillé à la SNECMA, le concepteur de l'aérotrain, brevet du 26 juin 1962).

A-4. Robert Marjolin

(1911- 1986)

«*Marjolin... est un des rares Français qui se soit élevé très haut dans la société sans avoir suivi des études secondaires ni passé son baccalauréat. Obligé de gagner sa vie encore jeune, commis dans une firme de bourse, il utilisa les épargnes qu'il avait pu faire pour reprendre des études. Le diplôme de l'École pratique des Hautes Études [mémoire sur les famines consécutives à la chute de Napoléon] lui donna l'équivalence du baccalauréat. Remarqué par C. Bouglé et Charles Rist...* » (Aron 2010, p. 144).

Charles Rist (1874-1955) professeur à la Faculté de Droit de Paris est l'un des économistes les plus en vue de sa génération. Un représentant du *Laura Spelman Rockefeller Memorial*, LSRM, une des multiples organisations mises sur pied par John D. Rockefeller (créé en 1918, qui fusionnera avec la Foundation Rockefeller en 1928) vient le voir à Paris. C. Rist devient *advisor* de la LSRM pour la France. La LSRM cherche à influencer la *sociologie* en Europe, sachant qu'ils ont des moyens à y attribuer. C. Rist défend l'idée d'un Institut de Sciences sociales, instaurant des méthodes scientifiques (à l'action économique) indépendant de l'Université.

En 1926 et jusqu'en 1929 C. Rist est nommé gouverneur de la Banque de France et conduit alors parallèlement une carrière d'expert financier (Roumanie...) qui l'éloigne de l'enseignement. Mais il reste *advisor* et entre 1924 et 1931, C. Rist a pu envoyer 19 *fellows* (bourse Rockefeller 2 ans aux USA). Au printemps 1931 deux seulement ont entamé à cette date une carrière académique en France ce qui déçoit les *officers* de la Fondation... Ils basculeront alors vers l'École Normale Supérieure pour les *fellows*.

Car il y a le CDS Centre de Documentation Sociale de l'École Nationale Supérieure de Celestin Bouglé (Directeur de l'ENS, décédé en 1940) qui devient un autre rouage essentiel de la collaboration Rockefeller (qui a été fréquenté par Raymond Aron que R. Marjolin côtoyait depuis 1934 et Pierre Uri).

En décembre 1933 C. Rist obtient son institut, l'ISRES, Institut Scientifique de recherche Économique et Sociales. La Foundation **Rockefeller** lui a attribué pour cela \$ 350 000 sur sept ans ce qui représente la **quasi-totalité de son budget**. Au même moment la Foundation donne plus de \$ 2 millions à la *London School of Economic*, LSE, ce qui vaudra à cette dernière le surnom de « Rockefeller baby ». Les deux institutions acquièrent une réputation mondiale et leur influence s'étend au-delà des frontières européennes (Wilson 2015). L'université catholique de Louvain en Belgique (Léon Dupriez) reçoit également du financement Rockefeller mais pas plus de 25 % de son budget.

Le site de l'Académie des Sciences Morales et Politiques indique que C. Rist outre qu'il fut Sous-gouverneur de la Banque de France de 1926 à 1929, a été administrateur du Canal de Suez ainsi que de la Banque de Paris et des Pays-Bas

C. Bouglé obtient « une fellowship pour **R. Marjolin**, membre non normalien du CDS, qui part en 1932 pour un an à l'université Yale. Ce jeune autodidacte, qui se destinait à la philosophie, arrive en plein début du New Deal, à l'étude duquel il consacra une partie importante de son séjour. » (Tournès 2008).

A la Yale University : « pour y étudier en collaboration avec des diplômés de vingt pays les problèmes de l'individualité et s'initier aux méthodes de la sociologie américaine ». Il en profite pour se renseigner sur le syndicalisme américain et fait un DEA sur ce sujet au Centre de documentation sociale de l'École Normale supérieure, et qu'il présente à la Sorbonne.

« à partir de 1934, R. Marjolin et P. Schwob passent du CDS à l'ISRES [cf. C. Rist ci-dessus], où ils deviennent attachés de recherches à plein-temps jusqu'en 1939 et donc ils constituent les chevilles ouvrières. » (Tournès 2008).

Sur cette période de l'entre deux guerres la Foundation Rockefeller paye en France ~ 60 % des budgets sur tout ce qu'ils appellent social-sciences humaines, plus que le budget public. Qui plus est l'argent ministériel paye les salaires et les frais de fonctionnement alors que la recherche, ses sujets, est quasi intégralement payée et orientée par Rockefeller. Revues et livres qui sortent alors sont tous marqué par l'orientation Rockefeller (on épluche les gens..., les ouvriers, les colonisés berbères, le Maroc, les arabes, la Syrie..., les femmes, le milieu agricole..., le chômage..., avec une méthodologie d'enquêtes et de statistiques). Ce que voulait cette élite américaine dans les années 1930, c'était une recherche expérimentale, comme en sciences, avec du concret qui serve aux décideurs.

« La mécanique Rockefeller, liant bien-être matériel et influences sur les orientations intellectuelle, est redoutable. On la sent indirectement à l'œuvre chez Marjolin lorsqu'il fait état du confort acquis grâce à son entrée à l'Institut de Charles Rist. » (Wilson 2015).

A la fin des années 1920, R. Marjolin était partisan du planisme du belge socialiste Henri de Man (non pas marxiste, de Man a été 2 fois aux USA). Il fait alors partie d'un groupe de 11 jeunes intellectuels socialistes, avec C. Levi-Strauss, G. Lefranc..., qui ont publié collectivement après les élections de 1932 un livre, « La Révolution constructive » (Jackson 2002 p. 143). « A partir de 1934, la page économique de *Le Populaire*, était dans les mains de Robert Marjolin (sous le pseudonyme de Marc Joubert), 24 ans, qui travaillait aussi pour l'Institut de Recherches Économiques et Sociales de Charles Rist. Récemment revenu d'un an dans l'Amérique de Roosevelt... les écrivains socialistes suivait de très près le cours du New Deal : *Les Expériences Roosevelt de Robert Marjolin est apparu en 1934.* » (Jackson 2002 p. 36, 113).

R. Marjolin écrit en 1936 : "L'évolution du syndicalisme aux États-Unis : De Washington à Roosevelt", publi. École Normale Supérieure.

R. Marjolin s'écarte du socialisme dans ces années 1930. R. Aron rapporte que en 1936 leurs sentiments ne s'accordaient avec les projets de aucun des deux camps (R. Marjolin envoie néanmoins des notes à Léon Blum mais il défend maintenant le point de vue de Paul Reynaud).

Été 1936 : « Dupriez [Univ. de Louvain] prend l'initiative de proposer à Rist une coordination plus poussée des activités des instituts de conjoncture qui serait rendue possible grâce au soutien logistique de la Fondation Rockefeller (...) le nouveau « Comité permanent » tient sa première réunion en novembre 1936. Charles Rist en accepte la présidence et Dupriez en devient l'un des quatre membres. Robert Marjolin est désigné comme secrétaire et exerce cette fonction à partir de janvier 1937. Ce comité a pour objectif de sélectionner des projets d'enquêtes internationales sur base de propositions des différents instituts. » (Wilson 2015).

En 1937 R. Marjolin se convainc que le socialisme ne mène qu'à l'isolement national, au contrôle des changes. A. Lacroix-Riz (2010, p. 252-3) a relevé dans les archives son nom comme rapporteur "*Réal. Econ.*" [*réalisation économique ?*] dans le tableau du 17 avril 1937 de la société secrète France 1950 (ou F. 1950)... but apparent était l'étude des améliorations à apporter [...] aux institutions politiques françaises. Son but secret était la critique des institutions républicaines ; la réforme de ces institutions dans un sens fasciste sous couleur d'études « objectives ». » [but de la société F 1950, difficile à savoir pour ce jeune expert-intellectuel dont cette société a pu avoir des services].

Du 26 au 30 août 1938, avec R. Aron il est au colloque Walter Lippman à Paris, conclave prestigieux, qui a réuni F. von Hayek, J. Rueff, L. Von Mises, W. Röpke, M. Polanyi..., qui traçait le chemin vers la *Mont Pelerin Society* (fondée 1947). Ce colloque est considéré comme l'acte fondateur de l'offensive libérale dans le monde.

Wilson (2015) : « Juste avant d'être mobilisé (26 août 1939), à l'époque où il prépare ses examens de doctorat, Robert Marjolin... » rencontre Triffin et Uri.

Lors de la drôle de guerre R. Marjolin qui a 29 ans raconte dans sa biographie ("Le travail d'une vie") : « *« Les semaines, les mois passaient, je m'ennuyais prodigieusement. Quand Jean Monnet, que je ne connaissais pas, me demanda, par l'intermédiaire d'un vieil ami à moi, Roger Truphil [Pdg du Groupement de la construction navale = recherche de financement] de venir le rejoindre à Londres, j'hésitai quelques jours puis acceptai. Le 10 mai 1940 je fus nommé statisticien auprès du Comité de Coordination franco-anglais, et en même temps promu au grade de sous-lieutenant. »*. A ce moment J. Monnet est au service de E. Daladier.

R. Marjolin était à Londres en Avril 1940 mais deux mois plus tard le Comité n'a plus lieu d'être et J. Monnet disparaît aux USA avec une mission personnelle. R. Marjolin n'est pas plus intéressé par le gl. de Gaulle que ne l'est R. Mayer.

C'est le moment où il passe sa thèse, donc dans Paris occupé : « *En 1934 il entreprend une thèse d'économie dans le sillage de F. Simiand... sa thèse soutenue en 1941* »... *évolution individuelle reflète celle des travaux de l'ISRES dans leur ensemble, en particulier l'enquête sur le chômage...* ». Et on a :

- Marjolin, R. 1941, "Prix, monnaie et production. Essais sur les mouvements économiques de longue durée", thèse de doctorat en droit/économie politique, Paris. Elle est publiée, PUF, la même année avec une préface de Charles Rist.
- Letellier, G., Marjolin, R. et al. Enquête sur le chômage, Vol. 2: Les chômeurs à Paris, Lyon, Mulhouse d'après les fiches des fonds de chômage, Paris 1941.

En même temps il est chef de cabinet de Emmanuel Mönick au Maroc (au service de Vichy alors). Il est avec Mönick impliqué dans des négociations avec R. Murphy pour de l'aide alimentaire au Maroc. Il fait une mission économique en Espagne.

Emmanuel Mönick (1893-1983) a fait la 1^{ère} guerre au front, finit capitaine. Licencié, lettres-droit, sciencesPo, inspecteur des finances 1920 (17^e/17 à la deuxième tentative). Il fait des tournées pendant 8 ans. Finalement en 1930 il succède à Lacour-Gayet comme attaché financier aux USA, à New York. Il s'entend bien avec Edouard Herriot (c'est par lui que Mönick a été choisi par L. Blum en 1936 pour mission secrète). En 1934 il succède à Jacques Rueff comme attaché financier à Londres (jusqu'en 1940). Il est contre la politique économique de Laval en 1935. « Mais en juin 1940, de Londres toujours, et pas plus que Jean Monnet il ne réussit à convaincre les leaders de la 3^e république de se replier en Afrique du Nord. ». Il est Secrétaire Général auprès du Gl. Noguès (ce dernier qui est resté fidèle au Maréchal) du 21 août 1940 au 26 août 1941. Il a eu des contacts avec Robert Murphy pour des fournitures nécessaires pour le Maroc puis l'Afrique du Nord. Il sera président de la banque de Paris et des Pays-bas de 1950 à 1961.

R. Aron qui était alors à Londres raconte (2010 p. 255) : « *Robert Marjolin était revenu en 1941, après que Emmanuel Mönick, dont il avait été le chef de cabinet au Maroc, eut été rappelé en France sur 1^{re} exigence des Allemands.* » ; (p. 236) : « *six mois, le deuxième semestre de 1941. Robert Marjolin collabora régulièrement à la revue pendant cette période. Il la quitta, avec les meilleures raisons, après la crise Muselier. (R. Marjolin se trouvait à l'état-major de l'amiral.)* ». Il s'agit de « France libre », revue non gaulliste, voir anti-gaulliste, d'intellectuels français à Londres. La crise dont il s'agit est lorsque l'amiral Muselier (l'unique amiral français qui a refusé de capituler), après avoir dans le froid du 24 déc. 1941 surpris St Pierre et Miquelon pour y mettre une autorité gaulliste, après son retour à Londres en mars 1942, poussé par A. Labarthe (anti-gaulliste) a voulu changer le fonctionnement du Comité (gaulliste). Cela a tourné au vinaigre et (p. 250) : « *Cette rupture n'aurait peut-être pas été définitive si l'amiral Muselier et André Labarthe n'avaient gagné l'Afrique du Nord pour se mettre aux ordres du général Giraud.* » (H. Giraud est

amené par les alliés à Alger le 09 nov. 1942, et J. Monnet arrive des USA à Alger le 27 fév. 43 pour l'appuyer contre C. de Gaulle). R. Marjolin aussi arrive à Alger.

Les "Mémoires de" Monnet (1976) écrivent pour la mi 1943 : « *C'était en fait toute la politique de reconstruction du pays qui était en jeu... je devrais poser les bases pour des accords directs entre la France et les États-Unis. Cet avenir, nous nous en préoccupions activement depuis l'été, au sein d'un petit groupe « informel »... Nous nous réunissions, avec René Mayer, Robert Marjolin et Hervé Alphand...* ». On a vu en § II-1. que R. Mayer, envoyé de R. Dautry et J. Monnet envoyé par E. Daladier se regardaient en chiens de fayence à Londres sur le passage 1939-1940 (bien que ni l'un ni l'autre n'auront la moindre intention de rester avec C. de Gaulle), Et Marjolin lui avait quitté J. Monnet pour aller avec E. Monick fonctionnaires de Vichy au Maroc. Les retrouvailles sont dues aux circonstances, il s'agissait aussi de justifier d'un emploi, de s'imposer à cela.

Le Comité encore bicéphale Giraud-de Gaulle à Alger a délégué, avec pouvoir, Jean Monnet pour le UNRRA : prévision de l'aide économique-matérielle pour l'Europe qui se mettait en place aux USA.

Puis, écrivent ces "Mémoires de" Monnet (1976) : « *La présence active de Marjolin à Washington, de Hirsch à Londres, d'Alphand à Paris, garantissait que tout ce qui dépendait de l'autorité administrative ou du pouvoir politique* ». R. Marjolin a donc suivi J. Monnet aux USA (qui y est parti en nov. 1943).

▪ Paris est libéré en août 1944. En 1944, donc à l'automne, R. Marjolin devient Directeur de la Direction des Relations Économiques Extérieure, DREE (Warlouzet 2011, p. 340). L'économiste Pierre Perroux (voir ci-dessous sous P. Uri) venait d'y créer l'ISEA, Institut de Sciences Économiques appliquées, installé dans les locaux de la Fondation Carnegie près de Saint-Germain-des-près. Soutenu par quelques amis de la Banque de France, de la Caisse des dépôts et consignation, il y recrute alors du beau monde économique, comme le Président de SciencesPo André Siegfried, et Robert Marjolin est coopté dans le haut Conseil scientifique (Wilson 2015).

Il obtient l'agrégation d'économie politique en 1945.

▪ 1945, on peut suivre R. Marjolin via le texte des "Mémoires de" Monnet (1976) : « *en novembre, je revins à Paris où je rassemblai ma fidèle équipe dans quelques chambres de l'hôtel Bristol. Là, avec Marjolin, Hirsch et Gaillard, nous réfléchîmes aux moyens de faire de la France un pays moderne... En réalité, sans la grande compétence économique et technique de Marjolin et de Hirsch, j'aurais eu de la peine à identifier avec autant de certitude les secteurs qui déterminent les autres... (...) Marjolin avait à peine trente-cinq ans et paraissait un grand étudiant épris d'idées générales... Avec le titre de commissaire général adjoint, il imaginait l'économie générale du plan... (...) L'année 1946 fut celle de l'élaboration des grands programmes... Hirsch et Marjolin réunissaient les rapporteurs, confrontaient leurs propositions...* »

- Interview de R. Marjolin (en nov. 1981) : « *Mon rôle, au fond, était de concevoir la chose d'une façon économique. Monnet était avant tout le politique. Je me rappelle par exemple clairement que, quand nous nous sommes réunis au début de 1946 pour essayer de concevoir le premier plan, nous avons eu une discussion et l'on ne savait pas très bien alors comment monter cette mécanique. Finalement j'ai eu l'idée, que Monnet a accepté, de donner comme objectif pour le premier plan d'abord le retour à la production de 1929 et puis ensuite, si mes souvenirs sont bons, un dépassement de 25 %. Ce fut l'armature autour de laquelle on a construit le premier plan.* »

▪ L'**OECE**, Organisation Européenne de Coopération Économique, est créée le 16 avril 1948, basée à Paris, Boulevard St Germain. Parce que pour l'attribution des fonds du plan Marshall à la grande Europe (incluant la Grande Bretagne, la Grèce, la Norvège, la Suisse, le Danemark, la Suède, l'Autriche, le Portugal...) les américains exigeaient une organisation ordonnée qui les renseigne. C'était notamment pour éviter des remous sociaux et la montée du communisme déjà puissant en Italie et en France qu'il semblait urgent d'apporter un aide.

On peut encore suivre R. Marjolin via le texte des "Mémoires de" Monnet (1976) : « *... programme mis en chantier par le Comité de coopération installé à Paris et pour lequel Marjolin nous quitta... (...) Quand Robert Marjolin fut désigné en 1948 par les seize pays secrétaire général de l'Organisation commune qu'il avait contribué à mettre en place...* ». Le Président de l'OECE est le baron Jean-charles Snoy et le Secrétariat général est placé sous la direction de Robert Marjolin qui a deux assistants : Harry Lintott et Guido Colonna. Les trois, avec des américains, allaient souvent chez P. Calvet.

- Guido Colonna, Dr. en droit de Naples, carrière diplomatique à partir de 1933; oct. 1947 à mars 1948, secrétaire général de la délégation italienne pour les négociations du plan Marshall, puis secrétaire général adjoint de l'OECE du 10 mai 1948 à juillet 1956,

- Harry Lintott, ex-mathématicien,

- Pierre Calvet, Inspecteur des finances (promo 1933) qui a été directeur de cabinet de E. Mönick.

Leur correspondant de l'autre coté de l'Atlantique à Washington pour ce plan Marshall est l'ECA, *Economic Cooperation Administration*, fondée en même temps, avec Paul G. Hoffman comme Chief administrator. Le Secrétariat présidait la distribution de l'aide Marshall et la suppression des restriction quantitatives d'imports entre les pays d'Europe occidentale selon le code de libéralisation de l'OECE (renommé OCDE sans changement en 1972).

▪ Lacroix-Riz (2016, p. 102) : *"L'OECE, que présidait... Spaak, fut dès l'origine soumise, selon la Direction des Affaires économiques et financières (DAEF) du Quai d'Orsay, « à une vraie tutelle américaine » et privée de tous « pouvoirs de contrôle et d'initiative ». ... le secrétaire français que les américains y nommèrent de 1948 à 1955, Robert Marjolin, haut fonctionnaire synarque, SFIO « planiste », membre de la « société secrète fasciste appelée France 1950 (ou F. 1950) », en 1937, aussi structurellement dépendant de Washington que Monnet et Spaak."* Lacroix-Riz (2010 p. 600) a aussi croisé dans les archives que : *« Robert Marjolin... devenu dans les années 1950 « un des conseillers les plus écoutés des dirigeants [...] de la Banque Lazard Frères et Cie » : n'y exerçant aucune fonction officielle », il assurait ses négociations avec les banques américaines (Fichier : RG 25 février 1957, GA, B 12, Banque Lazard APP). »*

▪ R. Marjolin quitte l'OECE en 1955. Il obtient un poste d'enseignant d'Économie à l'Université de Nancy (jusqu'en 1958 ?) et moins d'un an après entre dans le cabinet du ministre des affaires étrangères Christian Pineau, de 1956 à 1958. Parallèlement il est au *Comité d'action pour les États-Unis d'Europe* de J. Monnet (lobbying) dont les "Mémoires de" (1976) écrivent : *« Le Comité aurait les conseillers les plus capables de leur génération, tels Marjolin et Uri, Triffin et Carli..., ils trouvaient dans notre action une chance de voir aboutir plus vite les idées qu'ils poussaient au sein leurs organismes respectifs. »*

Pendant toute l'approche qui a abouti à Euratom et la CEE, R. Marjolin était à la fois dans le Comité de lobbying animé par J. Monnet et en poste dans l'exécutif (Les "Mémoires de" Monnet (1976) de glorification de l'atlantisme triomphant : *« L'équipe française était constituée avec un exceptionnel bonheur : Marjolin auprès de Pineau... »*). *Un des Vice président de la délégation française, pour les questions économiques, R. Marjolin épaula Maurice Faure le Président au cours des négociations de Val Duchesse. R. Marjolin visait un marché commun avec circulation libres des biens et des services. Ses modèles étaient les États-Unis ou, plus proche, le Benelux. Les grosses entreprises françaises ont une connaissance concrète unique des problèmes. Renault est dirigé à l'époque par Pierre Dreyfus, proche de Robert Marjolin depuis les années 30. La correspondance avec l'administration s'effectue par l'intermédiaire du directeur des relations extérieures de Renault, Maurice Bosquet, lui-même ancien fonctionnaire de l'OECE au moment ou Marjolin en était le secrétaire général.* » (et qui a servi Vichy; Warloutzet 2011, p. 56).

▪ Robert Marjolin devient vice-président de la Commission de la Communauté économique européenne en 1958, poste qu'il occupe jusqu'en 1967.

- Lacroix-riz (2016, p. 148) : fin 1965, les États-Unis "accentuaient la pression sur... Marjolin, ancien adjoint de Monnet au plan, influent conseiller officieux de la très (franco-) américaine « Banque Lazard Frères et Cie » : *« expert pour les questions économiques et financières » chargé de négocier les prêts de l'État auprès des « banques américaines », Marjolin avait en février 1957 « accompagné M. Guy Mollet dans son voyage en Amérique du Nord pour contracter un emprunt de 100 millions de dollars (soit 35 milliards de francs) ». L'ancien secrétaire général de l'OCDE (1948-1955) était depuis 1958 « vice-président de la Communauté économique européenne », « chargé de l'économie et des finances ». C'est à ce titre que la section Europe du Département d'État lui rappela en juin 1965 comment il devait opérer dans cette étape cruciale : « continuer à s'atteler, en catimini (by stealth), à l'union monétaire et étouffer le débat jusqu'au moment où "l'adoption de ces propositions [américaines] deviendrait pratiquement inévitable"». Les pratiques « en douce » des financiers et des appareils d'État avaient toujours accompagné le fracas public de la propagande « occidentale » ou « européenne »."*

- En 1984, Robert Marjolin prend le siège de Edmond Giscard d'Estaing à l'Académie des Sciences Morales et politiques.

A-5. René Mayer

(1895-1972)

(par Mayer 1983, etc.)

Parisien, fils et petit-fils de rabin, il est cousin par sa mère à la famille Rothschild. Et comme son père est mort lorsqu'il avait 2 ans il est élevé par sa mère et sa grand mère maternelle; lycée Carnot puis lettres/droit (et suit les cours à l'Institut des Sciences Politiques). Il est mobilisé à la guerre, sous-lieutenant au front puis instructeur.

Conseil d'Etat après la guerre en 1919, emplois dans des cabinets gouvernementaux à partir de 1924.

Deux mois après sa démobilisation il réussit le concours d'entrée au Conseil d'Etat (dec. 1919) et entame une carrière de haut fonctionnaire au Conseil d'Etat.

Il donne des cours de préparation au Conseil d'Etat à l'Institut d'études politiques.

Il participe à trois cabinets ministériels en 1924-1926 : chef de cabinet de Bovier-La-pierre, ministre des pensions, puis chef adjoint du cabinet de Pierre Laval, ministre des travaux publics dans le gouvernement Painlevé en 1925, enfin chef de cabinet d'Aimé Berthod, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, spécialement chargé des questions d'Alsace-Lorraine. Il se spécialise alors dans le secteur des transports.

Il est administrateur du port autonome de Strasbourg de 1924 à 1928,

« ... « Comité franco-allemand d'information et de documentation » (CFAID) basé au Luxembourg, sur l'initiative de Mayrisch, président de l'Arbed. Le CFAID fut constitué en 1926, dès la phase dite de réconciliation qui a accompagné la constitution du cartel de l'acier. Parmi les fondateurs, on a les Schneider, les Laurent, Peyerimhoff, du Comité des Houillères, Duchemin, président de Kuhlmann et de la CGPF, Wladimir d'Ormesson, Schlumberger et d'autres... (...) ... Les premiers accords de cartelisation du charbon, les Accords de Importscharstrassburg, furent négociés par René Mayer de Rothschild et, en 1928 est créée la Compagnie générale charbonnière, société mixte franco-allemande. » (Lacroix-Riz 2006).

Vers 1928 il est membre français à la SDN pour arbitrage sur les réseaux de chemins de fer démembrés,

Ayant quitté le Conseil d'Etat, il est administrateur de la banque Rothschild Frères, est nommé administrateur puis vice-président de la Cie de chemins de fer du Nord (son cousin Edouard de Rothschild étant président), et aussi espagnols (Rothschild y étant également gros actionnaire). Il rentre dans d'autres conseils d'administration, comme les affaires d'électricité du groupe d'Albert Petsche et d'Ernest Mercier.

En 1932 André Tardieu le charge de réorganiser les finances de la Compagnie internationale des Wagons-lits dont R. Mayer devient Président.

En 1933 il est chargé par P. Cot de créer Air France dont R. Mayer devient un des administrateurs de 1933 à 1940.

Il a un rôle dans la création de la SNCF avec le ministre Radical Henri Queuille et Raoul Dautry.

Capitaine, à l'automne 1939 il est envoyé par R. Dautry nommé ministre de l'armement par E. Daladier, directeur de la mission française de l'armement à Londres. Il nomme deux associés par décret et arrêté ministériels du 22/10/1939. Là il cotoie celle différente de J. Monnet et R. Pleven. Il y a alors beaucoup d'aller-retour Londres-Paris.

R. Mayer, choisissant de tourner le dos à la France Libre (il croise par ex. E. Hirsch qui lui cherchait au contraire à rejoindre le gl. C. de Gaulle) dissout sa mission en juillet 1940 et part à Montréal (probablement pour éviter d'être retenu par les anglais au vu des informations militaires dont il avait connaissance) pour revenir illico à Vichy se faire démobiliser.

Les lois raciales font qu'il ne peut plus être au gouvernement. Disposant d'une carte de circulation, car il reste au CA de la Cie des Wagons-lits et aux chemins de fer espagnol jusqu'en 1942, il voyage en zone Sud, Lyon, Vichy, Montpellier où est sa famille. C'est qu'il bénéficie d'une certaine protection de Jean Jardin (connu chemin de fer de l'Ouest-SNCF) et Pierre Laval (à un cabinet duquel il a été membre en 1925).

Suite à l'invasion de la Zone Sud il passe fin 1942 en Espagne où il reste une paire de mois (probablement chez un ami espagnol du CA des Wagons-lit) puis à Alger le 07 mars et rencontre le (col. Linares puis) Gl. H. Giraud qui le nomme secrétaire aux transports (où il se lie d'amitiés durables avec des fonctionnaires du Méditerranée-Niger cher à l'X-mines Jean Berthelot). Il se trouve aussi avec J. Monnet qui vient d'arriver et ils argumentent sur le contenu du fameux discours du 14 mars que devra prononcer le gl. H. Giraud (R. Mayer prévient J. Monnet qui débarque en col blanc de downtown Washington où on hait de Gaulle que dans l'hexagone la résistance n'écoute que de Gaulle à BBC). Il garde son poste dans le CFLN (avec Maurice Couve de Murville et Jean Monnet ce qui sera critiqué par la résistance) avec les membres duquel ils rentrent en France sur le croiseur le Normandie le 28 août 1944 et, toujours chargé des transports, loge à Paris dans l'appartement ministériel Bd St Germain.

Parallèlement s'étant inscrit au parti radical, il se fait élire maire de Giverny dans l'Eure où il avait une résidence. C. de Gaulle veut que tous ses ministres se présentent aux élections. Parachuté en Charente-Maritime, sous une étiquette radicale pour la première constituante, R. Mayer est battu (dernier) et doit quitter le ministère.

Il va alors se faire élire dans le collège des citoyens français député de Constantine grâce au soutien du alors vieil avocat Pied noir longtemps sénateur et Président du Conseil Général de Constantine Paul Cuttoli, Radical (qui décède en 1949). "Algérie française" et défenseur de l'intérêt des colons R. Mayer y sera réélu (2ème constituante et 2 première législature de la IV^{ème} République, 2 juin 1946 à 1 dec 1955). C'est la zone des massacres de Guelma-Sétif qu'avait eu à gérer son parain, P. Cuttoli, qui avait défendu les colons à la chaire de l'Assemblée consultative provisoire dont il était le doyen, en accusant l'extrémisme arabe, parlant de complot armé, travestissant les faits.

C'est le système du double collège de la IV^e République, il y a 15 députés pour < 1 million d'européens (83 % nés en Algérie, urbains pour les 3/4) et 15 députés pour 8,4 millions de "musulmans" (8,7 avec ceux en France).

Le 02/11/1954 en tant que député, R. Mayer participe à la réunion avec les militaires à laquelle est décidée "de mobiliser tous les moyens humains et matériels pour mettre fin aux troubles et de lancer un « plan offensif et défensif ». « Tout pour l'Aurès » devint dès lors le leitmotiv des différents états-majors. Les arrestations touchèrent immédiatement les militants du MTLD. Puis l'arrivée sur place du 18e régiment d'infanterie du colonel Paul Ducourneau dès les premiers jours de novembre a ouvert le cycle infernal de la répression, marqué par les opérations de ratissage et les repréailles de toutes sortes contre les populations civile." (Bouchène et al. 2014, p. 512)

Grâce à ce mandat de député, il a une nouvelle carrière politique, typique de la IV^e, jusqu'à la Présidence du Conseil :

- Ministre des finances et des affaires économiques du 24 novembre 1947 au 19 juillet 1948
- Ministre de la défense nationale du 26 juillet 1948 au 28 août 1948
- Garde des sceaux, ministre de la justice du 28 octobre 1949 au 10 juillet 1951
- Vice-président du Conseil, ministre des finances et des affaires économiques, du 11 août 1951 au 7 janvier 1952
- Président du Conseil du 8 janvier 1953 au 21 mai 1953.

En 1949, Mongin (1997) :

« C'est Bertrand Goldschmidt qui avait pris l'initiative d'initier Félix Gaillard aux perspectives futures de l'énergie atomique... inquiet par les menaces pesant sur le budget CEA... demanda alors conseil à René Mayer qu'il connaissait bien... qui avait été Ministre des finances... s'il connaissait un parlementaire de la Commission des finances... René Mayer (rad.) indiqua alors... Félix Gaillard. (...) Bertrand Goldschmidt proposa à Félix Gaillard de venir visiter le centre de Châtillon...».

R. Mayer est pro-européen, pro CED (qui échoue) et succède à Jean Monnet à la présidence de la Haute Autorité de la CECA en juin 1955 (jusqu'à fin 1957).

Il retourne dans le secteur privé, où il est, simultanément ou tour à tour,

- Président du Comité permanent de la Sofina (Société de financières de transports et d'entreprises industrielles),
- Président de la société du Nickel, dont les principaux actionnaires sont la Banque Rothschild et la Banque de l'Indochine,
- Président de la société de recherche pétrolière, Eurafrep SA,
- administrateur des Grands travaux de Marseille,
- etc.
- Il préside en outre le conseil d'administration du Conservatoire national des Arts et Métiers.

A-6. Paul-Henri Spaak

(1899 - 1972)

Il est d'une famille de la politique belge du côté de sa mère Marie Jeanson, sénatrice dès 1921, et neveu d'un plusieurs fois ministre (libéral), milieu aisé, agnostique. Son père est homme de lettres comme le seront ses deux frères. Jeune prisonnier en Allemagne pendant la première guerre, il fait des études de droit à l'université libre et est admis au Barreau de Bruxelles en 1921.

Il devient chef-adjoint du cabinet du ministre socialiste des Affaires sociales en 1925. En 1932 il est élu député de Bruxelles sur la liste du POB, Parti Ouvrier Belge (alors à la ligne antimilitariste; qui deviendra Parti socialiste Belge, PSB, après la guerre). Il devient ministre du cabinet Paul Van Zeeland en 1935 à la justice, puis des affaires étrangères du 13/02/1936 au 15/05/1938.

de Boeck (2013, p. 93) : "Jusqu'en 1935, Spaak fit figure de leader de l'aile la plus dure et la plus intransigeante du POB, de chantre de la grève générale et de l'insurrection. Du jour au lendemain, il accepta alors d'entrer dans le gouvernement Van Zeeland, envoyant en tout et pour tout à ses camarades de la veille une longue lettre « d'explications » qui a cette particularité de n'en fournir aucune."

Lacroix-Riz (2023, p. 53) : "Paul-Henri Spaak... non financier d'origine : passé, depuis sa permanence ministérielle d'après 1935, du gauchisme à la droite du parti socialiste puis à la droite tout court, devenu l'idole de la droite catholique, tutrice traditionnelle de la Belgique, Spaak avait comme presque tous ses collègues opéré pour l'apaisement [avec III^e Reich] jusqu'à la défaite incluse. Puis il s'était rallié à la Pax Britannica et, de plus en plus nettement, Americana."

Il devient Premier ministre le 15 mai 1938 (garde les affaires étrangères) jusqu'au 09 fév. 1939 chute de son gouvernement. Il a adopté une politique purement belge de rester en dehors du conflit qui s'annonce. Il revient aux affaires étrangères les 03 sept 1939 dans le cabinet d'union nationale Pierlot. Invasion allemande de la Belgique en mai 1940.

- Pendant la Seconde guerre mondiale, le gouvernement part à Londres. P.H. Spaak est membre du gouvernement belge en exil à Londres, en charge des affaires étrangères encore. Le roi Leopold III, qui avait aussi voulu une Belgique neutre, s'est rendu après que l'armée ait combattu en vain. Sa rémission signifie que, de ce moment, l'armée dont il est le chef s'est constituée prisonnière comme pour la France : il n'y aura pas d'unité belge combattante en Angleterre. Le roi reste en Belgique occupée.
- Mais grâce à la sueur *indigène*, la Belgique apportera aux alliés, le cuivre (aussi étain, zinc) du Katanga, le produit de ses plantations et forêts tropicales, dont le caoutchouc qui manque après que les japonais aient pris l'Inde néerlandaise.

Et d'autres *indigènes* du Congo-belge vont servir à d'autres taches. Le gouverneur général du Congo Belge Pierre Ryckmans n'a pas suivi Leopold III, il a opté dès le 18 mai 1940 pour le côté Alliés.

de Boeck (2013, p. 20) : "... les troupes congolaises franchissent les frontières en février 1941... leur objectif, ce sont les centres italiens d'Abyssinie. Coopérant avec le commandement britannique, un premier bataillon, après avoir parcouru 1.700 kilomètres à travers les plaines brûlantes du Soudan, remporte bientôt les victoires d'Asosa et de Gambela; d'autres éléments le suivent et montent en ligne.

A ce moment, bousculés à l'Est par les Anglais, les Italiens refluent vers les positions tenues par les Belges dans la région de Saio: c'est là qu'ils vont trouver la défaite... les troupes congolaises investissent Saio et passent à l'attaque; le 3 juillet, Saio tombe : une armée italienne de 9 généraux, près de 400 officiers, plus de 2.500 sous-officiers et soldats et plus de 3.500 auxiliaires se rend aux Belges. Cette victoire écrasante devait entraîner la reddition de toutes les troupes italiennes stationnées au sud du Nil bleu. (...)

... Aussi, au début de 1943... partie par mer, partie par terre, elles gagnent le Moyen-Orient. Six mille soldats font le tour de l'Afrique en bateaux tandis qu'un convoi de plus de mille véhicules, dans un raid spectaculaire qui fut un véritable exploit sportif, traverse les déserts soudanais, arrive à Khartoum et de là atteint le Caire. Les effectifs de deux brigades restèrent dès lors stationnés au Moyen-Orient pendant près de deux ans : en Égypte, en Palestine. (...)

... c'est jusqu'en Extrême-Orient que l'on vit apparaître pendant la guerre les soldats congolais; en effet... un hôpital de campagne venu du Congo apporta aux Alliés son concours permanent sur les fronts d'Afrique orientale, au débarquement de Madagascar, et enfin, en pleine guerre japonaise, dans la jungle de Birmanie."

Qu'obtiennent les *indigènes* en échange de ce soutien obligatoire à la lutte avec les alliés ? : des balles dans le ventre : certainement plus de 100 tués en déc. 1941. On traite de cette revendication avec Sengier en Annexe

A-10, parce que cela concerne la richissime Union Minière du haut Katanga, UMHK (indifférentiable de la Société Générale de Belgique qui possède la moitié des affaires de la colonie), cela avec le support du "prélat de choc" de la zone, le vicaire apostolique Mgr de Hemptinne*.

* très écouté dans le Katanga où il a régné 48 ans sur les missions, 1910 à 1958, sachant qu'au Congo belge, il n'y avait d'éducation que missionnaire. Il mêlait religion et politique. Lors des débats sur la possibilité de donner le statut « évolué » à de rares *indigènes*, devant un tribunal avec inspection de la maison (litterie, nb de cuillères, etc.), qui avait été accordé fin 1958 à 217 congolais-e-s sur une population de 13 millions, ce prélat disait (de Boeck 2013, p. 243) :

« Consciente de l'infériorité actuelle de l'indigène du Congo comparé à l'Européen, sans s'occuper de résoudre la question insoluble de savoir si l'évolution progressive de cette race arrivera à la rendre un jour l'égale de la nôtre;

« Reconnaît chez les individus exceptionnels la possibilité d'arriver à cette égalité;

« Et forme le vœu suivant : Que cette assimilation de la race placée sous notre tutelle ne se fasse qu'avec une extrême prudence sans perdre de vue l'infériorité où se trouve encore la presque totalité de la population indigène. »

▪ De retour au pays en 1944, P.H. Spaak est ministre des affaires étrangères, sera premier ministre de mars . 1947 à juin 49 (P. van Zeeland aux affaires étrangères de mars 1949 à avril 1954), et Spaak reviendra aux affaires étrangères en 1954-57 puis 1961-66.

▪ Les Belges apprendront après la guerre, que "leur" pays(-colonial) a apporté autre chose, l'uranium des bombes américaines qui viennent de souffler deux grosses villes, Hiroshima et Nagasaki ([là](#), [là](#)). La transaction a été secrète, et le restera encore, sauf pour Paul-Henri Spaak et Camille Gutt. C'est eux-deux qui, derrière Edgar Sengier de l'Union Minière du Haut Katanga, UMHK (voir Annexe A-10), ont signé l'accord secret cédant le monopole du gisement d'uranium aux USA, minera là encore extrait par les *indigènes*.

de Boeck (2013, p. 95) : "... débat qui s'est déroulé au Sénat, le 7 mars 1950... à partir d'une interpellation du sénateur communiste Libois.... Quel est le contenu de l'accord sur l'uranium signé à Londres pendant la guerre ? Pourquoi, près de cinq ans après la Libération, le secret est-il maintenu ? Qui l'a signé ? Quel est le prix du métal ? Pourquoi la Belgique ne dispose-t-elle pas encore d'une pile atomique ? Quelle garantie a-t-elle que l'uranium congolais ne serve plus à des fins militaires ?

Voilà quelques unes des questions posées par le sénateur Libois.

La réponse du ministre des Affaires étrangères, Paul Van Zeeland, a surtout servi à enrichir le vocabulaire politique de quelques nouvelles finesses et, entre autres, à souligner la différence entre un accord « secret » et un accord « non public », comme celui signé à Londres ; ensuite à refuser catégoriquement de parler prix et volumes d'uranium « parce que la prudence et la réserve s'imposent ». Finalement, l'année suivante, 15 juillet 1951, un accord USA-GB-Belgique attribuera pour cet uranium \$ 15 millions des *surtaxes*, qui va servir à la Belgique pour démarrer son programme nucléaire, départ du site de Mol, donc un bébé financier direct du *Manhattan project*.

▪ Lacroix-Riz (2023, p. 59) :

"Signalons un absent de marque des fonds français consultés sur l'énergie atomique, Camille Gutt, qu'Helmreich inclut dans sa courte liste des « héros » belges de l'Occident. Le ministre des finances avait été associé à Sengier et Spaak dans la signature de 1944. Les américains le nommèrent donc directeur général du Fond monétaire international (1946-1951), premier des éminents champions européens du dollar universel..."

"... Camille Gutt ..., c'est son amitié avec Gaston Blaise qui lui ouvrit les portes de la Société Générale dans les entreprises du secteur des métaux non-ferreux. Il était, entre autres, administrateur-délégué de la Société Générale des Minerais, lorsqu'il fut sollicité par Hubert Pierlot pour reprendre le portefeuille de ministre des Finances dont il avait été détenteur en 1934-35 dans le « gouvernement des banquiers » présidé par Theunis." (De Boeck 2013, p. 15).

● Pentant que la guerre se déroulait, les 'petits', Hollande, Belgique, Luxembourg à Londres réfléchissaient à leur retour qui s'annonçait sur le continent. C'est ainsi qu'en exil en 1944 naquit le projet du Benelux, une union douanière entre eux-trois, libre circulation des capitaux, des personnes, des biens et des services. Le traité économique du Benelux sera conclu formellement en 1949. Il va servir de modèle à la future Union Européenne. A ce moment P.H. Spaak, de mars 1947 à juin 1949 est chef du gouvernement (ejecté en été pour Eyskens).

▪ Par ailleurs en janvier 1946 P.H. Spaak a été nommé président de la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à Londres.

A la 3ème session de l'A.G. de l'ONU le 28 septembre 1948 au Palais de Chaillot à Paris, P.H. Spaak réplique à M. Vychinsky, représentant de l'U.R.S.S., par un discours dit "de la peur" violemment anti-soviétique. Il était dans le droit rail de la déclaration du 12 mars 1947 du Président H. Truman, lançant la doctrine qui prendra le nom de *guerre froide* avec triplement du budget militaire, départ, déjà !, d'une nouvelle course effrénée à l'armement, maintenant nucléaire.

Et neuf ans plus tard P.H. Spaak sera Secrétaire général de l'OTAN.

▪ Lacroix-Riz (2016, p. 102) : Le secrétaire américain au commerce et chef du plus puissant trust américain du coton William "Clayton esquissait... l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), qui fut officiellement fondée le 16 avril 1948. La légende, agréée par « l'euro-pisme » académique, impute l'impuissance de cet organisme au veto des Britanniques, « anti-européens » enragés, contre son président « fort » : Charles-Henri Spaak. L'ancien socialiste franc-maçon et « gauchiste » d'avant 1935, puis ministre « apaiseur », était passé au cours de la Deuxième Guerre mondiale de l'aplatissement allemand, maintenu au début de la guerre, à l'aplatissement américain. Désormais « européen » de Washington toutes mains (économiques, politiques, militaro-atlantiques), il fait partie de la forte troupe que la CIA stipendiait à cet effet.

L'OECE, que présidait la « potiche » Spaak, fut dès l'origine soumise, selon la direction des Affaires économiques et financières (DAEF) du Quai d'Orsay, « à une véritable tutelle américaine » et privée de tous « pouvoirs de contrôle et d'initiative ». J'évoquerai plus loin le secrétaire général français que les Américains y nomèrent de 1948 à 1955, Robert Marjolin..."

▪ De août 1949 à déc. 1951, P.H. Spaak est Président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, une structure qui vise à une stabilité démocratique en Europe, créé par le Traité de Londres du 05 mai 1949 par dix Etats (dont le Royaume Uni, l'Irlande, de Danemark, la Suède, la Norvège).

▪ Il est également Président du *Mouvement européen* de 1950 à 1955 (R. Schuman prend alors la relève) auquel il avait adhéré en 1948 (où était W. Churchill, C. Adenauer, A. de Gasperi...). Comme déjà vu en § II-7, les 2/3 des fonds de ce *Mouvement européen*, dont René Boël de Solvay fut le trésorier, venaient de l'ACUE, *American Committee on United Europe*, émanation de l'OSS/CIA (de Villiers 2019, copies d'archives à l'appui).

Saunders (2003 pn. 410) : "Le principal groupe de pression défendant l'idée d'une Europe unie en partenariat avec l'Amérique était le *Mouvement européen*, organisation qui chapeautait toute une gamme d'activités orientées vers l'intégration politique, militaire, économique et culturelle. Guidé par Winston Churchill, Averell Harriman et Paul-Henri Spaak, le *Mouvement* était surveillé de près par les services secrets américains, et financé presque exclusivement par un prête-nom de la CIA appelé le *Comité américain pour l'Europe unie*, dont le premier secrétaire exécutif fut Tom Braden. "

▪ C'est à ce moment, mi 1950 à mi 1952 que se fait la CECA entre les six. Les "Mémoires de" Monnet (1976) reconnaissent que « Belgique... dans ce dernier pays, les débats furent plus difficiles et les socialistes qui craignaient pour l'emploi des mineurs s'abstinrent au Sénat. A la Chambre, P.-H. Spaak put rallier un certain nombre d'entre eux. ». Ou, Hirsch (1988, p. 108) : "Avec les charbonniers belges, la partie a été plus difficile... Les prétentions étaient peu justifiées mais, eu égard à l'enjeu politique, des dispositions transitoires ont prévu un bakchich pour les charbonniers belges. ».

La CECA était munie d'une assemblée (élue par les parlementaires) prévue en surveillance de la Haute Autorité. P.H. Spaak en est le premier Président, de 1952 à 1954.

▪ Le projet de la CED naît aussi pendant les discussions de la CECA (période 1950-53), Hirsch écrit (1988 p. 113) pour la CED : « on a constitué une «Assemblée ad hoc» en complétant l'Assemblée commune de la Communauté du charbon et de l'acier. Elle avait pour tâche de définir les structures nécessaires. Ses travaux ont été poussés très loin sous l'autorité de Paul-Henri Spaak. », et (p. 176) : « Spaak ... restait hanté par le regret d'avoir été responsable de la neutralité de la Belgique, décidée peu de temps avant la guerre. Dans la plupart de ses discours, il répétait qu'un homme politique a le droit de se tromper, mais pas celui de faire deux fois la même erreur. ».

▪ De 1952 à 1954 la Belgique a un gouvernement homogène social-chrétien (J. Van Houtte, Paul van Zeeland aux affaires étrangères) et P.H. Spaak est alors dans l'opposition. Il est bourgmestre d'une commune bruxelloise.

▪ P.H. Spaak redevient ministre des affaires étrangères de 1954 à 1957 dans un gouvernement de coalition.

Du 1^{er} au 3 juin 1955 les ministres des affaires étrangères des six avec leur délégation se réunissent à Messine (P.H. Spaak, J.C. Snoy et 4 autres pour la Belgique). Selon les "mémoires de" Monnet (1976) : "A Messine, les ministres prirent pour base de leur accord le mémorandum du Benelux et n'eurent le temps que d'y apporter quelques atténuations de forme... Quand il fut question de la présidence du comité d'experts, la personnalité de Spaak s'imposa... Le rapport des experts à partir duquel furent rédigés les traités aura été essentiellement l'œuvre d'Uri – Spaak en porta maintes fois témoignage. Il demeure que le mérite politique de ce document considérable revint à l'homme d'État belge qui avait bien travaillé pour l'Europe."

Le 25 mars 1957, c'est évidemment lui, avec le baron J.C. Snoy, qui signe pour la Belgique les traités instituant Euratom et la CEE.

Baron Jean-Charles Snoy et d'Oppuers (1907-1991). Enfance dans la noblesse, longues études à l'Université catholique de Louvain, lettres, droit, philosophie thomiste, politique. Il sera toujours catholique très pratiquant. Sélectionné par la CRB (*Commission for Relief in Belgium*) Educational Foundation (relation USA-Belgique, suite à la première guerre), il part un an à Harvard où il travaille les sciences économiques. Il devient à ce moment partisan du libre-échange et à l'idée européenne. Thèse sur la politique tarifaire US à Louvain en 1932. Il entre à la Banque Générale belge qui fusionne avec Finabel, filiale de la Mutuelle Solvay pour donner la Société Belge de Banque. En 1933 A.E. Janssen (Mutuelle Solvay) l'amène à la SDN à Genève. Puis, comme d'autres boursiers du CRB il est appelé en cabinet ministériel. Jusqu'à 1939 il a une position de plus en plus élevée au Ministère de l'économie. Ecarté pendant l'occupation il rédige en Belgique des études financées par le Comité Central Industriel. En 1944-45 il est président du Comité des priorités pour les besoins essentiels urgents, notamment avec le Luxembourg. Il préside le Conseil de l'Union Economique le 23 mai 1946 à La Haye puis, au Ministère des Affaires Economiques, s'occupe du Benelux, aussi l'OECE (dont il est Président du Comité des Echanges de 1952 à 1961). Il est l'un des acteurs de Euratom-CEE et de mars 1957 à janv. 58 assure la présidence du Comité interimaire pour le Marché Commun et l'Euratom.

Il part dans le privé à la mi 1959 : Compagnie d'Outre-mer pour l'industrie et la finance (Groupe Lambert) et administrateur de ses filiales, associé-gérant de la Banque Lambert jusqu'en 1968 et reste dans le sommet du groupe jusqu'en sa retraite en 1973. "« .. à partir des années 60. Il participe régulièrement aux conférences du Bilderberg, groupe fondé par le Prince Bernard des Pays-Bas et réunissant des personnalités de renommée internationale pour discuter annuellement à huit clos des grands problèmes d'actualité. En 1965 il devient président de l'Institut Royal des Relations Internationales (IRRI) où il exerce une influence positive pour favoriser les études sur la construction de l'Europe. » (Grosbois 1994). Il succède en 1981 au Baron Boël à la présidence de la Ligue Européenne de Coopération Economique.

- En 1959 quand Etienne Hirsch devient Président d'Euratom, il y embauche Fernand, le fils de P.H. Spaak.
- En mai 1957 P.H. Spaak est choisi comme Secrétaire général de l'OTAN, jusqu'au 31 mars 1961. Le 16 déc 1957 (deux mois après le lancement de Spoutnik par l'URSS) un communiqué OTAN sous la présidence de P.H. Spaak Secrétaire général écrit notamment '(site nato.int, [là](#)) :

« Le bloc soviétique s'efforce d'affaiblir et de désorganiser le monde libre. Il utilise à cette fin des moyens militaires, politiques et économiques et son activité s'exerce dans le monde entier. Pour répondre à ce défi, le monde libre doit organiser ses forces sur le plan militaire, politique et économique et demeurer prêt à exploiter ses ressources morales et matérielles partout où la situation l'exige. Notre Alliance ne peut donc s'intéresser uniquement à la zone de l'Atlantique Nord ou à la défense militaire. Elle doit aussi organiser sa puissance politique et économique selon le principe d'interdépendance et tenir compte des événements qui se produisent en dehors même de la zone couverte par le Traité. ».

- P.H. Spaak revient à la politique belge, affaires étrangères, qui ré-inclue les affaires africaines, dans le gouvernement de coalition Théo Lefèvre le 25 avril 1961 (juqu'a 1966), juste après la crise internationale et le coup d'Etat occidental au Congo.

Le Congo était devenu difficile à contrôler, soulèvements fréquents un peu partout avec quelques fois des centaines de tués, grèves... Vu les problèmes rencontrés par la beaucoup plus grande armée française en Algérie, la petite Belgique se voyait mal dans une guerre coloniale du même type dans l'immense Congo. L' "indépendance" avait fini par être accordée. Mais surprise inattendue, c'est le MNC, parti d'un charismatique Patrice Lumumba qui obtient la majorité aux élections de mai 1960. Il devient alors le premier Premier Ministre du Congo.

Trois mois auparavant ce retour de P.H. Spaak, Patrice Lumumba et deux autres de son gouvernement, Joseph Okito l'économiste et Vice-Président du Sénat et Maurice Mpolo ministre de la jeunesse et premier Commandant de l'armée nationale congolaise ont été assassinés et leurs traces officiellement disparues. On sait aujourd'hui que c'est sur ordre du prédécesseur de Spaak, le ministre belge des affaires africaines le compte Harold d'Aspremont Lynden, du cabinet Eyskens. Et c'est avec l'appui de l'ambassadeur des Etats-Unis en Belgique venu juste pour ce moment là : William A.M. Burden, homme d'affaire multiple, lié à

l'aviation US mais aussi administrateur de la Columbia Universit. Et c'est aussi avec l'aide de la CIA (orde de Allan Dulles son directeur; de Witte, 2000 p. 403). C'est encore avec l'aide, jeu double des forces de l'ONU venues sur place à la place de forces belges, demandée par Lumumba, mais concrètement contrôlée; communication, logistique, par l'américain Andrew Cordier pour qui Lumumba n'est qu'un potentiel "communiste".

Cela s'est fait dans le cadre d'une cession, illégale au niveau ONU, organisée du riche Katanga, fief de la UMHK où l'armée belge est restée. Il y a eu des images vues à l'époque qui ont choqué les pays non alignés où déjà les 3 dirigeants légaux du Congo-ex-Belge sont malmenés. On saura longtemps plus tard qu'ils ont été quasiment tués par des coups répétés dans un avion belge piloté par des belges, en lien avec la « sûreté de l'état » belge. Pour mieux éradiquer la mémoire du charismatique et populaire congolais, les trois corps ont été découpés et détruits dans de l'acide sulfurique sous ordre d'un officier de police belge (par ex. [là](#)).

Cela revenait en même temps à supprimer le parlement du Congo, la chambre et le sénat, acquis à P. Lumumba (ils lui ont octroyé le plein pouvoir le 13 sept. 1960). C'est un jeune sergent, Désiré Joseph Mobutu, que Lumumba venait de nommer chef d'Etat major en juil. 60, qui s'en charge. C'est lui que l'élite belge et la CIA ont récupéré financé et installé en un pouvoir militaire pro-occidental pour longtemps. C'est tranquillement avec le jeune Mobutu acheté que Spaak va continuer à gérer ce Congo-nouvelle-manière.

Lumumba

- En juillet 1964 les forces obéissantes à Mobutu sont expulsées des zones Nord-Est du Congo où la révolte couve depuis l'assassinat de Lumumba. Ces forces nationalistes arrivent à 100 km de Léopoldville et contrôlent 45 % du territoire, le régime Mobutu est vacillant. Une flotte aérienne belge avec l'aide des USA commence alors les bombardements sur ces zones, mais seulement là où il savaient qu'il n'y avait pas de blancs (qui continuaient à vivre normalement dans la zone sous contrôle nationaliste, avec des reporters de presse etc.). A partir de ce moment les nationalistes ont séquestrés des blancs qui devaient rester là où ils ne voulaient pas de bombardements belgo-US. En octobre (1964) la Belgique/Spaak utilise l'argument humanitaire et lance à partir de la zone du régime Mobutu une colonne mécanisée encadrée de centaines de mercénaires qui entament une opération sanglante de reconquête. Et à partir du 24 novembre, les villes de Stanleyville/Kisangani et Paulis/Isoro, sont reprises en une attaque coordonnée de la colonne-mercénaires avec une opération de paracommandos belgo-américaine aéroportées.

"Vandewalle [Frédéric, colonel, personnage clé dans l'organisation de l'assassinat de Lumumba et « éminence grise » derrière Mobutu] en personne mène la brigade mécanisée qui, en octobre 1964, a commencé à reconquérir Stanleyville/Kisangani à partir de Kamina, opération connue sous le nom de Ommegang... L'opération Ommegang va faire couler une rivière de sang congolais. Impossible de calculer combien de Congolais y ont laissé la vie. Selon les mercénaires, ils ont tués, seulement à Kindu [400 km à vol d'oiseau de Stanleyville], à peu près 3000 congolais. Selon l'officier belge Marlair, la rébellion et sa répression ont coûté la vie à « près de 300 blancs et plus de 200 000 Congolais ». Tout porte à croire qu'il y a eu un bien plus grand nombre de vies humaines sacrifiées." (de Witte, 2000 p. 348).

- La crise est internationale (dénonciation par l'Egypte de Nasser, la Tanzanie, etc.). Suite à une dénonciation virulente de l'URSS sur ces massacres néocoloniaux au Congo, P.H. Spaak fait un discours de 2 h à l'ONU en 1964 pour justifier l'action belge. Mais, constaterea L de Witte qui a enquêté sur l'assassinat du Premier ministre burundais Louis Rwagasore, tué quelques mois après Patrice Lumumba (texte présenté à la Commission de la Chambre des représentants le 30/01/22, reproduit in Investigation 07/02/2022) :

"Les archives classées à tort comme « privées », telles celles des ministres dans l'exercice de leurs fonctions, ne sont pas seulement « nettoyées », mais souvent simplement vidées. Citons par exemple celles du ministre des affaires africaines Harold d'Aspremont Lynden et du ministre des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak concernant leur politique à l'égard du Burundi."

- Hirsch (1988 p. 180) : "*Après mon départ de l'Euratom [début 1962], l'Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles a créé une chaire consacrée aux institutions des Communautés européennes, chaire heureusement partagée entre de Groot, Jean Rey, P.-H. Spaak et moi-même.*"

- En 1966 P.H. Spaak se retire de la politique. Son dernier discours le 16 juin défendait l'implantation de l'OTAN en Belgique et en juillet il abandonne son mandat de député. Cette même année 1966, P.H. Spaak entre dans le conseil d'administration de la Bell Telephone Manufacturing, filiale de l'américaine ITT (qui fait parler d'elle 7 ans plus tard au Chili avec le coup militaire contre Allende, [là](#)) qui possède neuf usines en Belgique. Il dira qu'il avait pu favoriser la passation de nombreux marchés au profit de l'industrie belge (Cousin, 2016).

A-7. Pierre Uri

(1911 - 1992)

Fils d'un professeur universitaire parisien de lettres, agrégé (comme son père, comme sa mère, comme sa soeur) de philo à 21 ans, enseigne à Reims. Il fait Narvik puis revient en France où sa femme est enceinte mais il perd son poste de par les décrets juifs de Vichy. Il décide alors de passer un doctorat droit public. Il va aux cours de François Perroux (à 2 endroits dont l'École des Hautes Études) « je lui dois l'essentiel de ma formation d'économiste » dira-t-il et ils deviennent proches. Il se cache pendant les rafles [il a visiblement des protecteurs puissants, outre F. Perroux, il a été au siège dominicain de la Tour Maubourg] suit même des cours à la chambre de commerce de Paris (...), se familiarise avec l'impôt, bénéfices, etc. Il partira quand même en zone Sud mais juste avant qu'elle soit envahie.

François Perroux (1903-1987), économiste français le mieux connu à l'étranger (il est polyglotte, anglais, allemand, italien, espagnol). Agrégé d'économie en 1928 à l'âge de 25 ans, professeur d'économie politique à la faculté de droit de l'université de Lyon de 1928 à 1937 puis à la faculté de droit de Paris de 1937 à 1955, en charge du cours « Histoire des doctrines économiques contemporaines » à Sciences Po de 1946 à 1953...

Sa renommée est acquise dès les années 1930. C'est un *Rockefeller fellow* en 1934 étendue en 1935 ([là](#)), reste des mois, en Allemagne, Autriche, Italie. Il défendait avant la guerre la « communauté de travail » (publication en 1938) : entreprise considérée comme un tout organisé, comme le moyen d'abolir l'opposition entre salariés et entrepreneurs, bâtie sur « l'idée que l'économie n'est pas séparable de la philosophie, de la sociologie, de la politique ».

Couzon (2003) : « Engagé aux côtés du mouvement *Esprit* à partir de 1934, François Perroux compte parmi les plus fervents partisans de solutions autoritaires, aussi bien en matière d'organisation de l'économie que dans la refonte des institutions politiques. Aux côtés du régime de Vichy, il multiplie les offres de services : rédacteur de la Charte du Travail, animateur de l'Institut d'études corporatives, secrétaire général de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains... à tel point que le chef de cabinet du chef de l'État français, Henri du Moulin de Labarthète, le désigne comme l'un des inspirateurs des idées économiques et sociales du maréchal Pétain. Cet engagement politique durable auprès du régime de Vichy s'explique par l'attachement de François Perroux depuis les années 1930 à un projet communautaire qu'il pense instituer à la faveur de la révolution nationale. Ses propos les plus approfondis sur la notion de communauté figurent dans deux ouvrages publiés en 1942, *Communauté* et *Théorie de la communauté*, ainsi que dans des articles publiés la même année dans la revue *Économie et humanisme*. En 1942, encore, François Perroux fonde en collaboration avec l'officier de marine et membre de la Légion française des combattants, Yves Urvoy, le groupe *Renaître* dont l'objectif doctrinal clairement affiché réside dans la promotion d'une révolution nationale communautaire (...).

En 1943 F. Perroux et ses proches sont rentrés à la fondation eugéniste Alexis Carrel qui était dans les locaux désertés de la fondation Rockefeller à Paris, rue Baume où il était premier secrétaire général. Quelques semaines après en avoir démissionné, il fonde en janvier 1944 l'ISEA, l'« Institut de Sciences Économiques appliquées » installé dans les locaux de la Fondation Carnegie (Drouard 1992 p. XX).. « *L'équipe que Perroux parvient à constituer autour de lui est impressionnante... Soutenu par quelques amis de la Banque de France, de la Caisse des dépôts et consignations et de l'École libre des Sciences politiques, sont président André Siegfried en tête, Perroux s'installe dans les locaux de la fondation Carnegie près de Saint-Germain-des-Près. Dans le haut conseil scientifique de l'institut Perroux, on retrouve Robert Marjolin. Et F. Perroux obtient l'appui de la Carnegie Foundation.* » (Wilson 2015).

En 1944 (il sera évincé en sept. de l'association Économie et Humanisme pour son activité sous l'occupation) le théoricien politique engagé abandonne définitivement son projet communautaire qu'il réinvestit dans le militantisme européen et s'efface au profit du théoricien économique actif, soucieux de renouveler et approfondir la théorie économique afin de faire de la science économique une science utile aux hommes d'action. (...) l'ISEA, à partir des années 1945 et 1946, multiplie les contacts, non seulement avec les institutions administratives nationales, notamment le ministère des Finances, mais aussi avec l'extérieur : livres et revues de Grande-Bretagne et des États-Unis, déplacements et accueil des collègues économistes étrangers...

Aussitôt après la libération P. Uri va travailler avec François Perroux au sein de l'équipe de son nouvel Institut l'ISEA, où est aussi Robert Marjolin, institut qui se fixe comme axe de recherche la politique des salaires, les plans de sécurité sociale mais aussi et surtout s'intéresse de près aux plans monétaires internationaux et les institutions de Bretton Woods (ils produisent des rapports payants). Keynes, Kaldor et Von Hayek figurent en bonne place sur la liste des correspondants étrangers de l'Institut, les économistes anglais passent à l'ISEA et F. Perroux va en Angleterre avec P. Uri.

Dans un premier temps J. Monnet au Plan collabore avec l'ISEA. Et de là il débauche P. Uri qui passe chez lui au Plan en 1947. Les "Mémoires de" Monnet (1976) ne sont qu'éloge pour P. Uri : il a « *une capacité exceptionnelle d'imaginer des solutions neuves et rigoureuses aux problèmes les plus complexes. Son esprit aborde les difficultés techniques par un biais souvent inattendu, les pénètre jusqu'au cœur, là où tout est simple : mais encore faut-il avoir franchi l'enchevêtrement de détails dans lesquels se perdent comme à*

plaisir la plupart des gens très intelligents. ». E. Hirsch écrit (1988, p. 97) : « *Une nouvelle recrue devait nous apporter la contribution de son imagination et de son talent. Pierre Uri, normalien agrégé de philosophie, s'était pris de passion pour l'économie appliquée et pour les questions fiscales. La fiscalité bien comprise est un instrument puissant pour l'orientation des initiatives individuelles ainsi que des consommations. Elle peut à volonté être utilisée comme carotte ou comme bâton... Cette commission a évalué l'écart inflationniste et ses conclusions ont conduit le ministre des Finances René Mayer à instituer un prélèvement exceptionnel assorti d'un emprunt libérateur... »*.

P. Uri va ensuite à la Haute Autorité de la CECA au Luxembourg en 1952 avec J. Monnet.

La biographie officielle écrit que P. Uri est ensuite l'un des principaux auteurs du rapport Spaak avec l'allemand Hans von Groeben, rapport qui présente le projet de deux communautés : l'Euratom et la CEE. Il a aussi été en même temps un des 8 membres du *Comité Énergie* de l'OECE qui a travaillé de la mi 1955 à la mi 1956 (*Hartley Report*).

En 1958, il quitte l'Europe pour une banque d'affaire. Il professe ensuite à l'ENA et à Paris-IX Dauphine.

A-8. Jacques van Helmont

(1920 – 1996)

Né à Paris, il fait droit/Ecoles libre ds sciences politiques dans Paris occupé (arianisé; ses archives contiennent une carte de service au Comité général d'organisation du commerce du 6 avril 1943). Il se fait embaucher chargé de mission au Commissariat au plan de modernisation et d'équipement de la France dès les origines 1946, il a alors 26 ans, jusqu'à 1950, rapporte que c'était très improvisé.

Il va rester l'un des collaborateurs les plus proches de Jean **Monnet** jusqu'en 1975 (donc son entière carrière) hormi l'intervalle 1958-1962 où il sera avec Etienne **Hirsch** à Euratom et des épisodes avec Spaak et de Gasperi.

Il a été ensuite nommé secrétaire général de la délégation française à la conférence du Plan Schuman. Là encore très improvisé on créait les titres qu'on se donnait.

En 1952 il devient chef de cabinet de Paul-Henri **Spaak**, président de l'assemblée de la CECA et de l'assemblée ad hoc, puis d'Alcide De **Gasperi**.

En 1955, Jean Monnet le recrute pour l'assister dans la formation de son *Comité d'action pour les États-Unis d'Europe*. Les "mémoires de". Monnet écrivent (1976) : « *Van Helmont, détaché de la Haute Autorité, puis deux jeunes Anglais, François Duchêne et Richard Mayne, dont je parlerai plus loin, vinrent me rejoindre pour m'aider à faire fonctionner le mécanisme du Comité d'action. »* ; « *Le premier texte, comme tous ceux qui suivirent, fut préparé avenue Foch avec Kohnstamm et avec le fidèle Van Helmont dont l'aptitude à rédiger était grande, et de surcroît inlassable – et aussi parce que le sujet le commandait, **en consultation avec les experts les plus éminents des questions nucléaires**. Combien de versions en fîmes-nous, d'octobre à décembre 1955, je n'en ai plus le souvenir. »*

De 1958 à 1962, Jacques Van Helmont prend la direction du service de contrôle d'**Euratom** (Van Helmont 1963). Mémoire "'de" Monnet (1976) : « *Van Helmont qui mettait alors sur pied l'important service de Sécurité d'Euratom... »*.

L'atome militaire plus franco-français faisait partie de la chose. La France pouvait faire sa bombe nationale sans soucis. Le Directeur du service de contrôle de Euratom Jacques **Van Helmont** : " *Le contrôle d'Euratom s'arrête au stade où les matières sont en cours de façonnage spécial pour des besoins militaires* " (Van Hemont 1963, p. 2). D'ailleurs il parle beaucoup de plutonium dans cet exposé. Or, à quoi servait ce plutonium en 1963 ?

Ensuite il est de nouveau détaché auprès du *Comité d'action pour les États-Unis d'Europe* de J. Monnet. Suite à la dissolution du Comité en 1975, il devient directeur général honoraire de la Commission des Communautés européennes.

Il est un de ceux qui ont participé à l'écriture des dites "mémoires de" Jean Monnet.

A-9. Robert Schuman

(1886 – 1963)

- Il est Né au Luxembourg, jeunesse dans le Reichland Mosellan,
- La plupart des Luxembourgeois choisissent Paris. Lui, pour obtenir son arbitur (BAC) allemand nécessaire pour les universités est venu dans la Metz allemande au lycée impérial (qui deviendra Lycée Fabert français). Il poursuit ensuite des études de droit-avocat en passant dans plusieurs universités, d'abord Bonn, puis Munich, Berlin, Strasbourg allemande.
- On le voit dans des associations catholiques allemandes, pacifiste, missionné par l'évêque Mgr Benzler.
- A partir de 1912 il est avocat au barreau de la Metz allemande.
- Pendant la guerre il porte l'uniforme allemand, a priori comme simple administratif, à l'arrière, en Lorraine.
- Sa famille quitte la Metz redevenue française, mais lui (32 ans) reste, comme beaucoup de messins, aussi les usines sidérurgiques de la zone, d'abord françaises gérées par de Wendel avant 1870, puis allemandes gérées par « Les Petits-Fils de François de Wendel et Cie » jusqu'en 1918 (selon Peeters 1937), et de nouveau françaises gérées par de Wendel (François junior surtout, mais les autres sont dans l'affaire).
- Il est élu député par ces populations de Metz, dès novembre 1919. Il va être dans le petit parti *Démocrate Populaire*, 11 députés, style démocrate-chrétiens, parti opposé aux valeurs laïques, anti soviétique, anti communisme, et dont les votes seront opposés au cartel des gauches puis au Front populaire.
- Dès mars 1919, il se préoccupe de la branche francophone du « Volksverein » qui prend désormais le nom d'Action populaire lorraine. Le succès semble rapide car elle compte 24 000 membres dès 1923. Il y parle des lois françaises, des rapports entre l'église et l'État aussi dénonce le communisme, mouvement teinté de politique donc.
- Il connaissait les prélats, locaux, mais aussi l'archevêque de Paris, était membre de l'association Jurisconsulte catholique. Ils avaient le plein support de la presse catholique. Il était assidu aux Semaines sociales.
- Robert Schuman contribue à la création de la C.F.T.C. Son ami Henri Meck est président de la Fédération des Syndicats Chrétiens d'Alsace-Lorraine.
- L'*Action catholique Lorraine* était étroitement associée à l'Union Républicaine Lorraine. Elle était dirigée (en 1924) par Emile Boiteux vice-président de la chambre départemental de Commerce. Outre Guy de Wendel, R. Schuman, on trouvait dans ces mouvements, Mgr J.B. Pelt, archevêque de Metz. R. Schuman est nommé président d'honneur de l'*Action Catholique Lorraine* en 1934. Elle était (Lacroix-Riz 2016, p. 106) : "dirigée par un des gérants de la société « Les petits-fils de François de Wendel et Cie » : le sénateur Guy de Wendel [Hayange], cousin de François et un des portes parole les plus notoires depuis les années 1920 de la ligne de « rapprochement avec le Reich » de la dynastie. Rien ne distinguait l'ACL, antimaçonique, anti-laïque, antisémite, anticommuniste et depuis 1936, franquiste, des ligues fascistes. Appliquée à ne pas fâcher le Reich, elle imputa, en mars 1938, l'Anschluss au « gouvernement français composé de juifs venant de Jercicho et de communistes qui réclamaient pour les gouvernementaux d'Espagne une action énergique". Pourfendeur des « lois infâmes » (laïques) des francs-maçons « sectaires »" [car une guerre avec Hitler profiterait à l'Union Soviétique]
- En 1937 il milite âprement contre l'enseignement laïc et l'augmentation d'un an (15 au lieu de 14) de la scolarité des garçons avec quasi diffamation sur le Front populaire et se forme un Front national Lorrain, avec le chanoine Charles Ritz, et son journal *Le Lorrain* et un des fondateurs de l'*Union Républicaine Lorraine* et adepte des *Croix de feu*. Il écrit dans *le Lorrain* que : "le catholique... doit aider au redressement de la France quelle que soit la forme du régime." (Zanoun, 2010, p. 61).
- Le parti *Démocrate Populaire* ayant soutenu le maintien de la République espagnole contre Franco pendant la guerre d'Espagne, suivant la position du Vatican, R. Schumn en démissionne en 1938.
- Il soutiendra alors le gvt de E. Daladier
- Il soutient les accords de Munich de nov.1938 (de Villiers 2019 et autres).
- il devint secrétaire d'État aux Réfugiés dans le cabinet de Paul Reynaud du 21 mars 1940. C'est qu'on avait contraint à l'émigration vers le massif central des alsaciens-lorrains proches des zones arrières de la Ligne Maginot.
- Il reste secrétaire d'État aux Réfugiés dans le cabinet Pétain du 16 juin 1940 (armistice signée le 22 juin); Toujours député il vote les pleins pouvoirs à P. Pétain le 10 juillet. Il est évincé du cabinet Laval du 13 juillet.

- Il repart alors à Metz redevenu officiellement allemande où il se trouve le 02 sept. 1940 avec l'accord des allemands à partir de Poitiers.
- Il a finalement été brièvement emprisonné, libéré sur intervention du Maréchal, et part en "résidence surveillée" dans une pension de campagne vers Mannheim, d'avril 1941 au 01 août 1942, où il est dit mener une vie paisible, pouvant se déplacer en Allemagne (de Villiers 2019).
- Puis, du 02 août, en train (apparemment avec autorisations), il repart en France en zone libre, à l'abbaye de Ligugé près de Poitiers, et plus tard dans d'autres monastères écrit de Villiers (2019) qui précise qu'il est venu à Vichy fin septembre 1942 où il a apparemment été reçu par le Maréchal Pétain.
- Lacroix-Riz (2016 p. 199) : "*Présumé a posteriori « évadé » ou « réfugié », Schuman gagna Lyon en août 1942... L'homme des Wendel participa alors au « centre d'études et de documentation » sur l'Alsace-Lorraine créé à Lyon par le « groupement des chambres de commerce d'Alsace et de Lorraine : l'un des présidents était « Humbert de Wendel, président de la chambre de commerce de Metz ». Ce « centre d'études » était chargé de « défendre les intérêts matériels et moraux des exploitations et de répartir les contingent de matières premières (coton, laine, rayonne) aux entreprises alsaciennes et lorraines ayant repris leur activités en France », au service du Reich : son délégué « assistait aux séances de la commission économique franco-allemande à Paris »...*" [archives BCRA]
- R Schuman est accueilli un moment à l'État-major du Gl. de Lattre (où avait déjà su se mettre au chaud, par ex, l'X-Mines vichyste Pierre Guillaumat, [là](#)) qui se trouve passer dans cette zone marchant derrière le retrait ordonné par Hitler de la Wehrmacht. C'est la "maréchale" (de Lattre) qui l'a affirmé à P. de Villiers (2019) qu'elle connaissait bien. A défaut de réels combats jusqu'alors (ça commencera bientôt avec la très inattendue et désagréable *poche de Colmar*), le gl. de Lattre était surtout occupé à *amalgamer* l'armée d'Afrique pour la blanchir (on retire les tirailleurs à la peau noire, pas les autres) et blanchir des vichystes bien venus qui deviennent alors des "*engagés volontaires*" (comme les jeunes cousins Giscard d'Estaing sur demande écrite de leur grand père J. Bardoux à J. de Lattre, [ici](#)), amalgame aussi voulu par les américains pour affaiblir C. de Gaulle. "*Mais les choses se gâtèrent lorsque le nouveau ministre des Armées exigea du chef de la 1re armée l'éviction de ce « produit de Vichy, résistant de sacristie ». Ce pauvre Schuman repartit, je crois, dans une abbaye. »*" (de Villiers 2019).
- Lacroix-Riz (2016 p. 109) : R. Schuman "restait début septembre 1945, pour ses seules activités publiques de l'été 1940... juridiquement inéligible. Le 15 septembre 1945, un non-lieu rétablit dans ses droits civiques ce candidat politique... qu'on voyait en compagnie du gouverneur général de la Banque de France, Emmanuel Monick*."
- * (Lacroix-Riz 2016 p. 87) : "Malgré ses efforts désespérés pour dissimuler, à partir de 1943, ses responsabilités et sa signature dans la cession de l'or belge à la Reichsbank [200 tonnes qu'on a fait ramener d'Afrique], Boisanger ne parvint pas à sauver son poste de gouverneur de la Banque de France : il dut après la libération le céder à **Emmanuel Monick**, jusqu'à ce que ce dernier prit, fin 1949, conformément au rite du transfert des inspecteurs des finances de la tête des établissements publics à celle des banques privées, la présidence du conseil d'administration de la banque (d'affaires) de Paris et des Pays-Bas (Paribas).
L'institution que Boisanger avait dirigée [Banque de France] demeura pour sa part, comme la quasi-totalité des groupes financiers et de leurs dirigeants, indemne. Elle avait, en signe fort de ralliement français aux mœurs alliées, prélevé dès octobre 1944 sur ses propres réserves de quoi rembourser sa consœur belge de ses 200 tonnes d'or. Comme prévu par Vichy, le contribuable français la remboursa d'un bon du trésor d'un montant de 10 milliards de francs. Ainsi en décida enfin le ministre des Finances René Plevin, le 11 août 1945, après un an de pression exercées sans répit par Monick sur le Ministère. "Les milieux financiers" avaient préféré à Mendès France ce nouveau titulaire (par ailleurs lié à Monnet qui l'avait casé dès 1939 dans une filiale américaine de la banque Lazard, et à Washington)."
- R. Schuman redevient député de Moselle et rentre dans le nouveau parti MRP, *Mouvement Républicain Populaire* (où se camoufle la droite notamment catholique, très anti-rouge) (de Villiers 2019).
- Lacroix-Riz (2016 p. 109) : "Schuman fut nommé ministre des Finances après les élections de juin 1946 qui avaient donné au MRP l'avantage sur le PCF, avec pour directeur de cabinet l'inspecteur des finances François Bloch-Lainé*. Ce dernier, lié à la banque Lazard que dirigeait depuis l'avant guerre son père, l'inspecteur des finances Jean Bloch-Lainé, était « hautement apprécié au Mouvement républicain Populaire (MRP) et à la Confédération française des Travailleurs chrétiens (CFTC) » : père et fils étaient les « bailleurs de fonds ». Le ministre Schuman organisa dès sa nomination à la demande du Vatican la fuite des

capitaux... Des mouvements de fonds importants ont eu lieu, en direction de la banque vaticane... par le canal de banques américaines... commentèrent des RG peu curieux..." [i.e. archives]

* Lacroix-Riz (2023 p. 162) : "L'inspecteur des finances [François Bloch-Lainé] seconda donc le ministre Schuman directement aux finances, sous le cabinet Bidault (juin-décembre 1946), avant d'être « nommé directeur du trésor » en mai 1947. Il avait été d'emblée et resta aussi obligeant pour son parti le MRP, « dont les trusts se servent, résumait la *Sûreté nationale*, mais qui dissimule habilement ses véritables objectifs en se présentant comme un parti nouveau et en recourant à la démagogie sociale ». Le très politique Bloch-Lainé** avait été nommé directeur de cabinet de Schuman pour torpiller les nationalisations, objectif essentiel de sa mission."

** son père Jean Bloch était associé à la banque d'affaire américano-française Lazard (dont il détenait 10 millions de l'époque du capital en 1952), banque active dans les transports et le pétrole et dont l'activité se situait surtout en Amérique où vivaient les deux principaux actionnaires Pierre David-Weill et André Meyer (Lacroix-Riz 2023, p. 167).

- Le 22 novembre 1947, R. Schuman remplaça le socialiste Ramadier à la tête de la coalition MRP-SFIO qui s'était déjà débarrassé du PCF le 4 mai. C'est pendant un mouvement de grève qui touche tout le pays ou les communistes, ses ennemis héréditaires sont actifs, y compris en Lorraine. Les augmentations de salaire sont refusées et, avec le ministre de défense Jules Moch, ils rappellent 80 000 réservistes de l'armée (qui avait déjà beaucoup à faire, elle était en train de réprimer de manière sanglante une révolte des campagnes malgaches et filait sur l'Indochine) "pour assurer la liberté du travail", grévistes évacuer par la force, techniciens de l'armée pour le remplacer (centrale électriques)... (Colombat et Servenay 2014).

- Lacroix-Riz (2016 p. 110) : "Les États-Unis appréciaient les services de Schuman, ministre des Affaires étrangères puis « pèlerin de l'Europe » et, depuis 1955, « président... du Mouvement pour l'unité de l'Europe »....« Le rôle des États-Unis fut géré comme opération clandestine [c'était une règle des opérations de la CIA]. Les fonds de l'ACUE provenaient des fondations Ford et Rockefeller [couvertures de la CIA] ainsi que de milieux d'affaires étroitement liés au gouvernement américains »".

● Dates repère (Robert Schuman) :

- ministre des finances : juin 1946 (à 60 ans) -novembre 1947
- Président du Conseil : nov 1947-1948 [1948 époque du plan Marshall]
- porte-feuilles des affaires étrangères : juillet 1948 - janv 1953
 - juin 1950 annonce *dite* surprise de la CECA
 - 1952, Accord de Paris de la Communauté Européenne de Défense,
- il donnera sa démission face à l'opposition du RPF et des Communistes.
- 1955, Président du *Mouvement Européen*
- Ministre de la justice : fév. 1955- juin 1956
- 1958 Président de l'Assemblée parlementaire à Strasbourg [*Pour l'Europe*]

A-10. Edgar Sengier

(1889 – 1963)

Il n'y pas de rapport direct avec l'activité de J. Monnet bien que Sengier et Monnet soient aux USA pendant la guerre, mais il y en un direct avec P.H. Spaak. Cela donne un éclairage sur ce qu'ont connu ces personnes. Parce que dix ans plus tard P.H. Spaak (avec Monnet and co,) sera dans l'origine de Euratom.

▪ On sait à quel point le radium a été populaire, notamment aux USA, dans la première moitié du XX^e siècle. Or c'est la Belgique qui en 1922, a cassé les prix du radium lorsqu'elle a construit l'usine *Metallurgie Hoboken-Overpelt*, MHO (Société générale métallurgique de Hoboken), en bonne partie filiale de l'Union Minière du haut Katanga, UMHK, à Sint-Jozef-Olen (à une quarantaine de kilomètres à l'Est-SE de Antwerpen/Anvers dans le Nord de la Belgique). Elle a contraint la plupart des concurrents internationaux à mettre la clé sous la porte et produira à peu près la moitié du radium mondial. Cela grâce à son minerai de Shinkolobwe au Congo, par ex. le traitement de une tonne d'autunite ne fournira que 2 mg de radium, pour la carnotite c'est 5 mg, alors que celui de une tonne de la pechblende de Shinkolobwe en fournira 50 à 100 mg (Dorikens 1998, p. 223). Le seul producteur compétitif sera au Canada *Eldorado Gold Mining ltd* à Port Hope.

Shinkolobwe est dans la copperbelt du Katanga pas très loin de la frontière avec l'actuelle Zambie, alors Rhodésie du Nord, et 125 km au NW de la ville d'alors Elisabethville, actuel Lumbumbashi (le site est à mi chemin entre Kolvezi et Lumbumbashi). Le gisement a été découvert en 1915. De gros volumes de minerai

d'uraninite granulaire était naturellement très riches, > 50 % d'uranium, et sans thorium. « *Les minéraux sont mis en sac à Shinkolobwe puis transportés par camion sur 20 kilomètre jusqu'au chemin de fer, qui l'emmène en Rhodésie et de là au port de Beira au Mozambique d'où il partait par bateau pour Anvers.* » (Dorikens 1998, p. 222).

L'exploitation d'uranium à Shinkolobwe avait été arrêtée en 1936 mais avec une réserve extraite de 2000 t à 65 % U₃O₈. Mais c'est surtout pour le cuivre, la *copper belt* des géologues, que le Katanga était d'importance. Ce Congo était une "mine" aussi dans le sens figuré du terme. De Boeck (2013, p. 338) :

" Rappelons ce que disait Pierre Ryckmans [Gouverneur général], au moment où il quittait le Congo en 1946.: « L'ensemble des sociétés de capitaux belgo-congolaises a réalisé pour les treize derniers exercices d'avant-guerre — 1927 à 39 — 7 835 millions de fr. de bénéfices nets pour 7.239 millions fr. de capitaux versés y compris les primes d'émission. Elles ont payé 30 millions de fr. d'impôts, moins de 12 % du total. Pendant la même période, le Congo a versé 5.366 millions de dividendes aux actionnaires belges »."

• De Boeck (2013, p. 13-14) :

"A la suite de la déclaration de guerre du 3 septembre 1939, Edgar Sengier, en dépit des objections de Galopin [Gouverneur de la Société Générale de Belgique], qui ne souhaitait pas susciter d'affolement, s'installa dès octobre à New York pour y transférer les activités commerciales et financières de l'Union Minière et approvisionner les alliés en minerais du Katanga. La démarche de Sengier s'inscrivait dans son expérience de la première guerre mondiale, lorsqu'il avait reçu mission d'organiser à Londres la livraison aux gouvernements alliés de la totalité du cuivre que l'Union Minière commençait à extraire au Katanga.

Toutefois en vingt ans, la situation avait changé. L'Union Minière figurait parmi les principaux producteurs de cuivre mondiaux; Sengier présidait le comité de production du cartel international du cuivre qui allouait les quotas de production et de vente aux Industries européennes, américaines et chiliennes. Il disposait lui-même d'un important réseau de relations aux États-Unis.

Dans ces conditions, Sengier avait la haute main sur l'Union Minière, et assura en toute indépendance la direction de l'entreprise pendant les premières années de la guerre sans guère de contact avec le gouvernement [belge à Londres] ni ses représentants aux États-Unis. Les fournitures de cuivre atteindront 800.000 tonnes de 1940 à 1944, contre 85.000 tonnes pendant la première guerre mondiale.

On peut admettre que Sengier, en gagnant les États-Unis, fit comme tout le monde et répéta la guerre de 14. Qu'il eût songé à emporter de l'uranium témoigne en faveur de son flair... Il est vrai que ce métal, outre sa valeur stratégique, a aussi une valeur marchande non négligeable. Mais, s'il était si décidé à approvisionner les Alliés en minerais katangais, on s'explique mal l'attitude neutraliste qui fut celle de l'UMHK au Congo, alors que Sengier était, en pratique, seul aux commandes.

Dès 1942, Sengier vendit de l'uranium aux Américains..."

Aussi (de Boeck, p. 94) : "Edgar Sengier, représentant l'Union Minière du Haut-Katanga via sa filiale African Metals, installée aux États-Unis dès septembre 1939. Ses émoluments et tantièmes ont atteint des sommets"

De Boeck (2013, p. 20) rapporte le massacre du 08 déc. 1941 à Elisabethville :

"La guerre avait rendu les denrées de première nécessité, telles que la nourriture et les combustibles, beaucoup plus chers. Ceci aussi bien pour les Noirs que pour les Blancs. Ces derniers, toutefois, après un mouvement revendicatif, avaient obtenu de l'UMHK, de loin le principal employeur de la ville, de substantielles augmentations de salaire pour compenser la hausse du coût de la vie. Les ouvriers indigènes se mirent alors en grève pour obtenir des compensations du même ordre... l'administrateur exposa qu'à son avis les revendications des travailleurs congolais étaient largement justifiées, et proposa un ensemble de mesures, comprenant des augmentations de salaire et une intervention patronale dans la fourniture de combustible. Refus de l'UMHK, appuyée par l'évêque [le prélat de choc de la zone, le vicaire apostolique Mgr de Hemptinne]... Sur ces entrefaites, arriva la Force de Police, envoyée semble-t-il par le Commissaire de District, ou par le Gouverneur A. Maron. L'officier qui la commandait fit les sommations d'usage, mais en lingala, langue qui n'est comprise d'à peu près personne au Katanga... La fusillade fit au moins 62 morts (chiffre officiel), peut-être plus (la rumeur publique parla d'une centaine) et une centaine de blessés."

▪ Lacroix-Riz (2023, p. 53-55) :

"Les américains exploitèrent au mieux les excellentes dispositions d'un représentant décisif du capital financier belge, adepte d'emblée de la Pax Americana envoyé à New York dès septembre 1939 : Edgar Sengier, directeur de la Société générale de Belgique et directeur général de l'Union minière du Haut-

Katanga, filiale de l'Union minière tout court, elle-même société du groupe Société générale de Belgique - les deux reines de l'économie belge. Intervinrent à ses cotés :

- d'une part, deux symboles de la fusion entre grand capital et appareil d'État financier : Camille Gutt, ministre des finances du gouvernement belge à Londres puis en Belgique libérée (1940-1945) et Hubert Pierlot chef du parti catholique, ministre à répétition de Léopold III depuis 1934, Premier ministre en 1939... puis chef du gouvernement exilé à Londres qui servit de « couverture » au premier accord de juin 1942;

- et d'autre part, Paul-Henri Spaak, ministre des affaires étrangères du même gouvernement...

Hubert Pierlot se rendit à Washington en juin 1942, où il fut l'hôte très remarqué du Sénat. Il gagna ensuite directement le Congo Belge à la « défense » duquel, commenta la légation de Belgique à Lisbonne fin juillet 1942, les Américains prêtent la plus grande attention. Ils ont en effet perçu l'importance, pour la conduite de la guerre, de ses « matières premières » les plus nécessaires aux alliés...

Le renseignement gaulliste perçut la chose en 1942 au plus tard, avec cette longue mission, tout l'été, centrée sur les activités de l'Union minière du Haut-Katanga. « L'abstention du Premier ministre Pierlot » à l'encontre des français libres d'Afrique équatoriale française confirma à ceux-ci « la politique délibérément hostile » des milieux dirigeants belges : alignés sur la vindicte antigauilliste américaine...

... Le Congo belge fut donc gratifié, début 1943, d'un accord de Lend-Lease...

Il ne fut jamais question de réduire les envois (directs, vers les États-Unis, depuis le Congo) de « matière premières stratégiques » pendant la guerre ou après... [le cobalt, zinc, étain disponible partent aux USA] Sous couvert de négociations et d'accord tripartites... les minerais d'uranium et de thorium furent livrés aux seuls américains, auxquels Sengier avait ménagé une mission au Congo belge en septembre 1943. Depuis mars 1944 eurent lieu des négociations tripartites que « les contrepropositions belges » prolongèrent de six mois. Camille Gutt, ministre [en exil anglais] des finances, de l'économie, des communications et de la défense... invoqua « la dignité et la souveraineté d'un petit pays. » : il requit pour l'après guerre un droit belge au contrôle industriel des excédents par rapport aux besoins militaires anglo-saxons et un usage tripartite desdits minerais. Sengier redoutait surtout l'agitation sociale des mineurs congolais misérables (« pas plus de 10 cents par jour » : 1,5 euro par jour en valeur 2023) confrontés aux Américains à hauts salaires présents sur place. Il prétendait rapprocher ses prix de ceux des mines concurrentes américaines (Colorado et Canada), contre les Américains : lesquels ne juraient que par les « coûts de production » congolais, ridiculement bas, vu les salaires pitoyables des mineurs et la teneur exceptionnelle du minerai...

... Tous [Sengier, Gutt, Spaak, Pierlot] furent soumis à de « lourdes pressions » parmi lesquelles les deux suivantes : la livraison de l'uranium leur fut présentée comme la condition formelle des crédits en dollars d'après-guerre; les interlocuteurs américains de Sengier, venu traiter une fois de plus à New York, différèrent sa demande de visa de retour à Bruxelles jusqu'à ce qu'il ce qu'il consentit à signer le contrat de septembre 1944. ils lui interdirent en sus toute escale à Paris. Ces chantages débouchèrent sur la capitulation belge.

En échange d'une très légère hausse des tarifs, le premier contrat entre l'African Metals Corporation de l'UMHK et le Combined Development Trust (anglo-américain), pour la livraison « d'environ 3,44 millions de livres (1 560 tonnes) d'oxyde d'uranium », fut signé à New York le 25 septembre 1944... traité comme secret militaire... ce premier contrat prorogable pour « une autre période de dix ans »...

Lacroix-Riz (2023, p. 57-..59) :

"... au fil de l'an 1944. Washington visait le monopole, qu'il juge excellent pour le bien-être et la sécurité du monde : les groupes américains, dont l'Union Carbide and Carbon Corporation, via sa filiale, l'Union Mines Development Corporation (UMDC) jouirent donc seuls de la manne congolaise...

« L'accord » arrachait à la Belgique tout accès aux minerais congolais et tout espoir de les contrôler dans l'après-guerre comme il ressort des chapitre successifs d'Helmreich. ["Gathering Rare ores - The Diplomacy of uranium acquisition, 1943-1954", Princeton University Press, 1968]

Peu après le lancement de la bombe sur Hiroshima et Nagasaki, fruit des accords de 1942-1944 avec la Belgique, la presse américaine clama « que les États-Unis détenaient 82 % de l'uranium mondial »...

... « M. Spaak et M. Sengier, administrateur délégué de l'Union minière, seraient les seules personnes véritablement au courant des avantages accordés à leur pays en la matière. Le problème de l'uranium, mêlé à toutes les questions politiques actuelles, resterait le secret du ministère belge des affaires étrangères... »

[Spaak] écrivit Brugère en décembre 1946...

... Helmreich, champion du monopole américain de droit divin sur l'uranium du Congo-belge, reconnaît l'importance des services économico-politiques rendus par Spaak et Sengier...

Spaak avait gagné depuis lors ses galons d'homme lige, définitif, de Washington, origine de son éblouissante carrière politique belge, « européenne » et otanienne. Sengier avait été l'artisan majeur de l'octroi dudit

monopole, contre les anglais et aux conditions américaines de tarif. Le 1^{er} avril 1946, le général Leslie Groves, chef du « projet Manhattan » depuis septembre 1942, lui décerna logiquement « la médaille présidentielle du mérite »... Le black-out complet sur le dossier imposa d'ailleurs « une cérémonie privée »...



Edgar Sengier (midden) ontvangt een medaille voor zijn rol – de verkoop van uranium uit Congo – in de ontwikkeling van de Amerikaanse atoombom tijdens WO II, het zgn. Manhattanproject. (<https://www.atomicheritage.org/profile/edgar-sengier>)

. Le niveau de dépendance de Sengier à l'égard des États-Unis est inconcevable si on ne lit pas les fonds originaux à partir de 1944. Il alla jusqu'à expédier ses archives à New York, en briguant la direction unique de l'Union minière du Haut-Katanga. Les archives Foreign Relation of the United States (FRUS) de 1947 sont d'ailleurs plus précises qu'Helmreich qui s'en ait pourtant beaucoup servi. Ainsi Kirk révéla-t-il en septembre que l'envoi aux États-Unis des archives n'avait rien à voir avec la menace russe invoquée par routine : il avait scellé l'accord entre Sengier et les américains pour rendre impossible tout éventuel contrôle étatique belge futur sur l'Union minière du Haut-Katanga. Le grand financier Sengier se cachait même de son complice permanent et rival au rang de favori de Washington, le quasi permanent ministre Spaak : « bien que ce dernier connût tous les détails de l'accord secret » de 1944, son tuteur financier belge, « préférait ne se fier qu'à lui-même, ne le mettait pas au courant des termes exacts » des contrats annuels qu'il renouvelait avec les américains depuis septembre 1944 (FRUS secret, 13/09/49)

▪ de Boeck (2013 p. 96-97, **on met en gras**) : "Un accord se fait à la mi-septembre [1954] sur l'envoi aux États-Unis d'ingénieurs belges qui travailleront sur un réacteur de faible puissance. Le Syndicat d'étude de l'énergie nucléaire, « **animé par l'Union minière** » obtient que vingt à trente techniciens belges soient autorisés à suivre aux E-U un entraînement théorique et pratique. « Les Belges auront accès aux informations classifiées, toutes les mesures de sécurité étant prises de commun accord par les deux gouvernements » (...)

... Cinq ans avant l'indépendance du Congo... permettra l'inauguration du **Centre de Mol**. Le premier réacteur belge entre en phase critique le 16 mai 1955 à 9 heures. Bientôt, le réacteur atomique le mieux équipé et le plus avancé de toute l'Afrique, sera installé au Congo, dans le laboratoire de physique de l'Université Lovanium... [université du Congo, catholique, à Elisabethville inaugurée en nov. 1956]

▪ de Boeck (2012, p. 196) :

"Pour le cas des cités ouvrières de l'U.M.H.K., sous l'effet de l'ordonnance législative n°98/AIMO du 6 avril 1946, les conseils indigènes d'entreprises (C.I.E.) et les commissions du travail et de progrès social des indigènes sont créés*. Par des négociations avec l'employeur, ces conseils indigènes ont contribué tant soit peu à obtenir l'amélioration des conditions de travail et de vie des ménages dans les camps de l'U.M.H.K. En 1949, l'Union minière évaluait le coût moyen d'une journée d'ouvrier à 76,84 francs dont 24,98 francs seulement en espèces. Le reste se composait de 31,41 francs pour les avantages en nature (ration et logement) et 9,82 francs, 2,98 et 7,65 francs pour respectivement les charges imposées par l'État (école, soins), les divers avantages indirects et l'entretien des camps...

Les capitalistes exploitèrent malicieusement cette législation en se jouant de la naïveté d'observateurs non-avertis: il a été constaté que la contre-valeur en argent ne représentait même plus la valeur de l'ancienne ration ou le loyer. Cet écart s'accroissait davantage au fur et à mesure de la hausse des prix alimentaires."

* L'U.M.H.K. accorda la création en son sein des conseils indigènes d'entreprises en lieu et place des syndicats africains. Les membres desdits conseils étaient élus par les travailleurs eux-mêmes. Pour l'employeur, ils devaient jouer le rôle d'informateurs pour signaler au chef de cité ouvrière tout ce qui pouvait nuire à la bonne harmonie des camps. Cf. Bulletin Administratif du Congo-Belge, 1946, p. 913-940, cité par D. DIBWE dia MWEMBU, « Histoire des conditions de vie des travailleurs de l'Union Minière du Haut Katanga/Gécamines », op. cit., pp. 67-85

▪ de Boeck (2012, p. 200, *on met en gras*) : "...sous le Ministère Buisseret, [en 1954] il y eut un assouplissement de la législation qui limitait le droit d'association. Jusque là, les seules associations autorisées aux indigènes étaient les associations tribales. La Colonie estimait visiblement qu'elles lui offraient une double garantie : d'une part dans la division des tribus entre elles qui « atomisait » en quelque sorte la solidarité possible entre Congolais, peut-être aussi, d'autre part, dans le fait qu'elle estimait avoir un contrôle suffisant sur les chefs et dignitaires coutumiers importants." Les congolais : *indigènes*, n'ont pas de droits politiques (ils sont *sujets belges*).

Jusque là également [1954] les missions essentiellement catholiques, qui bénéficiaient du financement de l'État, avaient le monopole de l'enseignement (avec établissements distincts pour blancs et noirs, mais qui par contre avaient tendance à respecter les langues locales), 37 % des enfants de 6 à 14 ans étaient ainsi scolarisés en 1954. La formation des missionnaires eux-mêmes, en majorité flamands, était théologique. Ils avaient tendance à faire de l'évangélisation, notamment ils exigeaient que les enfants changent de religion, et pensaient à former leurs prêtres, bien qu'ils devaient former des cadres subalternes pour la colonie (*idem* p. 208-11).

A-11. René Boël (Solvay)

(1899 – 1990)

René Boël a un diplôme d'ingénieur de l'*Université Libre de Bruxelles* où aussi il a enseigné. Il a d'abord été occupé à la reconstruction, coté finance semble-t-il, de la grosse usine sidérurgique familiale de La Louvière (que gèrera son frère Lucien) démontée par les allemands pendant la 1^{ère} guerre, et il veillera aux intérêts financiers de la famille. Leur père Pol-Clovis Boël qui a été vice-président du Sénat, a été titré baron par le roi Albert 1^{er} pour sa participation à la reconstruction du pays. Durant l'entre-deux guerres, les Boël entrent dans les principaux groupes financiers belges (Solvay, Banque de Bruxelles, Société Générale..., [là](#)). La famille possède un grand domaine forestier au Chenoy, 2500 ha en 1927, dont s'occupe le 3^e frère, Max. agronome, dans laquelle ils chassent.

▪ Suite à son mariage en 1922 avec Yvones Solvay, René opte en 1928 pour la chimie, devient associé-gérant du groupe Solvay. La sœur de René, Marie-Anne Boël épouse Charles-Emmanuel Janssen (1907-1986), député du parti libéral entre 1938 et 1946, qui devient après la 2^{ème} guerre (il fuit la Belgique en 1942 pour l'Angleterre) codirigeant avec ses 2 frères de UCB, Union Chimique Belge (fusion de 4 sociétés chimiques belges en 1928, engrais azotés, carbochimie, pharmacie dont pénicilline et dont Solvay possédait 24 % du capital en 1937 et la famille Janssen autant) de leur père (qui l'a géré pendant l'occupation avec le fils Roger; Bertrams 2018).

▪ Avant la guerre l'ammoniaque étant en surproduction (usines d'azote) se passent des accords internationaux (avec contrôle d'une société fiduciaire suisse). L'allemand Farbenindustrie était le plus gros. E. Hirsch (1988, p. 44) : « *Je participais aux réunions belges qui avaient lieu à Bruxelles presque chaque semaine sous la présidence du baron Janssen, gendre de Solvay, et qui étaient honorées de la présence de deux autres barons, Coppée et Boël...* » .

▪ Lors du déclenchement de la guerre, René Boël, comme il est officier est un bref moment assigné à la liaison entre Bruxelles et le Comité de coordination franco-anglais à Londres (où se trouve une de ses connaissances, J. Monnet). Ensuite il sera basé à Londres. Le ministre en exil, Camille Gutt le charge de superviser les divers accords à faire avec les alliés (et notamment R. Boël sera membre de la délégation belge à Bretton Woods). Pour ce qui est des actifs Solvay en Angleterre, il s'entend avec les dirigeants de ICI qui en assureront la gestion.

Pendant la durée de la guerre, Ernest-John Solvay s'occupe des intérêts Solvay dans les territoires de l'axe et zones occupées (ils sont nombreux). René Boël lui s'occupe de réorganiser le réseau Solvay des pays non occupés, en les mettant dans la ligne fixée par les alliés.

Il se rend d'urgence à New York du 11 au 27 avril 1940. C'est à cause de tensions dans la direction du cartel d'industriels de la chimie qui avait été mis en place là-bas après la première guerre. R. Boël avait manigancé avec le *lawyer* **J.F. Dulles** de faire entrer en toute discrétion dans le bureau des directeurs une personne chargée de défendre les intérêts de Solvay, qui était le banquier Murnane, un proche de J.F. Dulles, mais certains industriels américains veulent le sortir du bureau des directeur. Avec J.F. Dulles ils doivent vite mettre au point une nouvelle manigance pour qu'il soit maintenu (il l'est).

R. Boël repart vers les USA en octobre 1940, via Lisbonne où il voit le directeur de l'usine Sovay locale (Soda povao) et reste aux USA pour ses affaires jusqu'à août 1941 (L'inspecteur de finance Hervé Alphanand (1977), qui revient de rencontrer notamment J. Monnet à Washington, rapporte que dans l'avion avec 42 personnes triées sur le volet qui l'amène des États-Unis à l'Angleterre le 24 août 1941, il y a le baron Boël). Il y retournera encore plusieurs mois en 1942. Dans l'ambiance plus nationaliste de la guerre (et la maison mère Solvay sous contrôle allemand), J.F. Dulles lui recommande la plus grande discrétion aux USA. Mais par ailleurs il lui fallait se montrer gérant des affaires Solvay dans les pays non occupés (Espagne, Portugal, Suisse...). (Bertrams et al. 2013, p. 298-311).

- Il connaissait David Drummond (alias vicomte Strathallan, fils du premier secrétaire général de la Société des Nations, Sir Eric Drummond), ils se voyaient notamment à la chasse de la famille Boël. Et comme le banquier américain George Murnane défendait de gros intérêts de Solvay aux USA il savait qui était Jean Monnet qui était en relations de travail étroite avec les deux. C'est ainsi qu'il a confié une affaire à E. Drummond - J. Monnet pour manigancer des mouvements de fonds discrets à partir de l'Italie de Mussolini, qui s'est étalée de 1936 à au moins 1945.
 - René Boël a été trésorier du *Mouvement européen* où il côtoyait donc son influent concitoyen P.H. Spaak, et aussi R. Schumann, K. Adenauer, A. de Gasperi... Et de par cette fonction il ne pouvait que savoir que les deux tiers du financement de ce "Mouvement" venait d'Amérique (l'ACUE, *American Committee on United Europe*, émanation de l'OSS/CIA; de Villiers 2019, copies d'archives à l'appui).
 - René Boël est président de la *European League for Economic Cooperation*, **ELEC** (créée en 1948 par Paul Von Zeeland et Joseph Retinger) de 1950 à 1981 et c'est son concitoyen P.H. Spaak qui lui succède à ce poste.
- (Solvay est devenue une compagnie publique en 1967)

A-12. Arthur J. Salter

(1881-1975)

A-12-1. C.V.

Arthur James Salter est né à Oxford et a fait ses études à Oxford. Il s'intéressait à la marche du monde (adhérent par ex. de la Fabian Society et fréquentera l'écrivain H.G. Wells sur de longues années).

- Il est Secretary of the Allied Maritime Transport Council, AMTC, pendant la première guerre mondiale (Churchill était alors Ministre des munitions). En 1917 (quand les USA entrent dans la guerre), il est Président du sub-committee of the Allied Maritime Transport Executive (Salter 1947, p. 161).
- Il est à la conférence de paix à Paris début 1919, a entendu M. Keynes, G. Clémenceau, etc.
- Dans la foulée, 1919 il est nommé Secretary du Supreme Economic Council de la Société des Nations, SDN, à Paris
- De 1920 à 1921 il est General Secretary de la *Reparation Commission* de la SDN, sujet d'autant plus délicat que le 19 novembre 1919 le Sénat américain n'avait accepté ni le Traité de Versailles avec les Réparations, ni la SDN. Du coup les américains (néanmoins présents) n'avaient plus de droit de vote alors que leur implication-intérêts financiers sur l'Europe était grande. Et tout ce monde avait des intérêts divergents. Raymond Poincaré a été le premier Président de la Commission de fév. à mai 1920 et A. Salter était assis à ses cotés tous les jours (Salter 1947, p. 194).
- Il redevient alors (1922) Head du Financial Committee de la Economic and Finance Section de la SDN à Genève, moment des plans de stabilisation des monnaies et prêts pour l'Autriche puis la Hongrie.
 - A la SDN il est dit qu'il a travaillé sur la question des réfugiés grecs (guerre gréco-turque 1919-1922) et en Bulgarie.

Il dit avoir passé "10 ans à Genève" pour la SDN (Salter 1947, p. 102). donc en gros jusqu'à 1930. Il participait évidemment aussi aux réunions générales de la SDN, où il voyait et écoutait donc tous les hommes politiques importants de l'époque.

- Il devient professeur de Théorie politique et des Institutions à l'Université d'Oxford.

Il considère dans ses écrits que les guerres ne tirent plus leurs origines de la compétition entre dynasties et religions, mais entre les nationalismes économiques et politiques ("The futur of economic nationalism", in *Foreign Affairs* 1932; [la](#)). A. Salter est un internationaliste, au minimum un européeniste, il fait partie des mouvement PEP et NCS (W. Churchill aussi), voir [Le Dréau ci-dessous](#)

En 1931 il publie "A scheme for an economic advisory organisation in India", en 1932 il publie "The World economic crisis and the way to escape" et "Recovery, the second effort", en 1933 il publie : "The united states of Europe and others papers" et "The framework of an ordered Society"

- A. Salter (1947, p. 211, 216, 182) a fait 2 missions de quelques mois, en chine " où j'agissais en tant que conseiller financier", la première au printemps 1931 (avec dit-il un belge devenu plus tard gouverneur de la banque nationale de Belgique), la deuxième sur le passage 1933-34. Il mentionne une fois, parlant d'un dîner avec la dynastie dirigeante que "certains de mes collègues européens étaient présents". C'était donc à Nankin pour les T.V. Soong, H.H. Kung, Chiang Kai-shek et leur influentes épouses Meiling Soogn (Chiang Kai Shek) et Ailing Soong (pour Kung). Il a aussi conseillé le chef de Mandchourie au Nord.

On notera le parallélisme avec le banquier J. Monnet. Il arrive en Chine derrière A. Salter en 1932, mais échoue à ce qu'il tentait de faire. Alors tout ce monde, A. Salter, D. Drummon et J. Monnet, anciens collègues de la SDN, revient en groupe, pour, suivant la personne, conseiller ou offrir ses services d'intermédiaire de banques, en novembre 1933.

- En 1935 il milite dans la presse pour qu'on s'oppose à la campagne de conquête italienne en Abyssinie (il reçoit même des menaces orales de Mussolini; Salter 1947, p. 237)

- Ils ont été publiés, donc on le voit au moins au printemps 1936 aux USA, ce sont des exposés qu'il a fait là-bas, par exemple au *Swarthmore College* à coté de Philadelphie. Ils portent sur l'économie "en grand" ("échanges mondiaux avant la guerre", "après la guerre", "pendant la dépression", facteurs, futur...). Cette même année 1936 il publie "Economic policies and peace".

- En 1937 il est élu député pour l'Université d'Oxford en tant que "indépendant", ce sera jusqu'en 1950.

La menace hitlérienne devenant patente, il était de ceux qui réclamaient une préparation (les ARP warriors, tendance Churchill)

En 1939 il publie "The dual policy" et "Securitiy: can we retrieve it ?"

- Lorsque la guerre arrive (1939), en attendant leur affectation, ils se réunissaient dans la maison de M. Keynes (que A. Salter a fréquenté 30 ans) avec W. Beveridge (London School of economic puis Oxford, spécialiste de la question du chômage) et W. Layton (éditeur de *London Economist*) (Salter 1947, p. 146) et A. Salter entre au Ministry of shipping en tant que Secrétaire parlementaire.

Lorsque Churchill devient Premier Ministre en mai 1940 il maintient A. Salter qui devient Président du *North American Supply Committee*. A. Salter voit l'envoyé de Roosevelt Harry Hopkins début 1941 et de suite, en mars 41, lorsqu'il est calculé qu'un manque de bateaux pourrait briser l'effort de guerre, Churchill, après une paire de repas en commun, "m'envoie à Washington - la seule source d'où pourrait venir de l'aide - en tant que Chef de la Britih Shipping Mission.", équivalent à un poste dit-il de "junior minister" du gouvernement anglais. Les 3 années suivantes, de guerre, A. Salter est basé aux USA. Il se rend en Angleterre pour consultation chaque été (Salter 1947, p. 103-5). La situation était tellement complexe aux USA que l'avis du président F. Roosevelt était souvent nécessaire, "effort de guerre", et cela s'est fait jusqu'en 1943 via le canal H. Hupkins à la santé très fragile mais à l'esprit pointu, homme de confiance de F. Roosevelt, et qui vivait au départ dans la Maisons Blanche. A. Salter est l'un des cinq présents (F. Roosevelt, H. Hopkins, H. Vickery et son amiral, responsables à la tête des chantiers de construction, et lui) à la réunion de 1942 (c'est après Pearl Harbor) qui décide, et ordonne, l'étape de passer de 1 à 8 millions de tonnes de construction de navires marchands, etc. F. Roosevelt connaissait A. Salter de ses écrits des années 1930s et une rencontre avait même été planifiée en 1932 (annulée à cause d'une de ces terribles attaques de type polio de F. Roosevelt). Jeunes, ils s'étaient croisés en 1917, F. Roosevelt étant alors Assistant Secretary of the Navy. A. Salter pense que son nom a été choisi pour Diriger la Mission du *Shipping* d'un commun accord des deux cotés de l'Atlantique, il a été reçu dès son arrivée par F. Roosevelt.

- Il est élu député conservateur pour Ormskirk de 1951 à 1953

- Il est Ministre d'État des Affaires économiques au trésor en 1951-1952, puis Ministre des matériaux en 1952-53.

A-12-2. PEP et CCS, Le Dréau (2008) :

• Le PEP

Le *Political and Economic Plannig*. PEP, est un mouvement démarré en 1931 "qui récupère l'idée de planisme, alors en vogue avec le plan quinquennal soviétique et les idées d'Henri De Man.". Arthur Salter en était, qui représentait la tendance internationaliste. "Michel Dumoulin souligne que les membres influents de la section britannique de la *European League for Economic Cooperation*, **ELEC** fondé en 1947 sont issus de PEP, à savoir notamment Harold McMillan et Arthur Salter....

Le PEP réfléchit aux buts de guerre bien avant le déclenchement de celle-ci, à partir de 1938. Ceux-ci sont finalement exprimés dans un programme intitulé *European order and World order*, publié en novembre 1939. La question majeure y est : « *Can Europe be federalised ?* »; « Même aux USA, il a fallu une guerre civile amère pour finir le processus élémentaire de l'unification fédérale ». La guerre à venir sera l'occasion de fédérer l'Europe. Un tableau des institutions à créer est dressé : **un Conseil de l'Europe, une armée européenne, une agence économique européenne** dont le rôle sera de coordonner les économies européennes...

... Arthur Salter a été consulté sur ce programme avant sa publication. Il n'y trouve que quelques erreurs de détail et demande des corrections mineures; sur le fond il se déclare d'accord avec le buts de guerre que fixe la PEP. Nous savons ainsi que dès novembre 1939 il prépare une possible unification de l'Europe, une fois le conflit achevé."

• La NCS (et le texte du 16 juin 1940)

"Arthur Salter appartient à une seconde association ayant élaboré un projet d'union franco-britannique.", la 'New Commonwealth Society, NCS, crée en 1932 par David Davis et dont W. Churchill a été président en 1936. Il s'agissait de défendre l'idée d'une SDN forte, avec un pouvoir militaire d'intervention pour faire respecter ses décisions, surtout en aviation. Avec l'échec de la SDN, Davis se rabat sur l'Europe dont son idée est une unification via la défense, et vue la situation de la fin des années 1930s, dont l'axe serait Angleterre-France, qui arracherait aux état une partie de leur souveraineté sur un domaine limité mais essentiel, la défense.

"On prête à Salter un rôle important dans cette conversion de *New Commonwealth* à Europe. Walter Lippens par exemple, en fait le principal instigateur de l'évolution de Davis : « Le NCS n'a pas adopté jusqu'à 1939 l'objectif duquel Sir A. Salter a été le premier de ses membres à formuler dans son "*United States of Europe*" en 1933. »... Les français Georges Scelle et Henri de Jouvenel sont aussi des défenseur enthousiastes de l'Europe... En somme en 1938 la NCS a intégré en son sein un fort noyau de militants qui plaide pour l'Europe Unie... Il faut tenir compte des idées de Davis pour expliquer les évolutions de Salter quant à l'Europe. De 1932 à 1940 Salter est membre d'une association qui milite activement pour certaines limitations de souveraineté... [p. 49] (...) Les projets d'union franco-britanniques sont extrêmement nombreux à partir de la fin de 1938 et surtout de 1939... Il faut rappeler l'état lacunaire des archives de Jean Monnet conservées à Lausanne. Il ne reste quasiment rien pour la période antérieure à 1940 (il n'y a par exemple aucune correspondance entre Monnet et Salter pour l'avant-guerre). Le texte de Keynes fait partie des rares documents conservés, on ne sait pas pourquoi il se trouve dans les archives de Monnet... transmis par l'intermédiaire de Salter ?... Dans ce cas Jean Monnet et Arthur Salter aurait-ils rédigé le projet d'union franco-britannique du 16 juin 1940 en ayant à portée de main le mémorandum Keynes, le programme de PEP, le discours de Léo Amery, les articles et livres de Lord Davis ? ... C'est probablement avant tout comme le témoignage d'une effervescence intellectuelle dans certains cercles intellectuels dans lesquels se côtoient J.M. Keynes, A. Salter, Lord Lothian, Lionel Robbins, Hayek, Léo Amery et tant d'autres. En ce sens le projet d'union franco-britannique du 16 juin 1940 est d'avantage le témoignage d'un âge d'or de l'euro péisme britannique qu'un simple acte isolé, et purement de circonstance... que ce projet soit voué à l'échec dès sa conception n'y change rien... Arthur Salter lui-même, lui accorde une place mineure dans ses mémoires, ce qui montre bien qu'il croyait peu à ses chances de réalisation... (...) A. Salter, ancien Directeur de la section économique de la Ligue des Nations a été impliqué dans quatre projets distincts d'union... (...) le projet du 16 juin 1940, bien qu'un échec complet sans aucune conséquences directe ou pratique n'a pas été seulement un acte désespéré et isolé. C'était aussi la preuve d'un grand mouvement européeniste, si ce n'est fédéraliste, qui ne peut pas être seulement considéré sur le seul critère de son échec final et absolu."

Bibliographie

(les ebook n'ont pas la pagination des versions papier, dans ce cas on ne peut mettre de n° de page mais il est facile, lorsque ce n'est pas une traduction, de retrouver les extraits par recherche numérique)

- Alphanth, H. 1977, "L'étonnement d'être – Journal 1939 – 1973", Fayard, 656p., [là](#).
- Anta, G.G. 2007 (or. ital. 2005), "Les pères de l'Europe - sept portraits", P.I.E. Peter Lang ed., Bruxelles.
- Aron, R. 2010 (1983), "Mémoires", Robert Lafond, 1030p.
- Barbier, C. 1999, "Henri Hoppenot, diplomate (25 octobre 1891 – 10 août 1977)", Direction des Archives, Ministère des Affaires étrangères, 631p, [là](#).
- Barillot, B. 1999, "Audit atomique – Le coût de l'arsenal nucléaire français 1945-2010", CDRPC Lyon, 374p.
- Bérard, A. 1978, "Un ambassadeur se souvient (2): Washington et Bonn: 1945-1955", Plon, 624p, [là](#).
- Bertrams, K. 2018, "UCB - The first Ninety Years", Lannoo publ. for UCB, 176 p.
- Bertrams, K. - Coupain, N. - Homburg, E. 2013, "Solvay : history of a multinational family firm", Cambridge University Press, 630 p.
- Bossuat, G. 2014 (sous la dir. de) "Jean Monnet, banquier, 1914-1945 – Intérêts privés et intérêt général", IGPDE, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, OpenEdition Books (édit. Imprim 112p). consulté en ebook donc pas de pagination mais extrait facile à retrouver en recherche numérique
- Bossuat, G. 2014-b, "Jean Monnet et la haute finance internationale (1904 - 1940)", [in](#) Bossuat, G. (sous la dir. de) "Jean Monnet, banquier, 1914-1945 – Intérêts privés et intérêt général", IGPDE, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, OpenEdition Books (édit. Imprim 112p). consulté en ebook donc pas de pagination mais extrait facile à retrouver en recherche numérique
- Bouchène, A. - Peyroulou, J.P. - Siari Tengour, O. - Thénault, S. 2012(2014) (sous la dir. de), "Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962", edit. La Découverte, ebook.
- Bougeard, C. 1994, "René Pleven - Un français libre en politique", Press Univ. Rennes, 476p.
- Boulanger, R. 2014, "Histoire d'une « zone grise », Jean Monnet et Pierre Quesnay (1920-1930)", [in](#) Bossuat, G. (voir à).
- Branca, E. 1998, "De Gaulle- Monnet, ou le duel du siècle", Revue Espoir, novembre, <http://archives.gaullisme.fr/de-gaulle-monnet.pdf>
- Bureau d'études 2015, "Un atlas des priorités", 66p, http://reseauculture21.fr/wp-content/uploads/2016/07/Onomatopée_BureaudEtudes_txtFr.pdf
- Carew, A. 2018, "American Labour's cold war abroad - From Deep Freeze to Détente, 1945 - 1970", Au Press, 510p.
- Carré de Malberg, N. 2014, "Entretiens avec Roger Goetze, haut fonctionnaire des finances – Tome 1 – Rivoli -Alger – Rivoli", E-book, OpenEdition, Institut de la gestion publique et du développement économique, IGPDE, éditeur, en cinq parties, <https://books.openedition.org/igpde/3000>
- Cazenave, S. 2011, "Félix Gaillard, le Président", Ginkgo édit., Paris, 318p. [Là](#) (président du parti Radical)
- Claval, P. 2012, "Un géographe méconnu : Pierre Denis", Géographie et cultures, 84: 81-100 ([là](#)).
- Cohen, A. 2004, "Vers la révolution communautaire - rencontres de la troisième voie au temps de l'ordre nouveau", Rev. d'histoire moderne et contemporaine, n°51/52 : 141-161, [là](#).
- Cohen, A. 2007, "Le « père de l'Europe » - La construction sociale d'un récit des origines", in Actes de la recherche en sciences sociales, n°166-167: 14-29, [là](#).
- Cohen, A. 2020, "Comment écrire la « biographie de la Communauté européenne ? Monnet et Duroselle en promoteurs des « études européennes », in Badel, L. (sous la dir. de) *Histoire et relations internationales, Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle et la naissance d'une discipline universitaire*: 217-232, [là](#).
- Collombat, B. - Servenay, D. (sous la dir. de) 2014, "Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours", nll édit, Edit. se la Découverte – Arte édit., ebook.
- Cousin, R. 2016, « Spaak Paul Henri », overblog "mémoires de guerre", [ici](#)

- Couzon, I. 2003, "Les espaces économiques » de François Perroux (1950). Organisation de l'espace et aménagement du territoire dans l'économie et la géographie françaises au milieu du XXème siècle", *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2003/2 (n° 9), p. 81-102, <https://www.cairn.info/revue-histoire-des-sciences-humaines-2003-2-page-81.htm>
- Dalton, A. 2011, "The Fur-trade fleet - Shipwrecks of the Hudson's Bay Company", Heritage House publishing cie,
- Dard, O. 1999, "Jean Coutrot, de l'ingénieur au prophète", *Annales littéraires de l'Université France-Comté*, n° 683, Série historique n°15, ~ 350p., [là](#).
- de Boeck, G. 2013, "Les héritiers de Léopold II ou l'anticolonialiste impossible", *Dialogue des peuples*, 487p, [là](#) ou [là](#).
- Demagny-van Eyseren 2005, "La direction des carburants du ministère de l'Industrie français et les projets de politique pétrolière communautaire (1957- 1974)", in Bradel, L. - Jeannesson, S. - Piers Ludlow, N (dir.), "Les administrations nationales et la construction européenne – Une approche historique (1919-1974)", Presses Interuniversitaires Européennes, Bruxelles : 287-304
- de Villiers, P. 2019, "J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu", Fayard, 416p (consulté en ebook; politicien anti-rouge, il a organisé une visite d'archives ouvertes, ce que l'historiographie officielle de Sciences-Po a "oublié" de faire ou de rapporter).
- de Witte, L. 2000, "L'assassinat de Lumumba", éd. Karthala, 3^{ème} édit., 415p. (il parle [là](#)).
- Dorikens, M.F. 1998, "100 years of radium – The complex history of an element", *Sartoniana (history of sciences)*, t. 11, Academia Press, Ghent, Belgium : 196-248, <https://www.sartonchair.ugent.be/file/201> ou [là](#)
- Drouard, A. 1992, "Une inconnue des sciences sociales : La fondation Alexis Carrel (1941-1945)", édit. Maison des sciences de l'homme, 552p. [là](#).
- Duchêne, F. 1994, "Jean Monnet : The First Statesman of Interdependence", W. Norton & wo, 478p. (François Duchêne dirigeait le centre de documentation du *Comité d'action pour les États-Unis d'Europe*, qui recevait des fonds de la Fondation Ford)
- Fieldhouse, R.A. 2023, "Recognition without influence ? German trade unions and Jean Monnet's Action Committee for the United States of Europe", PhD thesis, College Arts and Laxs, University of Birmingham, 365p, [là](#).
- Gillingham, J. 1991, "Jean Monnet and the European coal and steel Community: a Preliminary Appraisal", in: Brinkley D., Hackett C. (eds), "Jean Monnet". Palgrave Macmillan: 129-162, [là](#)
- Grin, G. 2008, "Jean Monnet, le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe et la genèse des traités de Rome", *Relations Internationales* n° 136: 21-32, [là](#).
- Grosbois, T. 1994, "Jean-Charles Snoy et d'Oppuers", in "Balthazar, H. - Brinkhorst, L.J. - Dumoulin, M. Postma, A. - von Kunitski, N., "Regards sur le Benelux", Tielt: 167-171.
- Hackett, C.P. 2018, "The Father of Europe, the Life and Times of Jean Monnet", Fondation Jean Monnet pour l'Europe, 251p.
- Hitchcock, W.J. 2010, "The Marshall Plan and the Creation of the West", in M.P. Leffler and O.A. Westad (eds), *The Cambridge History of the cold War; Vol. I, Origins*: 154-74.
- Hirsch, R. 1988, « *Ainsi va la vie* » 1988, Fondation Jean Monnet, Lausanne, 258p, [là](#).
- Horne, A. 1990 (1^è edit. 1969), "To Lose a Battle - France 1940", papermac/Macmillan, 724p.
- Jackson, J. 2002(1985), "The politics of depression in France – 1932-1936", *Cambridg Univ. Press*, 303p.
- Kinzer, S. 2013, "The Brothers - John Foster Dulles, Allen Dulles, and their Secret World War", Times books, H. Holt & cies, (Kinzer était journaliste au New York Times). J'ai consulté la version ebook, malheureusement sans réelle pagination possible puisqu'elle est dépendante de la fenêtre de lecture. Pas possible non plus de retrouver les citation par recherche puisque c'est une traduction. On peut cependant retrouver assez facilement parce que le texte de Kinzer suit la chronologie.
- Lacroix-Riz, A. 2006, "Fascisme financier hier et aujourd'hui – Le choix de la défaite", *Nouvelle Solidarité* – 28 juillet, Interview avec Annie Lacroix-Riz, p. 7-10, <https://solidariteetprogres.fr/special/Ent-Lacroix-Riz.pdf>
- Lacroix-Riz, A. 2010 (2006), "Le choix de la défaite – Les élites françaises des années 1930", Armand Colin, 2^è édit., 679p.

- Lacroix-Riz, A. 2013, "Industriels et banquiers français sous l'occupation", Armand Collin édit., 815p.
- Lacroix-Riz, A. 2016, "Aux origines du carcan européen - La France sous influence allemande et américaine", Delga édit., 165p. Cette historienne travaille essentiellement sur archives, les guillemets dans les parties qu'on cite) de ce livre sont d'elle, signifiant qu'ils s'agit de citations d'archives (référéncées dans ses livres)
- Lacroix-Riz, A. 2019, "La non-épuration en France - de 1943 aux années 1950", Armand Collin éd., 664p.
- Lacroix-Riz, A. 2023, "Les Origines du plan Marshall - le mythe de « l'aide » américaine", Armand Colin, 571p.
- Le Dréau, 2008, "Quelle Europe ? L'Europe franco-britannique - Les projets d'union franco-britannique (1938 - 1940)", in Rücker K. & Warlouzet (ed.), "Which Europe(s)? - New approaches in European Integration History", Euroclio Etudes et Documents, P.I.E. Peter Lang pub. :39-50 ([là](#)).
- Longuemar, P. 2014, "Le rôle de la Banque de Paris et des Pays-Bas et du monde des affaires entre les deux guerres et à la veille de la seconde guerre mondiale", [in](#) Bossuat, G. (voir à).
- Mallard, G. 2009, "L'Europe puissance nucléaire, cet obscur objet du désir ", Critique Internationale n°42 : 141-163, [là](#).
- Margairaz, M. - Rousso, H. 1992, "Vichy, la Guerre et les Entreprises", Histoire, Économie et Société, Vol. 11, n°3 : 337-367, [là](#).
- Mayer, D. 1983, "René Mayer", PUF, 426p, [là](#).
- McLemore, J. 2002, "The Aspen Institute and Marxist Praxis", Institution for Authority Research, Dean Gotcher, Herndon, KS, 58p.
- Mioche, P. 1989, "La perception de la puissance française par le patronat pétrolier vers 1948 : les carburants face à la modernisation de la France ", in Frank, R. (dir) "La puissance française en question 1945-1949", Editions de la Sorbonne: 201-17, aussi disponible en numérique
- Mioche, P. 2014, "Jean Monnet, businessman avant l'Europe", [in](#) Bossuat, G. (voir à).
- Monnet, J. 1976, "Mémoires", Fayard, disponible en ebook. (pour la rédaction de ce texte, voir § II-12).
- Moro, D. 2014 (trad. fr. 2017), "Le groupe Bilderberg - « l'élite » du pouvoir mondial", édit. Delga, 238p.
- Nathan, R.R. 1991, "An Unsung Hero of World War II", [in](#): Brinkley D., Hackett C. (eds), "Jean Monnet". Palgrave Macmillan: 67-84,
- Peeters, E. 1937, "Les forbans du patriotisme", édit. de la Fédération Syndicale internationale, 327p., [là](#).
- Pérez, SRM 2009, "Transnational business networks propagating EC industrial policy", in Kaiser, W - Leucht, B. et Rasmussen, M., "The History of the European Union", chap. 5.
- Puyaubert, J. 2011, "« L'apaisement » selon Georges Bonnet (Quai d'Orsay 1938-1939)", Synergies Royaume-Uni et Irlande, n°4: 117-128, [là](#)
- Ragon-Delmond, C. 2004, "La politique économique du pétrole en Algérie", *L'Algérieniste*, n° 107 : 16-26.
- Riondel, 1994, "Maurice Faure et la négociation des traités de Rome", [in](#) « Europe Brisée, Europe retrouvée », Bossuat G. et Girault, R., édit de la Sorbonne, p.347-64, <https://books.openedition.org/psorbonne/49063>
- Rioux, J-P. 1980, "La France de la IV^e République - 1. L'ardeur et la nécessité - 1944-1952", Seuil (consulté en ebook, donc pas de pagination mais extraits faciles à retrouver en numérique)
- Roussel, E. "Préface" de : Bossuat, G. (sous la dir. de) "Jean Monnet, banquier, 1914-1945 – Intérêts privés et intérêt général", IGPDE, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, OpenEdition Books (édit. Imprim 112p). consulté en ebook donc pas de pagination mais extrait facile à retrouver en recherche numérique
- Roux, A. 2016, "Chiang Kai-Shek - Le grand rival de Mao", édit. Payot & Rivages, 654p.
- Sabin, G. 1991, "Jean Bichelonne : ministre sous l'occupation, 1942-1944", Edit. France-Empire, 236p.
- Salter, A. 1947, "Personality in Politics - Studies of contemporary statesmen", Faber and Faber ed. 253p.
- Saunders, F.S. 2003 (org. anglais 1999), "Qui mène la danse - La CIA et la guerre froide culturelle", édit. Denoël (consulté en ebook)
Le titre de l'édition anglaise est "Who Paid the Piper ?", paru en 1999, Granta Books, London;
Le titre de l'édition américaine est "*The cultural cold war: The CIA and the world of Art and Letters*", New York, The New Press, paru en 1999, réédité en 2013.

- Schmidt, H. 1999, "Jean Monnet et le nouveau visage de l'Europe après la seconde guerre mondiale", in Bossuat, G. et Wilkens A., (sous la dir. de) "Jean Monnet - L'Europe et les chemins de la paix", édit. de la Sorbonne
- Soutou, G.H. 1991, "La logique d'un choix : le CEA et le problème des filières électro-nucléaires, 1953-1969", Relations internationales, n° 68 : 351-377.
- Soutou, G.H. 1993, "Les accords de 1957 et 1958 : vers une communauté stratégique nucléaire entre la France, l'Allemagne et l'Italie ?", in, Matériaux pour l'histoire de notre temps, n°31 ; Penser et repenser les défenses : 1-12, https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1993_num_31_1_404096
- Tarnoff, C. 2018, "The Marshall Plan: Design, Accomplishments, and Significance", CRS, Congressional Research Service, Report, 7-5700: 28p.
- Tournès, L. 2008, "La fondation Rockefeller et la construction d'une politique des sciences sociales en France (1918 – 1940)", Ann. Hist. Sc. Sociales, Armand Colin, 63(6): 1371-1402, [là](#)
- Tournès, L. 2020, "Américanisation - une histoire mondiale (XVIII^e - XXI^e siècles), Fayard édit. (consulté en ebook donc pas de pagination, mais recherche numérique facile des extraits)
- Van Helmont, J. 1963, "Exposé sur le contrôle d'Euratom", 22 fév., à l'Association allemande de politique extérieure à Bonn, C.E.E.A./Euratom, 10p., [là](#).
- Warlouzet, L. 2011, "Le choix de la CEE par la France – Les débats économiques de Pierre Mendès-France à Charles de Gaulle (1955 à 1969)", IGPDE, Comité pour l'histoire Économique et financière de la France, [ici](#).
- Wilson, J. 2015, "Robert Triffin – Milieu académiques et cénacles économiques internationaux (1935 -1951)", Internatinal Monetary Issues – Association Robert Triffin International - Questions monétaires internationale n°1, Ed. Versant Sud, 2 vol., 848p. et annexes 208p., [là](#)
- Zanoun, L. 2010, "From the Second Reich to the Third Republic : Identities and Politics in the Moselle département, 1918-1936), in Lebrun and Lovecy (ed.) "Modern French Identities", 90, "Une et divisible? - Plural Identities in Modern France", Perer Lang ed.: 45-62